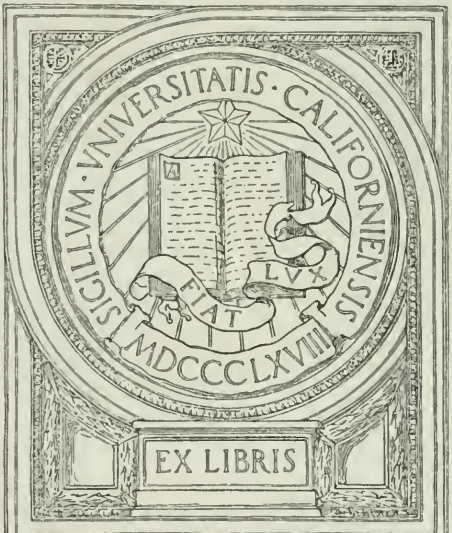
UNIVERSITY OF CALIFORNIA
AT LOS ANGELES



MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT,

SUR

LES CAUSES SECRÈTES QUI ONT DÉTERMINÉ LA POLITIQUE DES CABINETS DANS LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TOME TROISIÈME.

A PARIS,

CHEZ L.-G. MICHAUD, LIBRAIRE,

RUE RICHELIEU, N° 67.

1831.

IMPRIMERIE DE P. DUPONT ET G. LAGUIONIE.

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT.

PARIS, IMPRIMERIE DE P. DUPONT ET G. LAGUIONIE,
rue Grenelle St-Honoré N° 55.

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT,

SUR

LES CAUSES SECRÈTES QUI ONT DÉTERMINÉ LA POLITIQUE DES CABINETS DANS LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TOME TROISIÈME.

A PARIS

CHEZ L.-G. MICHAUD, LIBRAIRE,

RUE RICHELIEU, N° 67.

1831.

145
A44
t. 3

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.

L'intérêt historique et l'importance diplomatique ont sans doute piqué la curiosité du lecteur dans la première livraison de ces mémoires, en lui révélant les causes réelles et ignorées jusqu'ici de la politique des cabinets pendant les trois premières campagnes de la révolution. Mais cette nouvelle livraison, qui renferme toute l'histoire de l'Europe, à partir de la paix de Bâle (15 avril 1795) jusqu'à celle de Campo-Formio (17 octobre 1797), ne peut manquer de lui fournir encore plus d'alimens. Ces trente mois appartiennent à une des époques de l'histoire contemporaine les plus variées et les plus fécondes en opérations militaires, en révolutions politiques et en négociations du premier ordre. Si la paix de Bâle entre la France et la Prusse rompt le nœud de la première coalition, le traité de Campo-Formio, signé deux ans après, entre l'Autriche et la France amène la dissolution continentale de cette même coalition : tout le système de la politique de l'Europe se trouve dès lors changé, et l'arène n'est plus occupée que par l'Angleterre, qui ose lutter seule contre la puissance révolutionnaire, fortifiée par l'acquisition des Pays-Bas, et la possession de toute la rive gauche du Rhin.

Combien d'événemens politiques et militaires, combien de négociations et d'intrigues croisées avant d'atteindre ce premier terme de l'ambition de la France érigée en république ! Cette nouvelle livraison instruira le lecteur sans réticences et sans ménagemens de tous les motifs secrets qui ont fait agir les cabinets des puissances engagées dans ce grand conflit. Il verra se développer successivement les maximes politiques du comité de salut public après le régime de la terreur ; ses négociations clandestines avec l'Autriche et la Prusse ; l'esprit dans lequel furent rédigés les deux traités séparés de Bâle ; la sensation qu'ils firent à la diète de Ratisbonne et à la cour d'Autriche ; le nouveau concert, après la défection de la Prusse, entre les cabinets

285214

de Londres, de St-Pétersbourg et de Vienne; la reprise des opérations offensives sur le Rhin par cette dernière puissance; les victoires de Clerfayt et les causes de sa disgrace, comme celles de la promotion de l'archiduc Charles au commandement en chef.

Un autre ordre d'événemens se présente par suite du plan de campagne adopté par le directoire pour l'invasion de l'Italie. Bonaparte apparaît: ici tout est divulgué sur son avénement au commandement en chef, sur la nature de ses instructions, sur ses premiers succès, sur la convention de Chérasco et la défection de la cour de Turin. On y voit dans tout leur jour l'effet que produisent ces événemens sur le cabinet de Vienne et le changement qu'ils opèrent dans le conseil aulique de guerre. L'ouverture de la campagne en Allemagne et les succès des Français ont pour résultat la convention secrète de Berlin, du 5 août 1796, dont toutes les particularités sont dévoilées ainsi que celles de la mission du sous-secrétaire d'état Hammond à Vienne et à Berlin. Des détails également curieux se rattachent au traité d'alliance entre la France et le cabinet de Madrid; aux premiers rapports de Bonaparte avec les cours de Naples et de Rome, et avec le grand duc de Toscane; enfin à ses desseins sur Gènes et sur Venise.

D'un autre côté, la campagne en Franconie et en Souabe; les négociations entre le directoire et plusieurs princes de l'Allemagne; la conduite de la Bavière; les vues de la Prusse sur Nuremberg, ses ménagemens pour la Russie, et l'impression produite par les revers des Français en Allemagne sur le cabinet du Luxembourg, terminent avec le troisième volume, le tableau de la campagne de 1796.

Ici l'intérêt redouble; on voit comment l'Angleterre trouve des compensations dans ses succès maritimes, comment Pitt, en détournant l'Autriche d'une paix séparée, fait des ouvertures au directoire, tandis que le directoire fait à l'Autriche des ouvertures directes: de là la lettre de Bonaparte à l'Empereur et l'envoi d'un de ses agens secrets à Vienne. De l'état de l'opinion et des partis en Angleterre, on passe aux particularités diplomatiques de la mission de lord Malmesbury à Paris, et de celle de Clarke chargé de traiter séparément avec l'Autriche. Les dernières instructions du négociateur anglais donnent lieu entre lui et le

ministre du directoire à une conférence remarquable dont les détails, ainsi que les causes de la rupture des négociations, sont publiés aujourd'hui pour la première fois.

En Italie, les mouvemens du maréchal Alvinzi amènent la bataille de Caldiéro, et la détresse de Bonaparte qui par des ruses diplomatiques autant que par la supériorité de ses talens militaires gagne la bataille d'Arcole. Quelques circonstances inconnues de ces événemens sont enfin dévoilées.

Les modifications apportées à la triple alliance par la mort de Catherine II, et un peu plus tard l'exposé de la politique suivie par la Russie depuis l'avénement de Paul Ier, offrent des documens non moins précieux.

Revenant à l'Italie, on voit les développemens de la mission de Clarke qui provoquent l'opposition de Bonaparte à la conclusion d'un armistice, et les intrigues secrètes de la cour de Naples et de son ambassadeur à Vienne pour amener le cabinet impérial à négocier directement avec ce général victorieux. La bataille de Rivoli termine par un revers les opérations offensives d'Alvinzi: on apprend comment cette bataille fut gagnée par Bonaparte qui, après avoir pris Mantoue, s'empare de la mission de Clarke, voulant être seul l'arbitre de la paix et de la guerre. On découvre aussi les motifs qui le portent, après un commencement d'hostilités, à conclure un traité de paix avec le saint-siège.

Ici le cabinet autrichien est mis tout-à-fait à nu. Le voile est enfin déchiré qui dérobait à la connaissance de l'histoire les principales causes des succès de Bonaparte dans sa campagne des Alpes Noriques et d'Allemagne, les turpitudes diplomatiques du traité préliminaire de Léoben, ainsi que les mobiles secrets de l'anéantissement de la république de Venise, de la révolution démocratique de Gènes et des rapports de Bonaparte avec les cours de Rome, de Naples, de Parme et de Turin.

Dans les deux derniers chapitres, on assiste aux négociations de Lille et d'Udine où Bonaparte se met en opposition avec le directoire sur l'Italie. C'est de Milan qu'il provoque la révolution du 18 fructidor (4 septembre 1797), dont il espère tirer parti : c'est après cette révolution que, d'accord avec l'ambassadeur Cobentzel il conclut, malgré le directoire, le traité de Campo-Formio qui consacre la spo-

liation et l'avilissement de l'Europe continentale. Tout est révélé à l'égard de ce traité célèbre qui forme l'important dénouement de cette seconde livraison.

Qu'on ne s'imagine pas que la Prusse s'étant retirée de la coalition, ne puisse plus rien offrir dans son système politique qui soit digne de l'histoire. Indépendamment de ceux de ses actes que nous avons fait connaître, il en est encore qu'on trouvera plus particulièrement caractérisés dans cet ouvrage, entre autres la mission secrète de Lucchesini auprès de Bonaparte en Italie, mission qui n'était pas connue, et la déclaration donnée à la France, d'après l'impulsion d'Haugwitz, par Frédéric-Guillaume, le 3 juillet 1797, touchant les sécularisations. Ainsi il n'est plus possible de douter que les archives de la Prusse n'aient été ouvertes à l'homme d'état que le public n'a pas cessé de regarder comme l'auteur de ces Mémoires, où l'on verra qu'il a encore puisé à des sources non moins précieuses et non moins authentiques.

POLITIQUE SECRÈTE

DES

CABINETS.

1794

Refus de la Prusse de concourir à la défense des Pays-Bas. — Retour de l'empereur à Vienne. — Bataille de Fleurus, calculée pour l'abandon des Pays-Bas. — Pitt fortifie son ministère. — Inutilité de ses efforts pour affermir la coalition. — Dangers qu'elle court du côté de la France et de la Pologne. — Siége de Varsovie par le roi de Prusse. — Levée du siége. — Combats de la Roca: — Retraite de Clairfayt au delà du Rhin.

Cependant rien n'était encore changé dans les Pays-Bas, à la fin de mai, dans l'ensemble de la guerre. Clairfayt occupait une position entre la Lys et la mer, couvrant de là Gand et l'intérieur de la Flandre, dont Pichegru, après la bataille de Poutachin, avait poursuivi l'invasion. A l'autre aile de ce front de bataille de quarante lieues d'étendue, où tous les postes

étaient occupés, on en venait aux mains tous les jours sur les rives de la Sambre, vers Charleroi. C'était pour ainsi dire la clef de toute cette ligne : là devait se décider le sort de la campagne par l'effet de la jonction de l'armée de la Moselle avec l'armée des Ardennes et la droite de celle du Nord : Jourdan était en pleine marche ; il perçait par les Ardennes, et Beaulieu, se trouvant à découvert, s'était retiré vers Namur. Un troisième passage de la Sambre avait été effectué le 6 mai. Le 30, l'armée des Ardennes et la droite de l'armée du Nord avaient fait un nouveau mouvement et investi Charleroi : malgré plusieurs tentatives infructueuses, les Français ne se proposaient pas moins d'en faire le siége. Les Autrichiens qui leur étaient opposés, s'avancèrent pour délivrer la place : le prince héréditaire d'Orange les commandait *. L'empereur lui-même arriva, le 1er juin, avec le renfort parti de Tournai, et le 3 juin une vigoureuse attaque commença sur toute la ligne. Les républicains, assaillis et battus, furent contraints de lever précipitamment le siége, après avoir perdu deux mille hommes. Mais dès le lendemain on vit paraître tout à coup les têtes

* Il avait remplacé le général comte de Kaunitz, appelé à la grande armée par le généralissime.

de colonnes des quarante mille hommes de l'armée de la Moselle, conduits par Jourdan. Quel renfort imposant! Réunis dans la main d'un seul chef, ces trois corps d'armée formèrent l'armée de Sambre-et-Meuse; elle s'élevait à soixante-seize mille combattans, non compris quinze mille hommes, qui, sous les ordres du général Scherer, gardaient la Sambre, de Maubeuge à Thuin. Au premier bruit de cette accumulation de forces sur le point essentiel de la Sambre, le conseil privé de l'empereur décida qu'il était temps de mettre à exécution les résolutions délibérées à Tournai. Un aide-de-camp fut envoyé en toute hâte au prince de Cobourg, avec une dépêche écrite au nom de l'empereur, pour qu'il vînt au soutien de la Sambre; il s'agissait d'empêcher que les corps français, dont la jonction s'était opérée, ne se portassent de Charleroi, qu'ils ne cessaient de menacer directement, sur Tirlemont, d'où ils intercepteraient la route de Liége, par laquelle devrait s'effectuer, selon l'événement, la retraite des troupes impériales.

Sans laisser encore transpirer son intention de quitter l'armée, l'empereur, partant pour se rendre de Malines à Anvers, se plaignit avec amertume du retard, ou plutôt de la mauvaise

volonté que mettait la Prusse à concourir à la défense commune sur un champ de bataille où elle s'était engagée par un traité formel de venir combattre, et où allait être décidé le sort de la guerre. L'empereur ajouta que la prodigieuse augmentation des forces de l'ennemi ne lui laissait que peu d'espoir de prolonger la lutte avec succès, si des forces auxiliaires n'arrivaient pas en toute hâte. Le marquis d'Hertfort *, l'un des commissaires du gouvernement anglais, supplia l'empereur de ne pas se départir de sa constance glorieuse pour la défense commune, et de persister dans la juste confiance que lui avait inspirée jusqu'alors l'appui de ses valeureuses troupes qui ne pouvaient manquer de vaincre, étant dirigées par les mêmes sentimens dont elles étaient animées. Il annonça à l'empereur l'arrivée du marquis de Cornwallis, chargé par sa cour de se rendre, en qualité de commissaire, auprès de l'armée prussienne, qui, sur sa réquisition, ne tarderait pas vraisemblablement à se diriger vers les Pays-Bas. L'empereur témoigna sur les intentions du cabinet de Prusse des doutes que celui de Londres commençait à partager. Pitt avait donné au marquis de Cornwallis la mission de

* Ci-devant lord Yarmouth.

vaincre les hésitations du maréchal Mœllendorff. Le marquis avait fait le trajet de Londres à Ostende à bord d'une frégate anglaise, et il arrivait presque au moment où se terminaient les conférences de Maestricht. Les engagemens qu'Haugwitz y avait pris lui firent d'abord augurer qu'il réussirait dans l'objet de sa mission. Pressé de la remplir il alla joindre, à Mayence, lord Malmesbury, signataire du traité, et l'amiral Kinckel, que la Hollande envoyait de son côté à l'armée prussienne, avec une mission semblable. Lord Malmesbury n'ayant pu déterminer Haugwitz à venir conférer avec le maréchal Mœllendorf, pour la prompte exécution des stipulations de La Haye, Hardenberg, sur ses instances, consentit à remplacer Haugwitz en sa qualité de ministre du cabinet prussien. Les conférences eurent lieu vers la mi-juin, d'abord au château de Kirchheimbohlanden, sur le Rhin, au pied du mont Tonnerre, puis au quartier-général de Mœllendorff: elles furent très animées. Les commissaires des puissances maritimes exigeaient que les Prussiens, au lieu d'agir dans la Lorraine et l'Alsace, se portassent en toute hâte sur la Sambre, dans la vue de conserver la Belgique. «Ce n'était pas gratuitement, disaient Cornwallis, »Kinckel et Malmesbury, qu'elles payaient les

» subsides, ni pour que les auxiliaires soudoyés » employassent leurs forces à leur gré. Les Prus- » siens devaient donc agir conjointement et à la » guise des alliés, car telle était la première con- » dition et la base du traité. Ces demandes d'ail- » leurs étaient si justes, que le plénipotentiaire » prussien lui-même y avait souscrit aux confé- » rences de Maestricht. »

Mœllendorff ne crut pas devoir y obtempérer, dans la persuasion qu'elles étaient incompatibles avec la dignité et l'intérêt politique de son gouvernement. Il allégua qu'elles étaient contraires au succès de la campagne, et comme il ne pouvait mettre en avant que ce dernier motif, il l'appuya avec beaucoup de chaleur et d'énergie, rappelant d'abord « qu'en se maintenant l'hi- » ver entier sur la rive gauche du Rhin, il avait » empêché l'ennemi de se maintenir lui-même à » Trèves, et préservé la chute presque inévitable » des Pays-Bas; que les opérations précoces de » la campagne et l'attaque de la Lautern n'a- » vaient pas été moins utiles en appelant une par- » tie des forces françaises de la Sambre sur la Mo- » selle, et facilitant ainsi la défense de la Belgique; » que nul moyen n'était même à présent plus » propre à sauver ce pays que de continuer d'at- » taquer en flanc la Lorraine et l'Alsace; qu'il

» fallait s'aveugler soi-même sur les vrais inté-
» rêts des alliés pour ne pas comprendre que
» rien ne pouvait être plus agréable aux Fran-
» çais que la translation des forces prussiennes
» sur la Sambre; que par là Sarrelouis et Lan-
» dau, actuellement menacés, n'auraient plus
» rien à craindre; que le Rhin, dégarni de trou-
» pes, resterait sans défense, et enfin que rien
» n'empêcherait plus l'armée du Nord de rece-
» voir tous les autres renforts qu'elle désirait. »

Les commissaires ne virent dans ces allégations que des subterfuges; ils réitérèrent leur demande péremptoire, en la motivant non seulement sur le texte même du traité, mais encore sur la jonction des deux armées de la Moselle et du Nord qui venait de s'opérer devant Charleroi : elle donnait aux Français sur la Sambre un tel accroissement de forces que s'il n'était pas balancé par la prompte intervention des Prussiens, la sûreté de la Belgique serait gravement compromise, de même que la barrière de la Hollande, que les puissances maritimes avaient tant d'intérêt à défendre. Mœllendorff persista dans son refus, en observant que le traité signé à La Haye portait expressément que l'armée resterait réunie sous un chef prussien; que d'ailleurs elle n'était pas passée posi-

tivement à la solde des puissances maritimes, qui, par la convention du 19 avril, fournissaient seulement au roi de Prusse, pour continuer sa coopération, des moyens dont ce monarque s'était privé par les efforts qu'il avait faits précédemment à ses propres frais sur les revenus de l'état. Il ne fut pas possible de faire changer de résolution au vieux maréchal. L'aigreur s'en mêla, et on en vint même aux reproches. Attaquant la bonne foi des Prussiens, les commissaires observèrent que les alliés payaient l'entretien de soixante-deux mille hommes, et qu'on savait néanmoins positivement qu'à la boulangerie de l'armée on ne confectionnait du pain que pour trente-deux mille soldats. Mœllendorff se récria, et nia l'exactitude de ce calcul. Enfin Hardenberg, plus conciliant, et qui désirait mettre un terme à cette pénible discussion, proposa d'envoyer un officier auprès du roi réclamer la détermination de S. M. sur la destination ultérieure de l'armée prussienne. Le marquis de Cornwallis, tout en adhérant à cette proposition, déclara que les alliés suspendraient les paiemens du subside jusqu'à ce que cette affaire fût arrangée et les difficultés aplanies. On se sépara: le major de Meyerinck, aide-de-camp de Mœllendorff, et à qui la dépêche fut confiée, prit la

route de Breslau, pour de là gagner le quartier-général du roi en Pologne.

De son côté, l'empereur, résigné à l'abandon des provinces belgiques, avait quitté, le 9 juin, l'armée du prince de Cobourg, pour se rendre à Anvers; puis, tout à coup, revenant sur ses pas, et passant le Rhin, il continua sa route directement pour Vienne, laissant au comte de Metternich le soin de mettre les vues secrètes de son cabinet à exécution, quand il en serait temps. Son retour subit à Vienne, au moment où, dans les Pays-Bas, le feu de la guerre paraissait éclater avec le plus de force, fit dans cette résidence et dans les autres capitales de l'Europe la plus grande sensation. « L'empereur ne s'est » pas si fort hâté, disait-on à la cour et dans les » cercles, sans quelque motif pressant. » Les hauts personnages plus au fait des affaires, comme étant plus près du prince et des ministres, répondaient avec une sorte d'affectation diplomatique que « la présence du monarque » aux Pays-Bas, l'expérience qu'il y avait faite » personnellement des difficultés qu'offraient » les conjonctures présentes, et les connaissances » qu'il y avait acquises sur les lieux mêmes, et » qui étaient bien préférables à celles qu'on ti- » rait de rapports éloignés, l'avaient conduit à

» un résultat que peut-être on verrait se déve-
» lopper dans peu; que du reste on parlait plus
» que jamais de mettre un terme à l'effusion du
» sang humain, et de laisser calmer, s'il était
» possible, par le repos, cette agitation des es-
» prits, de part et d'autre, qui plongeait l'Eu-
» rope dans les plus grands malheurs. »

La paix, ou tout au moins une trève avec la France, entrait réellement dans les combinaisons de Thugut, et par conséquent du cabinet impérial. D'après les informations secrètes qu'on y recevait de Paris, on s'attendait à un nouvel ordre de choses en France, c'est-à-dire que le pouvoir divisé y tomberait dans une seule main. Robespierre était ce prochain dictateur. Se montrant disposé à mettre un terme aux excès révolutionnaires et au règne de la terreur, il était aux yeux des cabinets de Vienne et de Londres le seul avec lequel il fût possible de traiter. Ne s'était-il pas opposé à la guerre dans son origine, et depuis n'avait-il pas anéanti la faction de Brissot, qui, en l'allumant, avait lancé la propagande contre l'Europe? N'avait-il pas abattu plus récemment les factions anarchiques qui prêchaient le nivellement de tous les rangs et de toutes les fortunes, et qui, en abolissant le culte chrétien, avaient nationalisé l'athéisme?

Dans un rapport sur la morale publique, il avait tonné lui-même contre l'athéisme et les profanations. Il venait de faire plus : nommé président de la convention, il avait fait proclamer l'existence de l'Être suprême et l'immortalité de l'âme. Le gouvernement de Robespierre commençait, pour ainsi dire, sous les auspices de cette déclaration religieuse, comme étant la source de toute morale publique, premier principe de toutes les lois. Il promettait aussi la liberté à tous les cultes. N'était-il pas évident qu'il aspirait à ramener les choses à un état d'ordre qu'on pût supporter et qui fût durable? Telle était l'idée qu'on s'était formée de ce chef de la révolution, non seulement à Vienne et à Londres, mais encore à Rome, à Turin, à Madrid, où l'on pensait avec raison qu'en France le pouvoir finirait par appartenir à celui au nom duquel l'ordre public pourrait se rétablir.

D'autres indices semblaient encore justifier les prévisions des deux principaux cabinets confédérés. On savait par exemple à Vienne et à Londres que c'était le frère de Robespierre qui avait fait suspendre l'invasion du Piémont et de la Lombardie, prête à s'effectuer par les Alpes maritimes; on n'ignorait pas non plus que, dans le comité de salut public, Robespierre lui-même

ralentissait l'exécution des plans de campagne proposés par Carnot, comme menaçant l'Europe d'un débordement militaire. Il se servait de Saint-Just aux armées pour y balancer ou détruire l'influence de Carnot, et il soutenait Pichegru, qui lui était personnellement dévoué. Plus restreint dans ses vues, il ne voulait qu'affranchir la Belgique, et recouvrer tous les pays réunis à la France par la convention. On n'ignorait pas non plus qu'au fond il redoutait la guerre et l'ambition des généraux; enfin on le croyait tout puissant, parce qu'on le supposait maître du comité de salut public par les jacobins, par la convention et par la commune. Du reste les cabinets n'étaient point en mesure d'avoir sur l'intérieur de ce comité de gouvernement et sur l'état réel de la France, des données assez précises pour appuyer d'une manière certaine leurs calculs politiques; ils étaient alors absorbés dans leurs propres affaires.

Non seulement les cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin, mais encore celle de Vienne, avaient aussi à s'occuper essentiellement de l'insurrection de la Pologne : ce fut un des motifs qui ramenèrent l'empereur dans sa capitale. Les notes remises au nom de la czarine aux

deux cabinets de Vienne et de Berlin leur avaient représenté la Pologne comme ayant ouvert une seconde scène de révolution, qui, si l'on ne réussissait à la fermer bientôt, pourrait entraîner les suites les plus funestes, en perpétuant le feu de la guerre dans cette partie de l'Europe. Le sentiment de crainte générale que cette commotion, destinée à délivrer la Pologne du joug étranger, ne dégénérât en une imitation de la révolution française, avait saisi les hautes classes dans toutes les cours du Nord : la czarine se servit très adroitement de cette disposition des esprits pour arriver aux résultats qu'elle se proposait.

Dès qu'elle eut connaissance des motifs qui portaient l'Autriche au découragement dans les Pays-Bas, et de l'inquiétude intéressée que décelait cette puissance sur le dénouement présumé du drame de la Pologne, elle regarda comme un coup de parti de l'y faire intervenir elle-même; il s'agissait de s'en servir pour balancer le poids militaire de la Prusse, qui se présentait en Pologne avec de grands desseins dont Catherine entendait borner les effets, tant elle était sûre par là d'y jouer le premier rôle.

Son ambassadeur à Vienne, comte de Rasumowski, avait reçu d'elle, pendant l'absence

de l'empereur, des dépêches pour les remettre en main propre à ce prince. L'ambassadeur s'était mis aussitôt en route ; mais arrivé à Ratisbonne, apprenant que l'empereur retournait à Vienne, il était allé à sa rencontre jusqu'à Francfort. Là, il n'avait pu le joindre, le monarque ne s'y étant point arrêté. Immédiatement après son arrivée dans sa capitale, ce prince envoya au général comte d'Harnoncourt l'ordre d'entrer avec son corps d'armée dans la Petite-Pologne. C'était le résultat des résolutions adoptées par son cabinet avant le départ de la Belgique. Jusqu'alors la cour de Vienne s'était tenue en observation ; mais après l'occupation de Cracovie par les troupes prussiennes, ne voulant pas se priver des avantages d'un nouveau démembrement jugé inévitable par la réunion des forces de la Prusse et de la Russie, elle n'avait pas hésité à prescrire l'occupation de la Petite-Pologne. L'ordre en était donné quand Rasumowski remit ses dépêches : elles avaient pour objet de mettre les affaires de la république de Pologne en liaison avec celles de l'Europe en général ; et c'était au prix de l'accession de la cour de Vienne aux projets des cabinets de Russie et de Berlin que la czarine offrait à l'empereur un arrangement plus étendu sur la destinée fu-

ture de la Pologne. Par là l'impératrice avait également en vue de reprendre son influence sur la cour de Vienne.

Le général d'Harnoncourt s'était mis en marche, précédé par une proclamation annonçant qu'il entrait sur le territoire polonais avec le corps d'armée sous son commandement, pour éloigner par cette mesure tous les dangers auxquels les frontières de la Gallicie pourraient être exposées par suite des troubles qui venaient d'éclater en Pologne.

Les Autrichiens y pénétrèrent sans opposition, et tel fut l'aveuglement des Polonais qu'ils n'admirent pas la possibilité que la cour de Vienne eût l'intention de prendre une part directe à cette guerre, au moment même où, par l'intervention de la Russie, l'Autriche se réservait pour son lot dans le nouveau partage les palatinats de Chelm, Lublin, Sandomir et Cracovie.

Pendant cette double crise, du côté de la Pologne et du côté de la France, on vit à la cour de Vienne le nestor des ministres quitter la scène des affaires humaines alors si agitée et si confuse : le vieux prince de Kaunitz descendit au tombeau *. La diplomatie le surnommait

* Le 27 juin 1794.

l'*ancien cocher de l'Europe* : en effet, pendant près d'un demi-siècle il avait eu sur la politique européenne une influence qu'il devait encore plus à son zèle sans bornes pour la maison d'Autriche, qu'à ses talens comme homme d'état, talens dont on avait exagéré les proportions en raison de la perpétuité de son pouvoir. Depuis deux ans il s'éteignait, et il mourut d'un dépérissement de forces dans la quatre vingt-quatrième année de son âge. Il fut le régulateur pendant quarante ans de la puissance autrichienne. Peu de jours après sa mort, Thugut revint à Vienne, de retour des Pays-Bas : il relevait de maladie, et avait fait le voyage par eau depuis Ratisbonne. L'empereur lui conféra la place de ministre effectif des affaires étrangères ; jusque là il n'en avait eu que la direction par pure déférence pour le vieux Kaunitz, qu'il n'avait pas cessé de consulter pour la forme. L'empereur l'ayant nommé également chancelier de cour et d'état, dès ce moment Thugut occupa l'hôtel de la chancellerie, et fut réellement l'arbitre des affaires. Plus tard on verra sur le bord de quel abîme ses combinaisons poussèrent la maison d'Autriche.

Au retour de l'empereur le sort de la Belgique était déjà fixé politiquement. C'était une

suite du concert secret établi entre Thugut, le comte de Wallis, chef du conseil aulique, et le prince de Cobourg. Les mouvemens plus ou moins calculés du généralissime n'eurent plus au fond d'autre objet que d'amener et de motiver l'abandon de ces provinces; il crut en masquer l'arrière-pensée par la variété des opérations et par la multiplicité des combats. Placé entre la Sambre et la Lys, le généralissime tantôt se mettait en marche pour la délivrance d'Ypres, que Pichegru tenait assiégé, tantôt il revenait sur ses pas vers la Sambre, avec l'intention de dégager Charleroi; et, par une incertitude feinte ou réelle, il laissait aggraver le danger. A Hooglède, Clairfayt combattit pour la cinquième fois, sans recevoir aucun renfort, tandis que trente mille Autrichiens restaient dans l'inaction à Tournai. Les premiers fruits de ces fluctuations furent d'un côté la prise d'Ypres, qui se rendit, le 17 juin, à l'armée de Pichegru, et de l'autre un quatrième passage de la Sambre par l'armée de Jourdan, qui vint avec toutes ses forces couvrir le siége de Charleroi.

On a vu que c'était sur la Sambre que les Français se proposaient de porter les plus grands coups : là il n'y avait pas de temps à perdre si on voulait déjouer les desseins du comité de

salut public, que Jourdan, aiguillonné par Saint-Just, était chargé de mettre à exécution. Sans être intimidé par la supériorité des forces qu'il allait avoir à combattre, le prince héréditaire d'Orange, qu'animait le génie de la guerre et une ardeur trop peu imitée pour la cause commune, repoussa, le 16 juin, avec quarante mille soldats, les quatre-vingt mille hommes de l'armée de Jourdan, qui avaient été mal engagés. Menant lui-même au feu l'élite de ses troupes, le jeune guerrier se jeta successivement sur les divisions françaises du centre, en position sur un espace de trois lieues : il les accabla l'une après l'autre.

Au lieu de se joindre au prince d'Orange pour compléter la défaite de Jourdan avec l'armée qu'il tenait en réserve à Tournai, le prince de Cobourg parut vouloir persister à porter des secours à Clairfayt, toujours inutilement compromis. On s'attendait qu'il prendrait enfin un parti décisif; mais il ne se détermina pas plus à voler sur la Lys, pour repousser Pichegru, qu'à venir frapper un coup plus important sur la Sambre.

Quoique battue le 16, l'armée de Jourdan, où Saint-Just imprimait la terreur en demandant hautement la tête des généraux, et en fai-

sant fusiller des soldats par centaines, passa la Sambre le surlendemain pour la cinquième fois, et pour la troisième bombarda Charleroi, avec la résolution d'en venir, si on l'attaquait, à une bataille décisive. Sur cet avis, le prince de Cobourg assemble un conseil à Tournai, et là déclare qu'il ne s'agit plus de songer à sauver la Flandre, que c'est sur la Sambre qu'il faut marcher en toute hâte pour arrêter les progrès des troupes françaises qui s'y montrent formidables; que toutes les positions entre cette rivière, les places fortes et la mer seraient compromises si on ne prenait pas la résolution de voler à l'instant même au secours de sa gauche. Ceci posé, il détermine le duc d'York à rester avec les divisions anglaises et hanovriennes sur l'Escaut, pour se lier au besoin avec Clairfayt; et il marque cette première séparation nationale préméditée, en faisant diriger sur Bruxelles les administrations et les équipages appartenant à l'armée impériale. De son côté Metternich, voyant les progrès des Français dans la Flandre et sur la Sambre, adresse aux états des provinces belgiques l'exhortation la plus pressante pour un armement général de la nation. Par là on mettait dans leur tort les Belges que rien ne pouvait émouvoir en faveur de l'Autriche.

Le prince de Cobourg, parti le 20 juin de Tournai avec tout ce qui s'y trouvait de troupes autrichiennes disponibles, se porte à Ath le lendemain, et arrive le 22 à Nivelles, où il se réunit enfin à son aile gauche. Alors le prince d'Orange et toute l'armée ne doutent plus qu'il ne vienne pour secourir Charleroi, et livrer une grande bataille. Ce motif était d'ailleurs hautement avoué à l'état-major; mais au fond le généralissime n'arrivait que pour presser le dénouement de ce grand drame. Vainement le prince d'Orange et d'autres généraux le pressent d'en venir aux mains sans différer; il perd quatre jours en hésitations, bien qu'il n'y eût plus aucun doute que Charleroi, vivement attaqué depuis sept jours, ne se trouvât réduit à la dernière extrémité.

Enfin il annonce qu'il attaquera, le 26, les lignes de l'armée assiégeante. Un conseil de guerre est tenu la veille à Braine-le-Comte, où assiste Metternich. Là le prince d'Orange fait observer que depuis vingt-quatre heures le canon a cessé de se faire entendre du côté de Charleroi, et qu'il est possible que la place ait succombé. « Cela est convenu pour ménager les munitions, » répond le prince de Waldeck, qui, depuis la seconde retraite de Mack, faisait les

fonctions de major-général. Dans la matinée même, la place avait en effet capitulé, toutes ses batteries ayant été réduites au silence.

Admettra-t-on qu'on n'en ait rien su à l'état-major, que les informations secrètes y aient été nulles, qu'on ait voulu s'exposer à perdre une grande bataille pour soutenir une ville déjà prise à si peu de distance de l'armée et presque sous ses yeux? Ici l'événement serait à la fois funeste et singulier : on irait se battre pour une ville qui, la veille, s'était rendue à la sourdine. Nul doute que la reddition étant connue du prince de Cobourg, il se réservait d'y trouver un prétexte pour commencer sa marche rétrograde; une partie de son artillerie filait déjà sur les derrières.

Quoi qu'il en soit, l'attaque une fois résolue amena, le 26 juin, dans les mêmes champs de Fleurus, déjà célèbres par la victoire remportée sur les alliés, sous Louis XIV *, une seconde bataille de Fleurus, dont la convention et ses écrivains ont singulièrement exagéré les trophées et les résultats. Voici l'événement réduit à ses proportions historiques.

L'armée républicaine tenait autour de Char-

* Par le maréchal de Luxembourg le 1er juillet 1690.

leroi une position demi-circulaire. Là, Jourdan voulant se maintenir, se décide à recevoir dans ces mêmes lignes l'attaque des alliés, bien que son armée eût une rivière à dos, et que son développement, qui était de six lieues environ, offrît tous les inconvéniens d'une ligne parallèle à la Sambre, pour peu que l'ennemi en vînt à un effort vigoureux contre une de ses extrémités. De son côté, le prince de Cobourg forma cinq corps subdivisés en neuf colonnes d'attaque, qui, disposées sur un demi-cercle extérieur, présentaient encore moins d'ensemble et de force que la ligne française, la sienne étant de huit lieues d'étendue pour soixante-dix mille hommes. Il prenait ainsi l'inconcevable résolution, au mépris de tant de sévères leçons reçues dans la précédente campagne, d'aborder l'armée française sur tous les points. L'action s'engagea le 26 juin à la pointe du jour.

La tâche imposée aux troupes sous les ordres du prince héréditaire d'Orange par la disposition générale, fut d'abord complétement remplie : les attaques de l'aile droite et du centre obtinrent un tel succès, que presque partout les Français furent repoussés avec perte, et obligés de repasser la Sambre, malgré tous les abattis qu'ils avaient pratiqués dans les bois; déjà même le

prince d'Orange occupait Marchienne-au-Pont. Mais le centre des Français, placé en avant de Charleroi, resta constamment immobile et sans être sérieusement attaqué. L'aile gauche des Impériaux, où se trouvait le généralissime, ne parvint pas aussi rapidement que le prince d'Orange à forcer la ligne qui lui était opposée, cette ligne étant pourvue d'une nombreuse artillerie qui couvrait la droite des Français, et renforcée d'ailleurs par une partie du corps d'armée qui venait de faire le siége de Charleroi.

Cependant à l'extrême gauche le général Beaulieu poussait déjà quelques coureurs le long de la Sambre, non loin de Charleroi même, qu'il croyait débloquer. Le canon de la place et le drapeau tricolore qui y flottait l'avertirent qu'elle n'était plus au pouvoir des Impériaux.

La prise de cette place, connue déjà par les rapports unanimes des prisonniers, étant ainsi constatée, le prince de Cobourg ordonne la retraite, et se tient pour battu quand la victoire est encore dans ses mains. En effet, la droite de Jourdan, aux ordres du général Marceau, venait d'être culbutée de l'autre côté de la Sambre; et sa gauche, sous le général Montaigu, défaite également, avait repassé presque entièrement

cette rivière, tandis qu'une partie du centre commençait à faire sa retraite. Deux ou trois divisions seulement étaient encore engagées contre les colonnes impériales d'attaque qui les poussaient devant elles, et à qui tout à coup parvint l'ordre formel de se retirer. Il était six heures du soir quand le prince héréditaire d'Orange reçut du prince de Cobourg une lettre qui l'engageait à abandonner tous les avantages de la journée, lui-même, disait-il, se voyant dans la nécessité de se replier, d'après la supériorité de l'ennemi et la reddition de Charleroi.

L'armée alliée dans l'étonnement fit une première halte, pour reposer l'infanterie, et opéra ensuite sa retraite en bon ordre sur Nivelles. L'armée française qui était rentrée dans ses positions retranchées n'en sortit que lorsqu'on eut reconnu le lendemain que les Impériaux étaient en pleine retraite.

Telle fut la bataille de Fleurus, dont toute l'importance consiste dans son issue, qui révéla l'intention qu'avaient les Impériaux de s'éloigner du théâtre de la guerre. Une lettre du marquis de Hertfort *, en date de Nivelles le 26 juin, donna le premier avis au gouvernement

* Ci-devant lord Yarmouth.

anglais de la retraite de Cobourg. Couvrant d'abord Bruxelles, ce prince occupa entre Nivelles et Braine-le-Comte la forte position de Hall et de la forêt de Soignes, sans dissimuler davantage l'intention d'abandonner la Belgique à son sort.

Le marquis de Cornwallis, arrivé à Bruxelles le 28, venant de l'armée prussienne, se rendit le lendemain avec le comte de Metternich au quartier-général impérial, et là il protesta hautement contre l'exécution d'ordres aussi contraires aux intérêts des alliés. De son côté, le prince d'Orange représenta que l'évacuation de la Belgique allait découvrir la Hollande, et la livrer aux armées françaises, dont l'irruption serait facilitée par le parti anti-stathoudérien.

Le prince de Cobourg déclara qu'on ne pouvait plus résister aux masses de la convention, et qu'il ne connaissait aucun moyen de s'opposer à leur débordement dans ces provinces ; qu'en outre, la ligne de communication directe des Impériaux avec leur base du Rhin étant menacée, il ne lui restait plus qu'à se mettre à couvert derrière la Meuse pour y attendre des renforts. Toutes les représentations furent inutiles ; rien ne put le porter à concentrer immédiatement toutes ses forces en appelant à lui

le duc d'York et Clairfayt pour livrer une bataille générale. Son plan de mouvement rétrograde étant arrêté, il ne s'agissait plus que de le mettre à exécution, en se séparant des Anglais et des Hollandais.

Après plusieurs combats d'arrière-garde et divers projets mis en avant dans la confusion de la retraite avec intention de resserrer sa ligne, le prince de Cobourg abandonna Bruxelles ; il se replia sur Tirlemont, où Clairfayt vint se joindre à lui, ayant laissé la Flandre sans défense, d'après l'ordre qu'il en avait reçu.

Libres ainsi de marcher en avant, les deux armées républicaines du Nord et de Sambre-et-Meuse, n'avançant néanmoins qu'avec circonspection, effectuèrent, peu de jours après, leur jonction *, la gauche à Vilvorde, le centre à Bruxelles même, et la droite à la Meuse. Il n'était déjà plus temps de gagner les communications de l'armée impériale, dont la retraite était assurée par Tirlemont sur Liége.

La mésintelligence qui régnait entre les généraux alliés s'accrut au milieu des vicissitudes de la retraite, et s'exhala en reproches amers. Selon les Anglais et les Hollandais, le prince de

* Le 11 juillet.

Cobourg n'avait eu ni la volonté ni le courage de vaincre. Une telle irritation et un tel désaccord ne pouvaient manquer d'amener une séparation complète. Les Autrichiens ne songeaient qu'à se rapprocher de Cologne et de Coblentz, nœuds de leur communication avec l'Allemagne. Le duc d'York et le prince d'Orange ne voulaient au contraire que préserver la Hollande. Renforcé par le corps du prince d'Orange, le duc d'York garda près de cinquante mille combattans pour couvrir le Brabant hollandais. Le prince de Cobourg, décidé à se séparer de l'armée anglo-hollandaise, et suivi d'ailleurs par Jourdan, qui venait de s'emparer de Liége et de Tongres, passa la Meuse à Maestricht; prenant aussitôt des positions pour garder cette rivière, il poussa vers Ruremonde son extrême droite, établit son centre à Maestricht, et sa gauche à la Chartreuse de Liége. L'armée anglo-hollandaise campa derrière Osterwick et Breda.

Comme par un accord secret, le comité de salut public prescrivit aux généraux Pichegru et Jourdan de s'arrêter aussi derrière la Meuse, et là, formant une ligne d'Anvers à Namur, de suspendre la poursuite de l'ennemi jusqu'à la reddition des quatre places françaises conquises par les alliés. Cette espèce de suspension d'armes

tenait à des ouvertures secrètes dont le comte de Metternich et le prince de Cobourg avaient la clef, mais que les événemens ultérieurs déjouèrent. Barrère, rapporteur du comité, après le récit fait à la convention, de tant et de si importans succès sur toutes les frontières du nord et de l'est de la France, s'écria : « Ainsi » depuis l'Océan jusqu'au Rhin, il règne un ac» cord universel : on dirait qu'il n'y a qu'un » général qui commande et qu'une armée qui se » bat ; on dirait qu'il n'y a qu'un triomphe : tel » est le résultat de l'unité du peuple français!... »

Pourtant il y avait division dans le comité de salut public. La crise n'était que sourde encore ; mais l'explosion se préparait en secret. Le règne de la terreur et les mesures outrées touchaient à leur terme, l'excès du mal commençant à faire sentir que les moyens violens et l'exaspération n'étaient plus nécessaires après l'affranchissement du territoire. On concevait que la crainte de l'étranger eût tout fait supporter pour la défense nationale ; mais le danger extérieur en s'éloignant laissa voir le glaive de la terreur encore suspendu sur toutes les têtes ; on pensa dès lors qu'après avoir vaincu la coalition, il serait possible de vaincre également cette farouche ochlocratie qui dévorait la France : c'était seulement

à ce prix qu'on pouvait se flatter de rester maître du pouvoir et de sa direction suprême. Telle était l'arrière-pensée de Robespierre, qui visait sourdement à la souveraineté par des moyens de tribune et d'intrigues aussi insuffisans que peu sûrs. Avec lui seul, à cause de sa popularité et de ses manifestations récentes, le cabinet de Vienne entrevoyait la possibilité de négocier, ou tout au moins d'en venir à un armistice réclamé par la crise européenne, devenue si menaçante que le ministère britannique lui-même en était fort alarmé.

Le peuple anglais, il est vrai, se trouvait encore sous le charme de la victoire navale remportée par lord Howe sur la flotte française qui était sortie de Brest. Les deux armemens s'étaient trouvés en présence dès le 28 mai sur la côte de Bretagne. Après différentes évolutions qui firent gagner le vent à lord Howe, on en vint à combattre en ligne dans la matinée du 1^er^ juin, les Anglais ayant vingt-cinq vaisseaux de haut bord, et les Français vingt-six. Ceux-ci soutinrent l'attaque avec fermeté; mais moins d'une heure après que le centre eut été engagé, leur amiral, qui avait pour adversaire lord Howe, sur *la Reine Charlotte*, s'en alla à toutes voiles, et fut suivi par la plupart des vaisseaux

de son avant-garde *. Parmi ceux qui restèrent désemparés, l'un fut coulé bas, et sept furent pris. Il y eut un grand carnage des deux côtés. Ce combat naval parut très glorieux pour l'amiral anglais et pour sa flotte; on en apprit la nouvelle en Angleterre avec d'autant plus d'enthousiasme que cette victoire semblait du moins une compensation des défaites que les alliés essuyaient sur le continent.

Au milieu de tous les signes de la joie nationale le ministère anglais fut presque coup sur coup frappé de deux nouvelles foudroyantes qui ruinaient sa politique; l'une lui annonçait que le maréchal Mœllendorff se refusait à la réquisition que lui avait faite le marquis de Cornwallis, en vertu du traité d'alliance et de celui de subside; l'autre ne lui laissait plus aucun doute sur la retraite des troupes impériales jusqu'à la Meuse, et sur leur prochaine séparation d'avec les alliés.

Il résultait de la correspondance du marquis de Cornwallis et du marquis d'Hertfort que

* La flotte républicaine était commandée par l'amiral Villaret-Joyeuse, mais l'ordre de retraite fut donné par Jean-Bon-Saint-André, membre du comité du salut public, qui était à bord du vaisseau amiral.

d'une part on était encore dans l'attente de voir se développer, par le retour du courrier expédié au roi de Prusse, les vrais motifs qui avaient déterminé le refus du maréchal Mœllendorff de marcher à l'appui des alliés dans les Pays-Bas, et que de l'autre l'évacuation successive, opérée par les troupes impériales de tous les Pays-Bas autrichiens sans coup férir, tenait moins à une infériorité de forces qu'à des arrangemens secrets. Selon les deux commissaires ceci donnait lieu dans les provinces belgiques à l'idée d'une paix prochaine entre les Impériaux et les Français, ou du moins à une suspension d'hostilités provisoire. Ils regardaient aussi à peu près comme avéré que les mouvemens rétrogrades faits volontairement par les forces impériales étaient le résultat d'instructions contenues dans les dépêches parvenues récemment de Vienne, au comte de Metternich, et qu'il s'était hâté de communiquer au prince de Cobourg.

Le marquis de Cornwallis déclarait avoir protesté contre l'exécution de pareils ordres, et reçu pour réponse que l'empereur abandonnait les Pays-Bas à leur sort comme des provinces réfractaires qui ne voulaient contribuer en rien à leur propre défense. « Un peuple engoué des prin-» cipes jacobins, lui avait dit le comte de Met-

» ternich, qui, malgré plusieurs exhortations » pressantes de courir aux armes pour défendre » sa religion, sa souveraineté et lui-même, refuse » de s'armer, et se présente au joug de l'étranger » en chantant *Ça ira*, est un phénomène réservé » à nos jours de désolation. »

Enfin les deux commissaires britanniques regardaient comme à peu près certain que les armées impériales seraient employées à former un cordon sur le Rhin, soit pour protéger l'Allemagne contre toute invasion de la part des Français, soit pour faciliter avec eux un arrangement pacifique; ils paraissaient croire également que l'empereur avait en vue de s'indemniser par la possession de la Bavière et d'une partie de la Pologne; enfin ils ne doutaient nullement que le résultat de cette double défection de la Prusse et de l'Autriche n'entraînât l'occupation de la Belgique entière par les Français, et par suite l'invasion de la Hollande, où éclaterait infailliblement une révolution en leur faveur. Telle était à leurs yeux la désorganisation morale du continent, qu'il n'y avait plus que peu de fonds à faire sur les cabinets; que ministres et généraux tous paraissaient frappés de pusillanimité et d'aveuglement, et que si on remontait à la première cause de cette défection politique et

militaire, on la trouvait dans les inexplicables opérations du prince de Cobourg pendant les deux dernières campagnes. Rien surtout n'était comparable dans l'histoire à ce qui s'était passé dans la Belgique et sur le Rhin depuis trois mois.

On peut juger par la nature de ces dépêches, et par la direction que prenaient les événemens, combien la responsabilité du ministère britannique devenait délicate et se trouvait compromise. Pitt alors imagina de se fortifier du parti dont le duc de Portland était censé le chef, c'est-à-dire de l'élite des anciens Whigs, qui, selon l'expression de lord Chatham, forment derrière le trône quelque chose de plus que le trône même. Produire ainsi tout à coup un ministère de coalition, plus porté encore à soutenir la guerre, et disposé seulement à en changer le système, c'était annoncer beaucoup de courage et un grand caractère au milieu de l'affaissement général. Comme on n'en pouvait concevoir aucune espérance de paix, le parti de l'opposition ne tira que plus d'avantages des revers qui se succédaient coup sur coup pour attaquer les opérations du premier ministre, et jeter le blâme sur sa politique. On était alors à la veille de voir terminer la session du parlement.

Le 7 juillet, le duc de Norfolk déclara dans la

chambre des pairs que « la situation des affaires » sur le continent avait pris la tournure la plus » critique et la plus fâcheuse, non-seulement par » les progrès des forces supérieures des Français » dans les Pays-Bas, mais plus particulièrement » encore par la résolution d'une puissance qui, » étant tenue d'assister l'Angleterre en vertu d'un » traité d'alliance et un autre de subside récem- » ment conclus, lui refusait cette même assistance » pour laquelle elle était payée, tandis qu'une » autre grande puissance prenait la détermina- » tion de retirer toutes ses troupes de Flandre; » que dans cette conjoncture périlleuse il était » nécessaire que le parlement restât assemblé, et » qu'ainsi il avait le dessein de faire la motion » d'une adresse au roi à cet effet. »

A la chambre des communes M. Shéridan fit un dernier effort aussi pour apporter quelque changement au système politique du ministère. Il fit observer que les événemens arrivés depuis six semaines sur le continent étaient tels que les ministres devaient convenir eux-mêmes que leur but dans la présente guerre était absolument impraticable. « Il y a six semaines, dit-il, qu'ils » sont ouvertement convenus que ce but était » l'extermination du présent gouvernement à » Paris. Après les derniers événemens, je suis

» très-fort en droit de leur demander s'ils nour-
» rissent encore le même dessein. » Ici M. Shéridan récapitula plusieurs assertions des ministres sur les espérances qu'ils croyaient pouvoir former, et qui toutes avaient manqué sans que néanmoins on pût l'attribuer au refus de soutien de la part du parlement qui avait tout accordé. Il appuya particulièrement sur le traité de subsides conclu avec le roi de Prusse. « Si les minis-
» tres allèguent, ajouta-t-il, qu'ils ont été trom-
» pés, cette allégation ne peut les dispenser de
» nous donner des éclaircissemens, et ce ne sera
» pas leur demander trop que de savoir si ce
» monarque a reçu les subsides promis, et quelles
» troupes il a fournies en conséquence. Là-dessus
» je croirais que ce serait un scandale si la cham-
» bre se séparait sans recevoir quelque informa-
» tion. Certes, le ministre ne dira pas que le roi
» de Prusse remplit les engagemens de l'alliance,
» en soumettant les Polonais et en assiégeant
» Varsovie; il ne dira pas que la chose est arrivée
» contre son attente : nous l'en avons averti d'a-
» vance. » M. Shéridan parla aussi de la défection de l'Autriche, défection qui du moins n'avait encore d'autre garant que le bruit public, et de la disposition de mettre fin à la guerre, dans laquelle on supposait cette puissance en com-

mençant par un armistice avec les Français. L'orateur passa de là à la nouvelle alliance politique qui venait de se former par la coalition du duc de Portland et de ses amis avec le présent ministère. Il tira de quelques exemples la conclusion que cette coalition était un nouveau signal de guerre pour ne point poser les armes avant que le présent gouvernement français fût détruit, quand même l'Angleterre elle-même devrait périr dans la tentative; par conséquent c'était un nouveau motif pour la chambre de s'informer quel était encore aujourd'hui l'objet des ministres dans la poursuite de la guerre. Le second sujet d'information était le traité de subsides avec le roi de Prusse....

M. Grey ayant secondé la motion, le ministre Pitt, en lui répondant, fixa à trois points l'objet du discours de M. Shéridan, et il jugea que les devoirs de sa place ne lui permettaient de s'expliquer que sur le premier de ces points, savoir quel est l'objet précis de la guerre dans la situation où nous sommes actuellement placés? Il nia formellement que « l'objet de la » guerre fût de conquérir la France ou de la » soumettre aux armes étrangères. M. Jenkin» son * avait, il est vrai, employé une fois

* Depuis lord Liverpool.

» l'expression *de marcher à Paris ;* mais jamais » les ministres n'avaient eu l'intention de faire » entre les deux nations *bellum ad internecio-* » *nem*, beaucoup moins de conquérir la France. » Leur véritable et unique but était la *des-* » *truction du système jacobin*, et par consé- » quent l'émancipation de la nation française » d'un pouvoir qui la gouvernait de la manière « la plus sanguinaire et la plus violente. C'est » pour cet objet tant de fois répété, annoncé » par S. M. dans tous ses discours, adopté, » sanctionné par le parlement, c'est-à-dire la » destruction du système jacobin, seul moyen » de rétablir l'ordre et la prospérité en France, » et par là la paix et la sécurité de l'Europe ; » c'est pour cet objet que nous continuons une » guerre sacrée et nécessaire ; et ce but-là, des » difficultés temporaires et des échecs passagers » ne doivent pas le faire abandonner, car si les » obstacles se multiplient, c'est à nous à redou- » bler d'énergie et de vigueur, au lieu de nous » laisser lâchement abattre.

« Après avoir prouvé, ajouta M. Pitt, que » l'objet de la guerre est toujours le même, je » dois dire que je regarderais les ministres du » roi comme coupables d'une grande pusillani- » mité et d'une timidité déshonorante, si, dans

285214

» la situation critique et pénible où un con-
» cours de circonstances a mis tous ceux qui
» ont quelque part aux conseils de la patrie ; si,
» après avoir engagé notre foi à notre souve-
» rain aux yeux du monde entier, les mauvais
» succès de quelques semaines, et la perte mo-
» mentanée de quelques provinces, qui, toutes
» précieuses qu'elles peuvent être, ont toujours
» été, par leur position militaire, possédées ou
» perdues à la suite d'un avantage accidentel,
» si ces mauvais succès devaient éteindre notre
» ardeur, ralentir nos efforts, et nous faire per-
» dre de vue les véritables intérêts de notre
» pays. Ce n'est pas dans une aussi grande cause
» d'où dépend notre existence et celle de toute
» l'Europe qu'il faut s'abandonner au désespoir,
» et solliciter bassement la paix aux conditions
» que l'ennemi voudrait y mettre.... Je suis fâché
» d'avouer que j'ai été en dernier lieu extrême-
» ment déçu, et très-mortifié de plusieurs par-
» ties de la conduite de nos alliés; mais quand
» même cette conduite, qui mérite une épithète
» plus forte que celle d'*inconvenante*, aurait été
» encore pire, et ses conséquences dix fois plus
» désavantageuses à la cause commune, et plus
» décourageantes, je n'hésite pas à dire, une fois
» pour toutes, qu'elle ne produira jamais la

» plus légère variation de sentimens sur une » guerre à laquelle nous sommes engagés par » tous les liens de l'honneur et du devoir.... La » chambre doit se rappeler que jamais ni les » ministres de S. M. en général ni moi en parti- » culier ne lui avons promis que nos efforts se- » raient couronnés de succès. Nous savons trop » bien qu'il n'y a rien de plus incertain que » la fortune de la guerre. Dans ce moment-ci » je ne tiendrai pas le langage de l'espérance ni » de la confiance ; mais au milieu des revers » fâcheux de la crise actuelle, je me garderai » bien de dire que tout soit désespéré. Je pré- » sume qu'il reste encore parmi les puissances » de l'Europe un fonds suffisant pour accomplir » ce que je crois être indispensable à leur sû- » reté personnelle. Je ne pense pas assez mal de » ces puissances et de ceux qui sont à la tête » de leurs conseils pour imaginer qu'ils cessent » leurs efforts : ceux qui dirigent ici les conseils » de S. M. les seconderont certainement avec » zèle et alacrité. »

Quant aux difficultés survenues au sujet du traité de subsides avec le roi de Prusse, Pitt, ayant réclamé la nécessité du secret, ajouta : « Je ne crains pas de dire qu'il n'existe pas dans « cette chambre un seul homme affectionné à

» la cause commune qui désire que l'on discute » si les troupes prussiennes auraient été plus » utilement employées ailleurs que là où elles le » sont. Une telle discussion serait extrêmement » funeste dans les circonstances présentes, et je » m'y opposerai de toutes mes forces. »

Grey prit occasion de cette explication évasive du premier ministre pour répéter les observations faites déjà précédemment plus d'une fois sur les prétendus *secrets nécessaires*. Shéridan répliqua dans le même sens. Le lendemain 11 juillet, le roi fit la clôture de la session, et ce jour-là même la nouvelle coalition des ministres commença ses fonctions. Les circonstances étaient graves, et même très alarmantes. On avait agité déjà dans un précédent conseil privé les conditions de cette coalition, et les mesures à adopter relativement à la guerre. L'arrivée à Londres, dans ces entrefaites, des commissaires et négociateurs anglais, marquis de Cornwallis, marquis de Hertfort et de l'honorable M. Bruce, venant de l'armée du prince de Cobourg, ne pouvait être plus opportune : ils furent aussitôt consultés et entendus, tous les ministres présens, et rendirent compte de cette retraite de cent vingt mille hommes devant cent soixante-dix mille, comme étant à leurs yeux un mystère

politique et militaire, que le temps seul pouvait éclaircir. Ils étaient sûrs, par exemple, que l'évacuation d'Anvers était la suite d'un ordre émané de la cour de Vienne. Le résultat de leurs informations confirmait les premiers avis : la position des armées alliées, après vingt-sept mois de combats et de dépenses, était redevenue la même, qu'à l'époque où Dumouriez menaçait la Hollande. Pitt n'en parut ni abattu ni découragé. « Que cela soit dû à la faiblesse de » quelques généraux, dit-il, aux intrigues des » camps, aux jalousies des cabinets, peu im- » porte; le fait existe malheureusement, et il » faut sauver de nouveau l'Europe. Il est en- » core un fait certain, c'est que nous avons sur » les vues et sur les intentions de nos principaux » alliés des doutes qu'il importe d'éclaircir. » Pitt fit alors la proposition d'envoyer le comte Spencer à Vienne, et sir Arthur Paget à Berlin. On déciderait ensuite, d'après leurs informations, les mesures qu'il conviendrait d'adopter.

Comme on ne pouvait plus trop compter sur la Prusse, il était d'avis qu'on s'assurât d'abord des intentions de l'Autriche, et si elle n'était pas décidée à se retirer tout-à-fait de la lutte, de porter cette puissance à la recommencer, moyennant un subside. Le marquis de Cornwallis fit

observer qu'il fallait en même temps déterminer l'empereur, par d'adroites insinuations, à ôter le commandement en chef au prince de Cobourg, si on voulait arriver enfin à une guerre franche et ouverte ; ce fut aussi le sentiment de tous les ministres.

A peine installé dans la place de garde-du-sceau privé, le comte Spencer eut donc la mission d'aller sonder les intentions de l'empereur et de ses ministres dans cette crise alarmante. Toute latitude lui fut laissée, n'ayant d'autres instructions que celles que devaient suggérer les intérêts du pays et l'état de la guerre. Recommencer la lutte dans les Pays-Bas, et préserver la Hollande, tel était au fond l'objet de son ambassade. Quant au subside, il pouvait en élever la proposition à trois millions de livres sterling par an. Le comte Spencer partit pour le continent le 21 juillet, accompagné de sir Thomas Grenville, membre du parlement, et frère de lord Grenville, ministre secrétaire d'état des affaires étrangères.

Après une traversée heureuse et prompte, ils se dirigèrent en toute hâte au quartier-général du prince de Cobourg à Fauron-le-Comte, et y arrivèrent en même temps que M. Fagel, greffier des états-généraux. Là, ils trouvèrent le gé-

néralissime des troupes impériales, qui s'apprêtait à abandonner la place de Maestricht à son sort, pour se retirer derrière le Rhin, ce qui jetait une grande consternation en Hollande, et surtout à la cour de La Haye. Voulant justifier cet abandon de la ligne de la Meuse, il venait d'envoyer à Vienne, auprès du conseil aulique, le major-général Fischer, son aide-de-camp et sa créature. Tout ce qui aurait pu le décider à changer de résolution fut mis en avant par les envoyés anglais et hollandais; mais leurs instances eussent été vaines si l'empereur, sur une note que lui avait remise M. Stratton au nom du roi d'Angleterre, n'avait donné l'ordre au comte de Metternich, prêt à partir de Dusseldorf pour Vienne, de se rendre au quartier-général impérial, de ne le point quitter, et de faire rapport à sa cour de tous les événemens.

Le comte de Metternich, interprétant l'intention de son souverain, et entrant dans les vues des trois négociateurs, joignit ses représentations à leurs instances; il fit plus, il protesta contre toute retraite ultérieure, et en rendit le prince de Cobourg responsable. On apporta dans ces conférences d'autant plus de chaleur à le retenir, que tout semblait indiquer que les armées françaises n'avaient pas le dessein de franchir la Meuse.

Cédant à cette masse imposante d'oppositions motivées, le généralissime écrivit au prince Frédéric de Hesse-Cassel, gouverneur de Maestricht, qu'il venait de prendre la résolution de défendre les bords de la Meuse, aussi long-temps que des événemens pressans ne l'obligeraient pas d'en venir à d'autres mesures; il donna en même temps l'ordre au général Kray de rester devant Maestricht avec six bataillons. Le comte Spencer et sir Thomas Grenville, plus rassurés alors, continuèrent leur route pour Vienne.

D'un autre côté, le comte de Mercy-Argenteau, après s'être abouché avec les négociateurs, passa lui-même à Londres; et, en traversant Maestricht, s'exprima ainsi en parlant de la retraite de l'armée : « Elle ne sera pas éternelle; » nous reviendrons dans peu avec deux cent » mille hommes. Je vais en Angleterre, et vous » verrez..... » On en inféra qu'il restait dans une partie des conseils de l'Autriche l'arrière-pensée d'un retour possible.

Les conseils de la Prusse étaient moins divisés, il est vrai, quoique toujours incertains à plusieurs égards; mais ceci tenait à la position particulière de Frédéric-Guillaume, qui faisait, malgré lui, à une très grande distance, deux guerres à la fois. On a vu que les commissaires

anglais avaient eu recours à ce prince pour vaincre la résistance qu'apportait le maréchal Mœllendorff à l'exécution du traité de La Haye. Mais le roi y était d'autant moins disposé, que le maréchal prussien n'avait fait que suivre l'esprit de ses instructions ; Frédéric-Guillaume ne voulait voir dans aucun cas ses armées subordonnées au prince de Cobourg, ni au duc d'York. Le cabinet de Berlin, d'ailleurs, s'était constamment refusé à donner les mains à l'exécution du plan arrêté entre Mack et le gouvernement anglais, et il était encore plus éloigné d'y adhérer depuis que les armées françaises se trouvaient en mesure de les déjouer, et que déjà même ce plan était mis de côté. Au premier avis de la retraite de Cobourg, Mœllendorff fit observer à lord Malmesbury que l'armée prussienne ne serait arrivée sur la Sambre qu'après l'abandon d'une partie de la Belgique, et qu'elle aurait pu y être gravement compromise. Il lui laissa même entrevoir qu'il ne lui serait peut-être pas possible de conserver ses positions avancées dans les Vosges. En effet, un courrier venant d'Allemagne apporta aux ministres à Londres, des dépêches de lord Malmesbury, annonçant que, les 13 et 14 juillet, le maréchal Mœllendorff, assailli dans sa position de Kaiserlautern, et après avoir repoussé deux ou trois

attaques, avait dû céder enfin au nombre et à l'impétuosité des troupes françaises; qu'il s'était replié sur Mayence, et que de son côté, le duc de Saxe-Teschen avait fait repasser le Rhin à la partie de l'armée impériale qui s'était combinée avec les Prussiens. Ainsi, les alliés étaient chassés du Palatinat et rejetés sur Manheim. Le commissaire anglais apercevait dans le résultat de ces événemens le contrecoup du mouvement opéré par le prince de Cobourg, qu'on ne supposait pas au quartier-général prussien devoir s'arrêter seulement derrière la Meuse.

Toutefois il commençait à transpirer, dans les différens quartiers-généraux des troupes confédérées, que les mouvemens militaires seraient subordonnés désormais aux nouvelles négociations qu'allait ouvrir l'Angleterre avec les deux cours principales; celles que le comte Spencer était chargé de suivre près le cabinet de Vienne occupaient plus généralement les esprits. On pouvait déjà pressentir que deux sentimens contraires se manifesteraient dans les conseils d'une coalition ébranlée par les revers : les uns pencheraient pour la continuation de la guerre, d'autres pour la paix; les uns seraient portés à s'avouer vaincus, les autres n'hésiteraient pas à recommencer la lutte.

Ce moment d'incertitude et de crise fut assez

adroitement saisi par l'ancien ministre Hertzberg, pour faire encore entendre les accens de sa vieille expérience d'homme d'état dans le cabinet du monarque prussien. Observateur attentif de la grande convulsion européenne qui menaçait toutes les couronnes, il adressa au roi, campé alors devant Varsovie, dont les Prussiens formaient le siége, deux mémoires politiques, l'un sur le partage de la Pologne, qu'il désapprouvait, l'autre sur la guerre contre la France. Si ce dernier mérite plus particulièrement la mention de l'histoire, c'est qu'il renferme réellement les aperçus et les vues d'un homme d'état qui, à certains égards, voyait juste dans un temps de confusion et d'alarmes.

« Sire, disait Hertzberg, je conjure Votre Majesté de lire cette lettre d'un bout à l'autre; » elle ne concerne pas ma personne, mais votre » état..... La monarchie prussienne est menacée » d'un trop grand danger pour qu'un ancien » ministre qui l'a servie dans des temps plus » heureux pendant cinquante ans, ne se sente » poussé, par sa conscience patriotique, à exposer à Votre Majesté, dans tout son jour, l'imminence de la catastrophe, si l'on ne change, » sans perdre de temps, les plans qu'on a suivis » jusqu'à présent, et si V. M., avant la fin de la

» campagne, n'embrasse pas le seul moyen qui
» lui reste pour prévenir sa ruine entière, que
» des ministres trop circonspects ou trop timides
» n'osent lui annoncer. Voici les dangers, Sire,
» qui paraissent inévitables. Tandis que les Fran-
» çais triomphent en Italie et en Espagne, ils
» ont, par des victoires non interrompues dans
» les Pays-Bas (de la conquête desquels le salut
» de l'Europe dépend actuellement), si fort di-
» minué les forces des Autrichiens, surtout de-
» puis la réduction d'Ypres et de Charleroi, que,
» ne trouvant bientôt plus de places fortes à
» prendre dans ce pays, ils le conquerront sous
» peu, et repousseront les alliés jusqu'au Rhin.
» Ils inonderont en même temps la Hollande,
» où les deux tiers des habitans sont prévenus
» en leur faveur, et enlèveront de cette manière
» à l'Angleterre toutes ses liaisons avec le con-
» tinent de l'Europe, que V. M., par la révolu-
» tion en Hollande, lui avait procurées; et la
» nation anglaise ne pourra plus nous envoyer ni
» les troupes ni l'argent nécessaires. La maison
» d'Orange sera chassée de la Hollande; et, par
» la perte d'Amsterdam et de la navigation sur
» le Rhin, V. M. sera privée de la facilité de pour-
» voir à son propre approvisionnement; elle
» sera forcée de se défendre, par l'armée du feld-

» maréchal Mœllendorff derrière le Rhin, près de
» Wesel, place peu forte par elle-même. Si V. M.
» n'envoie pas cette armée entière, ou du moins
» en partie, au secours des alliés dans les Pays-
» Bas et en Hollande, où il sera toujours très dif-
» ficile de soutenir le choc des forces immenses
» des Français, l'Angleterre ne voudra plus vous
» payer les subsides dont on est convenu dans le
» dernier traité, et, si cela arrive, V. M. sera dans
» l'impossibilité, après l'épuisement de son trésor
» et de ses provinces, de supporter le fardeau de
» la guerre, et même de payer ses troupes. Si V. M.
» n'envoie pas son armée dans les Pays-Bas, les
» Français inonderont la *Haute-Allemagne*, pas-
» seront le Rhin, reprendront de nouveau
» Mayence et Francfort, et s'empareront des cer-
» cles de la Souabe et de la Franconie; de façon
» que, nos alliés divisés, mal gouvernés, n'ayant
» plus de forces suffisantes pour s'opposer au
» torrent des Français, V. M. sera obligée de faire
» tête partout, aux Pays-Pas, au Rhin, dans la
» Haute-Allemagne et en Pologne, ce qui surpasse
» ses forces et ses moyens. Je veux bien croire
» que V. M., avec le secours des Russes, subju-
» guera les Polonais; mais dans un pays si étendu
» cette expédition exige du temps, et en ce cas
» vous ne pouvez pas envoyer un corps de trou-

» pes au Rhin pour arrêter les Français. En gé-
» néral, je ne vois pas d'où V. M. tirera les res-
» sources, les frais et les sommes nécessaires à
» une nouvelle campagne, n'ayant plus rien à
» espérer de la part des Anglais, et ne pouvant
» pas tirer de vos états épuisés les sommes suf-
» fisantes, tandis que les Français, partout vic-
» torieux et se permettant tous les crimes, ne
» manqueront jamais de ressources, et deman-
» deront un jour à V. M. qu'elle rende la Prusse
» méridionale, et rétablisse tout en Pologne sur
» l'ancien pied..... On pourra m'objecter qu'il
» est facile d'énoncer tous ces dangers; mais que
» faut-il faire, dira-t-on, pour les détourner?
» J'avoue qu'après les fautes énormes qu'on a
» commises de tous côtés cela est présentement
» très difficile, sinon impossible; mais V. M. me
» paraît être la seule puissance en état de pré-
» venir le bouleversement total de l'ordre social
» en Europe, si elle se hâte, tandis qu'elle est
» encore sur pied, tandis qu'elle a une armée
» intacte qui a conservé sa réputation, et qu'elle
» n'est pas encore détestée des Français, comme
» le sont les Autrichiens et les Anglais, si elle
» se hâte, dis-je, de prendre les mesures qui
» sont encore en son pouvoir, pour offrir, par sa
» médiation armée, un armistice aux puissances

» belligérantes, et même la paix définitive sur le » pied du *statu quo*, tel qu'il a été avant la guerre. » Pour y parvenir, Votre Majesté devrait com- » mencer par démontrer aux cours de Londres » et de Vienne l'impossibilité absolue d'anéantir » la nouvelle république française, et par consé- » quent la nécessité de la reconnaître; de plus, » leur montrer les dangers pressans, tant inté- » rieurs qu'extérieurs, auxquels elles s'expose- » raient en continuant la guerre, et le grand inté- » rêt qu'a l'Angleterre de sacrifier ses conquêtes, » et de les rendre à la France pour sauver le » reste de l'Europe. Il est fort vraisemblable que » si V. M. faisait l'offre à la république fran- » çaise de la faire reconnaître par toutes les » puissances de l'Europe, elle y donnerait les » mains, et qu'elle en aurait toute l'obligation » à V. M. Dans le cas opposé, on pourrait la » menacer de la coalition de toute l'Europe » et d'une nouvelle campagne. V. M. pourrait » même obtenir, en récompense de cette mé- » diation, quelque avantage essentiel du côté » de la Pologne, et, de cette façon, loin d'aban- » donner vos alliés, vous leur procureriez une » paix qui leur est aussi nécessaire qu'à la » Prusse.

» On dit ordinairement : avec qui doit-on faire

» la paix en France? C'est toujours avec celui » qui a le pouvoir en main, et qui ne se laissera » pas vaincre par toutes les puissances coalisées. » Si V. M. approuve cette idée, je m'offre de la » mettre à exécution avec cette activité qui m'est » propre, par des hommes que je choisirai et » par des mémoires que je rédigerai pour les » différentes puissances belligérantes. Je leur » proposerain un congrès général comme celui » de la paix de Westphalie, avec un plan de pa- » cification dans lequel les intérêts essentiels de » toutes les puissances, surtout de la Prusse et » de la Russie, ne seront pas négligés... »

Cette confiance intrépide du vieil homme d'état de la Prusse dans sa capacité et dans ses lumières s'explique par les antécédens. Hertzberg fut arraché en 1791 au système créé par Frédéric-le-Grand; il avait hérité pour ainsi dire de sa politique énergique. Jamais il ne perdit de vue l'abaissement de l'Autriche, puissance qu'il aurait même voulu combattre avec la révolution française qu'il regardait comme une subversion éphémère: il ne considérait pas assez que les monarchies de l'Europe se trouvaient alors dans un état de découragement et de lassitude tel, l'Angleterre exceptée, que l'accord ne pouvait pas plus régner dans les cabinets

pour la paix que pour la guerre; en un mot il aurait fallu s'entendre d'abord pour la guerre, si on voulait ensuite en venir à un congrès. D'un autre côté, Hertzberg posait en principe qu'on devait faire la paix en France avec celui qui tenait le pouvoir dans ses mains. Mais presque à l'instant même où son mémoire parvenait sous les yeux du roi de Prusse, l'homme, regardé par tous les cabinets comme le chef principal de la révolution, Robespierre enfin, était renversé par ses collègues et ses propres complices. Sa chute devenant le signal de la ruine du règne de la terreur, l'autorité n'était déjà plus dans les mains de personne, elle allait être exercée par une assemblée divisée, n'offrant aux puissances aucun point de conciliation ni aucune garantie pour l'avenir, entraînée d'ailleurs par une nation divisée elle-même, en pleine révolution, et cédant à l'impulsion de la victoire donnée à douze cent mille hommes répartis en quatorze armées. Tel était l'état de la France à la fin de juillet, au moment même où elle frappait le reste de l'Europe de stupéfaction.

Les représentations et les avis politiques d'Hertzberg, parvenus dans le cabinet, furent suspects au roi et à ses ministres; au roi qui se rappelait avoir éloigné Hertzberg des affaires,

comme trop partisan de la France et de ses innovations, à la veille de cette même guerre dont il désapprouvait le but et les motifs; aux ministres qui n'étaient pas d'humeur à se laisser supplanter par un vieillard, éclairé sans doute, mais plein de morgue, d'entêtement, et dont les projets d'ailleurs paraissaient impraticables. En conséquence il reçut du roi la réponse suivante :

« Il fut un temps où vous remplissiez un de-
» voir en me soumettant votre opinion sur les
» affaires que je confiais à votre zèle. Aujour-
» d'hui que votre carrière diplomatique est finie,
» j'eusse tenu compte d'une discrétion qui m'eût
» épargné des conseils dont je ne fais cas qu'au-
» tant que je les demande. Laissez aux ministres
» que ma confiance a mis à la tête des affaires,
» autrefois commises à vos soins, de recevoir
» mes ordres et de les exécuter. Je sais appré-
» cier le patriotisme, et j'aime à croire qu'il a
» seul inspiré vos offres. Il serait cependant pos-
» sible que l'amour-propre en eût pris les for-
» mes à vos yeux, et vous eût abusé sur vos
» vrais motifs; je serais charmé que cette idée
» vous mît assez en garde contre vous-même
» pour vous renfermer désormais dans le cercle
» de vos devoirs actuels, et me sauver le désa-

« grément de vous en répéter sans cesse le con-
» seil. Du reste, je prie Dieu qu'il vous ait en
» sa sainte et digne garde.

» *Signé* Frédéric Guillaume. »

Malgré cette lettre si dure, Hertzberg ne se tint pas pour battu, poursuivit ses idées, et mourut satisfait dix mois après *, emportant au tombeau les prémices de la paix de Bâle.

A la mi-juillet 1794, rien n'annonçait encore un pareil dénouement. Frédéric-Guillaume était devant Varsovie avec quarante mille Prussiens. Là, combiné avec dix mille Russes, il cherchait à enfermer les Polonais sur la rive gauche de la Vistule dans leurs trois camps retranchés, d'où, avec une trentaine de mille hommes, Kosciusko couvrait la ville. Les premiers efforts du roi tombèrent sur le village de Wola, à une lieue de Varsovie; il s'en empara, et y établit son quartier-général. L'armée prussienne campa sous ses yeux aux environs de Wola. De nombreuses batteries s'élevèrent pour foudroyer le faubourg et le camp polonais de Czyste. Les premières attaques sérieuses commencèrent le 27 juillet : rarement le feu était suspendu. Cependant les bombes faisaient peu d'effet sur Varsovie, les batteries se trouvant trop éloignées

* Le 27 mai 1795.

pour nuire. Le 2 août, le roi fit sommer la ville avec menaces en cas de refus. Il adressa le même jour la lettre suivante au roi Stanislas-Auguste, qui était en quelque sorte gardé à vue par les insurgés dans Varsovie même.

« Monsieur mon frère, la position qu'occu-» pent les armées autour de Varsovie, et les » moyens efficaces qu'on commence à employer » pour la réduire, moyens qui avancent et » augmentent à mesure qu'on prolonge une ré-» sistance inutile, doivent avoir convaincu V. M. » que le sort de cette ville n'est plus douteux. » Je m'empresse de mettre celui des habitans » entre les mains de V. M. Une prompte reddi-» tion, et l'exacte discipline que je ferai obser-» ver à mes troupes destinées à entrer dans la » ville, assureront la vie et la propriété de tous » les habitans paisibles de cette résidence. Un » refus à la première et dernière sommation » que mon lieutenant-général de Schwerin vient » d'adresser au commandant de Varsovie entraî-» nera immanquablement, et justifiera même » toutes les extrémités affreuses auxquelles on » expose une ville ouverte qui provoquerait, » par son opiniâtreté, les horreurs d'un siége » et la vengeance de deux armées.

» Si, dans la position où V. M. se trouve, il

» lui est permis d'informer les habitans de Varsovie de cette alternative, et si on les laisse » maîtres de leurs délibérations, je prévois d'avance, avec un plaisir extrême, que V. M. deviendra leur libérateur. En cas contraire, je » regretterai d'autant plus l'inutilité de cette » démarche que je ne serais plus dans le cas de » la répéter, quelque vif que soit l'intérêt que » je prends à la conservation de V. M. et de » tous ceux que les liens du sang et leur dévouement ont appelés auprès de sa personne

» Que V. M. veuille agréer en tous cas l'expression de la haute estime avec laquelle je » suis, Monsieur mon frère, de V. M. le bon » frère.

» *Signé* Frédéric-Guillaume. »

La réponse suivante fut suggérée à Stanislas, qui l'envoya le lendemain au roi de Prusse.

« L'armée polonaise du généralissime Kosciusko séparant Varsovie du camp de V. M., » la position de Varsovie n'est pas celle d'une » ville qui puisse disposer de sa reddition. Dans » cette situation, rien ne justifierait les extrémités dont me prévient la lettre de V. M.; car » cette ville n'est ni dans le cas d'accepter ni dans » le cas de refuser la sommation qu'a fait par-

» venir le lieutenant-général de Schwerin au » commandant de Varsovie.

» Mon existence ne m'intéresse pas plus que » celle des habitans de cette capitale; mais puis- » que la Providence a voulu m'élever au rang » qui me permet de manifester à V. M. les sen- » timens de fraternité, je les invoque pour la » détourner des idées de cruauté et de vengeance » si contraires à l'exemple que les rois doivent » aux peuples, et, je le pense sincèrement, tout » aussi opposées à votre caractère personnel.

» *Signé* STANISLAS-AUGUSTE.

» Varsovie, 3 août 1794. »

La résistance des Polonais commençait à rebuter le roi, déjà contrarié soit par les plaintes que lui portait le cabinet de Londres au sujet de l'inexécution du traité de La Haye, soit par les réclamations pressantes du corps germanique.

Ce qui importait le plus à l'Allemagne, c'était de voir les armées alliées maintenir leurs communications avec le Rhin, en gardant les routes de Luxembourg, de Liége et de la Hollande. Il s'agissait surtout de défendre Trèves, à la vérité non fortifiée, mais dont la position est très avantageuse sous le point de vue militaire. Immédia-

tement après le passage du comte Spencer au quartier-général impérial, où cette question avait été agitée en présence du comte de Metternich, le major-général prince de Reuss avait été envoyé par le prince de Cobourg au quartier-général de l'armée prussienne à Monzenheim pour se concerter à ce sujet avec le maréchal Mœllendorff. Là se trouvaient en même temps réunis les plénipotentiaires des Provinces-Unies et d'Angleterre, lord Malmesbury et l'amiral Kinckel. Dans une conférence tenue en présence de Mœllendorff, on proposa de concerter un arrangement avec le duc de Saxe-Teschen, en vertu duquel le gros de l'armée prussienne ferait un mouvement sur Trèves et Coblentz, afin d'être en mesure d'appuyer l'aile gauche de l'armée autrichienne sur la Meuse, et de seconder ainsi la défense de la Hollande.

Il y eut à cet effet une autre conférence à Schweitzingen entre les généraux autrichiens et prussiens, à la suite de laquelle il fut décidé que l'armée impériale, sous les ordres du duc de Saxe-Teschen, chercherait à se maintenir sur la rive gauche du Rhin, tandis que les Prussiens, occupant le territoire entre la Nahe et la Moselle, couvriraient Trèves. Le général Kalkreuth se mit aussitôt en mouvement avec un corps de

vingt mille hommes, qui s'avança vers le Hunds ruck et la Moselle. Mais il fut prévenu, par l'extrême promptitude du général Moreaux *, commandant l'armée française de la Moselle, qu'un avis secret avait averti du mouvement des Prussiens, et agissant d'ailleurs d'après des instructions venues de Paris. Ce général s'avançant par Rennich et Grevenmachen, emporta, le 8 août, le pont fortifié de Couzer, à peu de distance de Pollengen, tourna les retranchemens des Autrichiens qui occupaient la montagne verte, et occupa Trèves le jour suivant. Dans le rapport que Kalkreuth envoya au maréchal Mœllendorff, il s'exprimait ainsi : « Toutes les » *démonstrations* que j'ai faites dans le dessein » de sauver Trèves ont été infructueuses, bien » qu'au moyen de marches forcées, par des » chemins presque impraticables, j'aie arrêté » une colonne ennemie, et fait sur elle quelques » prisonniers ; mais les troupes impériales ayant » été obligées d'abandonner le poste de Pol- » lengen, il ne m'est resté d'autre parti à prendre » que de me retirer. »

Ainsi la route de Luxembourg se trouvant

* Dont on a déjà fait mention, et qui n'est pas le même que le célèbre Moreau, employé alors à l'armée du Nord avec Pichegru.

interceptée, et les Français pouvant cerner cette forteresse, toutes les places de la Belgique qui tenaient encore n'eurent plus d'appui ni de secours à espérer ; or, l'armée de la Moselle put favoriser les opérations ultérieures de Jourdan contre l'armée impériale sur la Meuse. La perte de Trèves excita en Allemagne une indignation générale : on s'accordait à dire que la Prusse sacrifiait et patrie et alliés.

Les Prussiens répondaient, pour se laver de ces imputations : « Qu'ils s'étaient empressés de » se porter au secours de Trèves, bien que cette » ville se trouvât située hors de la ligne de dé- » fense, et qu'ils avaient fait plus que leur devoir » n'exigeait ; que si les Autrichiens avaient aban- » donné trop tôt cette position importante, on » ne devait s'en prendre qu'à eux. »

Tandis qu'on récriminait, on négligeait d'agir. La diète germanique ayant résolu, le 5 mai et le 14 juin précédent, de payer le contingent de l'armée prussienne, croyant avoir assez fait, réitéra ses doléances auprès du roi sur ce que l'Empire n'en recevait pas des secours plus efficaces en sa qualité d'électeur de Brandebourg.

On fit valoir les motifs les plus pressans près du monarque prussien, tels que le lien qui unit toutes les parties de l'Empire, les décrets de la

diète, le danger devenu plus imminent, la force qu'aurait l'exemple de la Prusse pour les autres états.... La réponse au nom du roi fut faite dans les termes les plus négatifs, et la guerre de Pologne fut une des raisons sur lesquelles Frédéric-Guillaume insista le plus. « Le roi, disait » la note émanée de son cabinet, était loin de » s'attendre à de pareilles représentations. S. M. a » fait des sacrifices bien au-dessus des frais d'un » contingent; ses troupes ont rendu des services » signalés. Les dépenses qu'a exigées la reprise de » Francfort et de Mayence ne sont pas encore » remboursées. Il n'existe pas d'armée de l'Em- » pire. On ne peut donner ce nom au peu de » contingens mis en campagne; encore consent- » on que ces levées soient rachetées à prix d'ar- » gent. Mais ce qui contribue le plus à dégager » le roi de toute obligation à cet égard est la » guerre suscitée en Pologne par l'ennemi com- » mun, pour se venger de S. M., et l'empêcher » de défendre l'empire. Les Polonais, saisis du » délire révolutionnaire, font la guerre avec fu- » reur, et S. M. se trouve dans la nécessité de » protéger ses états menacés. Sa situation est la » même que celle du grand-électeur, qui, se » battant en 1675 contre l'ennemi sur les rives » du Rhin, se vit subitement appelé pour s'op-

» poser à l'invasion des Suédois, excités par l'en-
» nemi de l'Empire. Ce prince, loin de fournir
» son contingent, demanda d'être indemnisé.
» Pour ce qui est de l'exemple, S. M. doit pou-
» voir dire que, si tous les états en faisaient
» autant qu'elle, la patrie serait sauvée. »

Après un refus si fortement prononcé, après tant de difficultés suscitées pour compléter l'armée destinée à défendre l'Empire contre un ennemi si souvent victorieux, il ne restait plus qu'à attendre l'effet des représentations instantes contenues dans le décret impérial dicté à la diète vers la fin d'août: c'était le cri de détresse.

Mais jusqu'alors rien n'avait pu distraire le monarque prussien du siége de Varsovie; il lui causait la plus vive impatience, surtout depuis que la discorde avait éclaté entre ses généraux et les généraux russes. Quand M. de Tauenzien, que le roi avait nommé son ministre à Saint-Pétersbourg, était venu prendre ses ordres au camp prussien, il y avait trouvé les troupes des deux nations ne formant qu'une seule et même armée. Tout avait changé de face en très peu de temps. Les Russes cherchant à contrarier et à entraver les opérations; le favori du roi, Manstein, fut bientôt en querelle ouverte au quartier-général avec le général Fersen et le prince

de Nassau. Ce dernier paraissait plus particulièrement chargé par la czarine d'épier les démarches et la politique du roi. Les opérations du siége se ressentirent de cette mésintelligence, et le dénouement sembla dès-lors échapper à toutes les combinaisons du cabinet prussien. Les choses en étaient là lorsqu'on apprit au quartier-général que les provinces échues à la Prusse dans la grande Pologne, par le partage de Grodno, venaient aussi d'entrer en révolution. Dans tous les palatinats l'insurrection avait éclaté presque en même temps le 21 et le 22 août. Les insurgens attaquèrent d'abord avec succès un corps prussien, près de Fraustadt, et le forcèrent à se replier sur Glogaw. Ils se rendirent maîtres de Kalisch et de Posen; ils interceptèrent le convoi de munitions et de vivres qui était conduit de Breslau au camp prussien, devant Varsovie. Enfin, un de leurs détachemens pénétra jusque dans la Silésie supérieure.

Ces différens mouvemens, opérés sur les derrières de l'armée prussienne, alarmèrent Frédéric-Guillaume et ses conseillers intimes. On détacha d'abord de l'armée un corps de quatre mille hommes pour réprimer les insurgens. Le roi se montrait d'autant plus inquiet de leurs progrès qu'il apprenait que dans le même mo-

ment les armées françaises s'avançaient de nouveau vers l'Allemagne. Ses états se trouvaient par conséquent menacés par deux ennemis à la fois qu'unissait une cause commune, et qui pouvaient s'entendre contre ses intérêts et sa puissance. Il n'arrivait plus que des nouvelles fâcheuses au quartier-général. Un courrier venant de la Prusse occidentale annonça la prise de Bromberg par le général polonais Madalinski. Non seulement on crut Dantzig menacé, mais Thorn, Culm, Graudenz également, et même la Poméranie. On s'exagéra tellement le danger, qu'on prit dans le cabinet du roi la résolution d'abandonner le siége de Varsovie, et de se séparer des Russes comme en Champagne on s'était séparé des Autrichiens. Cette détermination humiliante prit sa source dans l'irrésolution et le découragement du roi. Mais avant d'en venir à ce parti extrême, l'aide-de-camp Manstein, répétant la même tentative qui lui avait si mal réussi dans les plaines de la Champagne, alla demander une conférence au général polonais Zayonczek : de même qu'avec Dumouriez, le sort des prisonniers prussiens servit de prétexte à Manstein. De son côté, pour ne donner aucun ombrage aux Polonais, Zayonczek eut soin de ne pas se trouver seul avec Manstein. Après

quelques phrases préliminaires, ce dernier lui demanda s'il n'y aurait pas moyen de faire cesser les hostilités et de s'entendre. Zayonczek donna pour réponse que, le roi ayant manqué au traité conclu avec un peuple qui recherchait sincèrement son amitié, on ne pouvait plus avoir confiance ni se fier à sa bonne foi. Manstein se retira confus sans faire aucune autre ouverture.

Le roi, après sept semaines de fatigue et d'efforts inutiles, fit lever le siége dans la nuit du 6 au 7 septembre. Les Prussiens, partagés en trois colonnes, prirent leur direction vers la Prusse méridionale et firent leur retraite avec précipitation.

Cette levée subite du siége de Varsovie par le monarque prussien, qui avait sous ses ordres une armée de quarante mille hommes, répandit dans l'armée polonaise et parmi les habitans de Varsovie autant de joie que de surprise. L'Europe en fut aussi dans l'étonnement; on s'épuisa en conjectures sur les véritables motifs de ce dénouement imprévu. Il fut l'effet de plusieurs causes réunies. Frédéric-Guillaume rentra très-mécontent dans sa capitale, et avec la persuasion que les Russes, par leurs contrariétés et leurs intrigues, l'avaient empêché de

se rendre maître de Varsovie et de pacifier la Pologne. Cette campagne infructueuse l'indisposa singulièrement contre les divers cabinets. De retour à Potzdam le 26 septembre, et devancé par les deux princes ses fils, il assembla son conseil, et y montra, de même que ses ministres, le plus grand désir de se retirer sans retour de la coalition. Si l'état de la guerre paraissait alors peu favorable pour faire des ouvertures à la convention, d'un autre côté les changemens qui venaient de s'opérer dans le régime intérieur de la France depuis le renversement du despotisme hypocrite de Robespierre semblaient permettre de hasarder un rapprochement.

On croyait pouvoir s'y prêter sans trop choquer les esprits; tel était l'avis d'Haugwitz. On savait dans le cabinet, par la correspondance de Hardenberg, que, dans toute la partie de l'Allemagne qui avoisine le Rhin, le découragement était tel qu'on y aspirait ouvertement à la paix. Des instructions confidentielles furent adressées en conséquence au maréchal Mœllendorff pour qu'il eût à saisir toutes les occasions de faire ou de recevoir des ouvertures préliminaires. En même temps un courrier fut envoyé au chargé des affaires de Prusse à Vienne. M. de

Cæsar reçut le 15 septembre l'ordre d'adresser à la cour d'Autriche la déclaration que S. M. prussienne se voyait dans la nécessité de rappeler à la fin de la campagne la plus grande partie de ses troupes qui étaient sur le Rhin, pour les faire servir à la protection de ses propres états du côté de la Pologne. L'agent prussien en fit le lendemain l'objet d'une note, qu'il remit au baron de Thugut.

Ces nouvelles dispositions de la cour de Berlin étaient aussi une conséquence de sa position incertaine vis-à-vis de l'Angleterre. Le cabinet de Londres avait payé, il est vrai, les subsides convenus, dans la crainte que la Prusse ne se retirât tout-à-fait. La frégate anglaise *l'Iris*, arrivée à l'embouchure de l'Elbe dans les premiers jours de septembre, avait porté le dernier paiement du subside, et les sommes mises à terre arrivèrent à Berlin. Mais tout indiquait que désormais l'Angleterre ne se résoudrait à continuer les paiemens qu'avec des garanties effectives. Il n'était pas vraisemblable d'ailleurs que la cour de Londres voulût soudoyer à la fois les armées de la Prusse et de l'Autriche, et il était notoire, quant à cette dernière puissance, que tel était le but de la négociation du comte Spencer. Cette ambassade d'un membre du ministère bri-

tannique attirait alors l'attention de tous les cabinets, et jetait une sorte d'inquiétude dans celui de Berlin. Lucchesini fut renvoyé tout de suite à Vienne pour épier la négociation, et en faire connaître le résultat.

Dans les circonstances graves où était l'Europe, et dans la crise militaire où se trouvait l'Autriche, l'arrivée d'un tel négociateur à Vienne n'avait pu manquer d'y produire une grande sensation. Le comte Spencer obtint immédiatement une audience particulière de l'empereur à Laxembourg. Il lui exposa l'objet et le but de sa mission : elle consistait dans l'offre d'un subside annuel de trois millions de livres sterling, pendant deux ans, à la seule condition de consentir à reprendre l'offensive dans les Pays-Bas. Le gouvernement anglais insistait aussi pour que l'empereur fît passer le commandement de la grande armée alliée des mains du prince de Cobourg dans celles de l'archiduc Charles qui aurait eu pour conseils les généraux Clairfayt et Beaulieu, auxquels Mack eût été adjoint. Les insinuations du comte Spencer, sur les motifs de cette demande, frappèrent l'empereur : elles tenaient aux causes inaperçues du fâcheux résultat de la campagne. Quant aux propositions de l'Angleterre, l'empereur dit au

comte Spencer qu'il prendrait l'avis de son conseil, et qu'il ferait connaître, le plus promptement possible, les résultats de ses délibérations. L'audience finie, il manda près de lui le feld-maréchal de Wallis, et fit tenir en sa présence une conférence secrète avec le ministre Thugut et le conseiller aulique de guerre Turckeim. Là fut d'abord décidé le rappel du prince de Cobourg, à qui Thugut et Wallis se virent forcés de retirer leur appui, tout en faisant observer que les principales allégations portées contre le généralissime devaient retomber sur les officiers de son état-major qui avaient abusé de sa confiance, particulièrement le colonel Froissard, Suisse de nation, qui fut représenté comme un intrigant malintentionné. Le major-général Fischer, que le prince de Cobourg venait d'expédier à Vienne, dans la vue, sans doute, de détourner le coup qui le menaçait, eut l'ordre de s'abstenir de rejoindre l'armée sur la Meuse. Mack, d'un autre côté, qui, depuis sa seconde retraite, se tenait dans ses terres en Bohême, reçut une tabatière d'or avec le portrait de l'empereur, entourée de brillants, le tout accompagné d'un billet de la main même du prince, dans les termes les plus gracieux.

Cependant les négociateurs anglais, ne per-

dant pas de vue l'objet de leur mission, cherchaient à se ménager le crédit des principaux ministres et des personnages influens à la cour. Ils conférèrent avec le président du conseil aulique et avec Thugut, en les pressant l'un et l'autre de prendre des engagemens pour la poursuite de la guerre, sans pouvoir rien en tirer que des réponses dilatoires. Les ministres autrichiens avouèrent qu'il fallait de grands renforts à l'armée impériale pour reprendre l'offensive avec quelque espoir de succès; ils donnèrent l'assurance que les lettres circulaires pour un recrutement de soixante mille hommes allaient être expédiées. D'un autre côté ils regardaient comme douteux que ces renforts pussent arriver avant la fin de la campagne. Tout allait dépendre, disaient-ils, de la résistance que feraient les places assiégées, et des résolutions de la Prusse, qui, loin d'adhérer à une participation effective, annonçait de nouveau l'intention de retirer une partie de ses troupes; or, on ne pouvait, pour le moment, songer à aucune opération offensive. Toutefois Clairfayt, destiné à remplacer le prince de Cobourg, continuerait de garder la ligne de la Meuse. En effet, ce général avait pris, le 28 août, à Fauron-le-Comte, le commandement en chef de l'armée impériale

que lui avait remis le prince de Cobourg, dont le départ fit peu de sensation. Rentré en Allemagne, ce prince retomba jusqu'à sa mort dans un oubli total, n'ayant rien fait de mémorable que de laisser triompher la révolution, qu'il avait à combattre.

L'armée républicaine, commandée par le général Jourdan, cantonnait en face de l'armée impériale entre Liége et Maestricht; le général Pichegru observait en avant d'Anvers l'armée du duc d'York, tandis qu'une armée de siége achevait de réduire les quatre places françaises de Landrecies, le Quesnoy, Condé et Valenciennes. Le comité de salut public, voulant en presser la reddition, avait fait sommer les commandans de se soumettre dans les vingt-quatre heures, sous peine d'être passés par les armes. A la fin d'août, ces quatre places, qui avaient coûté aux alliés tant de travaux et de sang étaient déjà reconquises. Carnot vint l'annoncer à la convention; il avoua que la nécessité de les reprendre avait fait recourir à l'emploi des moyens révolutionnaires..... « Ainsi, » ajouta-t-il, les succès éphémères de l'Europe » ne produisent que honte pour elle et gloire » pour nous. Quoi! toute l'Europe ne peut con» quérir la France? ce pays qu'on dit n'être

» qu'une lacune sur la carte de l'Europe....! Ré-
» pandez dans votre marine la même énergie
» qui anime vos armées ? Arrachez à la Grande-
» Bretagne le sceptre de la mer, et que la liberté
» de la France ne soit que le prélude de la li-
» berté du monde. »

Dès que l'armée française de siége eut rejoint l'armée principale, Jourdan fit ses dispositions pour attaquer Clairfayt, dont les forces étaient réparties depuis Ruremonde jusqu'à Liége. La communication d'ailleurs se trouvait coupée avec Luxembourg depuis l'occupation de Trèves par les Français, tandis que les Prussiens se tenaient toujours inactifs sur les rives de la Nahe, leur principal objet étant, disaient-ils, de couvrir le Haut-Rhin, Mayence et Manheim.

A la mi-septembre recommencèrent les opérations offensives. Les intructions de Clairfayt lui enjoignaient de ne pas risquer de bataille générale, et, si les Français étaient trop en forces, de se replier au-delà du Rhin. Un corps de trente mille républicains ayant passé la Meuse au-dessus de Liége, concourut avec l'armée de Jourdan à mettre les Autrichiens entre deux feux. Pendant la nuit, Clairfayt quitta son camp de la Chartreuse, ainsi que toutes ses

autres positions, et gagna en toute hâte la ligne de la Roër. Dans l'incertitude des événemens, il y avait fait élever quelques ouvrages. Sa retraite précipitée s'effectua avec confusion et désordre. Jourdan, ayant concentré toutes ses forces, marcha aussitôt pour le chasser de ses nouvelles positions. Le 2 octobre l'armée française s'ébranla en colonnes serrées par brigades, et, le brouillard s'étant dissipé, offrit le spectacle de cent mille hommes réunis, manœuvrant avec autant d'ordre que de précision, et prêts à charger les Autrichiens. L'attaque du centre commença un peu avant celle des ailes. Bien que Clairfayt tînt les hauteurs sous la protection de son artillerie, et qu'il fût couvert par des redoutes sous lesquelles sa nombreuse cavalerie se déploya, il ne put soutenir le choc, devant la masse des assaillans; menacé d'ailleurs d'être tourné soit à Coblentz, soit à Cologne, il se mit en retraite, et abandonna la Roër.

En rendant compte à la convention de ce dernier événement, Carnot lui présenta la victoire remportée sur la Roër comme plus importante même que celle de Fleurus. « Les Autri» chiens, dit-il, vont être forcés de repasser le » Rhin; la Hollande va nous être ouverte et » nos quartiers d'hiver sont assurés. » En effet,

ne se croyant en sûreté qu'au-delà du fleuve, Clairfayt le repassa le 5 octobre. Nul doute qu'en mettant ainsi le Rhin entre les Français et les Impériaux, il n'ait eu pour objet de remplir les vues de sa cour.

1794--1795.

Maximes politiques du comité de salut public après le régime de la terreur. — Négociations secrètes avec les cabinets d'Autriche et de Prusse. — Mésintelligence entre ces deux cabinets. — La Prusse laisse la Hollande à découvert.— Conquête de la Hollande par la révolution.— La Prusse convoite des indemnités en Pologne et délaisse la coalition contre la France.— Motifs secrets qui la font agir.— Soumission de la Pologne. — Paix de Bâle entre la Prusse et la République française. — Le nœud de la coalition est rompu.

Le bruit se répandit aussitôt que deux commissaires de la convention avaient aussi passé le Rhin, se rendant à Vienne, accompagnés du général autrichien Khevenhullêr. Voici le fait expliqué par ses antécédens. Les maximes de modération qui enfin succédaient en France au règne de la terreur, devaient tôt ou tard conduire à parler de paix. Les comités de gouvernement, tirés de la convention, en sentirent le besoin et s'en occupèrent, tout en poussant au dehors leurs conquêtes. Ils ne se promirent pas d'abord, il est vrai, une paix générale, qui

d'ailleurs à leurs yeux n'eût pas été sans danger, si un million d'hommes fût rentré simultanément dans l'intérieur, où leur désœuvrement pouvait être à craindre. Mais ils se flattaient d'arriver, par la terreur de leurs armes, à une paix partielle avec la plupart des puissances du continent, avec l'Espagne par exemple, la Prusse et la Sardaigne. L'Autriche ne devait pas non plus être exclue des négociations.

Le comité de salut public ayant jeté les bases principales de ses vues pour la paix, autorisa M. Barthelemy, son ambassadeur en Suisse, à pressentir indirectement les dispositions des puissances.

Ses instructions furent tirées du travail préparatoire du comité, en voici la substance: « Nous ne proposerons pas la paix aux puis» sances; c'est à elles à la demander; nous ne » nous montrerons pas les tyrans des autres » peuples; nous n'imiterons pas l'orgueil des » Romains; nous jouirons des droits de la vic» toire, mais nous n'en abuserons pas: elle nous » donne le droit de tout exiger, mais nous n'exi» gerons que ce qui est raisonnable. Ceux qui » voudront entrer en négociation avec nous, » devront commencer par reconnaître la sou» veraineté et l'indépendance de la nation fran-

» çaise; c'est là le préliminaire de tout traité de » paix. Les Français ayant fait la guerre pour » empêcher qu'on ne porte atteinte à leurs droits » et qu'on n'altère la forme du gouvernement » qu'il leur convient d'établir, ils respecteront » chez les autres peuples un droit qu'ils feront » toujours respecter pour eux-mêmes; or, ils » ne se mêleront en aucune manière de l'admi- » nistration intérieure des autres nations; ils » reconnaîtront tout gouvernement qui a en » sa faveur le consentement formel ou tacite » des peuples. »

Des relations secrètes pour arriver à une pacification furent presque aussitôt établies avec la plupart des cabinets contre lesquels la France était en guerre. L'Espagne et la Prusse étaient les deux puissances que les comités de gouvernement croyaient détacher de la coalition avec le plus de facilité. Les froideurs des comités pour la cause polonaise et le refus de lui accorder aucun secours direct ou indirect, attestaient les ménagemens qu'on avait pour la Prusse, avec laquelle on était dans l'attente d'un traité séparé.

Quant à l'Autriche, il se présentait des difficultés plus sérieuses. C'était un armistice qu'elle s'efforçait d'obtenir par les demandes détournées

de ses émissaires. Mais les comités qui dès lors même entendaient s'emparer de la ligne du Rhin, ne voulant traiter que sur cette base, n'admettaient aucune suspension d'armes. Engager l'Autriche et la Prusse dans une paix séparée ou tout au moins les y entraîner l'une par l'autre en excitant leur rivalité, tel était le but des chefs de la convention. A cet effet, ils détachèrent un agent secret à Thugut dans les premiers jours d'octobre, le même que le général Khevenhuller accompagna jusqu'à Vienne. On le nommait le marquis de Poterat; il avait avec lui un secrétaire. Ce Poterat était un ancien officier du génie qui se vantait d'avoir été un des sept prisonniers trouvés à la Bastille le 14 juillet; c'était d'ailleurs un homme délié et capable, enfoncé par goût dans les intrigues de la diplomatie avant et depuis la révolution; il avait connu jadis le baron de Thugut, avec qui le précédent comité l'avait déjà mis en relation politique, pendant le cours de cette même campagne. On est fondé à croire qu'il ne fut pas étranger à la détermination de l'évacuation de la Belgique. Cette fois il était chargé de porter le ministre Thugut à entamer des ouvertures sérieuses de paix; en même temps il avait la mission d'épier les intentions de l'Autriche et de

pénétrer les résultats des négociations du comte Spencer *.

C'était au moment même où les négociateurs anglais sollicitaient à Vienne une réponse catégorique du cabinet autrichien : ils attendaient la tenue d'un grand conseil d'état, qui devait décider les termes de cette réponse, et quel système politique on suivrait désormais. Thugut y apportait du retard à dessein. Enfin la conférence eut lieu le 1er octobre. Tous les membres du ministère y assistèrent sans exception, ainsi que tout le conseil aulique de guerre. L'empereur le présida en personne. Les demandes des ministres pour reprendre l'offensive allèrent bien au-delà de ce que les commissaires-négociateurs étaient autorisés à promettre. La trop prompte reddition des forteresses faisait d'ailleurs renoncer à l'espoir de reconquérir la Belgique. Thugut ne cessait de répéter qu'il n'y avait pas moyen de résister aux masses de la convention. D'un autre côté la retraite du général Clairfayt, dont on recevait les premiers avis, ne laissait plus aucune espérance pour l'issue de cette inconcevable campagne; et, comme le

* Le marquis de Poterat fut enfermé en 1803 au Temple : il avait alors une soixantaine d'années; il est mort en 1808 dans l'obscurité et dans la plus profonde misère.

sort des armes continuait à être favorable aux Français, les idées de paix et le désir du rétablissement de la tranquillité générale semblaient prévaloir même dans les conseils de l'Autriche.

Ainsi la négociation n'eut aucun succès, du moins quant à la proposition principale de reprendre immédiatement l'offensive. Aucun traité ne fut conclu entre les deux puissances; mais les négociateurs, qui n'étaient pas sans appui, soit à la cour, soit dans le conseil, avaient obtenu que vingt-cinq mille Autrichiens, aux ordres du général Alvinzy, passeraient à la solde anglo-batave, et concourraient à la défense de la Hollande, en se combinant avec l'armée du duc d'York.

Dans l'intervalle, le cabinet de Londres, instruit du mouvement rétrograde de Clairfayt, envoya en toute hâte de nouvelles instructions à ses commissaires à Vienne ; il leur était recommandé de renouveler les plus fortes instances auprès de l'empereur, afin d'en obtenir les ordres les plus prompts, et quoi qu'il en pût coûter, pour la conservation de Maestricht. Les commissaires remplirent avec zèle et chaleur, avant leur départ, cette partie de leur mission, mais sans apparence de tirer de l'Autriche au-

cun autre secours que celui du corps d'armée du feld-maréchal Alvinzy.

Aussitôt que le cabinet de Prusse vit l'Autriche abandonner successivement la rive gauche du Rhin, il jugea que toute cette partie de l'Allemagne deviendrait bientôt la proie des Français. Pénétré des difficultés que présentaient les graves circonstances du moment, il avait à craindre d'un côté pour ses possessions en Pologne, et de l'autre pour ses provinces de Westphalie. Allait-il brusquer ses ouvertures préliminaires vis-à-vis de la France pour en venir à une négociation ostensible? Rien n'étant décidé en Pologne, où il fallait porter de nouvelles forces, il importait au cabinet de Berlin, pour masquer ses dispositions secrètes à l'égard de la France, d'être encore regardé comme partie dans la guerre de la coalition. Mais d'un autre côté, l'Autriche ayant donné elle-même le signal de la retraite derrière le Rhin, l'ordre fut expédié de Berlin, vers le milieu d'octobre, au maréchal Mœllendorf, de ne plus prodiguer inutilement en nouvelles attaques le sang des soldats prussiens; en un mot de se replier aussi sur la rive droite, et là d'en venir, avec la légation française en Suisse, à des ouvertures sérieuses, pour réconcilier les deux nations. D'autres mo-

tifs que celui de la guerre de Pologne déterminèrent la Prusse à cette séparation manifeste de la cause commune : les puissances maritimes refusaient de soudoyer plus long-temps son inaction. Parvenir au rétablissement des affaires des alliés sur les frontières de la Hollande, où était encore appelée l'armée prussienne, paraissait impossible. Agir pour son propre compte eût été peu sage, après de si fâcheuses expériences. Enfin la Prusse avait alors un besoin réel de s'occuper exclusivement à faire refleurir ses finances, son industrie et son commerce. A ces considérations se joignait l'espoir de conclure avec la France une paix avantageuse, que la disposition actuelle des esprits permettait de justifier. Les anciens comités de gouvernement avaient été renversés ou renouvelés en partie ; un système moins tyrannique succédait à un régime de terreur, mais non pas sans hésitation et sans troubles intérieurs. Enfin, les longues souffrances de la guerre avaient calmé les passions, et anéanti les orgueilleuses espérances dont les alliés s'étaient bercés si long-temps.

Le 14 octobre, après la réception du courrier venu de Berlin, Mœllendorff fit publier à l'ordre que « le traité de subside avec l'Angleterre » ne subsistant plus, tout ce qui se faisait ac-

» tuellement ne servait plus qu'à l'honneur des » armes prussiennes et à maintenir leur ancienne » gloire; que, si l'ennemi essayait quelque en- » treprise contre l'armée, l'armée se battrait » d'autant mieux que son général en chef pou- » vait lui assurer de bons quartiers d'hiver et » une paix prochaine. » Rappelant aussitôt ses divisions avancées et ses détachemens, Mœllendorff les concentra tout-à-fait sous les murs de Mayence entre Oppenheim et Pzingen. Déjà il venait de remplir les vues de sa cour au sujet des ouvertures préliminaires qu'il était chargé de faire à la France.

Depuis quelque temps, d'après d'anciennes instructions de son cabinet, il tenait, sur les frontières de la Suisse, un habitant de Creutznach, nommé Schmerz, connu des généraux prussiens, et qui s'était mis en rapport avec M. Bacher, attaché à la légation française. Bacher résidait à Bâle, d'où il entretenait une correspondance secrète avec les agens et les amis que la France avait en Allemagne. Il était aussi en correspondance directe avec le comité de salut public. Le comité l'avait autorisé à continuer ses entretiens avec l'émissaire de la Prusse, et à saisir toutes les occasions de leur donner plus de consistance.

Lorsque les ouvertures de ce dernier eurent pris un certain caractère de solidité, Bacher écrivit au maréchal Mœllendorff pour le presser d'envoyer à Paris une personne sûre avec la mission spéciale de porter directement au comité de salut public les propositions de sa cour, lui donnant l'assurance qu'elles seraient accueillies. Le maréchal transmit au cabinet de Berlin la lettre de l'agent français. Telles furent les premières ouvertures qui amenèrent la paix de Bâle.

En attendant la détermination de sa cour, Mœllendorff fit repasser le Rhin à toute l'armée prussienne; il établit son quartier-général à Hocheim. Les Allemands ne conservèrent sur la rive gauche que Mayence et ses ouvrages avancés. Les plus clairvoyans considéraient déjà comme perdues les contrées qu'on venait d'évacuer, et que la France avait toujours ambitionné d'avoir pour limites.

Ne songeant plus dès lors qu'à la guerre de Pologne, Frédéric-Guillaume tira de son armée du Rhin vingt mille hommes, qu'il appela sur les bords de la Vistule pour augmenter les forces destinées à soumettre les Polonais contre lesquels la czarine faisait marcher de nouvelles armées, commandées par Suwarow. Le détache-

ment prussien s'étant mis aussitôt en route sous les ordres du prince Hohenlohe, il ne resta plus à Mœllendorff que quarante mille hommes, et cependant les Français avaient pris Coblentz, et obtenu, par une honteuse capitulation, la forteresse de Rheinfels, appartenant au landgrave de Hesse. D'un autre côté, Maestricht, investi par suite de la retraite des Autrichiens, et foudroyé par l'artillerie française, s'était rendu le 4 novembre. Après cet événement et la reddition de Rheinfels, il ne restait plus aux alliés sur la rive gauche du Rhin que les places de Luxembourg et de Mayence.

Voilà où la mésintelligence des cabinets avait conduit les affaires. Les Autrichiens mécontens du roi de Prusse, ne voulant plus porter seuls le poids principal de la guerre, s'étaient d'abord retirés sur la Meuse, et, en exposant ainsi la Hollande, en laissant à l'armée anglaise l'embarras de la défendre, n'avaient eu en vue que d'inquiéter le cabinet de Londres, et d'en tirer à leur tour des subsides. Tout leur réussit d'abord au-delà de leurs souhaits. Mais comme il arrive presque toujours quand on n'est pas sûr de maîtriser les évènemens, le cabinet de Vienne se trouva entraîné au-delà du but qu'il se proposait. Le comte Spencer ne lui fit que des of-

fres conditionnelles : ce n'était pas ce qu'il demandait. Ne se croyant pas en état de reprendre l'offensive, ou ne voulant pas exposer le sort de son armée, l'Autriche accusa son impuissance en complétant sa retraite derrière le Rhin. A la vérité Clairfayt pouvait se réunir de nouveau au duc d'York, en marchant du côté de Wesel avec le gros des troupes impériales; mais le conseil aulique, préjugeant qu'on ne ferait par là que retarder la perte du stathouder, éluda constamment d'envoyer aucun autre renfort que celui du général Alvinzi se joindre aux troupes anglo-hollandaises, qui, après la perte de Maestricht, s'établirent dans un camp retranché sous Nimègue.

Cependant, à la faveur des vœux manifestés universellement pour une paix générale, le cabinet de Berlin crut pouvoir masquer ses négociations et couvrir le traité qu'il se proposait de conclure avec la république française. Dès les premiers jours d'octobre, on y avait arrêté de donner au corps germanique l'impulsion pacificatrice, tandis que les émissaires de la France s'attacheraient à imprimer un mouvement semblable aux pays allemands qui étaient à leur portée. Hardenberg du côté de la Prusse se chargea d'influencer dans ce sens les cercles de

Franconie et du Bas Rhin. Du côté de la France, l'agent Bacher agit principalement sur le Palatinat et sur la Bavière.

La voix électorale palatine se fit entendre la première à la diète, en y énonçant le vœu d'une paix honorable. L'électeur de Mayence, excité par son coadjuteur, le baron Dalberg, saisit cette ouverture, et en qualité d'archi-chancelier de l'Empire, il en fit l'objet d'une proposition formelle. Il fit observer d'abord que le vœu manifesté par la cour électorale palatine méritait d'autant plus d'attention et une délibération d'autant plus sérieuse, que S. M. l'empereur avait déclaré dans son décret aulique, pour l'augmentation des contingens de l'Empire au quintuple, *qu'elle était prête à écouter toutes les autres ouvertures qu'on voudrait faire sur les moyens de sauver la patrie germanique.* « L'empire, ajoutait l'archi-chancelier, a dû » prendre fait et cause pour ses co-états lésés » dans l'Alsace et la Lorraine ; il a fait la guerre » jusqu'à présent uniquement à ce sujet, c'est-» à-dire pour obtenir la réintégration des choses » dans l'état où elles ont été garanties par la » France elle-même dans le traité de 1648, de-» venu fondamental pour le corps germanique, » et nullement pour s'immiscer dans les affaires

» intérieures de la France. Cependant, au lieu » d'atteindre ce but, l'Empire a perdu un pays » après l'autre; et celles même de ses provinces » que l'ennemi n'a point occupées, ont égale- » ment souffert. Il paraît donc à tous égards » utile et nécessaire que dans le temps qu'on se » prépare infatigablement à une nouvelle cam- » pagne plus heureuse, à ce qu'il faut espérer, » on montre au paisible citoyen allemand qu'on » a sérieusement intention de procurer la paix » à l'Empire. Le corps germanique peut décla- » rer, sans hésiter, à la nation française, qu'il » n'a en vue que sa propre conservation, et non » pas son agrandissement; que d'ailleurs il n'a » aucune intention de s'embarrasser de ce qui » se passe en France. La nation française ap- » prendra par là qu'il ne dépend que d'elle » d'avoir la paix avec l'Empire..... » L'archi-chancelier proposait en conséquence de recou-rir à la médiation des cours de Suède et de Da-nemarck, restées neutres dans la présente guerre, et de les prier de s'interposer efficace-ment près de la nation française pour une paix acceptable.

Les ministres de Cologne, palatin de Bavière et de Brandebourg, accédèrent aussitôt à cette proposition, ainsi que la plupart des ministres

du collége des princes. On convint unanimement de travailler à un armistice qui pût conduire à la paix durant l'hiver. A cet effet, le coadjuteur de Mayence, baron Dalberg, et le général Thompson, au service de l'électeur palatin, se rendirent à Bâle pour y faire aux agens français les premières ouvertures sur la négociation dont le coadjuteur serait ultérieurement chargé. On s'attendait que leurs principes connus et leurs sentimens personnels, favorables à la France, contribueraient efficacement au succès de leur mission.

Mais le sort de la proposition pacificatrice allait dépendre en grande partie de la manière dont la considérerait la cour de Vienne. Il était hors de doute qu'on y désirait sincèrement la paix; mais on n'était pas fixé sur les moyens d'y parvenir. Le ministre Thugut, dès l'arrivée du marquis de Poterat, était entré en conférence avec cet émissaire, qui le pressait de se déclarer ouvertement en faveur de la paix, et par là de s'assurer l'avantage de l'initiative, pour ne pas être devancé par la Prusse. Thugut de son côté demandait que la France fît d'office les premières ouvertures, et consentît à une suspension d'armes. En brusquant une affaire si importante, et en choquant les sentimens particuliers de

l'empereur, il craignait de compromettre son crédit dans le cabinet où son influence était balancée par celle de Colloredo, qui penchait pour le maintien de l'alliance anglaise.

Ce confident intime de l'empereur était entretenu dans ses dispositions contre la France et contre la paix, par son correspondant politique Mallet Dupan. Après la seconde invasion de la Belgique par les Français, ce publiciste avait quitté Bruxelles, et s'était retiré à Berne, où il avait des amis puissans. Là il avait trouvé plus de facilité qu'à Bruxelles pour entretenir des relations avec Paris. La Suisse était à cette époque le théâtre de beaucoup d'intrigues, et le centre de plusieurs correspondances secrètes, soit contre, soit en faveur de la révolution. C'était d'ailleurs une sorte de citadelle, d'où l'on pouvait observer tous les mouvemens de l'Europe. Les principaux cabinets voulurent y avoir un correspondant, et Mallet Dupan fut chargé d'envoyer à Vienne et à Berlin le résultat de ses observations. Il était entré à cet effet en relation directe avec Colloredo d'une part, et de l'autre avec Hardenberg. Ayant manifesté dès l'origine une désapprobation complète au sujet des négociations entamées par la Prusse avec la France, cette opposition lui fit perdre la corres-

pondance de la cour de Berlin, mais sans rien affaiblir de son intervention dans les affaires diplomatiques de la cour de Vienne. Colloredo, éclairé par ses observations et ses aperçus, se trouvait par là presque toujours en mesure de détourner ou de combattre avec avantage dans le conseil la politique captieuse et louche du baron de Thugut. Ce ministre avait beau dire qu'il n'était aucune puissance actuellement en guerre avec la France qui n'eût fait des pertes dans cette guerre, aucune qui y eût gagné, à l'exception de l'Angleterre, et que c'était aussi la seule dont les dispositions ne fussent point en harmonie avec les intérêts du continent; on lui objectait que les dispositions de l'Angleterre n'étaient point encore connues au sujet de la question importante qui occupait le corps germanique et le cabinet autrichien. L'incertitude où l'on était à cet égard retint Thugut, et il n'osa envoyer que des instructions provisoires aux ministres d'Autriche à Ratisbonne sur la proposition de l'électeur de Mayence. On ne voulait rien décider à Vienne avant le retour d'un courrier expédié à ce sujet à la cour de Londres. Ces délais influèrent sur la réponse de l'empereur, attendue avec impatience par la diète : elle lui fut communiquée au commence-

ment de novembre. L'empereur y témoignait sa surprise « de ce qu'une proposition de si grande » importance que celle d'une négociation de » paix eût été portée si publiquement à la con- » naissance de l'Empire, sans aucun concert » préalable, ni avec son concours en qualité de » chef du corps germanique, ni avec celui des » grandes puissances impliquées dans cette » guerre; il aurait cru ne pas devoir s'attendre » à ce manque d'égards dans sa double qualité » de chef de l'Empire et de puissance belligé- » rante; il rappelait que le but qu'on se propo- » sait d'obtenir, c'est-à-dire une paix désirable, » et par là le bien-être général de l'empire, au- » rait exigé qu'on n'eût point fait une démarche » de cette nature à l'insu des autres puissances » particulièrement de la cour britannique. Tou- » tefois il déclarait, comme chef du corps ger- » manique, qu'il n'y mettrait aucun obstacle, et » qu'il attendrait à ce sujet la résolution de la » diète; mais qu'en sa qualité de co-état il était » d'avis qu'on ne mît en délibération que la seule » question, *s'il faut faire la paix?* ne jugeant » pas que provisoirement il convînt de s'expli- » quer sur la question relative à la manière de la » faire non plus que sur celle de la *médiation.* »

Le roi de Prusse, au contraire, chargea le

ministre de Brandebourg de déclarer provisoirement que la proposition de la paix lui ayant été communiquée, il avait été sensiblement affecté de la situation dangereuse et terrible de la patrie germanique; qu'ainsi il pouvait aisément concevoir que cette situation rendît si nécessaire et si ardent le désir de la paix; qu'il en agréait très-volontiers les propositions, prenant une part très-véritable à la conservation de la patrie, et faisant des vœux bien sincères pour que la divine Providence accordât cet arrangement préalable; qu'en attendant la réponse des autres co-états, il donnerait à son ministre des ordres conformes aux sentimens qui l'animaient.

L'électeur palatin, celui de Saxe et le duc de Wurtemberg adhérèrent à la proposition pacificatrice. Le margrave de Bade jugea qu'il fallait attendre, avant de se déclarer, la résolution de la cour de Vienne. Allié depuis peu par mariage* à la cour de Saint-Pétersbourg, le margrave opina même pour que d'autres médiations, nommément celles de Russie, fussent demandées.

L'électeur de Mayence et d'autres co-états de

* De sa petite-fille avec le grand-duc Alexandre de Russie, depuis empereur.

l'Empire insistèrent si fortement sur la nécessité de rapprocher l'époque où la paix serait proposée à la France, que les ministres de l'empereur à la diète, d'après les instructions confidentielles du baron de Thugut, accédèrent à un *moyen terme;* on convint que le protocole serait ouvert dès le 5 décembre, mais que l'ouverture formelle des délibérations de l'assemblée n'aurait lieu que le 19 du même mois. C'était un terme de six semaines que prenait l'empereur pour répondre définitivement, et ce délai était destiné à prendre l'avis du cabinet britannique.

Cependant le comité de salut public, longtemps abusé par les ouvertures clandestines que le cabinet de Berlin avait presque toujours tenues en réserve vis-à-vis de la France, s'était d'abord montré peu confiant au sujet des dispositions pacifiques mises en avant par ordre du roi de Prusse; mais il ne lui fut bientôt plus possible de les révoquer en doute. Toutes les informations provenant de sa légation en Suisse étaient péremptoires. Elles furent confirmées par tous les avis secrets venant d'outre-Rhin. Comme les comités de la convention se ressentaient dans leur composition nouvelle du système modéré qui prévalait depuis peu dans les

formes du gouvernement révolutionnaire, ils désiraient ardemment s'ouvrir la voie des paix partielles, et en faire la première application à la Prusse et à l'Espagne, qui montraient aussi le désir de négocier. Le comité de salut public demandait en conséquence que la Prusse nommât un diplomate accrédité, afin d'entamer et de suivre la négociation, désignant de son côté, comme son ministre plénipotentiaire, M. Barthélemy, qui, par son caractère honorable et conciliant, s'était attiré au-dehors l'estime générale. Le comité manifesta aussi le vœu que la négociation eût lieu à Paris, et à sa portée, afin d'en écarter lui-même les difficultés, et d'en accélérer la conclusion.

Malgré l'extrême désir du roi et de ses ministres, d'arriver le plus promptement possible à ce même résultat, pourtant la position de la Prusse, sous le point de vue politique, ne lui permettait pas encore de précipiter le dénouement. Le roi attendait deux choses pour passer des ouvertures secrètes à une négociation patente; il voulait connaître le résultat des vœux de la diète germanique au sujet de la proposition pacificatrice et l'issue prochaine de la guerre de Pologne, qui ajoutait à ses perplexités. Du reste, il fit annoncer qu'il nommerait pour son

plénipotentiaire le comte de Goltz, qui avait long-temps résidé comme son envoyé à Paris, et que le major de Meyrinck, déjà employé par le maréchal Mœllendorff, aux premières ouvertures, arrangerait et tiendrait prêts les préliminaires de la négociation.

Quant au comité de salut public, n'ayant d'autres vues que d'arriver à des paix partielles, il n'entendait traiter que sur la base de l'occupation de la rive gauche du Rhin. Aussi, dès la fin d'octobre, avait-il renvoyé aux armées du Rhin et Moselle Merlin de Thionville, avec des pouvoirs illimités pour traiter sur tous les objets, c'est-à-dire pour favoriser à la fois les projets de négociations et une entreprise méditée contre Mayence, où l'on a vu que Merlin avait figuré pendant le siége.

Il vint présider lui-même à un semi-blocus de Mayence, et fit aussitôt fortifier Montbach, en vue de l'île Saint-Jean, occupée par les Prussiens. N'ignorant pas qu'ils aspiraient à la paix, il épia l'occasion d'en venir à des ouvertures. Il renvoya d'abord au maréchal Mœllendorff, l'un de ses aides-de-camp, fait prisonnier, et lui fit dire que puisque la musique de l'armée prussienne sous ses ordres faisait entendre l'air national de *la Carmagnole*, on ne devait plus ba-

lancer d'ouvrir enfin les voies de la paix aux deux nations. Le maréchal s'empressa de lui faire répondre qu'il enverrait, à Bâle, M. Harnier, pour qu'on pût s'entendre. Merlin de Thionville en prevint tout de suite le ministre français Barthélemy, à Bâle, et rendit compte de cette ouverture directe au comité de salut public. Mais là, Merlin de Douai voulait suivre et tenir lui-même tous les fils de la négociation prussienne : il écrivit à son collègue et commissaire Merlin de Thionville, au nom du comité de gouvernement : « Qu'il était chargé de la guerre » devant Mayence, et non pas de faire la paix. »

Tandis qu'on préparait tout à Paris pour l'accomplissement de ce grand dessein qui embrassait aussi la conquête de la Hollande, la guerre de Pologne touchait à son terme fatal. Dès le 4 octobre Kosciusko avait été vaincu et pris à la bataille de Maciejowice, gagnée par le général russe Fersen. L'insurrection de Pologne fut dès lors sans chef et sans espérance. Il y avait une différence énorme entre les deux révolutions qui étaient aux prises avec les têtes couronnées. Toute nationale, la révolution de France n'avait aucun besoin de la dictature militaire pour se maintenir; au contraire, celle de Pologne, où la masse de la nation était encore dans le servage,

ne pouvait se soutenir que par un chef unique; et une bataille perdue la laissait sans ressources. Si trente mille Prussiens se trouvaient à vingt lieues de Varsovie, quarante mille Russes les devançaient, marchant sur cette capitale, l'unique foyer de la révolution; ils étaient conduits par Suwarow. Les troupes polonaises qui venaient à sa rencontre étaient défaites successivement. L'énergie de Suwarow était indomptable, et son coup d'œil militaire sûr.

L'éloignement des Français rendait d'ailleurs, malgré leurs succès éclatans, toute diversion impossible en faveur de la malheureuse Pologne. Tandis que leur révolution prenait une extension formidable, celle de Varsovie allait s'évanouir. Le 2 novembre, Suwarow parut devant le faubourg de Prague; le 4, il le prit dans un assaut meurtrier. Le surlendemain Varsovie se rendit par capitulation. Peu de jours après toute la Pologne fut soumise. Les trois puissances n'y rencontrant plus d'obstacles, la Russie y domina, et la czarine redevint l'arbitre des affaires du Nord.

A la satisfaction qu'éprouva Frédéric-Guillaume de voir la Pologne enfin subjuguée, se mêla le déplaisir d'y avoir si peu concouru. Non-seulement les forces prussiennes avaient

échoué dans la même entreprise, mais les Russes venaient de l'accomplir, vite et heureusement, sans avoir été secondés par les Prussiens, qui, non contens de rentrer en possession des provinces démembrées qui leur étaient échues en partage, montraient la prétention d'avoir une plus grande part au démembrement final.

Le corps d'armée de Hohenlohe que le roi avait appelé sur les bords de la Vistule, où il devenait inutile, était parvenu jusqu'à Leipsick, quand il reçut l'ordre de joindre de nouveau Mœllendorff sur le Rhin, et d'y concourir à défendre Mayence et le fort de Cassel. Le roi et son conseil jugèrent ne pas devoir quitter encore tout-à-fait le théâtre de la guerre au moment où les Français dirigeaient leurs efforts contre les points retranchés de Manheim et de Mayence, que les alliés défendaient encore sur la rive gauche. La retraite successive des Prussiens et la connaissance de leurs dispositions pacifiques avaient tellement encouragé les généraux français de l'armée du Rhin et le commissaire Merlin de Thionville, qu'ils formèrent une attaque sérieuse contre Mayence. Le 1^er^ décembre, le général Kléber prit d'assaut la redoute de Salsbach; mais il en fut chassé par les Autrichiens et les Prussiens réunis. Ce fut

le dernier combat que ceux-ci soutinrent dans cette guerre, et le dernier service qu'ils rendirent à la patrie allemande. La défense de Mayence fut dévolue depuis aux Autrichiens.

Les principaux efforts des Français se tournaient alors contre le stathouder. Toutes les places de la Flandre-Hollandaise étaient déjà en leur pouvoir, et ils se disposaient à attaquer le camp retranché de Nimègue. La fortune et la terreur de leurs armes les en dispensèrent. Le duc d'York et le prince d'Orange évacuèrent le camp et par suite la place. Ne voulant pas compromettre leurs troupes dans les garnisons, ils ne purent défendre Nimègue et Bois-le-Duc, ni sauver Grave.

Ces événemens achevèrent de balayer la rive gauche du Rhin et du Waal, qui, après la prise de Nimègue, offrit assez de sécurité à l'armée française pour qu'elle pût y goûter un moment de repos; il ne restait plus aucune entreprise à sa portée que de soumettre Bréda.

De son côté le duc d'York ayant mis ses troupes en cantonnemens entre l'Yssel et le Rhin, partit le 2 décembre pour l'Angleterre, laissant au général Walmoden la tâche pénible du commandement en chef. Les troupes anglaises restèrent, sous les ordres du général

d'Harcourt, dans une sorte d'indépendance, tandis qu'Alvinzy à la tête du corps autrichien, ne voulait se prêter qu'aux opérations susceptibles d'entrer dans les vues et les convenances de l'armée impériale. Qu'attendre d'un tel état de choses devant les entreprises des républicains victorieux sur tous les points du cercle immense de la guerre?

Dans ses premiers momens d'alarmes le cabinet de La Haye s'était adressé directement à la cour de Berlin pour réclamer l'appui des stipulations du traité de 1788, c'est-à-dire la garantie de la constitution des Provinces-Unies et de l'hérédité du stathoudérat. Mais c'était invoquer les transactions d'un ordre de choses tombé par le fait en désuétude devant une crise sans exemple. Comment Frédéric-Guillaume aurait-il pu sauver la Hollande au moment où il était résolu de s'engager vis-à-vis de la France dans des négociations dont le résultat était encore incertain? Plein du désir sincère de la paix, il ne pouvait marcher au secours des Provinces-Unies sans recommencer une guerre qui ne lui inspirait que dégoût et découragement. On ne fit donc à Berlin que des réponses dilatoires au stathouder.

Depuis que l'armée impériale avait abandonné

la rive gauche du Rhin, la cour de La Haye ne s'était pas dissimulé le danger de sa position. De son côté le gouvernement anglais, frappé de l'état critique de la Hollande, avait envoyé à La Haye M. Wyndham, récemment entré dans le ministère, pour aviser avec le stathouder aux moyens les plus efficaces de préserver les Provinces-Unies de l'invasion dont elles étaient menacées. Tout bien pesé, et vu l'état de la guerre, M. Wyndham se rangea en partie de l'avis des conseillers du stathouder, qui demandaient qu'on ouvrît, de concert avec l'Angleterre, des négociations avec la France. M. Wyndham pensait que la Hollande pouvait négocier avec l'assentiment de l'Angleterre, mais séparément. En conséquence M. Fagel, greffier des états-généraux, partit pour Londres, accompagné de son frère. Là, entrant en conférences avec les ministres Grenville et Pitt, il leur proposa d'entamer des négociations pour la paix. La réponse de la cour de Vienne, rapportée par le comte Spencer et par sir Thomas Grenville, n'était pas, à beaucoup près, contraire à cette proposition. Toutefois les ministres objectèrent qu'ils attendaient M. Wyndham, afin de prendre à ce sujet une résolution définitive. A son retour, M. Wyndham passa près de deux heures avec le roi,

auquel il fit un rapport détaillé de sa mission. Il en résultait que, sans le prompt secours d'une armée auxiliaire de cinquante à soixante mille hommes, la Hollande ne pouvait être préservée. M. Wyndham concluait, dans le cas où il ne resterait plus aucun espoir d'y attirer soit l'armée impériale, soit l'armée prussienne, à laisser la cour de La Haye libre de faire à la France des propositions de paix séparées. Quant à l'appui des Autrichiens, le ministère anglais savait à quoi s'en tenir, et n'y comptait plus, du moins à l'égard de la Hollande. La correspondance de lord Malmesbury ne lui laissa bientôt plus d'espoir sur aucune coopération tardive de la part du gouvernement prussien. Malmesbury, ne soupçonnant pas encore ses véritables intentions, et s'imaginant que Frédéric-Guillaume, pour se mettre à couvert vis-à-vis de l'Angleterre, avait donné carte blanche à Mœllendorff, prévenait sa cour qu'il avait averti le maréchal prussien que la conservation de la Hollande serait de la plus haute importance pour la continuation de la guerre continentale; mais que Mœllendorff était tellement étranger à tout ce qu'on appelle politique qu'il ne l'avait pas senti, et s'était frustré lui-même de la gloire de décider du sort de l'Europe. « D'ailleurs,

» ajoutait Malmesbury, il est las de la guerre,
» et m'en a fait l'aveu. D'un autre côté, l'adju-
» dant principal, en qui il met le plus de con-
» fiance *, a fait, pour le service de l'armée,
» avec une compagnie de juifs berlinois, des
» contrats qui ne permettent point une prompte
» expédition en Hollande. Qu'elles sont petites
» quelquefois les causes dont l'influence, d'a-
» bord inaperçue, décide du sort des nations!
» Ainsi un maréchal de Prusse est assez mau-
» vais politique pour n'avoir pas la moindre idée
» des intérêts de l'Europe. Mais ce qu'on imagi-
» nerait encore moins, c'est que l'adjudant affidé
» de ce maréchal ait passé avec des juifs des
» contrats qui n'auraient de validité que pour
» certaines provinces, et qui enfermeraient l'ar-
» mée dans les bornes tracées par la cupidité.

» Qu'on suppose l'armée anglo-batave rece-
» vant un renfort considérable, commandée par
» un général expérimenté, livrant sur les bords
» du Waal une bataille qui forcerait à la retraite
» les Français vainqueurs; qu'on suppose la
» conquête de la Hollande empêchée; qu'on se
» rappelle l'état de désorganisation et de réac-
» tion morale où se trouve à présent la France;

* Le major Meyerinck.

» qu'on songe bien que la convention n'a pas la » moindre garantie de son existence, et puis » qu'on calcule la direction que prendraient » les événemens si on se décidait à reprendre » vigoureusement l'offensive... Mais le maréchal » Mœllendorff n'est pas destiné à marquer des » bornes à la révolution française. »

Tels étaient les raisonnemens du diplomate anglais, qui, malgré sa dextérité et sa vieille expérience, s'abusa jusqu'au dernier moment, au point de ne pas vouloir admettre que le maréchal avait l'instruction de ne plus rien entreprendre contre les Français. Quand le bandeau fut tout-à-fait déchiré, Malmesbury, quittant le quartier-général prussien, ainsi que son poste d'ambassadeur extraordinaire, en prévint sir Arthur Paget à Berlin, et reprit la route de Londres par la Hollande.

Cependant Frédéric-Guillaume n'attendait plus, pour donner au comte de Goltz ses instructions, que de connaître le résultat des vœux de la diète germanique au sujet de la proposition pacificatrice. Le 5 décembre était le jour intéressant pour l'Allemagne, où l'ouvrage de la paix devait être mis sur le tapis dans les trois colléges de l'Empire. Le commissaire impérial, baron de Hügel, fit des efforts

inutiles pour que les délibérations fussent encore différées. Le suffrage le plus positif et le plus ample en faveur de la paix fut celui de l'électeur palatin. Le suffrage électoral de Brandebourg vint naturellement à l'appui de la proposition « comme étant actuellement de la plus » haute nécessité, et comme pouvant servir » d'ouverture à poursuivre ultérieurement la » paix lorsqu'on saurait, à cet égard, les senti- » mens de l'empereur. » Mais le chancelier aulique n'avait donné que des instructions préliminaires; et par leur teneur on pouvait juger que la cour de Vienne désirait gagner du temps pour combiner d'autant mieux ses négociations avec les vues des autres puissances en guerre avec les Français. Au total, dans cette première délibération, cinquante-sept voix se déclarèrent pour la paix, et trente-six demandèrent le roi de Prusse pour médiateur. On attendait avec impatience le suffrage du Hanovre et de l'Autriche.

Le roi de Prusse vit donc avec plaisir, dans le vœu émis par la plupart des princes, l'occasion favorable de poursuivre ouvertement les négociations secrètes qu'il avait entamées, négociations dans lesquelles, d'après le même vœu, il était fondé à jouer le rôle de médiateur. Le 8 décembre, il signa les pleins pouvoirs du comte

de Goltz sans trop presser son départ pour Bâle; car bien des motifs, dans les circonstances où se trouvait l'Europe, portaient le cabinet de Berlin à procéder avec lenteur. Les dispositions de l'Autriche et de la Russie l'inquiétaient au sujet du partage final de la Pologne. On allait d'ailleurs reprendre à la diète les délibérations sur la proposition de Mayence, et y recueillir les suffrages en retard.

Celui qui fut le plus contraire à la paix émana de Brunswick-Hanovre. La réponse apportée par estafette au ministre électoral, baron d'Ompteda, contenait en substance: « Qu'il n'appar-» nait point à l'électeur de Mayence, mais à l'em-» pereur, comme chef de l'Empire, de faire une » proposition de cette nature; qu'en second lieu » la conjoncture présente ne permettait point de » parler d'ouvertures de paix; que bien plutôt » il fallait se préparer à une nouvelle campagne » à forces réunies, forces qu'on devait même » augmenter de concert. »

Enfin le suffrage, objet de tant d'impatience et de curiosité, fut donné le 19 décembre pour la Bohême et l'Autriche, suffrage très-étendu, plus modéré que celui de Brunswick-Hanovre, et presque semblable à celui de Trèves, auquel il se rapportait particulièrement quant à la

clause du *statu quo*, c'est-à-dire au rétablissement des possessions respectives sur le pied de la paix de Westphalie.

Il y avait loin de là aux prétentions ouvertement affichées par les chefs de la convention qui n'entendaient traiter que sur la base de la cession de la rive gauche du Rhin.

C'étaient ces mêmes projets de conquêtes, développés du côté des Français, qui avaient fait obstacle aux ouvertures préliminaires de l'Autriche avec la France. L'empire ne pouvait pas plus y consentir que la cour de Vienne. A la vérité Thugut inclinait pour un parti mitoyen, en revenant sur l'ancien projet de l'Autriche de s'emparer de la Bavière en échange des Pays-Bas. « Il craignait, disait-il, qu'un des motifs les » plus déterminans pour en venir à une prompte » pacification ne fût l'impuissance absolue de » continuer la guerre sans la ruine des peuples, » impuissance commune aux Français. » Ces idées il les jetait en avant pour les faire germer dans le conseil.

Toutefois les préparatifs de l'Autriche annonçaient un prochain concert avec le cabinet britannique. Vers la mi-novembre ce cabinet avait nommé sir Morton Eden envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de

Vienne, avec la mission expresse d'aller lui offrir un subside de six millions de livres sterling, masqué sous le nom d'emprunt, avec la garantie de la continuation des hostilités. Cette offre, étant basée d'ailleurs sur des prétentions qu'avait élevées le ministère autrichien lors de la négociation du comte Spencer, mit fin aux tergiversations de la chancellerie et du conseil aulique. Moyennant ce nerf de la guerre et des présens au ministre impérial plus que n'en comporte l'usage, Thugut fléchit, et l'Autriche prit l'engagement éventuel de se maintenir en état de défensive armée le long du Rhin. En Italie elle devait prendre l'offensive.

On touchait au moment où la Prusse allait manifester ses véritables intentions. La pluralité des membres du corps germanique s'était déclarée pour l'avis de prier le monarque prussien d'interposer ses bons offices en faveur d'une pacification entre l'Empire et la France.

Le bruit s'étant répandu que des négociations étaient ouvertes avec les Français, pour leur remettre Mayence, à la condition qu'ils ne passeraient pas le Rhin, bien que maîtres de la place, comme ils s'y engageaient de même pour Manheim, le duc de Saxe-Teschen fit au maréchal Mœllendorff la proposition d'attaquer les Fran-

çais pour les contraindre d'abandonner les approches de ces deux villes. Mœllendorff déclara qu'il croyait devoir consulter sa cour à ce sujet.

Il y eut alors à Mayence même, entre l'archiduc Charles, le duc de Saxe-Teschen, Mœllendorff et Clairfayt, des conférences, à la suite desquelles Mœllendorff publia un ordre du jour portant que l'armée prussienne agirait, si les Français attaquaient Mayence. Ils y renoncèrent et une espèce d'armistice tacite s'établit.

Dans cet état de choses, les négociations patentes vinrent à s'ouvrir entre la France et la Prusse après quelques circonstances préliminaires que nous allons d'abord rapporter.

Vers la fin de décembre, le major Meyerinck et M. Schmerz se rendirent à Bâle en Suisse, résidence du ministre plénipotentiaire Barthélemy, auquel ils annoncèrent l'arrivée prochaine du comte de Goltz; ils lui témoignèrent en même temps le désir de s'entendre sur tout ce qui pourrait accélérer l'ouverture et la marche des conférences. Dans cette entrevue tout fut traité d'après les règles ordinaires de la diplomatie.

Le plénipotentiaire prussien arriva le 28 décembre à Bâle. Là il descendit chez le magistrat

Ochs, directeur de la chancellerie*, dont les relations avec le ministre de France, de même que les voyages du major de Meyerinck du camp prussien en Suisse, avaient ouvert et aplani les voies à la négociation. Les instructions données au comte de Goltz étaient vagues et bornées. Ce n'était en quelque sorte que des instructions préparatoires.

Haugwitz, qui les avait rédigées, s'était pénétré de l'esprit du roi, qui ne voulait pas se départir de son système de circonspection, à cause des incertitudes que présentait la question du démembrement final de la Pologne, dont on attendait de jour en jour la solution à Berlin. L'état de la France était aussi un motif d'indécision. Le ministère prussien s'attachait surtout à faire sentir qu'il ne s'était déterminé pour la paix avec quelque espoir de succès que lorsqu'il avait vu la *justice* reprendre sur la France l'empire que la *terreur* y avait exercé précédemment. L'article 11 de ces instructions était surtout remarquable; en voici la substance :

« Le plénipotentiaire prussien, disait Haug-» witz, n'aura pas de peine à justifier l'injuste

* Ochs fut plus tard l'un des directeurs de la Suisse après la révolution qui y fut opérée en 1798 ; il resta attaché au parti français jusqu'à l'époque de l'empire.

» soupçon dont le sieur Ochs a fait mention vis-
» à-vis du major de Meyerinck, comme si l'on
» ne manifestait de dispositions pacifiques que
» dans la vue de faire échouer les négociations,
» et de rejeter ensuite sur le gouvernement fran-
» çais l'odieux de la poursuite de la guerre. La
» loyauté généralement reconnue du caractère
» de Sa Majesté suffirait seule pour démontrer
» le peu de fondement d'une idée pareille. Le
» comte de Goltz, en s'appliquant à l'écarter,
» trouvera l'occasion d'entretenir et d'affermir
» les sentimens que la façon de penser du roi,
» son amour pour ses peuples, son désir de faire
» leur bonheur ont de tout temps inspiré pour
» lui à la nation française, et *dont elle a même*
» *quelquefois donné des marques pendant le*
» *cours de cette guerre.* Il saura leur faire sentir
» qu'un prince doué d'une ame de cette trempe
» n'avait pu qu'être révolté des horreurs qui,
» surtout sous le régime affreux de Robespierre,
» ont marqué l'époque de la révolution française;
» que, loin d'en vouloir à la nation même, loin
» d'avoir voulu la subjuguer ou décider de ses
» mesures, le roi n'avait désiré que de lui voir
» retrouver le bonheur qu'elle avait perdu dans
» des convulsions intestines, dont le triste spec-
» tacle l'avait toujours profondément affligé;

» que S. M., charmée du changement décisif qui » paraissait être survenu dans ses principes et » dans la marche de son gouvernement depuis » la chute du parti jacobin, en tirait le plus » heureux augure pour le rétablissement de sa » tranquillité; qu'elle désirait sincèrement le re- » tour de la paix, et qu'ambitionnant même, si » les circonstances s'y prêtaient, le beau rôle de » *pacificateur* d'une *grande partie de l'Europe*, » auquel elle se croyait appelée par les senti- » mens d'équité et de justice impartiale qu'elle » trouvait au fond de son cœur, cette vue salu- » taire devait être garante de la réalité de ses » dispositions pacifiques. »

Une difficulté incidente se présenta tout d'abord. Le comité de salut public, soit inquiétude, soit défiance, avait témoigné le désir que la négociation se passât en quelque sorte sous ses yeux, alléguant les obstacles que l'éloignement des lieux de la conférence et les formes diplomatiques devaient naturellement faire naître. Il tenait aussi à cette vue par un motif plus grave. En dominant lui-même les conférences, le comité espérait que l'invasion de la Hollande, dont il hésitait de donner le signal, n'en amènerait pas la rupture; il lui importait en un mot de sonder adroitement les dispositions réel-

les de la Prusse à cet égard. En conséquence il avait demandé que le comte de Goltz se rendît à Paris avec le plénipotentiaire de France, chargé de négocier la pacification.

Voulant remplir les vues du comité, M. Barthélemy s'abstint d'abord de se rendre à Bâle, et fit presser M. de Goltz de venir dresser les articles du traité à Paris, où les demandes faites sur place éviteraient les lenteurs diplomatiques, et abrégeraient la rédaction des dépêches. Non seulement le plénipotentiaire prussien n'y était pas autorisé, mais ses instructions même lui prescrivaient de négocier à Bâle. Vainement M. Barthélemy revint plusieurs fois à la charge. Voici comment il rendit compte au comité de salut public du peu de succès de ses instances à ce sujet. « Un de mes premiers soins, dit-il*, » avait été de faire entendre à M. de Goltz que » nos négociations auraient nécessairement une » marche plus rapide et plus efficace, si le siége » en était transporté à Paris, puisqu'alors cha- » que article pourrait en quelque manière se » traiter sous vos yeux, ce qui abrégerait infini- » ment les discussions inséparables d'une affaire » aussi épineuse. Ce ministre plénipotentiaire

* Lettre du 24 janvier.

» m'a répondu que, quelque vif que fût son » empressement de retourner à Paris, il me fe- » rait cependant quelques observations, qu'il » me priait de vous soumettre, dans l'espérance » qu'elles vous frapperaient, de même qu'el- » les avaient fait une grande impression sur le » roi de Prusse et sur son ministère. La pre- » mière porte sur l'impossibilité de s'isoler à Pa- » ris et de s'y prémunir contre l'influence des » insinuations et des intrigues inévitables dans » une ville où l'esprit de parti règne encore ; en » second lieu qu'on ne peut se dissimuler qu'il » existe jusqu'à Paris une *queue du comité au-* » *trichien*, qui, bien qu'elle se soit repliée sur » elle-même, s'agiterait nécessairement dans tous » les sens pour entraver la négociation et la faire » échouer. »

Le fait est que ces motifs de pure invention diplomatique n'avaient rien de commun avec celui qui décida le roi à ne pas porter le siége de la négociation à Paris. Le roi crut devoir se refuser à cette marque de déférence trop éclatante envers la convention. Mais, d'un autre côté, sur l'avis d'Haugwitz, il envoya le conseiller de légation Harnier au comité de salut public, en le chargeant de lui donner les assurances les plus positives de ses dispositions bien-

veillantes et de son intention expresse d'écarter toutes les difficultés qui pourraient entraver ou arrêter les négociations.

En sortant du cabinet du roi, Harnier reçut du ministre Haugwitz des directions verbales et confidentielles qui l'autorisaient à tranquilliser le comité au sujet des deux points les plus épineux de la négociation : la destinée future de la Hollande et la cession des provinces prussiennes sur la rive gauche du Rhin.

Harnier arrive le 2 janvier à Paris. Présenté immédiatement au comité de salut public, il en est accueilli avec distinction. D'abord il se borne à faire connaître les dispositions favorables du roi pour l'aplanissement de toutes les difficultés qui pourraient survenir. « Le roi, mon maître, » dit-il, bien loin d'avoir la prétention de sub- » juguer la France ou de s'immiscer dans son ré- » gime intérieur, désire sincèrement le retour » de la paix et ambitionne même, si les circon- » stances s'y prêtent, le beau rôle de pacificateur » d'une grande partie de l'Europe. »

Le comité déclare nettement à l'envoyé prussien que la principale condition qu'il entend mettre à la paix est la cession de toute la rive gauche du Rhin, y compris Mayence. « La ré- » publique, ajoute le comité, ne s'opposera

» pas à ce que la Prusse et les princes d'Alle-
» magne, auxquels cette cession doit enlever
» des provinces ou des portions de territoire,
» cherchent les moyens de s'indemniser, soit
» aux dépens de la maison d'Autriche, soit dans
» la sécularisation des biens ecclésiastiques,
» sécularisation dont le traité de Westphalie
» a déjà donné l'exemple. Quant à l'intention
» que la Prusse paraît avoir de s'interposer en
» faveur des princes ses voisins, le comité se
» montre disposé à s'y prêter. » Pressé alors de s'expliquer autrement que par des généralités, notamment au sujet de la Hollande et de la rive gauche, Harnier déclare qu'il tient du ministre Haugwitz que la Prusse a un tel désir de la paix qu'une révolution en Hollande et l'abolition du stathoudérat n'y apportera aucun obstacle réel. Quant à la cession des possessions prussiennes de la rive gauche, le roi ne se refusera pas non plus à consentir qu'elles soient occupées provisoirement par la France, renvoyant à la paix générale toute cession définitive, par la seule raison qu'il n'entend pas que l'Autriche, dans le cas où le sort des armes la favoriserait, puisse s'emparer et disposer de ces provinces, comme appartenant à la république française.

Pleinement rassuré par cette déclaration confidentielle, le comité de salut public, encore partagé sur les destinées de la Hollande, ne balance plus à en consommer la conquête. Remontons, avant d'en retracer les circonstances aux événemens qui y préludèrent.

Le départ du duc d'York avait assez révélé que le cabinet britannique lui-même regardait la situation de la Hollande comme désespérée. Alors Carnot, qui était encore chargé au comité de salut public de la partie militaire, avait fait observer que la Hollande n'étant plus qu'une province de l'Angleterre, il ne fallait pas manquer l'occasion de l'arracher à la moderne Carthage. Son avis, quoique ne réunissant pas tous les suffrages, avait prévalu par la raison que les partis opposés qui partageaient alors le comité sentaient comme la convention que leurs forces ne provenaient que de la victoire; or, ils s'accordaient presque toujours sur tout ce qui pouvait donner plus d'éclat aux armes de la république. En conséquence, et sous les auspices d'un hiver qui s'annonçait comme très rigoureux, l'ordre fut donné aux commissaires près l'armée du Nord pour faire marcher contre le stathouder, aussitôt que la solidité des glaces le permettrait, une armée de quarante mille hom-

mes, qu'on publierait partout sur la frontière s'élever à quatre-vingt mille.

Établir la conquête de la Hollande sur l'intensité du gel, y sacrifier l'occasion d'enlever le stathouder à l'alliance anglaise, et par là d'arriver plus promptement à la paix avec la Prusse, dont les véritables intentions n'étaient pas connues encore, n'était pas un parti dicté par la modération, ni même par la prudence. Mais la majorité du comité, et particulièrement Carnot, penchaient pour les premiers projets de Brissot et des chefs de la Gironde; ils étaient impatiens de transformer le gouvernement de la Hollande en république démocratique; c'était une révolution qu'ils voulaient y opérer. Dès le 15 décembre on entendit à la tribune de la convention Dubois de Crancé déclarer qu'on allait avoir une campagne d'hiver pour assurer le triomphe de la république et *hâter la chute des tyrans*. Tout était disposé par les ordres du comité, pour le passage du Waal, dès que la glace y serait affermie. L'armée anglo-batave n'y avait plus que ses avant-postes, ayant déjà pris une nouvelle ligne derrière le Rhin. Ses généraux, alarmés et divisés, ne pouvaient pas plus s'entendre pour la défense que pour l'attaque.

Une gelée plus rigoureuse que toutes celles

qu'on avait éprouvées depuis bien long-temps en Europe, ayant commencé vers le milieu même de décembre, les Français purent faire passer à leur armée le Waal sur la glace, et avant la fin du mois ils emportèrent tous les postes de l'île de Bommel. Une attaque de huit mille Anglais, sous les ordres du général Dundas, les força, il est vrai, à repasser le Waal avec perte; mais ce ne fut qu'un succès éphémère. L'hiver, les glaces, les divisions et l'esprit de parti, ce fléau de l'Europe, leur ouvraient la Hollande.

La maison d'Orange avait déjà perdu tout espoir de trouver dans cette crise le moindre appui dans la Prusse. Le baron de Reede, envoyé de Hollande à la cour de Berlin, faisait connaître dans ses dernières dépêches, l'invraisemblance et même l'impossibilité que le stathouder pût s'attendre à quelques secours de cette puissance pour maintenir son pouvoir, *l'intérêt de S. M. prussienne ne le lui permettant pas.*

Or il ne restait plus à la cour de La Haye d'autres voies que d'adresser à la France des propositions d'accommodement. L'Angleterre y avait consenti. En conséquence, M. Gerard Brantsen, qui avait été ambassadeur extraordi-

naire des états-généraux à Paris, et M. Ocker Repelaer, nommés commissaires de L. H. P. pour aller négocier la paix, se dirigent sur Paris par Bois-le-Duc. N'ayant pu convenir dans cette ville d'un armistice avec les commissaires et les généraux français, ils courent à Paris même. Là, les deux négociateurs offrent, au nom de leur gouvernement, au comité de salut public, de reconnaître la république française, et de payer deux cents millions, en différens termes, dans le délai d'un an. Le comité délibère sur ces propositions, mais n'y a aucun égard, s'imaginant que le stathouder ne cherche qu'à gagner du temps pour attendre soit l'effet du dégel, soit le secours de ses alliés. Il était d'ailleurs déjà rassuré alors par la connaissance des dispositions de la Prusse.

L'armée anglo-hollandaise s'efforçait encore de se maintenir sur le Waal; mais le nombre et les manœuvres des Français rendaient toute résistance vaine. On tint à Utrecht, le 7 janvier, un grand conseil de guerre auquel assistèrent les deux princes, fils du stathouder, les généraux Walmoden, Alvinzy, Harcourt, Fox, ainsi que lord Saint-Helens. On essaya un mouvement en avant, mais il n'eut aucun succès.

Sous ces tristes auspices venait de s'ouvrir le

parlement d'Angleterre le 30 decembre. Le roi insista dans son discours sur la nécessité de poursuivre la guerre sans relâche et avec vigueur, malgré les revers éprouvés dans la dernière campagne ; il parla de l'état de la France, comme montrant le déclin progressif et rapide de ses ressources, ainsi que l'instabilité du système violent et extraordinaire qu'elle avait adopté. Il fit mention de la négociation pour la paix, que les embarras des Provinces-Unies avaient obligé d'ouvrir avec la France ; mais il observa qu'aucun gouvernement régulier ne pouvait tirer de sécurité réelle d'une négociation suivie dans les circonstances actuelles, et que l'Angleterre notamment n'en pouvait pas entamer, sans sacrifier à la fois son honneur et sa sûreté.

Quoique la perspective peu satisfaisante de la guerre engageât quelques membres du parlement, qui l'avaient soutenue dans l'origine, à combattre une résolution tendant à sa continuation indéfinie, les majorités en faveur des adresses n'éprouvèrent pas une diminution essentielle.

Sur ces entrefaites parvinrent à Londres, à Berlin et à Vienne les premiers avis de l'irruption des Français dans les Provinces-Unies, à la

faveur d'une congélation sans exemple dans les annales contemporaines.

Le 9 janvier une partie de l'armée du Nord, sous les ordres de Pichegru, effectua le passage du Waal sans opposition, serrant de près les troupes anglaises en pleine retraite par le Lech. Walmoden, essayant de prendre position entre Nimègue et Arnheim, y fut attaqué et forcé de se retirer avec perte de ses équipages de campagne. La retraite que fit ensuite l'armée anglaise, sur Deventer, à travers une bruyère déserte, sans une tente ni une hutte pour s'abriter, par un froid glacial, et tandis qu'un vent du Nord impétueux chassait sur elle des flots de neige, surpassa en désastre la plupart des scènes de ce genre décrites par les historiens.

Au premier avis de l'irruption des Français, sir Arthur Paget, qui de Berlin s'était rendu à Pirmont, se dirigea sur Osnabruck. Là il écrivit en ces termes, sous la date du 15 janvier, à la comtesse de Lichtenau, dont il croyait s'être ménagé le crédit auprès de Frédéric-Guillaume : « Je me » vois dans la nécessité absolue de me rendre, » sans délai, en Angleterre. Les nouvelles de la » Hollande sont des plus désagréables ; on n'en- » trevoit presque plus la possibilité de sauver » cette république. Rien qu'une forte dégelée ne

» peut écarter l'abîme universel qui nous me-
» nace; et la Providence ne paraît pas disposée
» à prêter l'oreille à nos prières, ou plutôt elle
» veut nous punir pour notre conduite insensée
» et incohérente. Je pars donc d'ici, chère Wilhel-
» mine, dans l'incertitude si je pourrai arriver
» jusqu'à La Haye. Je me rendrai d'abord au
» quartier-général. » Là sir Paget écrivit à la com-
tesse une seconde lettre * : « La tournure que
» prennent les affaires, lui mandait-il, est incal-
» culable ; au nom de Dieu, *faites agir le roi* :
» les maux publics et particuliers auxquels on
» est soumis sont trop graves..... Il me reste tou-
» jours la consolation, chère Wilhelmine, de
» pouvoir compter sur vous. »

Les souffrances que l'inclémence du temps avait fait éprouver aux Anglais, toujours poursuivis par leurs vainqueurs, et l'inhospitalité d'un pays non moins hostile pour eux, ne cessèrent qu'à leur arrivée à Brême. Là ils firent leurs dispositions pour quitter le continent, où la valeur britannique n'avait plus un champ pour s'exercer.

Les Français étaient déjà maîtres d'Utrecht et de Rotterdam, et les états-généraux avaient

* Du 19 janvier.

député, auprès des commissaires de la convention à Bois-le-Duc *, le baron Spaen de Biljoen, et M. Royer, secrétaire des états de la Hollande, avec la mission d'entrer sur-le-champ en arrangement. Mais cette dernière tentative, qui avait pour objet d'arrêter les progrès des Français par des négociations, resta également sans aucun effet. Le stathouder, sans espoir de se maintenir, et ne recevant aucune réponse de Paris, se rend, le 16 janvier, à l'assemblée des états-généraux. Là il demande la démission des deux princes, ses fils, de toutes les charges militaires qu'ils remplissent au service de la république. Le lendemain il réclame et obtient pour lui-même de pouvoir s'absenter du pays. Abandonnant aussitôt sa résidence de La Haye, il se rend à Scheveningen, et s'embarque avec sa famille. Mais toujours dans l'attente de recevoir de Paris une réponse à ses propositions, il diffère encore de mettre à la voile. Enfin, le même jour, 18 janvier, arrivent aux états-généraux les dépêches des commissaires Brantson et Repelaer, portant qu'on n'obtiendra aucune cessation d'hostilités, à moins qu'au préalable toute la famille stathoudérienne n'ait quitté le

* Ramel, Cochon et Richard.

territoire de la république, et que les états ne consentent à un traité d'alliance et de commerce. Dans ce cas seulement tout resterait provisoirement *in statu quo* jusqu'à ce qu'il ait été fait des arrangemens ultérieurs.

Dans le même paquet se trouvait une lettre adressée au stathouder; elle lui parvint à son bord à Scheveningen. A l'instant même il fit mettre à la voile, et aborda, le 20 janvier, en Angleterre.

N'éprouvant plus aucune résistance, le général Pichegru reçut bientôt des états, invitation formelle de se porter à Amsterdam. Il y fit son entrée le 29 janvier, et y proclama, au nom de la Convention, la liberté et l'indépendance des Provinces-Unies. Un gouvernement provisoire fut organisé aussitôt par les soins du jurisconsulte Schimelpenninck, qui régla lui-même toute cette révolution. Les vainqueurs reçurent successivement la soumission des sept Provinces-Unies. Une assemblée de représentans ayant été convoquée sous l'influence française, le parti démocratique y domina : il reconnut par acclamation la souveraineté du peuple, fit une déclaration des droits de l'homme, abolit le stathouderat, annula les sentences portées contre les patriotes, et rappela les exilés; en un mot

on défit tout ce qu'avait fait la Prusse en 1787.

A peine ce grand événement, que l'Europe jugea du premier ordre, fut-il accompli qu'on tint, à Vienne, un conseil d'état extraordinaire à l'issue duquel des courriers furent expédiés aux cours de Pétersbourg et de Londres. L'Autriche sentit le besoin de resserrer les liens qui l'unissaient à ces deux cours en voyant se développer ainsi, du côté des Français, des projets de conquête qui tendaient à ajouter à leur république tous les pays situés sur la rive gauche du Rhin.

En même temps le roi d'Angleterre envoya, le 26 janvier, aux communes, un message relatif à l'emprunt du gouvernement au profit de l'empereur. Pitt ne dissimula point, dans la discussion à laquelle ce message donna lieu, ce que le roi lui-même avait déjà insinué, qu'il y avait actuellement des négociations sur pied entre la France et quelques unes des puissances en guerre avec elle. Mais cette considération, dit-il, ne l'affectait point. Il s'appuya au contraire sur la déclaration faite la veille par une grande majorité de la chambre, « qu'il était » impossible, dans les circonstances où se trou» vait l'Angleterre, de fixer les bases d'une paix » solide et permanente. » Il en conclut que la

chambre n'hésiterait pas à adopter des mesures vigoureuses pour forcer les Français à consentir à des bases qui pussent enfin garantir le repos de l'Europe, et consolider la tranquillité de l'Angleterre. Pitt s'étendit beaucoup sur l'exemple qu'on pouvait tirer de la Hollande, « envahie, » dit-il, *au moment même où elle négociait* » *pour la paix;* et sur la fidélité de l'empereur » à remplir ses engagemens, fidélité que M. Shé- » ridan avait attaquée. » Pitt, enfin, soit par la force de ses raisonnemens, soit par l'effet de l'esprit national, réussit au gré de ses désirs : le message royal fut accueilli avec approbation. Dans le courant de mars, deux courriers anglais apportèrent à la cour de Vienne, l'acte par lequel le parlement avait ratifié et confirmé la stipulation passée entre elle et le cabinet britannique, pour l'emprunt de six millions de livres sterling, ouvert en Angleterre, au nom de l'empereur. Nul doute, d'après ce nouvel indice, que l'Autriche et l'Angleterre ne fussent d'accord pour ne pas poser les armes.

De son côté, Carnot, principal moteur de l'expédition de Hollande, qui venait d'affermir le pouvoir de la convention, fut amené à en faire l'apologie à la tribune. Il s'exprima en ces termes, au nom du comité du salut public,

interpellé sur le fond de sa politique : « La ré-
» volution hollandaise, dit-il, s'est opérée sans
» secousses, sans effusion de sang. Nous avons
» acquis des ports, une marine nombreuse,
» enlevé une vaste province au despotisme bri-
» tannique; *le noyau de la coalition s'est brisé.* »

En effet, avec un prince du caractère de Frédéric-Guillaume, la conquête de la Hollande, la fuite du stathouder à Londres et l'abolition de cette magistrature héréditaire, que la Prusse avait elle-même garantie, loin de rompre les négociations de Bâle, ne firent qu'aplanir les difficultés qui auraient pu en entraver la conclusion. Le roi, au fond de l'ame, se trouvait avec un embarras de moins, et, sous ce point de vue, son ministre Haugwitz ne s'était pas mépris dans la direction de sa diplomatie confidentielle. Le conseiller de légation Harnier revint à propos de Paris apporter la substance des articles qui devaient servir de base à la pacification, et dont Haugwitz avait eu préalablement connaissance par une voie détournée. Le compte que Harnier rendit de sa mission fortifia Frédéric-Guillaume dans ses dispositions favorables. Harnier était porteur de la déclaration des comités chargés de négocier au nom de la convention. « Les comités, lui dit-il, n'ont exprimé aucun

» doute sur la conclusion de la paix, d'autant » plus que le gouvernement français s'attache » lui-même à en aplanir les voies par le retour » aux principes, sans lesquels aucun état ne peut » subsister dans l'ordre politique, et par la sup- » pression totale du système jacobin, qui a fait » le malheur de la France. » Ce langage acheva d'entraîner le monarque.

« Bien que les comités aient témoigné un vif » désir de voir transférer à Paris le siége de la » négociation, toutefois, ajouta Harnier, dès » que l'intention du roi leur a été connue, ils » n'ont plus insisté sur ce point, et le plénipo- » tentiaire de France, resté à Bade, vient de re- » cevoir pour instruction de se rendre à Bâle, » et d'y ouvrir les conférences. »

M. de Goltz en effet n'attendait plus que l'arrivée de M. Barthélemy. Il avait souvent, ainsi que le major de Meyerinck, dont il était accompagné, des conférences préliminaires avec le secrétaire d'ambassade Bacher. Voici ce que le général autrichien Hotze, qui des environs de Bâle observait la négociation d'un œil jaloux, mandait à ce sujet : « Il y a souvent des dîners » entre les Prussiens et les Français, où les » Prussiens portent des *toasts* à la prospérité et » à la gloire de la république française et *vice*

» *versa;* au milieu de tout cela on oublie le bon » roi Guillaume. »

Le 12 janvier seulement arriva M. Barthélemy. Déployant son caractère de ministre plénipotentiaire pour la pacification, il échangea, dès le lendemain, ses pleins pouvoirs contre ceux du comte de Goltz. On commença aussitôt les conférences ; elles avancèrent peu.

La demande d'un armistice préliminaire, l'évacuation de Mayence par les Prussiens, l'occupation des possessions prussiennes sur la rive gauche du Rhin, la neutralité de la Prusse, comme état d'Empire, et enfin l'établissement d'une ligne de démarcation pour le nord de l'Allemagne, telles étaient les principales difficultés qui se présentaient. Le comte de Goltz, bien que ses dispositions pour la France fussent connues, se montra minutieux, difficile même dans les conférences, et réservé dans les communications confidentielles. L'indétermination de ses pouvoirs et ses instructions verbales l'arrêtaient évidemment ; car, si le cabinet de Prusse était sincère dans son désir de la paix, il n'avait pas moins en vue de n'en pas trop presser la conclusion. Un fâcheux incident vint tout à coup interrompre les conférences. Le 6 février, le comte de Goltz, attaqué d'une maladie grave,

en mourut peu de jours après, et fut inhumé à Bâle avec tous les honneurs dus à son caractère public. En arrêtant tout-à-fait la négociation, cet événement inattendu allait donner le temps à l'Autriche et à l'Angleterre d'agir pour détourner le roi de faire la paix. Les batteries de l'Autriche étaient déjà toutes dressées. Elle ne s'était pas méprise sur les préparatifs qu'avait faits la Prusse pour une nouvelle campagne qui ne devait être qu'une simple démonstration. Le ministère autrichien n'y avait eu aucune confiance. Depuis trois ans il avait appris à connaître l'ambiguité de la politique prussienne. Il avait envoyé à Bâle le comte Deodati, qui n'y parut sous aucun caractère public, ne s'attachant qu'à observer la conduite diplomatique des négociateurs.

Dans cette circonstance, prenant un biais très-adroit vis-à-vis du cabinet de Prusse, l'Autriche fonda ses démarches sur le vœu manifesté par la pluralité du corps germanique. Le prince de Reuss, ministre de l'empereur à Berlin, présenta, le 14 février, à Haugwitz, un mémoire qui avait pour objet d'inviter S. M. prussienne à concourir conformément au vœu de l'Empire avec S. M. impériale aux ouvertures nécessaires, pour parvenir à une négociation avec la

France. L'intention était facile à saisir : il s'agissait d'empêcher la Prusse de faire une paix séparée. La dextérité d'Haugwitz fut ici mise à l'épreuve. Voici comment il s'en tira.

La réponse prussienne, datée du 26 février, ne fut reçue à Vienne que le 14 mars; et, tandis que cette réponse elle-même était conçue dans les termes les plus froids et les plus réservés, tandis qu'on n'y montrait aucune disposition pour le concours demandé, le même cabinet expédiait, le 28 février, des pleins pouvoirs pour le nouveau négociateur, qu'il envoyait à Bâle remplacer celui dont la mort était alléguée dans la réponse comme le motif de l'interruption des ouvertures de paix faites à la France.

Les tentatives de l'Angleterre, quoique d'une nature différente, n'eurent pas plus de succès. Son cabinet avait le plus grand intérêt à retenir la Prusse dans la coalition, et peut-être aurait-il réussi un mois plus tôt. Mais le ministère anglais s'aperçut trop tard que la négociation de Bâle, d'abord désavouée, n'était que trop réelle. Il fit partir en toute hâte lord Henri Spencer, ministre plénipotentiaire à Stockholm, qui, revêtu de la qualité d'ambassadeur extraordinaire à Berlin, se rendit dans cette capitale avec des pouvoirs très étendus pour détourner la Prusse, s'il en

était encore temps, de conclure avec la France sa paix particulière. Se défiant des ministres, lord Spencer dirigea ses batteries sur la favorite, comtesse de Lichtenau, qui tous les jours avait l'occasion de voir le roi. Il lui écrivit et lui demanda un entretien particulier pour une affaire de la plus haute importance. La comtesse le reçut le jour même, à sept heures du soir. Débutant par des cajoleries diplomatiques, l'ambassadeur en vint à traiter le point important: il dit à la favorite qu'il savait, d'une manière positive, que le roi était dans l'intention de faire la paix avec la France, et il lui peignit, avec les couleurs les plus vives, le tort qu'une pareille alliance pouvait faire à la Prusse; il lui confia que sa cour se proposait d'offrir au roi un subside de plusieurs millions, pour le déterminer à ne pas abandonner ses alliés naturels, appuyant cette assertion de raisonnemens politiques. Madame de Lichtenau, voulant éluder une pareille ouverture, dit à lord Spencer qu'elle ne se mêlait point d'affaires d'état. Il ne se tint pas pour battu, et la pria non seulement de lui faire obtenir, à l'insu des ministres, une audience du roi, mais de le servir de tout le pouvoir qu'il lui supposait sur son esprit pour le détourner de se réconcilier avec la France; il ajouta qu'il

était chargé, dans le cas où cette négociation tournerait suivant le désir de sa cour, de lui offrir à elle-même cent mille guinées, en témoignage de reconnaissance; démarche qu'il faisait d'autant plus volontiers qu'il n'ignorait pas que le roi ne s'était pas encore occupé de son avenir. Il conclut en lui assurant qu'elle pouvait, sans scrupule, accepter ce don magnifique, puisque l'Angleterre ne demandait rien qui ne dût tourner à l'avantage et à l'honneur de la Prusse.

L'offre d'une somme si considérable parut suspecte à la favorite, qui s'en montra même offensée. Pourtant elle promit à l'ambassadeur de demander pour lui au roi une audience particulière. En effet, le lendemain, elle rendit au monarque un compte exact de la conférence qu'elle avait eue avec lord Spencer. Le roi sourit, et lui dit qu'il accorderait l'audience, mais qu'il ne changerait rien à ce qu'il avait résolu. Il tint parole : les offres tardives de lord Spencer ne purent le détourner de sa nouvelle politique. Il y était poussé d'ailleurs par de nouveaux motifs de ressentiment.

Le sort de la Pologne était enfin décidé. Le roi Stanislas-Auguste, détrôné par cette même Catherine qui l'avait couronné, venait de quitter Varsovie, où régnait, avec un pouvoir absolu,

le général russe Buxhœwden. Les trois cours étaient convenues de se partager cette immense dépouille ; il s'éleva naturellement des difficultés sur la part de chacune des puissances. La cour de Saint-Pétersbourg et celle de Vienne tranchèrent le nœud par une convention conclue le 3 janvier 1795. Le lot de chacune des trois puissances y fut déterminé *. Celui de la Prusse renfermait la ville de Varsovie, mais seulement une partie du palatinat de Cracovie. Frédéric-Guillaume, très-mécontent de la convention de Saint-Pétersbourg, persistait à garder Cracovie, dont il était en possession, se montrant disposé même à s'y maintenir par la force des armes. Dans de telles dispositions qu'entretenaient Haugwitz et Manstein, le roi ne balança plus à conclure la paix avec la France.

Le conseiller Harnier, après le décès du comte de Goltz, avait été chargé de continuer les négo-

* Celui de la Russie se composait de deux mille trente milles carrés géographiques, ayant un million cent soixante-seize mille cinq cent quatre-vingt-dix habitans; l'Autriche eut huit cent trente-quatre milles carrés géographiques, et un million trente-sept mille sept cent quarante-deux habitans. La Prusse neuf cent quatre-vingt-dix-sept milles carrés géographiques, et neuf cent trente neuf mille deux cent quatre-vingt-dix-sept habitans.

ciations, mais en se conformant aux instructions du premier négociateur; ainsi que nous l'avons dit, elles étaient vagues et limitées. Enfin le roi fit choix d'un nouveau plénipotentiaire. Dans les premiers jours de mars, le ministre d'état Hardenberg reçut de Berlin de nouveaux pleins pouvoirs, datés du 28 février, pour continuer et finir les négociations entamées. Ses instructions étaient telles, qu'il n'y avait plus qu'à mettre la dernière main au traité qui d'ailleurs ne présentait au fond qu'une seule difficulté sérieuse.

Déjà les armées des deux puissances en négociation s'observaient, et ne se battaient plus. Dans le courant de février, Mœllendorff avait reçu l'ordre de se porter, avec la plus grande partie de l'armée prussienne, sur la Lippe, pour couvrir la Westphalie. Le reste des troupes, qui formait un corps de dix mille hommes, resta dans les environs de Francfort, sans sortir de l'inaction, bien que les Français parussent toujours menacer les remparts de Mayence. La marche de Mœllendorff fit croire un moment que la Prusse, mécontente et alarmée de la conquête des Provinces-Unies, rompant les négociations, allait porter le théâtre de la guerre dans la Nord-Hollande. On était dans une grande

erreur ; le mouvement de Mœllendorff était plus diplomatique que militaire. Au moment de l'exécuter, il dépêcha le major de Meyerinck au général Moreau, qui commandait à La Haye les troupes françaises, pour le prévenir qu'il ne devait pas se méprendre sur ce mouvement tout-à-fait inoffensif de l'armée prussienne. Il lui faisait en même temps la demande d'une suspension d'armes ; elle fut accueillie sur-le-champ, et il n'y eut plus dès lors aucune hostilité entre les deux nations.

Au premier avis qu'un nouveau négociateur était envoyé à Bâle, le comité de salut public s'occupa de faire régler, par la convention, ses propres attributions relativement aux relations extérieures, et spécialement quant aux articles secrets des traités. Son rapporteur Cambacérès* déclara que le comité négociait actuellement, au nom de la république, des traités de paix et de commerce ; il représenta en même temps que le secret était nécessaire au succès de certaines opérations dont la publicité pourrait être nuisible.

En faisant l'énumération des puissances qui s'opiniâtraient à la guerre, il passa sous silence la Prusse et l'Espagne. « Il en est, dit-il, dont

* Séance du 3 mars.

» l'orgueil préférerait s'ensevelir sous des ruines
» plutôt que de rendre hommage à l'égalité et à la
» liberté. L'Angleterre aspire à la possession de
» l'empire des mers; l'Autriche et la Russie veu-
» lent maîtriser le continent, et prétendent, au
» milieu d'un bouleversement général, établir
» leur domination. Autour de ces puissances sont
» groupés les autres états de l'Europe, enchaînés
» par des intérêts divers. Quelques uns s'applau-
» dissent d'une neutralité sage, mais insuffisante;
» au milieu d'eux s'élève le peuple français, cen-
» tre de toutes les affections et de toutes les
» haines. Des négociations importantes sont
» entamées ou prêtes à l'être : il est indispen-
» sable de faire des paix partielles pour arriver
» à une paix générale... La république triom-
» phante, prête à voler à de nouveaux triom-
» phes, *veut la paix* : elle la voudra universelle,
» telle qu'elle puisse assurer pour jamais le repos
» et le bonheur du monde. Mais si vous jetez un
» coup d'œil sur l'Europe, il vous apprendra que
» la tâche glorieuse des défenseurs de la patrie
» n'est pas finie. »

Montrant les sentimens peu pacifiques qui animaient l'Angleterre, l'Autriche et la Russie, le rapporteur parla des conditions que la France pourrait exiger ou offrir pour rendre la paix

universelle permanente, conditions qui auraient pour base de tracer les limites naturelles de la république ; « de façon, dit-il, à lui assurer les » fleuves, qui, après en avoir arrosé quelques » départemens, vont prendre leur cours vers la » mer, dans les pays soumis aujourd'hui à ses » armes. »

Ici se révéla toute la force de la révolution qui posa elle-même ses premières limites. Dans cette discussion, qui dura plusieurs jours, sur la manière de diriger et de former les relations extérieures de la France, on entendit presser la nécessité de la paix, comme le seul moyen de parvenir à organiser enfin dans l'intérieur un gouvernement définitif. La discussion se termina par un décret qui proclama les principes sur lesquels la France réglerait désormais ses transactions avec les puissances étrangères. Ce décret décida qu'il pourrait y avoir dans les traités des articles secrets, pourvu qu'ils ne détruisissent pas les articles patens.

Le code diplomatique de la convention se trouva ainsi tout réglé quand Hardenberg reprit le fil de la négociation, interrompue par la mort du comte de Goltz. Avant de se rendre à son poste il était allé prendre de nouveaux ordres à Berlin, ce qui avait retardé son arrivée

en Suisse. A Berlin, Hardenberg, fortifiant la base principale de sa négociation par les vues d'un homme d'état, avait soumis au roi et fait prévaloir dans le cabinet le principe de la reconnaissance d'une ligne de démarcation derrière laquelle la Prusse pût étendre un abri sur le nord de l'Allemagne, pour y protéger les princes ses voisins, qui se rattacheraient à son système. On commençait à désespérer de la paix en France à cause des délais de la Prusse, lorsqu'enfin, le 18 mars, le nouveau plénipotentiaire prussien fit son entrée à Bâle. Il était porteur de pouvoirs beaucoup plus étendus que ceux qu'avait emportés son prédécesseur au mois de décembre dernier; mais il arrivait précédé d'une réputation inquiétante pour la légation française : on l'avait représenté comme Hanovrien de naissance et zélé partisan du système politique de l'Angleterre. Toutefois Hardenberg était encore plus attaché à Frédéric-Guillaume, dont il connaissait les intentions et la volonté. Fidèle à ses instructions, il apporta, dans la négociation qu'on l'avait chargé d'amener à terme, autant de facilité qu'il montra d'urbanité et de franchise dans son langage et dans ses manières, en expliquant d'ailleurs sans détour ses sentimens personnels.

Les conférences furent reprises, et suivies avec zèle et activité. Hardenberg s'étudia d'abord à conduire la négociation de manière à détacher de la coalition tous les princes d'Allemagne qui désiraient la paix, en leur procurant l'occasion de traiter séparément avec la France. Il désirait lui-même sincèrement que cette paix partielle, qu'il était chargé de conclure, fût l'acheminement à une pacification générale.

Animés des mêmes sentimens et mus par la même bonne foi, les deux négociateurs s'entendirent, et ils auraient bientôt levé tous les obstacles, sans la proposition incidente de l'adoption du principe de la ligne de démarcation et de la neutralité du nord. Ceci élevait un obstacle d'autant plus sérieux à l'achèvement du traité, qu'Hardenberg ne dissimula point que le Hanovre serait compris dans la démarcation. Le comité de salut public, consulté par son ministre Barthélemy, rejeta d'abord la proposition; mais à l'arrivée d'un second courrier de Bâle annonçant que la signature du traité ne tenait plus qu'à l'admission de l'article qui stipulait la neutralité du nord, le comité, entouré de nouveaux obstacles, menacé par une insurrection populaire, admit tout ce qui était en question, ne voyant plus que comme un coup d'état un

traité de paix avec la Prusse. Les bases de la négociation étant déjà posées, les deux négociateurs de Bâle se hâtèrent de déterminer ainsi les stipulations du traité : de la part deFrédéric-Guillaume, par l'engagement de vivre en bonne amitié avec la république, tant comme roi de Prusse que comme membre de l'empire germanique; de ne point fournir de secours ni de contingent, à quelque titre que ce fût, aux ennemis de la France, et de laisser aux Français l'occupation des possessions prussiennes, situées sur la rive gauche du Rhin, en ajournant tout arrangement définitif à l'égard de ces provinces jusqu'à la pacification générale entre la France et l'Empire. De son côté la France prenait l'engagement de retirer ses troupes des possessions prussiennes situées sur la rive droite du Rhin, d'accueillir les bons offices du roi de Prusse en faveur des princes de l'Empire, et de ne pas traiter comme pays ennemis les états dudit Empire, situés sur la rive droite, et pour lesquels le roi prenait intérêt.

Telles furent les stipulations du traité patent. Les deux négociateurs pensèrent avoir rempli également les vues de la Prusse et de la France, en soumettant la partie septentrionale de l'Allemagne à l'influence prussienne, et en débar-

rassant les Français de toute crainte du côté du Nord.

Le traité fut signé le 15 avril. Il énonçait dans le préambule *le désir de mettre fin à la guerre*, et dans l'article 7 *l'intention d'en éloigner le théâtre de l'Allemagne*. En promettant par l'art. 2 de ne fournir aucun secours contre la république française, Frédéric-Guillaume se dégagea de son alliance avec l'Autriche. Par l'article 3, l'une des puissances contractantes ne pouvait accorder passage sur son territoire à des troupes ennemies de l'autre. Cette stipulation allait gêner singulièrement les opérations de l'armée autrichienne sur le Rhin, en empêchant les renforts qui venaient de la Bohême de traverser la Franconie, à moins de faire un grand détour.

Restait à dégager les Français de toute inquiétude à l'égard de la Hollande, et à reconnaître, en faveur de la Prusse, le principe d'une indemnité pour la cession de ses possessions sur la rive gauche. Voilà ce qui amena les articles secrets de Bâle que nous allons enfin dévoiler *.

* Martens, dans son recueil des traités, n'indique quelques uns de ces articles que par *transpiration* ou par con-

Par l'article 1^er^ le roi de Prusse s'engageait à ne former aucune entreprise hostile contre la Hollande, ni contre aucun pays occupé par les troupes françaises.

L'article 2 promettait d'indemniser la Prusse dans le cas où la France porterait ses limites au Rhin.

La république française, afin d'éloigner le théâtre de la guerre des états prussiens, consentait à ne pas pousser les opérations militaires dans les pays au-delà de la ligne de démarcation indiquée.

Le comté de Sayn et Altenkirchen se trouvaient compris, par l'article 4, dans la même ligne.

Enfin, dans le cas où la France à la paix étendrait ses limites au Rhin, et resterait en possession des états du duc de Deux-Ponts, elle consentait par l'article 5 à se charger de la garantie de la somme de 1,500,000 rixdallers (environ 5,250,000 francs), prêtée par le roi de Prusse au duc de Deux-Ponts.

A peine le traité secret fut-il conclu que les deux négociateurs travaillèrent à donner une

jecture. Jamais on ne les avait divulgués comme on le fait ici d'après des documens authentiques.

garantie militaire à la neutralité du nord de l'Allemagne, stipulée par l'article 7 du traité patent. La cour de Berlin attachait le plus grand prix à cette neutralité qui, relativement à la France, mettait à l'abri des entreprises des Anglais et des stathoudériens la Hollande, dont les forces avaient encore un foyer en Westphalie et dans le pays de Hanovre. Il en résulta un acte nouveau et additionnel, ou plutôt une convention définitive que les deux ministres plénipotentiaires signèrent à Bâle le 17 mai.

Par cette convention, les deux parties contractantes établirent une ligne de démarcation renfermant les cercles de Westphalie, de la Basse et Haute-Saxe, de la Franconie et la partie des deux cercles du Rhin, située sur la rive droite du Mein.

La république française promettait de regarder comme neutres tous les états situés derrière cette ligne militaire, à condition qu'ils observeraient, de leur côté, une stricte neutralité.

Le roi de Prusse s'engageait à la faire observer par tous les états situés sur la rive droite du Mein, et à garantir qu'aucune troupe ennemie de la France ne dépasserait cette partie de la ligne.

A peine le traité patent fut-il signé le 5 avril,

que le comité de salut public le porta à la ratification de la convention, qui, peu de jours auparavant, venait d'approuver le traité de paix conclu avec le grand-duc de Toscane, frère de l'Empereur. Ce prince avait le premier reconnu la république française.

« Vous êtes à la veille, dit Rewbell au nom du » comité, de recueillir les fruits de vos travaux. » Les puissances coalisées, qui semblaient avoir » juré la perte de la république, se sont em- » pressées de vous demander la paix, depuis » que vous avez prouvé que *la justice et l'hu- » manité sont véritablement à l'ordre du jour.* » Le comité de salut public ne fait que suivre » vos intentions, en négociant des paix partielles : » il offre aujourd'hui à votre ratification celle » qu'il vient de conclure avec le roi de Prusse *. » Nous n'avons pas oublié un instant que si les » vœux du peuple sont pour la paix, c'est pour » une paix glorieuse, conforme à la dignité et » aux intérêts de la république. Nous avons cru » qu'il importait de rétablir les relations com- » merciales entre la Prusse et la France, et même » de les étendre, en éloignant du nord de l'Al- » lemagne le théâtre de la guerre. Quant à ce

* A ces mots, la salle retentit d'applaudissemens.

» qui regarde les limites, nous n'avons rien fait
» qui puisse contrarier votre vœu; mais nous
» avons cru qu'il était bon qu'une puissance,
» qui redevenait notre amie, jouît dans l'em-
» pire germanique d'une prépondérance qui
» peut devenir très-utile à la république. Nous
» nous y sommes prêtés d'autant plus volon-
» tiers que toutes les *relations prouvent que la*
» *nation prussienne n'a laissé échapper aucune*
» *occasion*, *dans tout le cours de cette guerre*,
» *de nous donner des témoignages d'affection*
» *et d'estime qu'un intérêt mal entendu n'avait*
» *pu parvenir à altérer* *. Nous n'avons employé
» dans cette négociation d'autres armes que
» celles de la franchise et de la loyauté. Cette
» paix, ajouta Rewbell, n'est pas la seule qui
» soit l'objet des méditations de votre comité;
» mais nos plus acharnés ennemis, instruits des
» vœux pacifiques de plusieurs gouvernemens,
» mettent tout en œuvre pour entraver les né-

* Cette phrase soulignée, rapprochée de plusieurs circonstances, aurait pu servir de clef aux historiens, pour expliquer la plupart des événemens de cette époque. Les prisonniers de guerre français avaient, dès le commencement, été fort bien traités en Prusse, tandis qu'ils l'étaient extrêmement mal en Autriche et plus mal encore en Angleterre.

» gociations, pour exciter des mouvemens et » faire naître l'anarchie dans notre intérieur *.»

Telle fut la paix de Bâle : l'Europe en montra d'autant plus d'étonnement que c'était l'ouvrage d'un prince qui, après avoir ambitionné le titre d'Agamemnon de la ligue formée contre la révolution de France, pactisait le premier avec cette même révolution triomphante. Mais c'était ce même prince qui, fatigué de la vie des camps, et revenu des illusions qui l'avaient accompagné dans les plaines de la Champagne, jugeant désormais la contre-révolution impossible, avait dit à ses ministres : « Faites ce que vous vou- » drez : mais débarrassez-moi de la guerre avec » la France. » En signant la paix de Bâle, il abandonnait la maison d'Orange, sacrifiait la Hollande, et, ouvrant l'Empire aux invasions françaises, il préparait la ruine de l'ancienne constitution germanique. Au mépris des leçons de l'histoire, ce prince mettait en oubli qu'au signal des dangers de la Hollande une ligue de tous les états de l'Europe s'était formée à la fin du 16e siècle pour mettre un frein à la puissance de Louis XIV. Ici au contraire cette même invasion, effectuée sous la bannière de l'esprit

* L'existence de la convention était alors menacée par des mouvemens populaires dans Paris.

républicain, amenait la rupture d'une coalition de rois contre la liberté des peuples. De ce moment les trônes furent dépouillés de la majesté qui les entourait. On verra plus tard à quoi il tint que la révolution universelle ne fût pas accomplie après la paix de Bâle.

Admettons que Frédéric-Guillaume, animé du génie de Frédéric-le-Grand, eût négocié, l'olive d'une main et l'épée de l'autre, et que, préservant la Hollande, il l'eût fait comprendre dans la ligne de son protectorat militaire; ne se serait-il pas élevé par le fait au rôle non-seulement de médiateur, mais d'arbitre de l'Europe, en balançant ainsi le despotisme maritime et le despotisme continental? Quelle haute et sublime mission!

Mais la paix, conclue dans des vues rétrécies, et au mépris de l'intérêt commun, fit perdre à Frédéric-Guillaume de sa propre considération, et à la monarchie prussienne de son prestige de gloire. Ajoutons que si, dix ans plus tard, la Prusse fut tout à coup précipitée dans l'abîme, on doit l'imputer à sa persévérance obstinée dans un système faux et impolitique, fruit de la paix de Bâle. Personne alors ne l'a mieux senti et reconnu hautement que le négociateur prussien lui-même.

1795.

Esprit des deux traités séparés de Bâle. — Leurs motifs secrets et leurs conséquences. — Mécontentement de l'Autriche. — Le comité de salut public ne veut procéder qu'à des paix partielles. — La ville de Bâle rendez-vous de la diplomatie européenne. — Traité du 16 mai, entre la république française et la république batave. — Impression que fait à Ratisbonne le traité de Bâle. — Note de l'Empereur à la diète, où il blâme la conduite de la Prusse. Décret aulique sur les moyens d'obtenir une paix acceptable. — Opération diplomatique d'Hardenberg. — Sa conférence avec le ministre autrichien comte de Lerhbach. — Signal donné aux princes de l'Empire par la Prusse. — Insurrection à Berlin. — Concert entre les cabinets de Vienne, de St-Pétersbourg et de Londres. — Vues de l'Autriche sur l'Italie. — État intérieur de la France — Position respective des deux armées sur le Rhin. — Comment le cabinet de Londres balance la défection de la Prusse. — Intrigues royalistes sur le Rhin et dans la Vendée. — Dénouement de l'expédition de Quibéron. — Conclusion brusque de la paix d'Espagne. — Note d'Hardenberg à la légation française de Bâle. — Réponse du plénipotentiaire Barthélemy. — Note confidentielle de Rewbell sur la paix d'Empire. — Reprise des opérations offensives sur le Rhin. — Journée du 13 vendémiaire (4 septembre). — Établissement du gouvernement directorial. — Traité de la triple alliance signé à St-Pétersbourg. — Succès des armées de l'Autriche sur le Rhin. — Mouvemens tumultueux en Angleterre. — Fermeté de Pitt. — Armistice sur le Rhin.

On a vu, dans le récit qui précède, les particularités diplomatiques du traité de Bâle; il

reste à en divulguer le mobile secret le plus fécond en bouleversemens politiques pendant vingt années de guerres. Remarquons d'abord que, parmi les stipulations convenues entre les deux plénipotentiaires, Hardenberg et Barthélemy, il en est une qui servit ultérieurement de règle et de base à tous les traités conclus entre la république française et les autres princes d'Allemagne. Avant d'exposer la nature et les conséquences des stipulations particulières, retournons un instant sur nos pas, afin d'en assigner clairement le motif.

Le projet hardi de reculer les limites de la France jusqu'au Rhin, laissé en héritage par le cardinal de Richelieu à l'ambition des successeurs de Louis XIII, venait d'être érigé en maxime d'état ou plutôt en principe national dans les comités dirigeans, qui, après le renversement de la monarchie, avaient pris, sous des noms divers, le gouvernement de la France. La politique envahissante de la convention nationale eut bientôt mis en oubli le décret de renonciation aux conquêtes, promulgué au sein de l'assemblée constituante avec une si emphatique hypocrisie. La victoire s'étant déclarée en faveur de la révolution française mit entre les mains de la convention, outre l'évêché de Liége,

tous les domaines autrichiens des Pays-Bas et, en dernier lieu, la république des Provinces-Unies. Là le parti populaire, après avoir proclamé l'abolition du stathoudérat, n'eut plus qu'à se maintenir au pouvoir. A cet effet, il brigua une alliance avec la France qui la lui imposa à la condition d'augmenter son propre territoire de la Flandre hollandaise fortifiée par les places de Maestricht et de Venloo.

Les limites de la république française étant ainsi reculées vers le Nord et vers l'Orient, le plénipotentiaire de la convention à Bâle, en traitant de la paix avec le roi de Prusse, manifesta tout d'abord l'intention de garder les provinces que ce monarque possédait sur la rive gauche du Rhin, et que le sort de la guerre avait fait tomber également au pouvoir de la nouvelle république : le Rhin était censé former la ligne de séparation entre l'Allemagne et la France.

Frédéric-Guillaume montra peu de répugnance à se dépouiller de ces possessions éloignées, régies par des lois et des priviléges différens de ceux de ses autres provinces, fournissant peu au trésor royal en temps de paix, et difficiles à défendre en temps de guerre. Toutefois le monarque prussien exigeait que sa couronne en reçût une indemnité. Les membres

du comité de salut public, qui gouvernaient alors la France, adhérant aux conditions de l'indemnité, songèrent au moyen de dédommager les princes allemands de la perte de leur souveraineté dans les provinces de l'Empire situées au-delà du Rhin, provinces que les nouvelles dispositions devaient faire passer sous la domination française. Ils n'en trouvèrent pas de plus opportun que celui d'ôter à l'avenir aux évêques, prélats et chapitres catholiques d'Allemagne, la souveraineté des états, domaines et autres possessions dans lesquelles, par la libre voie d'élection, l'autorité civile était remise entre les mains de l'Église! Ces changemens de souverains ecclésiastiques en princes séculiers, appelés communément *sécularisations*, n'avaient-ils pas été pratiqués déjà en faveur des états d'Allemagne qui, embrassant jadis les principes de Luther et de Calvin, s'étaient soustraits, dans le seizième et le dix-septième siècle, à l'obéissance du pontife romain? La paix de Westphalie en confirmant ces sécularisations les avait élevées au rang des dispositions fondamentales qui composèrent alors le nouveau système politique de l'Empire.

Or, le roi de Prusse, tant pour ses intérêts particuliers que pour ceux de sa propre reli-

gion, naturellement peu favorable aux princes ecclésiastiques d'Allemagne, avait à cœur de favoriser et de protéger les sécularisations qui n'étaient encore qu'en projet. Il se flattait que l'importance des acquisitions qu'elles lui préparaient compenserait au-delà la perte des provinces dont la France entendait s'emparer, et dont elle était déjà nantie. Toutefois son plénipotentiaire Hardenberg ne voulut pas encourir le blâme d'avoir, sans l'autorité du chef de l'Empire et des membres de la diète, accordé ou refusé au plénipotentiaire français aucune condition qui pût porter atteinte à des droits consacrés par la constitution germanique. Pour concilier des intérêts si divers, les deux ministres tombèrent d'accord d'établir les articles de la paix en deux traités séparés, l'un patent, l'autre secret, et ils s'exprimèrent ainsi dans le cinquième article du traité ostensible : « Les » soldats de la république française continue- » ront d'occuper les terres du roi situées sur la » rive gauche du Rhin; mais le sort de ces » provinces ne sera définitivement fixé que lors » de la pacification générale entre l'empire » d'Allemagne et la France. » Sans doute les princes d'Allemagne n'auraient pas eu à blâmer une stipulation semblable, si l'accord définitif

eût été réellement réservé à leurs délibérations Mais dans les articles séparés et secrets du même traité l'intention des deux puissances contractantes se trouva exprimée avec moins d'ambiguité. Le second article était conçu en ces termes :

« Si, à la pacification générale entre l'empire » d'Allemagne et la France, il reste à cette » dernière, en vertu du traité à intervenir, la » possession absolue de la rive gauche du Rhin, » S. M. le roi de Prusse et la république française » conviendront entre eux de l'échange des pro- » vinces prussiennes situées sur la rive gauche » de ce fleuve contre d'autres territoires équi- » valens. Dans ce cas, le roi acceptera la ga- » rantie qui lui sera offerte par la république » pour les indemnités concédées. »

En rapprochant ces deux articles tirés des deux traités patent et secret, on voit clairement que la clause principale qu'ils expriment n'était que conditionnelle, c'est-à-dire qu'elle devait dépendre des chances ultérieures d'une guerre qui n'était pas éteinte et d'une pacification générale. Seulement la Prusse se retirait de la lutte, et proclamait sa neutralité. Or, aucune puissance, au fond, n'était lésée aux termes du traité de Bâle.

Hardenberg, persuadé d'ailleurs que le monarque prussien ne pourrait recueillir pleinement les fruits de la paix tant que les calamités de la guerre continueraient à peser sur les pays voisins de ses domaines, avait imaginé, comme on l'a vu, d'éloigner de leurs limites le théâtre des opérations militaires, et de maintenir ainsi en paix l'Allemagne septentrionale. Tel fut l'objet de la convention supplémentaire du 17 mai qui accorda le bienfait de la neutralité aux terres et domaines d'Allemagne compris dans une ligne géographiquement déterminée et appelée *ligne de démarcation*.

Le roi prenant sur lui l'accomplissement des conditions fixées pour la neutralité ne fut pas retenu par la crainte d'outre-passer la mesure de son pouvoir, et il n'eut point à s'en repentir. A peine les stipulations du traité furent-elles publiées, que les princes de l'Empire, compris dans la ligne de démarcation et protégés par elle, se montrèrent plus empressés de conserver à leurs peuples ce bienfait inattendu, en posant les armes, que d'obéir par des mesures contraires aux réquisitions de la diète de Ratisbonne.

D'un autre côté l'intérêt, l'envie ou la partialité portèrent, tant en Allemagne qu'au dehors,

les jugemens les plus opposés sur ce premier traité conclu entre la nouvelle république et l'un des premiers potentats de l'Europe. En général, on reconnut qu'en cessant une guerre qui ne lui offrait qu'un désavantage certain et dont l'utilité pour ses alliés était éloignée et douteuse, le monarque prussien avait agi sagement, et on trouva que par les termes même dans lesquels la paix était conclue, ses conseillers avaient pourvu convenablement à la sûreté de l'Etat, à la dignité royale et à la prospérité des peuples. Une fois soulagé des impôts et délivré de la nécessité des nouvelles levées de soldats, le royaume de Prusse devait naturellement voir se ranimer dans son sein l'industrie et l'agriculture, tandis que le privilége de la neutralité ouvrirait et assurerait au commerce maritime les débouchés de l'Ems, du Weser et de l'Elbe. Comment les principautés d'Allemagne, comprises dans les limites que prescrivait le traité, auraient-elles improuvé de telles dispositions ? Elles s'en montrèrent reconnaissantes, et les chefs de ces souverainetés reconnurent sans peine qu'au roi seul devait appartenir le commandement de leurs forces placées dans les pays voisins de la ligne de démarcation pour le maintien de la neutralité.

Tous les princes néanmoins n'approuvèrent pas également la détermination par laquelle la Prusse se retirait inopinément de la croisade contre la révolution française. La plupart rappelaient avec amertume que c'étaient les instances même de Frédéric-Guillaume qui les avaient engagés dans la guerre. D'autres lui reprochaient d'usurper l'autorité du chef de l'Empire en arrachant, pour ainsi dire, des mains des princes les plus rapprochés de lui les armes que le consentement unanime et les déclarations solennelles de la diète leur avaient fait prendre pour la défense commune. Ici vinrent se confondre et se grouper, pour ainsi dire, les clameurs du parti autrichien, des émigrés de France et des organes du gouvernement anglais. Bientôt même l'amertume de l'Autriche s'exhala sans détour et à découvert.

Quant à cette puissance, il est vrai de dire que, les principaux articles du traité de Bâle une fois fixés, le comité de salut public ne songea plus qu'aux moyens d'affaiblir le plus possible la maison d'Autriche dans laquelle l'Angleterre avait placé toutes ses espérances pour entretenir et prolonger la guerre sur le continent. Le comité jugea donc que plus il donnerait au roi de Prusse de latitude pour augmenter son cré-

dit et son influence sur les princes de l'Empire plus l'autorité de l'empereur d'Allemagne diminuerait auprès de ces derniers. Aussi la France, par des vues d'intérêt particulier, adhéra-t-elle aux demandes du plénipotentiaire prussien. L'art. 11 du traité attesta publiquement le parfait accord qui existait à ce sujet entre les deux puissances contractantes : il portait que la république française était disposée à accueillir l'intervention de S. M. le roi de Prusse en faveur des princes de l'Empire qui s'en remettraient à lui pour entrer en négociation séparée avec la France et traiter des conditions de la paix. Mais l'exercice de cette faculté illimitée en apparence fut restreint à l'égard du roi par un article secret qui exceptait les états héréditaires de la maison d'Autriche. Ainsi la Prusse était libre d'intervenir s'il s'agissait de donner l'impulsion aux princes d'Allemagne dans le système de la France, sans que celle-ci entendît traiter ouvertement avec le cabinet autrichien, si ce n'est isolément et pour une paix séparée.

Cependant la paix continentale n'était pas alors regardée comme impossible : les besoins du peuple et peut-être même l'intérêt des couronnes semblaient la réclamer. Aussi la négo-

ciation de Bâle en amena-t-elle d'autres. Toute l'Allemagne parut d'abord s'émouvoir pour profiter de la médiation de la Prusse. Le landgrave de Hesse-Cassel envoya son ministre le conseiller privé de Weitz à Bâle, et le landgrave de Hesse-Darmstadt s'y fit représenter par M. de Kepeller. Un ministre de Wurtemberg, l'assesseur Kampft, y arriva également ainsi que M. de Salabert de la part du duc de Deux-Ponts, héritier présomptif de l'électeur de Bavière. Outre le baron de Degelmann qui y résidait comme ministre d'Autriche près des cantons suisses, cette puissance y envoya le capitaine de Kresselsberg avec une mission d'observation et comme chargé des intérêts de l'Empereur pour la partie militaire. Ainsi la ville de Bâle fut le rendez-vous de la diplomatie européenne; et le cabinet de Vienne parut vouloir s'y faire représenter aussi par un de ses ministres, et concourir de son côté à la pacification générale entre le corps germanique et la France, mais au fond avec une certaine velléité de traiter également pour son compte. Il envoya d'abord à Berlin, avec la mission d'entamer la négociation de l'Empire, le comte de Lerhbach, directeur général du département des affaires étrangères et l'un des principaux

ministres du cabinet. On sut bientôt dans cette ville que le ministre autrichien était chargé de recevoir les ouvertures de paix qui lui seraient faites. On en prévint Hardenberg, et après la première conférence ce diplomate crut entrevoir que la paix de l'Empire et peut-être la paix continentale n'étaient pas improbables, pour peu qu'on y apportât de modération de part et d'autre.

Mais cette disposition favorable de l'Autriche s'évanouit quand les premières informations du comte de Lerhbach lui eurent donné la certitude que la France tenait invinciblement à l'entière cession de la rive gauche du Rhin. « Vo» tre système du Rhin, dit à cette occasion Har» denberg à l'ambassadeur Barthélemy, sera » cause que la guerre ne finira point encore cette » année. — C'est un malheur, répondit l'am» bassadeur; mais enfin puisque vous autres » Prussiens prévoyez vous-mêmes la prolonga» tion de la guerre, comment ne sentez-vous » pas que c'est une raison de plus pour vous » serrer davantage sur nous? Une *alliance* en» tre les deux nations ne serait-elle pas le moyen » le plus prompt et le plus décisif pour la Prusse » de terminer la guerre d'Allemagne et de s'at-

» tribuer dans l'Empire une influence immense?» L'ouverture était délicate. Le premier pas que venait de faire le cabinet de Berlin avait frappé trop vivement l'Europe pour qu'il se laissât engager si brusquement une seconde fois d'une manière encore plus décisive. Hardenberg déclina donc l'alliance. « Nous ferons tous les ar-» rangemens que vous voudrez dans l'intérêt de » la paix générale, dit-il au plénipotentiaire » français; mais la Prusse, je vous le demande, » pourrait-elle décemment entrer dans des sti-» pulations contre des puissances avec les-» quelles, malheureusement, elle faisait cause » commune tout-à-l'heure. »

Le comte de Lehrbach partit pour Ratisbonne avec le dessein manifeste d'y balancer l'influence de la Prusse. Dans cet état de choses quel but devait se proposer le ministre prussien signataire de la paix, si ce n'est d'en tirer tous les avantages que pouvait en recueillir la monarchie prussienne, sans perdre l'espoir de maintenir dans la même ville un centre de négociations qui finirait peut-être par rendre le bienfait de la paix à une grande partie de l'Europe en y rattachant d'abord le corps germanique et enfin l'Autriche elle-même. Réaliser cette pensée élevée eût re-

haussé l'œuvre de la paix de Bâle et illustré le négociateur.

Si cette paix qui venait de rompre à Bâle un des plus forts anneaux de la coalition avait frayé le chemin, selon l'expression du roi de Prusse, aux princes de l'Empire, elle le fraya également au cabinet de Madrid. Don Domingo Yriarte, négociateur espagnol, arriva le 4 mai à Bâle et fut présenté immédiatement par Hardenberg à l'ambassadeur Barthélemy, dans le salon de M. de San Fermo, l'envoyé de Venise, salon qui offrait le secours de la neutralité de cette république aux diplomates de toutes les couleurs et de toutes les nations réunis à Bâle. Du reste la négociation espagnole qui fut traversée et entravée par divers incidens n'arriva que tardivement à son terme, comme on le verra, bien que vivement désirée par le cabinet de Madrid ou plutôt par le *Potemkin* de l'Espagne, le duc d'Alcudia. Ce puissant favori qui subjuguait la reine, le roi et le pays, avait en vue de se soustraire à l'impopularité et à la haine publique, en procurant le bienfait de la paix à la nation espagnole lasse et effrayée d'une guerre qu'elle et son gouvernement ne savaient point soutenir.

Malheureusement, du côté de la France, telle que la révolution l'avait faite, le système de ne procéder qu'à des paix partielles ne pouvait que prolonger la lutte contre l'Angleterre et l'Autriche.

Son état de guerre au dehors et ses déchiremens intérieurs semblaient même donner plus de vigueur et d'énergie à sa nouvelle existence. De là cet état permanent d'irritation et de passions hostiles qui tinrent l'Autriche et l'Angleterre engagées plus avant dans ce sanglant conflit, de là l'esprit de défiance et d'alarme qui régna dans ces deux cabinets sur les vrais motifs et les conséquences de la paix de Bâle. Il est vrai que les prétentions ambitieuses des hommes qui s'érigeaient en régulateurs de la révolution française n'avaient déjà plus de bornes, surtout depuis la conquête de la Hollande et la pacification prussienne.

La dépendance des Provinces-Unies envers la république française fut consommée par le traité signé à La Haye, le 16 mai 1795, entre Rewbel et Sieyes, députés de la convention, membres du comité de salut public, d'une part; et quatre membres des états-généraux : Peter-Paulus, Lestevenon, Hubert et Mathias Pons. C'était un traité d'alliance offensive et défensive

perpétuelle contre l'Angleterre. Outre la cession de la Flandre hollandaise et de ses dépendances qu'on y stipula, le port de Flessingue fut rendu commun aux deux nations ainsi que la navigation du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut.

Aussi avec quels accens de joie ingénue Sieyes vint-il rendre compte de l'événement à la convention, le 23 mai 1795, le lendemain même de la ratification du traité supplémentaire qui réglait avec la Prusse la neutralité d'une partie de l'Allemagne.

« Citoyens, dit-il, j'arrive de la Hollande! » Votre comité de salut public et votre juste » impatience m'appelant à la tribune, je viens » vous annoncer que le peuple respectable et » énergique des Provinces-Unies jure en ce mo- » ment *une alliance offensive et défensive contre* » *tous vos ennemis.* Le traité que nous venons » vous présenter offre à la république française » tous les avantages raisonnablement possibles » qu'elle était en droit d'attendre. De nouveaux » moyens, de nouvelles sources de prospérité » s'ouvrent devant vous. Vous acquérez ce qui » en fait le gage et la garantie solide, une nou- » velle puissance morale et militaire dans une » des parties les plus importantes du globe,

» dans les mers d'*Allemagne et du Nord.* La » Tamise doit voir avec inquiétude les futures » destinées de l'Escaut. Londres est trop éclairé » sur ses intérêts pour ignorer que Bruges et » Anvers doivent acquérir sur son commerce la » supériorité que nos armées ont remportée sur » nos ennemis. Le port de Flessingue, le » meilleur des Provinces-Unies, est devenu com- » mun aux deux nations française et batave. » Les marins instruits savent de plus que la » Flandre hollandaise, *devenue française par* » *votre traité*, vous offre un port susceptible de » devenir entre vos mains plus important en- » core.

» Ainsi la république française, qui, par la » seule force de sa position, doit jouer au Sud » un grand rôle dans la Méditerranée; qui peut, » à l'Ouest dans l'Océan, opposer de grandes » forces à la tyrannie anglaise, acquiert encore » au Nord la seule chose qui lui manquait: » *une grande et superbe existence navale et* » *commerciale.*

» La *réunion* des deux républiques française » et batave annonce déjà au monde que la » tyrannie britannique va bientôt faire place à » la liberté des mers, *que vous aurez conquise*, » et que, grands et magnanimes dans vos prospé-

» rités, vous offrirez aussitôt à la reconnais-
» sance de tous les peuples de la terre. »

Tout commentaire serait ici superflu; il suffira de dire que ce discours officiel et public fut tenu au moment même où la convention, affectant d'autres maximes que celles qui lui avaient servi jusqu'alors à tenir la France sous le joug, luttait avec avantage contre une faction d'anarchistes qui, soit dans son sein, soit au dehors, s'étaient soulevés pour l'établissement d'une constitution purement démocratique. De sa part les négociations qu'elle ne cessait d'ouvrir au dehors, avaient surtout pour objet de se soustraire aux conséquences funestes que pouraient avoir les opérations des armées actives pendant la crise à laquelle elle se voyait exposée. Mais jusque-là les envoyés des puissances contractantes, à Paris comme à Bâle, n'avaient vu aucun gage de sûreté à attendre d'un pays et d'un peuple voués à tant de dissensions et de désordres. Mais le parti des anarchistes ayant été comprimé vers la même époque, la cour de Berlin acquit pourtant la certitude que la majorité de la convention, avec qui elle venait de traiter, s'occupait de l'organisation d'un gouvernement plus stable.

Revenons au conventionnel Sieyes : on savait

à Berlin que faisant déjà partie du comité de salut public, dès les premiers jours de mars et avant même sa mission en Hollande, il s'était déclaré fortement pour la conclusion de la paix avec la Prusse, et que lui-même en avait arrêté les bases. Depuis, la majorité de la convention l'avait élevé à la présidence. La publication d'une notice de sa vie dont il fut lui-même l'auteur et qui contenait l'exposé de ses travaux politiques, avait eu pour objet de lui gagner l'opinion publique. Son crédit dans la convention paraissait alors d'autant plus assuré, qu'il se trouvait à la tête du parti mitoyen entre les jacobins et les modérés, parti qui faisait pencher la balance tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Sa célébrité à cette époque s'accrut encore en Allemagne par suite du vieux projet élaboré de nouveau dans le comité de salut public dont il était réputé l'ame. Ce projet consistait, comme on l'a vu, à donner à la France pour limites, d'abord le cours du Rhin et ensuite l'Escaut jusqu'à la mer, c'est-à-dire que le parti dominant voulait agrandir encore d'un tiers une puissance déjà trop grande pour être gouvernée en république. Ce dessein devenu en quelque sorte manifeste, avait causé la plus vive sensation en Allemagne et donné lieu aux critiques les plus amères du

traité de Bâle. Non seulement on ne remarquait pas, dans ce traité, disait-on, la moindre clause tendant à prévenir un démembrement aussi considérable; mais au contraire tout donnait lieu de croire que le monarque prussien encourrait un jour le blâme d'avoir, dans ses stipulations secrètes, sous un prétexte d'utilité publique et en réparation des dommages de la guerre, trafiqué de l'abolition des principautés ecclésiastiques.

Sous ce point de vue le traité avait fait une bien plus profonde impression à Ratisbonne que dans le reste de l'Allemagne. A Vienne, le plus violent ressentiment avait éclaté contre la Prusse à ce sujet. Les ministres d'Autriche dans leurs communications avec l'ambassadeur Lucchesini n'épargnaient aucun reproche au monarque prussien; ils l'accusaient de favoriser par ses instigations les traités partiels, et de préparer ainsi le relâchement du lien fédéral et la dissolution de l'empire germanique. Sur ce dernier article, les ministres de la cour impériale parlèrent dans le même sens à la diète de Ratisbonne, annonçant que l'Autriche retirerait ses armées sur les états héréditaires et y concentrerait sa défense, si le système des pacifications partielles venait à prévaloir.

De son côté le cabinet de Berlin, rompant le silence, crut devoir faire son apologie: il justifia sa paix de Bâle en relevant tous les maux qu'avait entraînés la guerre; en donnant l'effrayante énumération de tous les hommes et de tout l'argent que les dernières campagnes avaient coûté; en révélant que la patrie allemande avait déjà perdu cent soixante-douze mille hommes et dépensé trois cent quarante-six millions de florins. En conséquence le ministre de Brandebourg remit à la diète, au commencement de mai, une déclaration par laquelle S. M. prussienne s'efforçait de justifier, aux yeux de ses co-états, sa paix particulière par des motifs de nécessité et d'urgence. Le roi y dit que les sacrifices qu'il avait faits jusqu'alors, étant hors de proportion avec ses moyens et que l'espoir de sauver l'Empire s'étant évanoui, il avait cru devoir conclure une paix particulière; mais que pour ne pas abandonner l'Empire dans le danger imminent dont il était menacé, il avait stipulé un terme de trois mois pour les états, qui sous sa médiation voudraient faire des propositions à la France.

Cette voie ouverte parut inconstitutionnelle. L'Empereur blâma hautement la conduite de la Prusse par une note qui fut aussi remise à la

diète; il y exigea que les états de l'Empire déclarassent catégoriquement et individuellement si leur intention était de rester dans les voies légales ou de faire usage des offres de la Prusse pour conclure des paix partielles, ajoutant que, d'après ces déclarations, il prendrait les mesures que l'intérêt de l'Empire et celui de sa monarchie lui prescriraient. L'Empereur se déclara prêt d'ailleurs à procurer à l'Empire le plus tôt possible une paix solide, honorable et conforme à l'équité, témoignant l'espoir que les états ne se laisseraient potin entraîner par des amorces insidieuses à faire des paix partielles et momentanées, à la suite de neutralités ou d'armistices illusoires, et ajoutant que les propositions de paix séparées faites par l'ennemi, n'avaient d'autre but que de préparer la chute de la constitution germanique.

En même temps ce prince fit déclarer à plusieurs cours qu'il était disposé à conclure la paix avec la France, mais que loin d'entrer à cet effet dans une négociation particulière, il ne ferait rien sans le concours de ses alliés et nommément de l'Empire et de la Grande-Bretagne. La cour de Vienne avait même fait désavouer formellement dans sa gazette du 6 mai, les bruits répandus dans plusieurs

papiers publics d'une paix séparée avec la France.

Le 19 mai un décret aulique invita la diète, vu le changement de circonstances opéré par la conclusion de la paix séparée que venait de conclure la Prusse, à s'occuper des moyens d'obtenir une paix générale, en nommant une députation pour le congrès de pacification. Le préambule de ce décret sur *les moyens de pourvoir à une paix acceptable* était fort développé: les termes en étaient mesurés même pour ce qui regardait la paix signée à Bâle. Mais les procédés de la cour de Berlin y étaient mis sous un jour propre à faire impression. Ne le dissimulons même pas; on y dévoilait en quelque sorte, par le rapprochement des actes et des dates, la duplicité diplomatique du ministre d'état Haugwitz; mais sans rien d'amer ni de personnel à ce ministre.

Avant que le décret fût porté à la dictature, le ministre électoral de Mayence en fit lecture aux ministres de la diète assemblés dans la salle du collège des princes. Là le ministre électoral de Brandebourg voulant repousser les inculpations dirigées contre son souverain, lut à son tour une dépêche que le roi de Prusse avait adressée au baron de Hardenberg, ainsi qu'une

ettre que ce ministre lui avait écrite tendant l'une et l'autre à établir « que dans ses négo- » ciations de paix S. M. prussienne avait tou- » jours eu le bien-être de l'Empire devant les » yeux et pour but principal la réintégration » du *statu quo*, si elle pouvait parvenir au but de » la pacification générale de l'Empire. »

De tous côtés le refroidissement se manifestait entre les Autrichiens et les Prussiens; car le premier effet de la nouvelle discussion entre les cabinets de Berlin et de Vienne fut de faire revivre la rivalité nationale depuis long-temps assoupie. Le cabinet de Berlin avait de son côté des griefs sérieux contre l'Autriche, et qu'il ne dissimulait nullement. D'abord tout n'était pas terminé pour les affaires de la Pologne: il y avait encore des points à régler ou à concilier au sujet du partage définitif; et il était évident que l'Autriche courtisait à cet égard le cabinet de St-Pétersbourg au détriment de la Prusse. Mais ce qui devait fixer peut-être encore davantage l'attention du ministère prussien, c'était le sort futur et incertain de la Bavière. Depuis Frédéric II, c'était à Berlin une maxime d'état invariable de mettre obstacle à toute entreprise de l'Autriche sur ce pays toujours convoité par elle. Ne venait-elle pas de révéler ses desseins

en plaçant, tout récemment, une archiduchesse dans le lit nuptial du vieil électeur qui n'avait pas d'enfant? Si elle n'était pas éloignée de conclure la paix avec la France comme elle l'avait déclaré depuis peu, où pouvait-elle trouver une compensation plus à sa convenance pour la perte des Pays-Bas que dans l'acquisition de la Bavière. Hardenberg avait donc à épier les desseins attribués à l'Autriche pour remplir ses anciennes vues sur ce pays; et de Bâle il avait les yeux ouverts sur les menées de la politique autrichienne. Il savait que ce n'était pas en dépit du cabinet de Vienne que la Toscane avait fait son traité avec la France, ni à son insu que le comte Carletti s'était rendu comme ministre du grand duc à Paris. Hardenberg savait également que les ouvertures mises en avant par Carletti avaient pour objet de préparer les voies à des négociations; enfin il apprit positivement par sa correspondance de Paris que Carletti négociait réellement dans cette capitale pour la maison d'Autriche; qu'il avait établi comme un article séparé et secret de sa négociation, le consentement formel que donnerait la France pour *surprendre* la Bavière; qu'à cet effet et à la suite de ce plan, les armées impériales et royales dans leur marche rétro-

grade sur les états héréditaires, occuperaient ce pays pour lequel l'Autriche céderait les Pays-Bas en échange; et que finalement Carletti, en reconnaissance de ce marché offrait le consentement de S. M. impériale et royale pour reculer jusqu'au Rhin la frontière de la république française. Hardenberg donnant aussitôt l'éveil à son cabinet se hâte de communiquer cette information importante à M. de Salabert, ministre du duc de Deux-Ponts, qui, en sa qualité d'héritier présomptif de l'électeur de Bavière, avait un grand intérêt à recevoir cette communication confidentielle. Il en fit également l'objet d'une dépêche de même nature adressée en commun avec le ministre hessois de Weitz à l'électeur palatin, promettant à S. A électorale au nom de la Prusse et de la Hesse, de défendre ses états contre toutes les entreprises dont ils étaient menacés, pourvu que S. A. accédât à la paix conclue entre la France et la Prusse, et lui articulant cette promesse en vertu de l'article 11 de ce même traité, bien entendu que les formes constitutionnelles seraient observées dans tous les cas.

Hardenberg trouvant l'ambassadeur Barthélemy armé de réserve toutes les fois qu'il lui faisait quelque insinuation sur un projet de paix

praticable avec l'Autriche, crut qu'il puiserait peut-être, soit de nouveaux indices, soit de nouvelles lumières à ce sujet dans l'abandon d'un repas diplomatique avec ses nouveaux amis. Il imagine de réunir dans un dîner non seulement la légation française aux ministres de Hesse-Cassel, de Hesse-Darmstadt et du Wurtemberg, mais encore le représentant Merlin de Thionville et le général en chef Pichegru qui étaient à Huningue, et il leur adresse en conséquence une invitation pressante. Quoique Bâle fût à la proximité d'Huningue, l'un et l'autre déclinent avec beaucoup d'égards l'invitation, alléguant qu'ils ne quitteront point le territoire de la république française, *si ce n'est avec les armées ou à la paix.* A quelques jours de là, néanmoins Hardenberg prend le parti d'aller lui-même à Huningue visiter le représentant et le général, accompagné des ministres de Weitz, de Kepeller et de Kampff. Là il est invité à dîner avec sa suite. L'ambassadeur Barthélemy s'y trouve également, de même que son secrétaire de légation Bacher. A table où règne d'abord une grande réserve, on en vient pourtant à s'entretenir des moyens de poser les bases d'une pacification générale avec quelque espoir de succès en désarmant d'abord l'Autriche. Alors

Hardenberg insinue qu'il serait peut-être facile de s'entendre avec le cabinet de Vienne. Le représentant laisse tomber l'insinuation, mais le dîner fini, prenant à part le secrétaire de légation Bacher, il lui demande l'explication de ce qu'a voulu dire Hardenberg. « Laissez l'Autriche » s'emparer de la Bavière, lui répond celui-ci, » et vous aurez aussitôt la paix continentale. » Une sorte de conférence venant à s'établir, Merlin, un peu échauffé par le repas et par là même devenu plus expansif, s'entretient dans ce sens avec Hardenberg. Dès le lendemain, prenant la poste à franc-étrier et crevant deux chevaux en route, Merlin se dirige sur Paris, descend au comité de salut public, lui fait part de l'insinuation du plénipotentiaire prussien et de l'opinion de la légation française à ce sujet. Là les représentans Aubry, Sieyes, Boissy-d'Anglas, etc., se déclarent contre l'Autriche et contre ses prétentions; Merlin de Douai seul se montre favorable à la paix avec cette puissance. Dès lors s'évanouirent les ouvertures dont le ministre d'état Hardenberg s'était servi d'une manière détournée dans l'intérêt de sa cour. Ajoutons ici que ce fut à cette occasion que le représentant Merlin, consulté par ses collègues sur le caractère d'Hardenberg, leur dit qu'il lui avait trouvé

l'air, les manières et le ton d'un *marquis français.*

Cependant l'électeur palatin, informé à la fois de Bâle, de Manheim et de Vienne même (par Lucchesini), du projet ébruité d'échanger les Pays-Bas contre la Bavière, avait eu à cet égard une explication avec le comte de Sielern, envoyé de l'Empereur à Munich, lui marquant la surprise et l'indignation que lui avait fait éprouver un avis si inquiétant et si extraordinaire venu de plusieurs côtés à la fois. Le ministre autrichien protesta de sa complète ignorance à ce sujet, réfutant la véracité de l'avis d'après les principes de l'improbabilité politique du fait en lui-même. Il s'ensuivit néanmoins un mémoire contenant les plus vives réclamations de la part de l'électeur palatin, et qui fut présenté le 30 mai par le baron de Reuclin, son envoyé à Vienne, au vice-chancelier de l'Empire. Dans cet écrit l'électeur citait, comme source et comme garant public de la nouvelle de la spoliation projetée de son électorat, le baron de Hardenberg et le ministre hessois de Weitz. Son altesse y témoignait en même temps le désir d'être rassurée par une réponse catégorique de la part du ministère impérial. Le vice-chancelier désavoua *l'histoire de l'échange comme une fausseté grossière et une ca-*

lomnie; comme une offense à la probité reconnue de la cour impériale, offense ayant le double but d'ébranler d'une part l'attachement de son altesse électorale pour Sa Majesté l'Empereur et la constitution de l'Empire, et de porter de l'autre le cabinet de Bavière à faire des démarches isolées et dangereuses dans les circonstances présentes. En même temps les ministres impériaux reçurent l'ordre de répéter la même déclaration soit à Ratisbonne, soit dans les autres résidences de l'Empire, et, en conséquence de ce désaveu formel, Lucchesini, ambassadeur de Prusse à Vienne, déclara par ordre de sa cour au ministère de l'Empereur : « qu'il avait été fort sen» sible au roi son maître d'apprendre qu'on at» tribuait à quelques uns de ses ministres d'avoir » répandu la nouvelle d'une négociation parti» culière entamée par la cour impériale avec la » France, et qui aurait principalement pour but » l'échange de la Bavière; qu'à la vérité *cet avis* » *était venu d'un représentant français* *; mais » que Sa Majesté n'ayant d'ailleurs aucune rai» son d'y ajouter foi, elle avait autorisé ses mi» nistres dans l'Empire à contredire cette impu» tation. » Elle avait pris sa source originairement dans la difficulté même des circonstances.

* Merlin de Thionville.

Cependant Hardenberg soupçonna une partie de la légation française à Bâle et le comité de salut public à Paris d'avoir combiné cette tracasserie politique, pour semer de plus en plus la défiance entre l'Autriche et la Prusse, et pour entraîner, s'il était possible, cette dernière puissance dans les liens d'une alliance politique qu'elle avait déclinée. Les soupçons d'Hardenberg n'étaient pas sans fondement comme on le verra bientôt. Peut-être crut-on vaincre à Paris tous les obstacles qui tenaient la Prusse éloignée d'une alliance en excitant l'ombrage du cabinet de Berlin sur une entreprise prochaine de l'Autriche contre la Bavière. Il est d'ailleurs positif que le premier avis était venu de Paris même.

Du reste le cabinet de Berlin avait un très grand intérêt à éviter toute espèce d'éclat; il devait s'attacher à consolider son système pacifique. Ce qui lui suffisait pour le moment c'était d'affermir sa supériorité dans le nord de l'Allemagne par le patronage dont Hardenberg avait formé le plan, et d'accroître, malgré l'Autriche, sa popularité dans l'Empire.

Bien que l'Empereur eût promis de son côté de s'occuper avec ardeur de l'objet de la pacification, il n'en était pas moins notoire que la

cour de Vienne avait pris avec celle de Londres des engagemens pour la continuation des hostilités; or, il s'ensuivait nécessairement des démarches opposées entre la chancellerie d'état autrichienne et celle de l'Empire. Il parut donc présumable à Hardenberg, et par suite au cabinet de Berlin, que pour éviter les suites de cette discordance la plupart des puissances germaniques adopteraient la médiation du roi de Prusse qui, n'ayant de son côté dans cette affaire *aucun intérêt étranger à ceux de ses co-états*, pouvait, comme médiateur, donner aux négociations une impulsion uniforme et accélérée.

Hardenberg, obtenant de sa cour l'accession à ses vues, reçut en même temps l'instruction de ne rien négliger pour entretenir les princes allemands dans ces mêmes sentimens, et à cet effet de leur donner à connaître au nom de Sa Majesté prussienne l'urgente nécessité de prier Sa Majesté l'Empereur par un avis de l'Empire, qu'il lui plût d'accélérer autant que possible les négociations de paix avec la France, pour être entamées de la part du corps entier de l'Empire, sous ses auspices, comme chef de la confédération germanique, Sa Majesté prussienne déclarant de nouveau qu'elle était encore prête à coopérer à ces négociations par son interposi-

tion et à y contribuer pour maintenir la constitution germanique et l'Empire même dans son intégrité. Dans la déclaration rédigée en conséquence et dont Hardenberg adressa immédiatement une copie au comte de Lerhbach, il lui proposa la ville de Francfort sur le Mein pour le lieu du congrès pacificateur, offrant de faire prendre par le gouvernement de la Prusse pour la sûreté des ministres qui s'y rendraient toutes les mesures de précaution désirables. Sans s'expliquer sur cette dernière proposition le comte de Lerhbach offrit d'entrer en conférence avec Hardenberg à Francfort même où devait passer incessamment ce ministre prussien pour se rendre près de sa cour. Le comte de Lerhbach lui assigna un rendez-vous pour le 24 mai.

Hardenberg partit de Bâle le 21, et le conseiller de légation Gervinus attaché à sa mission prit en même temps la route de Paris. De Bâle, Hardenberg toucha rapidement à la cour de Carlsruhe et successivement à celles de Manheim et de Darmstadt pour leur communiquer les vues de sa cour. Il entra le 23 mai à Francfort, au moment même où y arrivait de son côté, par Munich et Aschaffenbourg, le ministre d'état comte de Lerhbach. Leur conférence eut lieu dès le lendemain. Le baron d'Albini, ministre

de Mayence, y assista. Mais on ne put s'entendre pour un concert véritablement pacifique. Le comte de Lerhbach se montra hautain et défiant; il récrimina, touchant les dernières démarches de la Prusse, et, déclinant les propositions émanées de la chancellerie de Berlin, il allégua la nécessité d'en référer à sa cour. Hardenberg jugea dès-lors qu'il était plutôt venu pour influencer à Ratisbonne les délibérations de la diète, que pour agir avec la Prusse dans des vues d'une cordiale sincérité. Le comte promit néanmoins de revenir plus tard à Bâle où devait aussi retourner Hardenberg. Les deux ministres se séparèrent.

Cependant la dernière déclaration prussienne avait son effet; il ne fallait que cette démarche officielle de la part d'Hardenberg pour donner le signal aux princes de l'Empire, qui déjà avaient témoigné leur prochaine adhésion aux intérêts de la Prusse. Brunswick-Wolfenbutel, Bade, Wurtemberg, Hesse-Cassel, Hesse-Darmstadt, Anhalt, déclarèrent tous qu'il fallait prier Sa Majesté prussienne de vouloir bien employer ses bons offices et sa coopération efficace pour les négociations.

Ce fut sous ces auspices qu'Hardenberg continua sa route pour Berlin. Mais quelle fut sa

surprise et combien son cœur ne fut-il pas navré en approchant de cette capitale! Depuis deux jours elle était le théâtre d'une scène dont on n'aurait pas supposé la possibilité vingt ans auparavant. Qu'on se figure une partie du peuple soulevé, la garde repoussée, mise en fuite, des soldats blessés, toute la garnison sous les armes, les portes fermées, l'arsenal et les autres édifices militaires menacés de destruction, de pillage; la ville entière pleine d'effroi se croyant au moment d'être brûlée. Tel est le tableau affligeant qu'offrait Berlin depuis le 26 mai jusqu'au 29, c'est-à-dire pendant quatre jours consécutifs. L'émeute, commencée par une poignée d'ouvriers, avait gagné de proche en proche la masse du peuple. Les détracteurs de la paix de Bâle (ils n'étaient heureusement qu'en petit nombre) ne manquèrent pas d'imputer ce soulèvement à la contagion des principes français, avec lesquels, disaient-ils, venait de pactiser le gouvernement de la Prusse; en un mot, cet événement fut présenté comme un des fruits de la paix de Bâle, par les adversaires de cette paix. Peut-être serait-on plus près de la vérité en attribuant cette insurrection fortuite à des influences toutes contraires. Toutefois, bien qu'un des chefs de l'émeute, compagnon tailleur,

nommé Schmidt, eût été arrêté, ainsi qu'une soixantaine de séditieux, rien ne fut assez approfondi pour qu'on puisse se permettre aucune assertion positive sur les véritables causes de ce trouble imprévu. Pas un seul des perturbateurs saisis ne fut puni de la peine capitale; ce fut par une extrême modération qu'on jugea à propos de ramener et de consolider le calme.

Le roi fit, peu de jours après, à son ministre Hardenberg l'accueil le plus flatteur, approuvant ses opérations diplomatiques et lui accordant la latitude nécessaire pour l'accomplissement de ses vues ultérieures. Là ne se bornèrent point les bontés du monarque. De retour le 15 juin de Potzdam à son château de Charlottembourg, il lui conféra le premier de ses ordres, celui de l'*aigle noir*, en récompense du zèle qu'il avait apporté dans les négociations de Bâle. Le lendemain, lorsque ce monarque reçut, selon l'ancien usage, le compte annuel que vinrent lui rendre ses ministres d'état et des finances, Sa Majesté le revêtit elle-même des insignes de cet ordre, accompagnant cet honneur des expressions les plus honorables. De son côté, le comité de salut public qui essayait alors de rétablir en France les usages de l'ancienne diplomatie, fit présent à ce même ministre, comme

signataire du traité de Bâle, d'un magnifique service de porcelaine de Sèvres, que Louis XVI avait autrefois ordonné pour son propre usage.

Mais l'esprit de paix n'était point encore à la veille de prévaloir en Europe; et le concert qui se formait entre les cours de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Londres, devait provoquer la sollicitude et l'attention du cabinet de Berlin. Ce cabinet sentit la nécessité d'opposer à cette ligue une conduite prudente et mesurée, mais en même temps ferme et active. Les ministres n'en furent que plus assidus au conseil et aux conférences du cabinet. Hardenberg y travaillait sans relâche avec Haugwitz, en attendant son prochain retour à Bâle où il avait laissé sa chancellerie. Les dispositions anti-pacifiques des trois cours faisaient assez fréquemment l'objet des délibérations du conseil.

Dès-lors on n'ignorait pas qu'une alliance défensive entre l'Angleterre et la Russie, avec garantie réciproque de leurs possessions, avait été convenue dès le 18 février, et qu'un traité de subside avait été conclu le 4 mai suivant, à Vienne, entre l'Empereur et le roi de la Grande-Bretagne. Cette dernière convention avait été signée par le baron de Thugut d'une part, et de l'autre par sir Morton Eden; elle maintenait le

système de la prolongation de la guerre, grace aux subsides du cabinet de Londres. La cour de Vienne fut dès-lors le centre des opérations diplomatiques de l'Angleterre sur le continent ; ses subsides, décorés du titre d'emprunt, mettaient cette cour à ses ordres et par elle presque toutes celles de l'Empire et d'une partie de l'Italie. On s'étonna d'abord que l'influence de l'administration anglaise sur le parlement fût si parfaitement établie, que, malgré les événemens défavorables à la coalition, qui venaient de se passer sur le continent, le parti de l'opposition n'en eût tiré presque aucun moyen de traverser le ministère. A la vérité les ministres s'étaient attendus à la paix de Bâle ; ils en avaient reçu la nouvelle authentique dès le 12 avril par M. Dietrich, arrivé de Berne à Londres, avec une grande célérité. Mais l'événement en lui-même n'avait apporté aucune altération aux mesures de la Grande-Bretagne, et, loin que la défection de la Prusse eût influé sur les fonds publics d'une manière préjudiciable, ils étaient montés sur-le-champ d'un pour cent. On en tira d'un autre côté la conséquence qu'on était à Londres dans l'idée que cette pacification particulière conduirait vraisemblablement à une paix générale. Mais trois semaines s'étaient à peine écoulées

que le traité de subsides reçut sa ratification. En même temps, invitation fut adressée à l'impératrice de Russie pour la formation d'une triple alliance, à *l'effet de rétablir et de maintenir la paix future de l'Europe et sa tranquillité générale.* Il était évident que les deux traités déjà conclus allaient servir de base à une triple alliance.

La Russie, en effet, n'ayant plus d'intérêt à se tenir à l'écart, depuis que ses vues sur la Pologne étaient accomplies, se montrait disposée à se lier étroitement avec les cours de Vienne et de Londres, et les courriers étaient plus fréquens que jamais entre la capitale de l'Autriche et Saint-Pétersbourg. On témoignait à Vienne la plus haute considération à l'ambassadeur de Russie, comte de Rasumowski, lequel fut honoré, le 30 mai, d'une visite de l'Empereur lui-même.

On présentait déjà même la Russie comme un épouvantail suscité contre la Prusse. La plupart des gazettes de l'Empire commençaient même à retentir du bruit que la Russie allait déclarer la guerre à la cour de Berlin. Presque toujours les événemens sont prématurément supposés par suite de circonstances qui en indiquent la possibilité pour l'avenir.

Il est de fait que le traité que la cour de Berlin avait conclu avec le gouvernement fran-

çais donnait lieu alors à des démarches diplomatiques de la part du cabinet de Saint-Pétersbourg, démarches que provoquaient ses liaisons avec les cours de Vienne et de Londres et auxquelles donnait lieu également le refroidissement survenu entre Catherine et Frédéric-Guillaume à l'occasion du partage définitif de la Pologne. Il y a plus, l'envoyé de Russie * à Berlin déclara au ministère prussien en termes assez positifs que sa souveraine *ne pourrait rester indifférente à l'égard de tous les empêchemens qu'on pourrait vouloir opposer aux opérations des troupes autrichiennes.* C'était de la ligne de démarcation établie par le traité de Bâle pour la neutralité d'une partie de l'Allemagne, qu'il s'agissait dans cette déclaration.

Le commandant en chef de l'armée impériale et de l'Empire, ayant fait demander peu de temps après au prince héréditaire de Hohenlohe, qui commandait le corps prussien d'observation près de Francfort, une explication précise sur la question de savoir *quelle serait sa conduite dans le cas où l'armée impériale passerait le Rhin*, le général prussien répondit qu'il n'avait pas d'autre ordre que de garnir la ligne de

* M. d'Alopéus, mort à Berlin, dans les mêmes fonctions le 13 juin 1831.

neutralité dont la démarcation était déterminée par le traité de Bâle, et d'avoir soin que cette ligne ne fût dépassée par qui que ce fût.

A Ratisbonne, où l'état critique des délibérations fixait universellement l'attention de l'Allemagne, l'Autriche prenait déjà le haut ton dans ses notes. Elle s'exprimait en ces termes dans la déclaration qu'elle fit remettre le 3 juin à la diète: « S. M. l'Empereur s'attend que dans l'avis » de l'Empire actuellement en délibération, l'in- » fluence de S. M. prussienne ne sera pas agran- » die, et qu'il n'y sera fait aucune mention de » *satisfaction* sur les voies qu'elle a ouvertes » pour parvenir à la paix, ni d'aucuns *remercî-* » *mens* à faire à ce sujet, expressions qui met- » traient S. M. impériale et royale dans le cas d'ap- » prouver et de louer, si elle ratifiait cet avis, » une paix faite individuellement par un membre » de l'Empire, sans la participation du corps » entier, par conséquent contre la constitution » du corps germanique. »

C'était le comte de Lerhbach qui, de Francfort, avait envoyé au ministre impérial le modèle de cette déclaration : elle expliqua en quelque sorte à Hardenberg les dispositions qu'avait manifestées M. de Lerhbach dans la conférence qu'ils venaient d'avoir ensemble.

Ce ministre autrichien partit peu de jours après pour Vienne, prenant sa route par Ratisbonne. Ainsi tomba la supposition qu'il serait envoyé par sa cour directement à Bâle.

C'était à Vienne que l'appelaient, comme directeur général du département des affaires étrangères, les soins de la triple alliance dont on préparait les élémens entre l'Empereur, la Russie et la Grande-Bretagne. Il était déjà convenu qu'elle serait consolidée par trois traités différens, mais rédigés sur les mêmes bases; l'un entre les cours de Vienne et de Londres, l'autre entre celle-ci et la Russie, et enfin le troisième entre cette dernière puissance et l'Autriche. Bien que cette alliance fût regardée comme purement défensive, elle devait être d'une très grande étendue, surtout de la part de la Russie qui consentait à prendre l'engagement d'assister ses alliés de toutes ses forces de terre et de mer. Une escadre russe devait d'abord se rendre dans la mer du Nord.

A la seule rumeur de ces préliminaires d'une triple alliance par suite de négociations politiques, l'idée d'une paix générale s'évanouit.

Déjà se voyant en mesure d'échapper à une paix partielle dont elle ne dicterait pas les conditions, l'Autriche s'occupait de nouveau des grands

intérêts de son agrandissement, que l'inefficacité de ses armes avait dérobés à sa politique. Non seulement elle n'avait ni conquis ni obtenu l'Alsace et la Lorraine, mais encore ayant pour ainsi dire abandonné d'elle-même et de guerre lasse la Belgique, elle la regardait comme perdue sans ressource. La nouvelle attitude de la Prusse et l'influence que cette monarchie exerçait sur une partie des états de l'Empire ne permettait pas davantage au cabinet de Vienne de prendre des dédommagemens sur la Bavière ni dans aucune autre partie de l'Allemagne. Il ne lui restait donc plus qu'à diriger comme jadis les calculs de son ambition vers l'Italie, et il y paraissait décidé. Voilà pourquoi s'occupant à faire filer ses renforts sur ses armées au-delà des Alpes, le conseil aulique semblait n'aspirer qu'à garder sur le Rhin une attitude défensive que favorisait d'ailleurs l'immobilité des armées de la république.

Cette immobilité si extraordinaire de la part des troupes françaises, il faut ici l'expliquer, car elle n'était pas sans rapport avec l'ensemble des événemens, et tenait surtout à l'état intérieur où se trouvait la France après la paix de Bâle. C'était l'époque où le pouvoir révolutionnaire n'avait plus pour se soutenir, même dans

la convention, qu'une majorité faible, indécise, tremblante, mal unie, et aux frontières que des armées séparées de la capitale par de grandes distances et dans un grand état de délabrement. L'armée française du Rhin, par exemple, était réduite à une détresse telle que le découragement, le mécontentement et la désertion y étaient au comble. Dans l'intérieur, qui était livré aux plus affreuses convulsions, tout concourait à ramener les Français aux souvenirs de la monarchie, même les démarches de la convention; car cette assemblée négociait non seulement avec les cabinets, mais encore avec les Vendéens et les Bretons royalistes, qui en obtenaient des conditions favorables à leurs habitudes, à leur culte et jusqu'à des indemnités. Ainsi le pouvoir révolutionnaire se trouvait plus menacé dans l'intérieur de la France par l'indignation qu'il avait soulevée contre lui, que par les armes des souverains engagés dans une coalition incohérente.

De son côté le cabinet de Londres recevait des informations positives d'après lesquelles les provinces de l'ouest de la France étaient présentées comme animées d'un esprit qui ne pourrait jamais se réconcilier sincèrement avec le système républicain. Ceci le décida, plus que

toute autre circonstance, à y tenter un débarquement qu'il se proposait d'appuyer par la présence d'un prince du sang de Louis XVI.

La session du parlement fut close le 27 juin, au moment même où une partie de l'expédition venait de mettre à la voile et opérait le débarquement. Les principaux passages du discours du roi d'Angleterre étaient frappans à cause de la circonstance même. « Il est impossible, dit » le roi, de considérer la situation intérieure de » l'ennemi sans nourrir l'espoir que les circon- » stances présentes de la France accéléreront, » dans leurs effets, le retour d'un tel état de bon » ordre et de gouvernement bien réglé qui soit » capable de maintenir les relations accoutumées » d'amitié et de paix avec les autres puissances. » Toutefois *l'issue de ces événemens extraordi-* » *naires est encore hors de la portée de la* » *prévoyance humaine.* Je ne cesserai donc » point de faire l'emploi le plus actif et le plus » efficace des forces que vous m'avez mises en » main jusqu'à cette époque désirée à laquelle » mes sujets pourront être rétablis dans la » jouissance assurée des bienfaits de la paix. »

Du côté du Rhin la même politique qui avait porté le cabinet de Londres pour la continuation de la guerre à balancer la défection de la

Prusse par un traité de subside avec l'Autriche, l'avait décidé à prendre le corps du prince de Condé à sa solde, afin d'en mieux diriger les mouvemens. M. Wickham, nommé ministre du roi d'Angleterre près la diète helvétique, venait de recevoir des instructions en conséquence. L'arrivée de ce diplomate au foyer de toutes les négociations, des communications et des intrigues qui partageaient les cabinets ou les rapprochaient, eut également pour prétexte des démarches dans la vue de parvenir à la paix; mais ces démarches n'eurent que des apparences très équivoques. Le négociateur anglais vint prendre à la fin de mai sa résidence à Berne, après le départ du baron de Hardenberg de Bâle; mais il n'y fit aucun séjour, s'y arrêtant peu chez le ministre impérial baron de Degelmann, en allant de Berne à Mulhausen où il eut une conférence avec le prince de Condé, près duquel résidait, en qualité de commissaire britannique, le colonel Crawford. Ce fut à cette même époque que M. Wickham et le prince de Condé pratiquèrent secrètement des intelligences dans l'armée française et commencèrent même à attirer à la cause royale le général Pichegru. Ainsi deux opérations, l'une patente, l'autre clandestine, eurent alors pour objet

la *contre-révolution*, l'une en Bretagne, l'autre sur le haut Rhin, entre Bâle et Strasbourg. Mais qu'espérer de ces tentatives isolées, partielles, dénuées du secours sincère du principal allié de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire de l'appui efficace des conseils et des armées de l'Autriche?

D'un autre côté le général Pichegru, persuadé que le régime républicain ne pouvait faire le bonheur de la France, accueillit la proposition que lui fit l'imprimeur Fauche-Borel, de la part du prince de Condé, à l'effet de proclamer, de concert avec l'armée royale, le rétablissement de la monarchie. Ce général déclara qu'il était prêt à seconder la cause du roi de France, pourvu toutefois qu'il fût assuré de la coopération des Autrichiens. Le prince de Condé alla aussitôt pressentir le feld-maréchal Wurmser, qui demanda qu'on lui livrât Strasbourg et Huningue. Pichegru ne voulut rien livrer ; et il offrit seulement d'opérer la réunion des deux armées du Rhin et de Condé sur le territoire helvétique, ensuite, après avoir proclamé le roi, de marcher immédiatement sur Paris. Le prince de Condé craignit de se compromettre vis-à-vis de l'Autriche. En ne concourant point à la contre-révolution de bonne foi,

cette puissance attacha, pour ainsi dire, un caractère indélébile d'intrigue aux opérations secrètes du parti royaliste, surtout dans le haut Rhin. Le cabinet autrichien n'avait alors aucune volonté, ni aucune intention d'agir à moins qu'on ne lui donnât des gages pour lui-même, c'est-à-dire qu'on ne lui livrât Strasbourg, New-Brissach, Huningue. Il était toujours animé de ce même esprit d'agrandissement égoïste qui lui avait fait manquer les deux campagnes de 1793 et de 1794, dont nous avons retracé les vicissitudes et les résultats.

Ici les opérations militaires étant suspendues, tout se passait en allées et venues d'émissaires et d'agens secrets. Deux cent mille soldats s'observaient dans l'inaction sur chaque rive du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Dusseldorff. Donnons une idée de la position respective des deux armées à cette époque. Pichegru commandait en personne l'armée française du haut Rhin, depuis Huningue jusqu'à Manheim: Wurmser lui était opposé en face sur l'autre rive : Clairfayt ayant son centre à Mayence occupait tous les points de cette ligne depuis Manheim jusqu'à Dusseldorff, il était opposé à l'armée de Sambre et Meuse, commandée par Jourdan. Au camp autrichien, c'était Clairfayt qui était l'ame des

opérations. La cour de Vienne venait de l'élever à la dignité de feld-maréchal. Non-seulement il avait pris le commandement en chef des armées d'Autriche, mais encore des troupes de l'Empire commandées avant lui par le duc de Saxe-Teschen. Les troupes françaises investissant de plus en plus Mayence, Clairfayt avait fait attaquer leurs positions ; il était même parvenu à les déloger du Hartemberg d'où ils commençaient à serrer la place. Le général autrichien avait formé le dessein de tenter le passage du Rhin si difficile, pour aller au secours de Luxembourg qui tenait encore. Mais alors arrive de la cour de Vienne le comte de Bellegarde, qui y était au plus haut degré de faveur. Il vient dans le camp même de Clairfayt modérer son ardeur, l'enchaîne, pour ainsi dire, sur les bords du fleuve, en lui communiquant la résolution et les plans *défensifs* du conseil aulique. On crut généralement que l'équilibre des forces, des moyens et des obstacles, tenait de part et d'autre les deux armées en suspens sur les deux bords opposés. Tel n'était point le motif de l'immobilité de l'armée d'Autriche ni même de l'armée française ; cette immobilité tenait à plusieurs causes : d'une part à la possibilité d'une paix prochaine, réclamée alors par tant de vœux,

par une sorte de découragement réciproque et par la détresse publique ; de l'autre, à la politique astucieuse du comité de salut public qui, cherchant à surmonter ses embarras intérieurs, affectait, pour satisfaire l'opinion, de recourir à une négociation et à l'espoir d'une pacification générale. L'Autriche s'y prêta avec une sorte de mystère, il est vrai, car son cabinet convoita réellement la Bavière pendant tout le mois d'avril et le mois de mai. Selon l'agent secret Poterat, que le comité de salut public avait envoyé au baron de Thugut *, c'était une proie que la France consentirait vraisemblablement à laisser ravir à l'Autriche, si les deux cabinets de Paris et de Vienne venaient enfin à s'entendre sur la limite du Rhin. Mais Thugut, jugeant ensuite que rien en Allemagne n'était mûr encore pour pouvoir mettre la main sur cette riche indemnité, se retourna vers l'Italie, et toujours sous le charme des pourparlers secrets, paralysa sur le haut Rhin les mouvemens projetés par les royalistes, mouvemens aux-

* Ce fut Boissy d'Anglas qui faisant alors partie du comité de salut public, informé que Poterat avait déjà été envoyé comme agent secret près du baron de Thugut à la fin de la campagne de 1794, lui fit donner cette seconde mission pour Vienne.

quels le prince de Condé et le ministre anglais Wickham auraient voulu donner l'impulsion; enfin les forces de l'Autriche se tinrent dans une inaction telle sur le Rhin, qu'elles laissèrent même tomber Luxembourg, si glorieusement défendu par le feld-maréchal Bender, et qui sans aucun doute aurait pu être secouru en dégageant plus tôt Mayence.

Luxembourg pris, une proclamation donnée par les trois conventionnels délégués aux armées, Dubois, Merlin de Thionville et Joubert, fixa les limites de la France, en déclarant que la représentation nationale ne s'écarterait jamais du système que de l'Océan au Rhin il n'y aurait jamais qu'une loi, qu'un peuple, qu'un territoire, sans se laisser effrayer par la maxime que plus un peuple s'agrandit, moins il est susceptible de la forme républicaine.

Le mois de juin allait expirer et il n'y avait aucune apparence d'engagemens sérieux sur l'une ou l'autre rive du Rhin, ni même autour de Mayence, qui ne pouvait manquer d'être le pivot des opérations des deux armées. A Berlin, à Vienne, et généralement dans toute l'Allemagne, on attendait, avec une impatience mêlée d'inquiétude, l'avis de la diète, provoqué par le décret aulique, sur les moyens

d'obtenir une paix qui s'étendît à toute l'Allemagne.

Les démarches de la Prusse pour détourner les princes germaniques de la continuation de la guerre trouvaient un grand appui dans la lassitude générale. Une tête couronnée avait même déjà suivi l'exemple de la Prusse. Le régent de Suède, au nom de son neveu, avait envoyé à Paris, le baron de Stael. Cet ambassadeur avait même paru au sein de la convention, pour assurer la nation française de l'amitié que la cour de Stockholm offrait à la république. Si le comité de salut public avait eu alors plus d'argent ou plus de crédit, ce rapprochement aurait eu des suites plus importantes. Une négociation qui fut entamée à cette époque eut pour objet d'engager le régent de Suède à armer une escadre pour faire respecter sa neutralité par les Anglais; on conclut même un traité de subsides qui devaient s'élever à dix millions; mais le comité de salut public n'en paya qu'une partie. Dans l'intervalle, le roi de Suède, qui avait reconnu la république française, venant à faire scission avec l'Empire comme duc de Poméranie, renonça de lui-même à toutes prestations ultérieures relatives à la guerre d'empire. C'était le second membre du corps germanique donnant un semblable exemple.

Enfin, le 3 juillet, fut formé à Ratisbonne, le *conclusum* ou l'avis pour la pacification de l'Empire. La diète priait l'Empereur d'entamer le plus promptement possible les négociations pour la paix avec la nation française, et de proposer pour la tenue du congrès, soit Francfort soit telle autre ville. Dans cet avis, la diète manifestait le vœu que le roi de Prusse voulût bien coopérer par son intervention et par son concours au rétablissement d'une paix solide et honorable.

En donnant sa ratification à l'avis de la diète, l'empereur s'exprima en ces termes sur la question de l'intervention de la Prusse : « Sa » Majesté impériale pense que l'Empire ne se » trouve pas encore placé dans une position » tellement critique, que l'acceptation d'un mé- » diateur distingué par son habileté, sa pru- » dence, sa loyauté et son impartialité, où le » recours aux bons offices d'un tiers devienne » nécessaire ou très-désirable, puisque l'empire » germanique, premier en rang, puissant par » son chef et par ses membres, pourvu que » ceux-ci veuillent rester unis, a indubitable- » ment assez d'autorité et de force pour se pro- » curer par lui-même une paix juste, honorable » et convenable ; cependant comme la majorité » des membres met une confiance particulière

» dans la coopération de Sa Majesté le roi de » Prusse, Sa Majesté Impériale veut bien à cet » égard satisfaire au vœu des États, pourvu que » d'une part cette coopération ait lieu d'une ma- » nière qui ne soit pas préjudiciable aux droits » du chef ni des députés de l'Empire, et que de » l'autre Sa Majesté le roi de Prusse veuille, d'a- » près ces assurances, s'intéresser pour le main- » tien des bases déterminées par la diète, savoir » l'intégrité de l'Empire et le maintien de sa » constitution. »

Sans attendre la ratification impériale la cour de Berlin avait fait déclarer, par son ministre, à Ratisbonne, qu'elle acceptait l'invitation qui lui était faite au nom de l'Empire; qu'en conséquence elle s'était non seulement adressée directement à l'Empereur pour convenir des moyens d'accélérer la paix, mais qu'elle renvoyait à Bâle son ministre plénipotentiaire, le baron de Hardenberg, qui était chargé d'ouvrir, de concert avec l'Autriche, une négociation pour la paix, et d'empêcher ainsi que les troupes françaises ne passassent le Rhin.

Hardenberg, en passant par Bareith, eut une conférence avec le comte de Gortz, ministre de sa cour à la diète de l'Empire, qui s'y était rendu à cet effet de Ratisbonne, et il s'abou-

cha peu de jours après avec le prince héréditaire de Hohenlohe, commandant le cordon prussien pour la neutralité. Accompagné de ce prince, il alla, le 21 juillet, visiter à Manheim le duc de Deux-Ponts, auquel il fit part des vues et des intentions de sa cour. Le lendemain, continuant sa route pour Bâle, et passant à Schwetzingen, quartier-général du comte de Clairfayt, il visita également ce général, qui lui donna l'assurance de n'entraver sa mission pacifique par aucune opération offensive.

Plein d'espérance, Hardenberg arrive, le 24 juillet, à Bâle. C'était au moment même où deux grands événemens, par leur issue, semblaient devoir concourir à ramener la paix dont il était en quelque sorte l'organe : nous voulons parler du triste dénoûment de l'expédition royaliste de Quiberon, et de la conclusion brusque d'une négociation ouverte entre la France et l'Espagne.

Le débarquement de quatre mille émigrés, organisés en corps militaires, s'était effectué sur la plage de Quiberon, dans la Basse-Bretagne, à la suite d'un combat naval * entre l'escadre anglaise et l'escadre française : l'amiral anglais

* Livré le 23 juin 1795.

Bridport y était resté vainqueur et maître de la mer. Toutefois le seul avantage que les corps royalistes en retirent est de s'établir dans la presqu'île, sous la protection de l'escadre anglaise et du fort Penthièvre qui venait d'être enlevé par eux. Mais là ils restent immobiles au lieu de s'avancer en Bretagne pour donner la main aux royalistes de l'intérieur, et marcher droit aux républicains. Cette faute fut décisive ; le général républicain Hoche, actif, brave et habile, rassemble avec rapidité et bonheur ses bataillons épars, et il vient resserrer les royalistes dans la presqu'île. Vingt-quatre jours après le débarquement, le fort Penthièvre retombe au pouvoir des républicains, et la garnison est égorgée, le camp des émigrés enlevé ; très peu d'entre eux réussissent à regagner l'escadre : le reste met bat les armes. Voilà comment fut anéantie la première division des troupes expéditionnaires que de trop faibles détachemens étaient venus grossir. On frémit encore en songeant à toute l'horreur des exécutions qui souillèrent le champ de bataille et à l'atroce sang-froid des condamnations après la victoire.

A l'arrivée subite d'un courrier de Berlin à Bâle, Hardenberg s'était empressé de communiquer à l'ambassadeur Barthélemy le désir que témoignait

S. M. prussienne de voir la nation française s'abstenir de répandre le sang des émigrés faits prisonniers à Quiberon, et notamment du malheureux comte de Sombreuil qui était particulièrement connu du roi. L'ambassadeur Barthélemy, chez qui l'humanité s'alliait aux plus grands talens, ne perdit pas une minute : il dépêcha un courrier à Paris avec l'ordre de faire la plus grande diligence. Malheureusement il ne put arriver que trop tard : dès le 28 juillet les exécutions avaient commencé, et Sombreuil était tombé l'un des premiers sous le feu des républicains.

Le rétablissement de la monarchie française fut ajourné indéfiniment par l'effet de la catastrophe de Quiberon, les principaux cabinets ne voyant plus dans les efforts des royalistes de France et hors de France qu'une ressource précaire et inefficace pour opérer la contre-révolution.

La paix d'Espagne vint y consommer, pour ainsi dire, la ruine de la cause royale. Le traité définitif fut signé à Bâle par don Domingo Iriarte et par l'ambassadeur Barthélemy, le 22 juillet, le lendemain de la catastrophe de Quiberon. L'Espagne entièrement découragée par les événemens de la dernière campagne, et voyant

les armées françaises des Pyrénées s'ouvrir la route de Madrid, avait sollicité la paix à diverses reprises et par différens négociateurs. Elle l'obtint ainsi que la restitution de toutes les conquêtes faites par les Français dans la Péninsule, en les indemnisant toutefois par la cession de toute la partie espagnole de l'île Saint-Domingue. En outre la cour de Madrid proclama la reconnaissance non seulement de la république française, mais aussi de la république batave; elle s'engagea même à employer toute son influence pour détacher le Portugal de son alliance avec l'Angleterre. Voilà comment un des principaux membres de la coalition contre la république fut dans le fait changé en allié; voilà comment cette paix longtemps mendiée fit d'un petit-fils de Louis XIV l'ami de ceux qui avaient voté la mort du chef de sa maison et le premier vassal des plus redoutables antagonistes de la royauté. Cette dégradation fut justement imputée à don Manuel Godoï, le favori de Ferdinand et l'amant de la reine. Cet homme arrogant et cupide, aussi puissant qu'un maire du palais, fut créé à cette occasion prince de la Paix, comme pour le recommander à la reconnaissance des peuples de l'Espagne qu'il était censé avoir soustraits aux calamités de la guerre.

Ce dernier événement isolait de plus en plus l'Autriche. Seule désormais ou presque seule aux prises avec les armées de la république, ne devait-elle pas en être plus portée à concourir à la paix germanique pour laquelle la diète venait d'émettre son vœu? En conséquence, Hardenberg d'après les instructions de sa cour qui désirait vivement le rétablissement de la paix entre la France et l'Empire, soit que l'Autriche y fût comprise, soit qu'elle voulût continuer la guerre, remit à l'ambassadeur de France, le 24 juillet, une note par laquelle il proposait une trêve au nom de l'Empire *comme moyen préliminaire de négociation* et basé sur le principe de l'*uti possidetis*.

Sa note était conçue en ces termes :

« Le soussigné, ministre-plénipotentiaire de » S. M. le roi de Prusse a l'honneur de préve- » nir M. Barthélemy, ambassadeur de la répu- » blique française, de la résolution que l'empire » germanique en corps vient de prendre par un » *conclusum* en date du 3 de ce mois, de deman- » der à l'empereur qu'en sa qualité de chef su- » prême il fasse les démarches nécessaires pour » amener et accélérer la paix entre l'Empire et » la France. L'Empire ayant en même temps » réclamé l'intervention du roi de Prusse, S. M.

» ne croit pas devoir tarder un instant de répon
» dre à la confiance de ses co-états, en attendant
» que l'Empereur prenne de son côté les mesu-
» res les plus promptes pour atteindre le but.
» Le roi se chargeant avec une vraie satisfaction
» de tout ce qui peut hâter l'heureux retour de
» la paix, tant pour l'Allemagne que pour la
» France, ne doute pas que la république fran-
» çaise, animée des mêmes sentimens, n'envisage
» ce grand objet sous un point de vue conforme.
» Il espère que cette puissance s'étant engagée
» par l'art. XI du traité de Bâle d'accueillir les
» bons offices de S. M. en faveur de ceux des
» états de l'empire germanique qui désireraient
» entrer directement en négociation avec elle;
» ayant consenti de plus à ne pas traiter comme
» ennemis, pendant l'espace de trois mois après
» la ratification du traité sus-mentionné, ceux
» des princes et états dudit empire qui sont si-
» tués sur la rive droite du Rhin, en faveur des-
» quels S. M. s'intéressera, ayant enfin accordé la
» neutralité à la plus grande partie de l'Allema-
» gne par la convention particulière du 17 mai,
» elle n'hésitera pas d'accepter l'intervention effi-
» cace du roi pour tout l'Empire et de concourir
» aux arrangemens militaires d'autant plus que
» la France elle-même semble intéressée à voir le

» plus tôt possible la communication rétablie et » le commerce reprendre un libre cours tout le » long du Rhin et faire cesser ou voir diminuer » au moins les frais énormes que la continua- » tion des hostilités doit lui causer. Le roi pro- » pose sans entrer dans le fond de la négocia- » tion même :

» 1° Qu'en adoptant, dès ce moment et pour » la durée des négociations, l'état de possession » actuel l'on convienne d'un armistice général » entre la France et l'Empire ;

» 2° Que pendant cet armistice toute contri- » bution, réquisition et mesure hostile cessent » dans les pays ou places germaniques occupés » par les troupes françaises;

« 3° Que la ville de Francfort sur le Mein » soit fixée d'après le vœu de l'Empire pour être » le siége des négociations ; qu'elle soit confiée » à la garde de ses propres troupes et que tou- » tes troupes étrangères même celles du roi en » soient retirées ;

« 4° Que la république française y envoie au » plus tôt un plénipotentiaire pour traiter de la » paix avec le commissaire impérial et la dépu- » tation qui va être nommée par l'Empire pour » cet effet ;

« 5° Que les mesures nécessaires soient

» prises pour la sûreté entière des correspon-
» dances;

« Le soussigné invite M. l'ambassadeur à vou-
» loir transmettre dans le plus court délai ces
» propositions préliminaires au gouvernement
» français et à vouloir faire part au soussigné de
» la réponse qu'il recevra. »

Hardenberg venait d'écrire dans le même esprit aux représentans Merlin de Thionville et Rivaud qu'on supposait, d'après leurs voyages et leurs conférences à Bâle, chargés de négociations politiques. Ils firent la réponse suivante :

« Monsieur,

» Nous avons reçu le 18 thermidor votre
» lettre du 21 juillet. Comme vous nous dési-
» rons que l'olivier de la paix se fortifie et
» étende ses rameaux bienfaisans à l'ombre du
» chêne robuste auquel nous suspendrions vo-
» lontiers nos trophées; mais nous ne sommes
» aux armées que pour conduire nos braves aux
» combats; nous n'avons pas le droit de parler
» diplomatie. Le gouvernement seul peut arrê-
» ter notre marche: elle sera rapide, car elle a été
» long-temps méditée. Nous regrettons donc de
» ne pouvoir répondre à vos vœux; mais sou-

» mis plus que personne aux lois que nous fait
» notre patrie, nous combattrons pour elle jus-
» qu'au moment où elle nous dira : *Arrêtez :*
» *nous avons donné la paix à l'Empire.*

» Salut et fraternité aux amis de la république;

» *Signé*, Merlin de Thionville, Rivaud. »

Le ton de ce pathos républicain et quelques données récentes parvenues à Hardenberg étaient de nature à diminuer ses espérances pour la paix de l'Empire. Il n'ignorait plus que, dans les comités de la convention le parti guerroyant l'emportait sur un parti plus modéré et plus sage qu'on désignait sous le nom de *faction des anciennes limites*, par la raison qu'il inclinait à suspendre encore les opérations offensives et à épuiser toutes les voies de conciliation, au moins jusqu'à la mise en activité de la constitution nouvelle que la convention venait de présenter à la ratification de la nation française.

La réponse négative de l'ambassadeur Barthélemy à la note du 24 juillet le confirma dans ses conjectures : elle ne lui parvint que dix-huit jours après l'envoi de sa note. La voici littéralement·

« Je n'ai pas manqué de porter à la connais-
» sance du comité de salut public de la conven-
» tion nationale, la note que son excellence
» M. le baron de Hardenberg, ministre d'état et
» plénipotentiaire de Sa Majesté le roi de Prusse
» a bien voulu m'adresser, en date du 24 juillet
» dernier. Le comité de salut public l'a prise en
» considération particulière et me charge de ré-
» pondre à M. le baron de Hardenberg que,
» quoique son désir de concourir dans toutes
» les occasions au succès des vœux de sa majesté
» prussienne soit bien sincère, puisqu'ils ne
» peuvent être fondés que sur les intérêts d'une
» utilité réciproque aux deux puissances, les
» principes qu'il a adoptés pour règle de sa
» conduite et qu'il a manifestés dans des négo-
» ciations précédentes ne lui permettent pas,
» dans les circonstances actuelles, de consentir
» un armistice entre la France et l'empire ger-
» manique; persuadé, comme il est, que l'armis-
» tice, loin de favoriser les progrès de la pacifi-
» cation, ne tendrait au contraire qu'a ralentir
» la marche de la négociation qui devrait la pré-
» parer.

» Le gouvernement français voit avec plaisir
» que l'empire germanique, fatigué d'une guerre
» dont la cause lui devient tous les jours plus

» étrangère, a réclamé l'intervention et la coo-
» pération de sa majesté prussienne pour le ré-
» tablissement de la paix avec la république
» française; et c'est ici où il se plaît à renouveler
» ses assurances de l'intérêt particulier avec le-
» quel il sera toujours disposé à accueillir cette
» intervention, tant envers l'Empire en général,
» qu'envers chacun des états qui le composent
» en particulier. J'éprouve donc une véritable
» satisfaction de pouvoir confirmer à M. le baron
» de Hardenberg, conformément aux ordres que
» j'ai reçus, que les bons offices de Sa Majesté
» prussienne auront auprès du gouvernement
» français toute l'efficacité qu'elle peut en atten-
» dre dans tout ce qui ne préjudiciera ni à l'intérêt,
» ni à la dignité de la république. Il ne dépend
» donc que de l'empire germanique de mettre à
» profit ces dispositions amicales envers la cour
» de Berlin, en entamant directement avec le
» gouvernement français une négociation pour
» laquelle l'intervention de Sa Majesté prus-
» sienne pourra être utile aux états de l'Empire.
» Comme il est exprimé dans les instructions
» que je viens de recevoir de Paris que la mesure
» de l'armistice ne peut être adoptée, il n'échap-
» pera pas à M. le baron de Hardenberg qu'il en
» est de même des quatre articles proposés

» dans sa note, puisqu'ils sont une conséquence » naturelle du premier article.

« A Bâle, le 10 août 1795.

» *Signé* BARTHÉLEMY. »

Hardenberg s'empressa de communiquer au comte de Gortz, ministre du roi à Ratisbonne, cette résolution du gouvernement français, et ce ministre la porta immédiatement à la connaissance de la diète.

L'intervention du Danemarck fut également déclinée sur le même sujet par le comité de salut public; il refusa aussi de consentir à l'armistice proposé par cette cour et de prendre aucun arrangement pour établir un congrès, si ce n'est à l'époque où l'œuvre de la paix étant achevé il ne s'agirait plus que d'en régler les conditions et les avantages.

Cette déclaration du gouvernement français prouvait jusqu'à l'évidence qu'il n'était pas disposé à faire la paix avec l'Empire en corps; mais qu'il avait en vue d'en détacher les principaux membres pour isoler entièrement l'Autriche.

D'un autre côté Hardenberg jugea la paix de l'Empire impraticable sans la conservation du

principe de son intégrité, même si l'Autriche n'y était pas comprise. Au milieu de ces prétentions respectives, le problème politique paraissait en quelque sorte insoluble. Hardenberg imagina pourtant une nouvelle base de conciliation, d'après laquelle la France resterait maîtresse des Pays-Bas et se bornerait seulement à restituer à l'Empire ses conquêtes entre la Meuse et le Rhin. Quant à l'Autriche, serait-il donc si difficile de lui trouver des indemnités, soit en Allemagne, soit en Italie? On sent que dans ce nouveau projet la Prusse se ménageait une extension de territoire à sa convenance et proportionnelle. Hardenberg mit en œuvre tous les ressorts secrets pour faire adopter ce moyen terme de concession et de conciliation. Il y réussit auprès de sa cour. Du côté du gouvernement français, il avait déjà obtenu que le passage du Rhin serait différé. Sur ses instances, l'ambassadeur Barthélemy sollicita l'interposition d'un membre quelconque du comité de salut public, qui serait chargé de recevoir *confidentiellement* les ouvertures et communications du plénipotentiaire prussien sur une nouvelle base de négociation, et dans le but d'une paix générale acceptable. Le comité envoya le représentant alsacien Rewbel, l'un de ses membres, pour

écouter les propositions et donner au besoin à l'ambassadeur Barthélemy les directions ultérieures. Dans le fait il ne s'agissait préalablement que d'une explication sans intermédiaire et purement verbale.

Rewbel se mit en route pour Bâle, et il y arriva le 16 août avec Merlin de Thionville, Rivaud et une suite nombreuse. Il dîna le même jour chez l'ambassadeur Barthélemy avec Hardenberg, qui la veille lui avait fait une visite ainsi qu'au général Pichegru, au quartier général de Blotzheim. Il y eut à Bâle, le 16, une première conférence entre Rewbel et le plénipotentiaire prussien, à l'issue de laquelle Rewbel se rendit à Strasbourg, probablement pour communiquer avec le comité de salut public par la voie du télégraphe. Il revint le 18 à Bâle pour une seconde conférence qui devint décisive, et dont le résultat fut envoyé à Berlin par un courrier. Dans cette seconde et dernière entrevue, Rewbel remit au ministre d'état prussien, de la part du gouvernement français, une déclaration confidentielle, dont voici à peu près les termes.

« La France ne rendra point à l'Empire ses » conquêtes entre la Meuse et le Rhin ; son gou» vernement sent trop bien que par là elle n'au» rait qu'une trève au lieu de la paix ; et qu'il

» lui faut la barrière insurmontable du Rhin, » barrière qui empêcha pendant six cents ans » l'empire romain défaillant d'être englouti par » les barbares; barrière, enfin, qui ne fut fran- » chie que par les efforts réunis de l'Asie et de » l'Europe. Le gouvernement français prévoit » d'ailleurs que ce serait donner un établisse- » ment sur le seuil de notre porte aux émigrés, » qui ne manqueraient pas de mettre le feu à no- » tre maison, s'ils en trouvaient le moment favo- » rable. Il ne veut pas non plus permettre au roi » de Prusse de s'établir dans la grande plaine » entre la Meuse et le Rhin, dont la richesse lui » donnerait toujours les moyens d'entretenir » des forces considérables sur nos frontières, de » fomenter des troubles et d'envahir la Hollande » au moment où, comme en 1787, nous ne » pourrions peut-être pas la secourir. Toutes ces » raisons portent le gouvernement français à ne » pas se départir du principe que la limite du » Rhin est indispensablement nécessaire à la » sûreté de la France. »

Cette note, bien que confidentielle, était d'un ton un peu différent de la confiance amicale à laquelle on aurait pu attribuer la pacification de Bâle entre la France et la Prusse; mais un autre concours de circonstances était à la veille

de prévaloir, et le gouvernement français commençait à regretter d'avoir été entravé dans ses opérations offensives. Du reste, il est évident que Rewbel arriva de Paris avec son thème tout fait; il se montra d'une rudesse excessive dans les deux conférences dont l'objet resta ignoré.

Il n'y avait plus à compter sur une paix d'Empire. Bien que Bâle fût encore en quelque façon le *parloir de l'Europe*, la plupart des plénipotentiaires des princes d'Allemagne y étaient comme dépaysés. Les armées autrichiennes tenant pour ainsi dire à leur discrétion la Bavière et le Wurtemberg, le conseiller aulique Zechy, envoyé de la cour de Munich, et le conseiller aulique Abel, envoyé de la cour de Stuttgard, ne se pressaient nullement de conclure; ils attendaient les événemens. La cour de Vienne, par la crainte qu'elle inspirait, recommençait à contrebalancer en Allemagne l'influence de la Prusse, surtout depuis que le bruit d'une triple alliance s'y était répandu. Le landgrave de Hesse-Cassel fut le seul de tous les princes allemands qui se décida d'une manière franche et ouverte. Le 28 août, son plénipotentiaire le baron Weitz d'Echen signa sa paix particulière, sans y prendre d'autre engagement que de rompre sa relation de subsides avec la Grande-Bretagne. Ce

prince, voulant suivre la marche et la fortune de la Prusse, consentit à ce qu'on remît à la fin de la guerre la détermination de la possession ou de l'échange de ses terres situées sur la rive gauche du Rhin et occupées alors par les armées françaises. Le comité de salut public trouva dans cette paix avec la Hesse un assez grand avantage : celui d'une nouvelle garantie et de plus de sécurité pour la république batave du côté de l'Allemagne. Ainsi, depuis quatre mois, l'intervention de la Prusse n'avait encore produit que la paix de Hesse-Cassel.

Toutefois Hardenberg ne perdait pas de vue son pays natal; il tenait singulièrement à ce que S. M. britannique, comme électeur de Hanovre, accédât à la paix de Bâle, ou plutôt à la convention de neutralité germanique sous les auspices de S. M. prussienne. Dans l'état des choses obtenir la conclusion de cette affaire épineuse était assez difficile. D'une part l'Angleterre poussait la guerre à outrance contre les Français, et en même temps il se formait dans le Hanovre même des rassemblemens de déserteurs et d'émigrés bataves pour agir en faveur de la maison d'Orange, contre les frontières des Provinces-Unies. D'un autre côté les Français menaçaient de franchir la ligne de démarcation pour aller trai-

ter l'évêché d'Osnabruck et le pays de Hanovre en ennemi. Hardenberg, informé que les armées françaises ne tarderaient pas à effectuer le passage du Rhin, représenta à sa cour combien il importait, dans les circonstances qui allaient se développer, que le pays de Hanovre, compris dans la ligne de démarcation prussienne, observât exactement les stipulations de la neutralité obtenue par la convention de Bâle, et qu'il se mît à l'abri de toute hostilité de la part des Français sous la garantie prussienne; que c'était tout ce qu'il importait aux deux nations. S. M. le roi de Prusse prit elle-même à cœur cette affaire et chargea M. de Dohm, son ministre près les cercles du Bas-Rhin et de la Westphalie, de négocier avec activité la neutralité du pays de Hanovre. Le roi écrivit même à ce sujet une lettre autographe au roi d'Angleterre. M. de Dohm se rendit en personne à Hanovre. Là il fit sentir à la régence que les armemens tolérés dans *l'enceinte de la ligne de démarcation*, mettaient les pays électoraux de S. M. britannique en danger de perdre les avantages que lui assurait cette ligne de neutralité. D'un autre côté comme les rassemblemens de militaires hollandais émigrés dans l'évêché d'Osnabruck, excitaient l'attention et les réclamations du gou-

vernement français, le secrétaire de légation prussienne Bielfeld remit, au nom du roi son maître, au chargé d'affaires de la république française Poinsot, à La Haye, une note portant: » que S. M. prussienne n'avait pu considérer » un rassemblement armé dans cette contrée » que comme absolument incompatible avec les » stipulations de la convention additionnelle du » traité de Bâle et avec la tranquillité de la par- » tie de l'Empire couverte par la ligne de neu- » tralité; qu'une considération aussi importante » ne lui permettant en aucune manière de con- » niver aux mesures de ces émigrés, le roi vé- » nait de faire écrire aux régences de Hanovre » et d'Osnabruck, qu'il ne pouvait tolérer de » pareilles entreprises dans les limites de la li- » gne de neutralité et qu'il leur conseillait » d'obvier promptement aux suites fâcheuses » qui devaient en résulter. » Ces remontrances et les négociations directes de M. de Dohm produisirent leur effet. La régence donna l'assurance à la cour de Berlin par une note formelle qu'on allait mettre fin à toute entreprise hostile contre les frontières des Provinces-Unies, et que les rassemblemens formés dans le Hanovre allaient se séparer. Ce point essentiel obtenu, il s'agissait de faire embrasser à l'élec-

torat la neutralité sans réserve. L'arrivée du prince héréditaire d'Orange à la cour de Berlin, et le voyage qu'il fit à Brunswick, ranimèrent les inquiétudes qu'on avait eues sur les projets qui se formaient contre le nouveau gouvernement de la république des Provinces-Unies. Mais la cour de Berlin montra de la fermeté sans manquer d'égards pour le prince héréditaire. Le roi nomma le secrétaire du cabinet Lecoq pour traiter particulièrement et séparément les affaires politiques qui regardaient la maison d'Orange; et enfin Hardenberg ayant représenté que le pays de Hanovre compris dans la ligne de démarcation, n'était pas dans le cas de faire une paix séparée et qu'il suffisait seulement qu'il remplît la condition de ne plus fournir de contingent à l'armée d'Empire, les principales difficultés furent aplanies. S. M. britannique étant censée avoir accédé à la paix de Bâle en ce qui concernait l'électorat de Hanovre, l'ambassadeur Barthélemy en fit la déclaration formelle au ministre d'état Hardenberg, en ajoutant que désormais les Français reconnaîtraient la neutralité de l'électorat. Le gouvernement anglais de son côté renonça ostensiblement à l'accord pour l'entretien des troupes hanovriennes à sa solde.

Cette affaire, entamée avant le passage du Rhin, ne fut conclue toutefois qu'au milieu des opérations offensives, car c'était dans la poursuite de la guerre que le gouvernement français avait vu le moyen le plus sûr de se faire céder par l'Allemagne la ligne du Rhin; il ne lui restait plus pour y étendre ses limites qu'à s'emparer de Mayence.

L'ordre de passer le fleuve trop long-temps différé au gré de ses désirs avait été donné à la fin d'août, et cette fois d'une manière si impérative qu'il n'y eut plus à balancer. Le 6 septembre le général en chef Jourdan avait franchi le premier le Rhin entre Dusseldorf et Duisbourg. De son côté Pichegru effectua aussi le passage et emporta Manheim où les républicains avaient des intelligences. Partout les Autrichiens effectuèrent leur retraite sans aucune résistance sérieuse, ne s'arrêtant pas même à la défense des meilleures positions. Le général Jourdan ne rencontrant aucun obstacle, se porta jusqu'au Mein et investit Mayence par la rive droite du Rhin avec l'intention d'en presser le siège.

Mais n'oublions pas un incident grave et auquel Hardenberg fut très sensible. La neutralité de la Prusse fut compromise au passage

même du Rhin effectué par une aile de l'armée française.

La ligne de neutralité gardée par les troupes prussiennes embrassait le petit territoire du pays de Berg, appartenant à l'électeur palatin et qui est connu sous le nom d'Eichelcamp. Ce territoire se trouvait sans défense du côté des Autrichiens qui le considéraient comme neutre et compris dans la ligne prussienne. Dans la nuit du 5 au 6 septembre le général Lefèvre ayant rassemblé une centaine de nacelles fit d'abord passer cent cinquante grenadiers sur la rive droite et les suivit en personne. L'officier prussien qui commandait sur cette partie de la ligne de démarcation, ayant fait quelques remontrances sur la violation du territoire, le général Lefèvre lui répondit : « Je suis soldat, » je dois exécuter les ordres de mon chef; Kléber commande ici. » Le mouvement était donné : dix mille hommes avec de l'artillerie débarquent successivement et sont suivis par d'autres troupes encore. Kléber arrive et l'officier prussien renouvelle ses protestations. « C'est » par ordre du général Jourdan et des représentans du peuple, dit Kléber, que j'ai passé » le Rhin à Eichelcamp, parce que ce territoire » ne jouit pas du droit de neutralité comme les

» états du roi de Prusse. » L'officier prussien à la suite de cette déclaration fait retirer ses troupes. Les Français alors en force prenant les Autrichiens en flanc et à l'improviste, les obligent à se retirer en confusion et à la hâte sur Ratingen : les troupes palatines se retirent également.

L'événement fit d'autant plus de sensation à Vienne, que les commandans prussiens avaient donné aux généraux autrichiens l'assurance que le territoire d'Eichelcamp était compris dans la ligne de neutralité. Le cabinet de Berlin n'attacha pas à cet événement la même importance : le rapport de l'officier prussien et sa protestation contre l'entreprise des Français lui étant parvenu officiellement, le ministre répondit au général Romberg qui le lui avait transmis : « que le point sur lequel les Français avaient ef-» fectué leur passage n'était pas réellement » compris dans la ligne de neutralité; mais que » cependant il avait bien fait de renforcer le » cordon... » Cette espèce de décision partiale, portée avec légèreté par le ministre Haugwitz eut des suites humiliantes comme on va le voir; ce que pressentit à Bâle Hardenberg, plus jaloux de la réputation de son gouvernement.

Voilà comment s'ouvrit du côté des Français la campagne tardive d'Allemagne au mois de

septembre 1795. On ne doutait nullement à Paris que les progrès des armées de la république ne fussent brillans et rapides. Aussi du haut de la tribune de la convention Letourneur de la Manche eut soin de montrer à ses collègues dans cette opération au-delà du Rhin « un nouveau passage que les armées s'étaient » ouvert glorieusement, pour atteindre la vic- » toire et la paix. »

Cependant la convention, dans l'intervalle, s'était occupée avec activité de la constitution républicaine qu'elle voulait donner à la France et dont elle avait confié la rédaction à onze de ses membres. Par là elle espérait concilier les différens partis qui divisaient la nation. Dans sa proclamation du mois de juillet, se trouvait consigné l'aveu qu'il avait existé dans la république *une faction désorganisatrice altérée de sang et de rapine*. L'ordre serait-il enfin rétabli et consolidé par la mise en activité de la constitution républicaine? Dans cette nouvelle forme de gouvernement la puissance législative appartenait à une assemblée divisée en deux conseils, l'un appelé *des anciens*, l'autre *des cinq cents*, image parfaite d'une chambre haute et d'une chambre basse. La discussion s'étant engagée sur l'acte constitutionnel, La Reveillère-

Lepaux, qui faisait partie de la commission des onze, déclara que les puissances ennemies, notamment l'Angleterre, ne voulaient pas qu'il y eût en France ni monarchie ni république, et que les puissances *neutres on amies*, y désiraient le rétablissement de la monarchie, « d'où » je conclus, dit-il, que les unes et les autres » travaillent à retarder la constitution et qu'il » faut par conséquent se hâter d'avoir cette con- » stitution si l'on veut avoir la république. » Il n'y avait de positivement vrai dans ces assertions que le vœu sincère que formaient indistinctement les puissances neutres, amies ou ennemies, pour le rétablissement de la monarchie en France.

Sans doute on irait trop loin en soutenant qu'il est impossible qu'une vaste domination soit république. L'exemple des Romains s'élève avec force contre cette proposition. Mais ni cet exemple, ni celui d'aucune des républiques qui ont existé n'était applicable à l'espèce hétéroclite de gouvernement populaire que la convention s'obstinait à donner aux Français. De toutes les républiques qui méritent d'être citées, il n'en était aucune à laquelle la nouvelle constitution de la république française pût être assimilée. Exclusive de toute distinction de nais-

sance, de toute hérédité de pouvoir, de toute perpétuité de fonctions, elle ne ressemblait ni à la république romaine, gouvernement mixte et plus aristocratique que démocratique, ni au gouvernement de Lacédémone, qui avait une dynastie régnante et un sénat composé de nobles; ni au gouvernement de Carthage, monarchique dans ses suffettes, aristocratique dans son sénat et démocratique dans ses assemblées populaires ; ni même au gouvernement d'Athènes, où la démocratie était tempérée par un aréopage permanent ; ni même enfin à la république moderne des États-Unis d'Amérique, qui différait essentiellement par son président unique et par sa forme fédérative. Ainsi la nouvelle constitution française ne ressemblait à rien de ce qui est, ni de ce qui a été.

Quelle pouvait être la stabilité d'un pouvoir exécutif subordonné, morcelé, confié à cinq collègues compétiteurs de la primauté, dont un devait être roi tous les trois mois, et qui tous dans l'espace de cinq années devaient rentrer dans le néant, avec la perspective d'être dénoncés et jugés par ceux qui leur étaient inférieurs? Quelle apparence que ces roitelets, vrais commis du corps législatif, mais revêtus d'une autorité entière sur l'armée, n'emploieraient pas

cette autorité à se mettre à l'abri d'une supériorité trop menaçante, pour ne les pas porter à s'en affranchir ? Que dire ensuite des six ministres subordonnés aux cinq directeurs, et tout à la fois soumis, ainsi qu'eux, au corps législatif? On fit observer plaisamment, mais avec le bon sens d'une raison pénétrante, qu'on pouvait comparer ce gouvernement naissant à un char à six chevaux de front, dont les rênes étaient tenues par cinq cochers, sous le fouet de sept cent cinquante surveillans : les chevaux s'emportent malgré les surveillans; le char verse et se brise.

Du reste, voici pour les hommes d'état ce qu'il y avait de plus remarquable dans cette nouvelle forme de la république française *une et indivisible ;* c'est que par sa constitution même elle était ennemie de la paix ; car c'était une démocratie dans un grand empire, et que jamais démocratie puissante ne fut pacifique.

Les lecteurs attentifs jugeront combien cette digression était nécessaire soit pour caractériser, soit pour expliquer les événemens qui vont se développer pendant les quatre années d'existence du gouvernement directorial. Ce terme est court, sans doute, surtout quand il s'agit de la durée d'un mode nouveau de gouvernement ;

mais il n'en sera pas moins fécond en événemens graves pour le malheur de l'Europe.

Le jour même où les armées républicaines passaient le Rhin, les assemblées primaires se trouvaient convoquées dans toute la France pour accepter la nouvelle constitution. Mais la convention avait rendu à ce sujet un décret qui occasiona de grands troubles dans Paris. Bien plus guidée par l'ambition de ses membres et par le désir de mettre hors d'atteinte le nouvel ordre de choses, que par des motifs d'intérêt public, elle avait décidé que les assemblées électorales choisiraient les deux tiers du nouveau corps législatif parmi les députés de la convention nationale, qui était à la veille de se séparer. Ce décret, transmis aux assemblées primaires, y fut vivement contesté comme empiétant sur les droits de la nation, et les électeurs de Paris s'assemblèrent d'un commun accord pour en rejeter les conséquences : ils furent d'abord dispersés par la force militaire. Mais tel fut le mécontentement public, qu'il se manifesta presque aussitôt par une résistance ouverte. Dans la nuit du 4 octobre, les sections de Paris courent aux armes, se mettent vers midi en ordre de bataille, et prennent possession de différens postes avec une attitude hostile. Il s'ensuit un

engagement sanglant près de la salle de la convention, entre les troupes de ligne appelées à sa défense et la garde nationale, qui aspire à la dissolution de cette assemblée. Près de mille personnes y perdent la vie et les Parisiens sont mis dans une déroute complète. En ce jour commença l'étonnante fortune et l'immense célébrité de Napoléon Bonaparte, nommé, à la faveur de cette crise, commandant en second de Paris, sous Barras, et s'élevant par la protection de ce conventionnel, l'un des chefs de la faction dominante. A la vérité, il s'était distingué pendant ces vingt-quatre heures de guerre civile, non seulement par son sang-froid et sa fermeté, mais encore par la justesse de ses dispositions militaires.

Ce fut ainsi que pour conserver le pouvoir qui lui échappait, la convention maintint par la force les principes du gouvernement révolutionnaire, dont elle ne changea et n'adoucit que la forme. Elle avait ouvert sa session à la faveur des massacres du mois de septembre 1792, elle en fit la clôture, le 5 octobre 1795, sous la protection de l'artillerie qui foudroya les Parisiens, et après avoir exercé pendant plus de trois ans le pouvoir le plus tyrannique qui ait jamais gouverné la France. Avant de se séparer, cette assem-

blée crut ou feignit de croire qu'elle avait triomphé d'une opposition monarchique, tandis que ce n'était tout simplement que d'une opposition de haine et de mépris. La nouvelle législature élut pour directeurs cinq régicides : Rewbel, Letourneur, Barras, La Reveillère-Lepaux et Carnot. Ils s'installèrent avec une pompe royale au palais du Luxembourg et prirent aussitôt les rênes du gouvernement. On aurait pu croire que la modération et la sagesse présideraient aux actes de ce nouveau pouvoir, s'il eût été possible d'oublier sa nature et son origine. Environné d'ailleurs d'embarras et de difficultés, son installation s'était faite sous de funestes auspices au dedans, et il prenait le timon dans des circonstances fâcheuses au dehors. En effet, son avènement fut marqué par les revers des armées républicaines et par un changement subit de fortune.

L'Autriche avait retrouvé tout à coup de l'énergie dans ses propres ressentimens, d'abord contre la Prusse qui avait laissé violer, au détriment de ses armes, la ligne de démarcation ; puis contre le gouvernement palatin, qui avait rendu Manheim aux Français sans coup férir, et enfin contre les meneurs de la convention qui, après avoir bercé clandestinement Thugut de fausses espérances, venaient de faire incorporer

les Pays-Bas à la France par un décret solennel, sans le concours d'aucun traité.

Thugut joué ne respira plus que la guerre : il y était d'autant plus porté, que le traité de la triple alliance venait d'être enfin signé à Saint-Pétersbourg, le 28 septembre, par trois membres du département des affaires étrangères, comme plénipotentiaires de l'impératrice, par le comte de Cobentzel, ambassadeur extraordinaire de l'Empereur et par lord Whitworth envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de sa majesté britannique. Le secret, sur son contenu, fut non seulement gardé, mais on prit, pour qu'il n'en transpirât rien, des précautions telles, que les ministres du cabinet russe rédigèrent les écritures de leurs propres mains sans passer par celles des subalternes. Le premier secrétaire de la légation autrichienne et le secrétaire du ministre britannique y travaillèrent itérativement nuit et jour, sans communiquer avec personne, et c'étaient les seuls qui eussent été mis dans le secret. Le cabinet de Berlin sut néanmoins positivement que ce traité réunissait les différens traités conclus séparément entre les trois cours, et dont il a déjà été fait mention; que toutes les stipulations qui y liaient les parties contractantes y étaient généralisées réci-

proquement entre les trois puissances, qui s'obligeaient en conséquence de la manière la plus formelle et la plus solennelle à défendre leurs droits, possessions et intérêts respectifs. Mais ce qui intéressait bien plus directement encore sa majesté prussienne, c'est que ce même traité ouvrait les voies pour un arrangement définitif du partage de la Pologne, et levait les difficultés qui subsistaient à cet égard avec la cour de Berlin.

De son côté le cabinet de Vienne, appuyé sur ce triple traité, donna l'ordre à Clairfayt de sauver l'Empire et de délivrer Mayence. Le feld-maréchal et ses principaux officiers brûlaient eux-mêmes du désir de marcher au secours de cette clef de l'Allemagne. Informé d'ailleurs que la cour de Berlin n'avait vu dans l'événement d'Eichelcamp aucune violation de territoire, le conseil aulique de guerre autorisa ses généraux à agir *selon les circonstances et d'après leur propre jugement*, sans en référer préalablement à lui ; et il les autorisa en même temps à passer aussi la ligne de démarcation, s'ils le jugeaient utile au succès de leurs opérations offensives, « et à ne plus respecter une neutralité qui sem-« blait ne devoir servir qu'à leur désavantage, « ou à les *entraver* d'une manière encore plus

« sensible que ne l'avait fait la coopération pro-
« mise des forces prussiennes pendant les deux
« campagnes précédentes. » Tels furent les termes de l'instruction du conseil aulique.

Voyons maintenant quelle était la position des Français et le parti que sut en tirer Clairfayt. Jourdan avait poussé de poste en poste les Autrichiens depuis Dusseldorf jusqu'à Francfort, se fiant pour l'appui de son aile gauche sur la ligne de neutralité protégée par les troupes prussiennes; il avait même déjà investi, par suite de cette opération, la ville de Mayence dont les lignes de circonvallation offraient d'immenses travaux de siége. Méditant sur cet état de choses, libre de ses mouvemens d'après ses dernières instructions, et renforcé par quinze mille grenadiers Hongrois, Clairfayt dérobe la marche de plusieurs de ses corps séparés qu'il réunit à son aile droite; puis passant le Mein à Aschaffenbourg, il se porte au-delà de Wetzlar, et là, forçant la ligne de neutralité, repousse les piquets prussiens, exécute avec précision et rapidité le projet de tourner l'aile gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse. Presque aussitôt menacée de se voir couper totalement sa retraite sur le Rhin, cette armée commence, avec une telle précipitation et un tel

désordre son mouvement rétrograde vers le fleuve, qu'il n'y a bientôt plus moyen de la rallier. Les mesures étaient prises si justes par le maréchal Clairfayt, qu'il n'eut pas même à en venir à une action décisive pour mener tambour battant les Français au delà du Rhin. La même vivacité qui les avait animés dans leurs succès les accabla dans leurs revers; ils furent marqués par des signes déplorables de désorganisation et d'indiscipline. Ainsi cette retraite subite ne fut pas causée par un événement majeur tel que la perte d'une bataille rangée, mais seulement par les marches rapides, cachées et savantes du feld-maréchal autrichien qui, dans toute cette expédition, déploya un talent supérieur. Tout à coup, abandonnant la poursuite de l'aile gauche de l'armée française, il laisse un corps peu nombreux vers Dusseldorf et se porte à marches forcées sur Mayence. Il y entre le soir même à la tête d'un corps d'élite, et au point du jour, le lendemain, débouche avec son armée sur plusieurs colonnes pour attaquer sur tous les points les lignes de circonvallation. Ces lignes, dont on admirait les travaux, étaient d'un développement immense, et auraient exigé pour les garder une armée entière. Les Français, surpris par l'attaque subite de l'armée impériale, n'ont pas

le temps de défendre la première ligne, mais ils tiennent ferme à la seconde et là un combat opiniâtre s'engage. Bientôt apercevant une colonne autrichienne qui avait passé le Rhin au dessous de Mayence et qui s'avançait pour les tourner, ils se jettent en désordre dans les bois de Montbach, et là opposent une assez longue résistance. Elle était plus vive encore et le combat plus sanglant sur la droite des lignes à Ensheim. Mais, comme à Montbach, une colonne autrichienne vient tourner les redoutes, tandis qu'une flottille de chaloupes canonnières * après avoir remonté le Rhin, débarque un corps de mille hommes, qui prend à dos les Français. L'effet de ces deux mouvemens combinés décida la retraite qui s'opéra en désordre. Quatorze escadrons de cavalerie chargèrent toute cette infanterie dans la plaine : il y eut là un grand carnage et une déroute générale et décisive pour le sort de la campagne. Le parc entier d'artillerie, les munitions, les bagages et même les armes de la plupart des soldats en fuite restèrent la proie du vainqueur. L'action fut terminée à midi le 29 octobre.

Lorsque la retraite de l'armée de Sambre-et-

* Commandée par le capitaine anglais William.

Meuse vers le Rhin commença, elle eut quelque analogie avec la retraite un peu moins précipitée des Autrichiens immédiatement après le passage du Rhin par les Français ; elle fut déterminée aussi par une cause semblable. La ligne de démarcation et le peu de sûreté de cette mesure devenue illusoire par l'incurie ou la partialité du cabinet prussien, trompèrent les uns et les autres. Une sorte de bonne foi avait endormi les Impériaux dans la sécurité ; elle y endormit les Français à leur tour. Dans ces circonstances délicates, tracassé d'ailleurs par le cabinet de Saint-Pétersbourg, le ministère prussien eut à dévorer l'humiliation de n'avoir pas su faire respecter sa neutralité. Hardenberg en fut navré, cette neutralité étant son ouvrage. Il demanda son rappel de Bâle, où aucune négociation n'était plus possible.

Il savait d'ailleurs qu'on avait eu à craindre à Berlin une rupture avec la Russie, lorsque le ministre de l'impératrice, M. Alopeus, qu'un long séjour semblait avoir identifié avec la cour de Berlin, fit tout à coup ouvertement ses dispositions pour quitter cette résidence. Toutefois Frédéric-Guillaume et Haugwitz lui-même n'avaient rien négligé pour détourner l'orage et dissiper le refroidissement survenu entre les

deux cours, soit au sujet des relations de la Prusse avec la France, soit à l'égard de l'arrangement définitif des affaires de la Pologne. Enfin, un courrier arrivé de Saint-Pétersbourg le 26 septembre avait apporté l'ordre à M. d'Alopeus de prolonger son séjour à Berlin. Dès lors le ministère avait eu la presque certitude que tout se terminerait à l'amiable avec les deux cours impériales, et il crut pouvoir respirer en paix.

Cependant les revers de l'armée de Sambre-et-Meuse, et la perte des lignes de Mayence, avaient fait à Paris moins de sensation que dans un temps ordinaire, attendu les derniers événemens qui venaient d'agiter la capitale. C'était d'ailleurs au moment où la convention opérait le changement de constitution et érigeait le gouvernement directorial. Toutefois, dans une de ses dernières séances, Letourneur de la Manche lui rendit compte, en atténuant les faits, de la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse, retraite qui, faussement représentée comme une déroute, dit-il, n'était qu'une mesure de prudence exécutée avec ordre et sagesse et causée par deux raisons : l'une, que le passage du Rhin avait été trop long-temps différé ; l'autre, la violation de la ligne de démarcation prussienne par les Autrichiens. Carnot, prenant la parole

après Letourneur, reprocha au comité de salut public de ne l'avoir pas écouté, lorsqu'il avait pressé le passage du Rhin, dans un temps où il aurait eu des suites plus heureuses.

Quand le gouvernement directorial fut installé, il n'osa porter aucune plainte sur la seconde violation de la ligne de neutralité qui n'était qu'une conséquence de la première violation faite en faveur des Français. Il s'attacha, au contraire, à maintenir l'harmonie en ménageant la Prusse. Vers la fin d'octobre, il envoya auprès de la cour de Berlin M. Caillard, avec le caractère de ministre plénipotentiaire de la république française. D'abord secrétaire de légation à Parme, successivement à Cassel et à Copenhague, puis ministre chargé des affaires de France à Saint-Pétersbourg, et enfin à La Haye en 1786 et 1787, M. Caillard était auteur d'un mémoire sur la révolution de Hollande à cette époque, relation très claire d'un confident du parti des patriotes et tout-à-fait dans leur esprit. Toutefois le nouveau ministre de France à Berlin était recommandé par sa prudence et sa modération, qualités nécessaires pour rendre le calme à l'Europe ébranlée. Il eut sa première audience du roi le 28 octobre, jour où la cour était fort brillante à l'occasion du baptême du

fils du prince royal de Prusse. Le nouveau ministre fut accueilli avec beaucoup de distinction. Dans sa première note présentée au ministère prussien au nom du directoire exécutif, il déclara que les magistrats suprêmes de la république étaient décidés à ne poser les armes que sur les bords du Rhin, se tenant pour assurés du consentement tacite de la Prusse à l'accroissement du territoire de la république jusqu'à ce fleuve; et qu'ils entendaient s'engager dans un traité nouveau et plus positif à observer strictement la neutralité promise à cette puissance par les conventions de Bâle. Cette espèce de confirmation des premiers traités fut acceptée d'autant plus volontiers, que les membres du directoire ne refusèrent pas non plus à la Prusse la faculté d'accorder sa médiation, dans le cas où quelque prince d'Allemagne, l'Empereur excepté, la solliciterait.

La Prusse se trouva ainsi rassurée de plusieurs côtés, tandis que les chefs de la république, tranquilles également sur les dispositions de la Prusse, semblaient se consoler des revers qu'essuyaient les armées françaises vers le Rhin, par le spectacle des mouvemens tumultueux qui éclataient en Angleterre, dans un esprit d'opposition au système guerroyant du ministère britannique.

Diverses circonstances venaient de répandre dans le royaume, et surtout à Londres, un esprit de mécontentement parmi la populace. Les pratiques illégales et cruelles des recruteurs avaient d'abord occasioné des rixes violentes, et la rareté des subsistances qui allait toujours croissant augmentait l'irritation générale. La nation étant d'ailleurs encore dans la stupeur, causée par la défection de quelques unes des puissances coalisées et par les succès des armées françaises dans le début de cette campagne, envisageait les chances de la guerre comme si désespérées, que le conseil-général de la cité de Londres avait, à une grande majorité, résolu de faire au parlement une pétition pour la paix, et cet exemple avait été suivi par plusieurs autres villes. Les ministres et tous ceux qui soutenaient la guerre avec la France n'en furent que plus impopulaires, et les sociétés de réforme agirent avec plus de hardiesse. Celle qui portait le nom de *Société de correspondance*, tint plusieurs séances publiques. On calcula que près de cinquante mille personnes avaient assisté à une de ces réunions en plein champ où l'on entendit un des discours les plus audacieux qui eussent été jamais adressés à la multitude. Les ministres réglant leur politique sur cette dispo-

sition générale des esprits, et la session d'automne du parlement étant à la veille de s'ouvrir, les feuilles ministérielles apprirent, ce qu'on pouvait présumer d'avance, que le gouvernement se montrerait disposé à la paix, pourvu qu'il pût la faire à des conditions honorables. Les deux ministres influens M. Pitt et lord Grenville, ayant fait suivant l'usage lecture du discours du roi dans une assemblée de leurs amis, tenue le 28 octobre, ce qui transpira de cette communication confirma que le roi parlerait de paix. Cependant les ministres étaient avertis des complots formés par les *amis des principes français*, pour agiter le peuple, et du mouvement qui devait éclater quand le roi se rendrait au parlement. En effet, George III, en traversant le Parc pour se rendre, le lendemain 29, à la chambre des pairs, fut entouré par une foule de personnes de tous les rangs qui demandèrent à grands cris la paix et le renvoi de M. Pitt. La garde à cheval qui environnait le carrosse put à peine contenir cette multitude évaluée à cent mille personnes. Jamais on ne vit un pareil tumulte. De tous côtés l'on entendait des sifflets, des hurlemens, les clameurs, et des cris *du pain! la paix! à bas Georges! point de roi!* On jeta des pierres à la voiture royale, et même près du

palais de Westminster un coup de fusil à vent, tiré d'une fenêtre, brisa une des glaces du carrosse. Arrivé au milieu de ce tumulte, à la chambre des pairs, le roi, commençant son discours avec dignité, parla d'abord des revers que les Français venaient d'essuyer en Allemagne, et des embarras qui les tourmentaient dans l'intérieur, ce qui lui faisait augurer qu'ils seraient plus disposés à écouter des propositions de paix justes et modérées. Sa Majesté fit en même temps sentir la nécessité de poursuivre la guerre avec vigueur, et surtout d'ajouter encore à la supériorité navale de l'Angleterre, attendu que les hostilités commises par les provinces unies des Pays-Bas, depuis qu'elles étaient maîtrisées par la France, avaient obligé de les traiter comme ennemies; enfin, il annonça qu'un traité d'alliance défensif avait été conclu avec les deux cours impériales, et qu'un traité de commerce avec les États-Unis avait été ratifié.

Au retour du monarque le tumulte fut encore plus menaçant; des gens qui n'étaient rien moins que de la classe du peuple, y prirent part publiquement en se mêlant à la populace. On défendit d'ôter le chapeau au roi : quiconque lui donnait cette marque de respect était maltraité. Lorsque le prince, s'étant dépouillé de ses ha-

bits de cérémonie à Saint-James, remonta dans son carrosse pour retourner au palais de la reine, des hommes du peuple l'arrêtèrent, saisirent les rênes des chevaux et ouvrirent la portière; toutes les glaces furent brisées, et ce ne fut que par le moyen de la garde accourue à son secours qu'il échappa à ce nouveau péril. Cette scène, visiblement préparée pour faire impression sur l'esprit du monarque, affecta profondément la reine et la famille royale. Les ministres redoublèrent de fermeté et d'énergie.

On conçoit aisément que dans les débats des deux chambres sur l'adresse en réponse au discours de la couronne, l'opposition tira avantage du changement de ton du ministère relativement à la France, et de la fausseté des prédictions sur le résultat de la puissante coalition formée contre ce pays. Lorsqu'il fut question de voter les remercîmens d'usage, Fox, prenant la parole, dit qu'il fallait accuser de haute trahison le ministre qui avait osé tracer le discours prononcé par le roi; qu'au lieu de présenter au monarque une adresse de remercîment, il fallait le prier d'ordonner la *révision* d'une guerre de trois ans, du nombre des alliés qui avaient abandonné la cause commune, du nombre des îles prises, de la fin malheureuse de l'expédition de

Quiberon, du sang et de l'argent qui avaient été sacrifiés, et après cette révision, faire le plus tôt possible la paix avec la France.

Ce fut à cette séance remarquable que débuta dans la carrière parlementaire un personnage, qui, vers la fin de cette même guerre, figura en première ligne sur la scène des événemens politiques, nous voulons parler de M. Stewart, fils du marquis de Londonderry, connu depuis, comme ministre, sous le nom de lord Castlereagh, et dont l'élection au parlement avait coûté des sommes énormes. En parlant des opérations de la guerre sur le continent, il dit que bien qu'elles n'eussent pas été très-brillantes, on devait cependant les regarder comme des triomphes, puisqu'on avait forcé les Français à abandonner le système de *terrorisme* et à professer des principes plus modérés. Voici comment il s'exprima au sujet de la paix avec les Français, à laquelle la régence de Hanovre avait jugé nécessaire de donner son adhésion; il en donna pour motif que l'électorat se trouvait placé entre un ennemi déclaré et un ami suspect. Malgré le tumulte au dehors et l'acreté de l'opposition parlementaire les adresses de *remercimens* passèrent dans les deux chambres à une grande majorité.

On s'occupa aussitôt après des insultes faites au roi, et les deux chambres votèrent concurremment une adresse qui fut suivie d'un bill proposé dans la chambre des pairs par lord Grenville, « pour la sûreté et la conservation de » la personne et du gouvernement de sa majesté, » contre les complots et les attentats séditieux. » Le même jour M. Pitt, dans la chambre des communes, demanda qu'on prît en considération la proclamation publiée par le roi en conséquence des dernières émeutes; cette motion ayant passé, il proposa un bill *pour prévenir les assemblées séditieuses*. Ces deux bills furent vivement combattus dans les deux chambres, comme des infractions aux lois constitutionnelles. La majorité, qui les adopta, fut pourtant plus considérable qu'elle ne l'était dans les occasions ordinaires, tant les outrages contre le roi et les procédés audacieux des sociétés populaires avaient produit sur les esprits une profonde impression. Au milieu de ces orages bruyans, sinon dangereux, M. Pitt ouvrit son budget, préparant ainsi le ressort vital de ce gouvernement solennel où la liberté est si près de la licence, la licence de la raison publique, et où tout se corrige par la publicité; de ce gouvernement enfin qui, pour balancer l'extension

colossale de la France, devenait le lien principal du système fédératif de l'Europe.

Si la cour de Berlin n'avait pas eu à redouter son inimitié, elle n'avait pu se soustraire à ses défiances sur l'avenir de l'Allemagne. Mais les deux cabinets rentrèrent dans les termes d'une froide déférence dès que celui de Prusse eut dissipé les ombrages de Catherine, et qu'on eut porté le dernier coup au sacrifice de la Pologne. Dans les premiers jours de novembre le capitaine Rouville arriva de Saint-Pétersbourg à Berlin, avec le traité de cette grande et déplorable affaire, définitivement signé. Varsovie et son territoire restèrent en partage à la Prusse; la Russie retint les provinces qu'elle avait occupées, et l'Autriche fut assurée de son lot, c'est-à-dire des palatinats de Cracovie, de Sandomir et de Lublin avec leurs capitales. Cette importante convention avait été signée le 25 octobre à Saint-Pétersbourg par l'ambassadeur impérial et l'envoyé de Prusse avec les ministres du cabinet de Russie. On a vu que les bases en avaient été convenues dès l'année précédente.

La cour de Berlin, complètement rassurée, ne vit plus avec la même inquiétude les suites du conflit entre les armées belligérantes, soit pour la défense, soit pour la possession de la

limite du Rhin que se disputaient la France et l'Autriche.

L'attaque des ouvrages devant Mayence avait été combinée par les Autrichiens sur tous les points de la ligne de Coblentz à Manheim pour le même jour. Clairfayt et Wurmser s'étant concertés avaient fait en commun, dans leurs opérations et particulièrement dans cette circonstance, l'application du système de grande tactique dont les généraux républicains leur avaient donné l'exemple dans les précédentes campagnes.

Partageant, pour ainsi dire, la mauvaise fortune de l'armée de Sambre-et-Meuse, l'armée du Rhin-et-Moselle, que Pichegru commandait, avait aussi essuyé un échec à Hoppenheim près d'Heidelberg où le général Dufour était resté prisonnier avec une partie de sa division; puis le même jour de l'attaque des lignes de Mayence, Wurmser avait essayé de forcer Pichegru à évacuer Manheim. Ici le succès fut moins complet; mais bientôt l'ensemble des opérations nécessita également la retraite de l'armée française. Manheim alors se trouva cerné sur la rive droite et menacé d'un bombardement, les Autrichiens voulant lui faire expier sa trop prompte reddition aux Français

et la facile déférence de son gouvernement, qui, pour sauver le pays des malheurs de la guerre avait négocié avec les républicains. Une émeute pour cause de disette avait éclaté à Munich, au moment même où les Français avaient occupé Manheim, le 21 septembre : cette coïncidence avait frappé les esprits. L'aigreur s'en était mêlée : elle était extrême entre le gouvernement palatin et les partisans de la cour de Vienne. Attribuant au ministre palatin, le baron d'Oberndorff, la reddition précipitée de Manheim, les troupes autrichiennes avaient pillé pour s'en venger l'une de ses terres; et leurs généraux citaient à tout propos, à ce sujet, les paroles échappées au général de division Dufour fait prisonnier à l'affaire de Hoppenheim. « Nous n'aurions pas cru, avait » dit ce général, pouvoir entrer à Manheim à » si bon marché! » Les Autrichiens, après avoir désarmé la garnison palatine, la placèrent derrière leur ligne, affront auquel le contingent palatin se montra tellement sensible que son général, le comte Isenbourg, envoya sa démission conçue en termes amers à l'électeur lui-même.

Cependant Clairfayt et Wurmser effectuant leur jonction et poussant leurs avantages ve-

naient de recouvrer le Palatinat et la plus grande partie du pays entre le Rhin et la Moselle; Jourdan et Pichegru tout en arrêtant leurs progrès ne purent empêcher la reprise de Manheim; car Pichegru bien que rattaché en secret à la cause royale n'entendait nullement livrer sa patrie. Tous ces événemens militaires avaient fait cesser les négociations. La cour palatine, le duc de Wurtemberg, le margrave de Bade et même l'électeur de Cologne, prêt aussi à retirer son contingent, s'étaient montrés disposés à conclure des paix séparées, surtout immédiatement après le passage du Rhin par les armées françaises; mais la retraite et les revers de ces armées avaient dû apporter des changemens à ces dispositions pacifiques.

La situation des affaires de l'Empire et la disposition des esprits à la diète n'étaient plus les mêmes depuis six mois. Alors peu s'en fallait que le chef de cet ancien corps ne se vît isolé de ses membres, de ceux même qui avaient toujours montré la plus ferme adhésion à ses intérêts. Les dangers dont la supériorité des forces françaises menaça d'abord toute l'Allemagne à l'ouverture de la campagne et l'influence de la cour de Berlin, alors presque ouvertement brouillée avec celle de Vienne, avaient fait à

Ratisbonne et chez les divers états de l'Empire une impression très vive et qui ne pouvait manquer d'être préjudiciable à la puissance impériale. Mais tout venait de changer de face par les avantages aussi importans qu'inattendus remportés par les armées autrichiennes, et par le rapprochement visible du cabinet de Berlin avec celui de Vienne, par suite de l'arrangement définitif concernant la Pologne et de la haute influence de la Russie. Toutes ces causes réunies avaient rendu à la cour de Vienne un crédit et une autorité près de la diète qu'on avait cru sur le point de lui échapper. Tirant parti de ces heureuses circonstances l'Empereur fit part à l'Empire des démarches qu'il avait faites en faveur de la paix et du refus du gouvernement français d'y concourir.

Tel fut l'objet du décret de ratification impérial sur l'avis de l'Empire, du 7 octobre, relatif aux négociations avec la France, décret si attendu et enfin porté à la dictature de la diète le 27 novembre.

L'Empereur rappelait que l'Empire bien que désirant la paix, et tout en exprimant le vœu le plus ardent pour l'obtenir, avait déclaré néanmoins, « qu'il ne pouvait entendre qu'à une » paix juste, équitable, fondée sur l'intégrité et

» l'indivisibilité de l'Empire, sur la forme constitutionnelle et en général sur le maintien de » l'état où il se trouvait avant la rupture occasionée par les différens avec la France ; une » paix, en un mot qui, fondée sur cette base, » fût solide et durable. » S. M. impériale trouvait cette résolution conforme à ses principes et aux devoirs qu'elle s'était imposés elle-même par sa capitulation, et jugeant que le matériel de la future pacification, tel qu'il était tracé, s'accordait avec sa sollicitude paternelle pour la conservation du corps dont il était chef, « S. M. » I. A. ne faisait aucune difficulté de donner sa » ratification audit *avis de l'Empire* tant pour » l'objet de la paix que relativement au mode » de négociation tel qu'il avait été déterminé. » Mais elle avait dû différer de communiquer » sa résolution sur le dernier avis de l'Empire » parce qu'elle avait cru devoir attendre préala- » blement la réponse du gouvernement français » aux ouvertures de paix qui lui avaient été fai- » tes de la part de l'Empire, dès le mois de » juillet dernier, réponse qui n'était arrivée à » Vienne que le 28 octobre. »

En communiquant les notes remises de part et d'autre, et la réponse du comité de salut public, l'Empereur faisait connaître à la diète le

refus du gouvernement français de traiter en ce moment avec l'empire germanique seul, et de finir une guerre à laquelle l'Empire n'avait été cependant provoqué que par lui. Sa majesté impériale tirait de cette déclaration la preuve évidente que la France n'avait jamais eu d'autre vue que de retarder toute pacification jusqu'au moment où elle se serait assurée de pouvoir faire la loi à l'Empire et le forcer de signer un traité rédigé selon son bon plaisir, et aussi désavantageux que déshonorant pour le corps germanique. Cette intention du gouvernement français s'était manifestée plus particulièrement et d'une manière à ne plus laisser aucun doute par les discours que Roberjot et autres orateurs avaient prononcés à la convention nationale sur la réunion de la Belgique; par le décret rendu depuis et qui avait emporté la réunion de tout le cercle de Bourgogne et d'une grande partie de celui de Westphalie; enfin par le passage du Rhin, entrepris par les armées françaises, dont le but avait été de s'assurer la possession de toute la rive gauche de ce fleuve, et d'établir, d'une manière aussi hardie que décisive, son cours pour limite entre les deux empires. Or, les armées impériales, sous les ordres du comte de Clairfayt, ayant, grace au ciel (d'après les

ordres formels de sa majesté impériale de tout entreprendre pour sauver l'Empire) fait échouer, par les succès éclatans qu'elles venaient de remporter, tous les plans de l'ennemi commun; ayant ainsi garanti l'Empire de la crise violente dans laquelle il s'était trouvé; ayant enfin montré que les forces ennemies quoique très supérieures en nombre et couvertes par les plus formidables retranchemens, n'étaient cependant point invincibles, ni en état de tenir contre le courage et la tactique allemande; sa majesté impériale en concluait qu'il ne restait, d'après les résolutions prises jusqu'ici par l'Empire et d'après la nature des choses, d'autre parti à prendre que de se procurer et de hâter, *les armes à la main*, la conclusion d'une paix juste et convenable, autant désirée par le chef de l'Empire que par le corps germanique même. Sa majesté impériale renouvelait ses instances à cet effet au nom de la patrie, de la constitution et en celui des états lésés et dépouillés de leurs propriétés, et avec d'autant plus de confiance qu'il n'y avait plus d'autre alternative que de choisir entre le démembrement de l'Empire et son intégrité, entre la dissolution de la constitution et son affermissement, entre l'honneur et l'opprobre.

Le décret de ratification impériale était accom-

pagné de notes diplomatiques constatant, d'une part, les démarches faites par l'Autriche, sous la médiation de la neutralité du Danemarck, à l'effet de faire parvenir son vœu à la connaissance du comité de salut public, pour la formation d'un congrès de pacification, et, de l'autre, le refus de l'adhésion de ce comité, non seulement à l'armistice proposé comme moyen préalable de négociation, mais aussi à la tenue d'un congrès *avant l'époque où l'œuvre de la paix serait achevée.*

Il n'y avait donc plus de négociations possibles. La ville de Bâle allait perdre de son intérêt politique par le départ de presque tous les ministres. On a vu qu'Hardenberg, dès que la cour de Berlin eut abandonné sa ligne de démarcation, avait demandé son rappel; il réitéra sa demande avec beaucoup d'instance, et partit enfin de Bâle vers la fin de décembre avec sa famille et sa chancellerie, se disposant à aller reprendre dans le margraviat d'Anspach les hautes fonctions qui lui avaient été confiées précédemment.

Il eut connaissance, dans son voyage, de l'armistice déclaré entre les armées françaises et impériales. On ne sut d'abord que penser de cette trêve, publiée seulement aux avant-postes

des armées belligérantes. Était-ce besoin de repos ou bien un préliminaire de nouvelles tentatives de négociations? Peu de temps devait suffire pour en révéler les véritables motifs. Pour le moment, on voyait que la campagne d'une année, si féconde en négociations et en événemens, se terminait par un armistice que les généraux seulement venaient de négocier et que n'avaient pu obtenir, avant le passage du Rhin, l'intervention de la Prusse et tous les efforts de son ministre plénipotentiaire.

Voyons dans quelles circonstances l'Autriche fit solliciter cette suspension d'armes: lorsque les deux armées des généraux Jourdan et Pichegru avaient été obligées de plier récemment devant ses armes victorieuses; lorsque Manheim avait été repris, et les retranchemens devant Mayence, qu'on tenait pour imprenables, également emportés; lorsque la rive droite du Rhin, se trouvant dégagée, Clairfayt, après tous ces avantages, s'était porté très en avant de cette rive dans le Palatinat; lorsque la conquête du cap de Bonne-Espérance était connue en Europe; que la Corse se trouvait encore entre les mains des Anglais, et que leur flotte dominait dans la Méditerranée. A la vérité, il y avait une ombre à ce tableau: la perte de la bataille de

Loano, livrée le 23 novembre dans les Alpes maritimes, sur le territoire de Gènes, bataille où les Austro-Sardes venaient d'être vaincus par l'armée française que commandait Scherer.

Depuis 1792 tout s'était à peu près balancé dans les Alpes, pendant quatre campagnes consécutives, sans que cette barrière naturelle eût été complétement forcée ni par les Français ni par les Piémontais. Mais quand des troupes venues des Pyrénées, après la paix d'Espagne, eurent grossi l'armée française, le comité de salut public donna ordre au général Scherer, nommé récemment commandant en chef, d'attaquer les Autrichiens réunis aux Piémontais. Leur armée qui s'élevait à quarante mille hommes tenait une ligne de positions fortifiées et liées les unes aux autres par des retranchemens. Sa gauche était appuyée à la mer vers Loano et sa droite à la sommité des Apennins. La ligne des Français, forte d'un égal nombre de soldats, s'étendait depuis le rocher de Borghetto baigné par la Méditerranée jusqu'à la cime des montagnes parallèles, occupées par les Austro-Sardes. Un vallon profond et escarpé séparait les deux armées. Les Austro-Sardes avaient derrière eux, pour ainsi dire, à leur disposition tout le territoire depuis Savone jusqu'à Gènes; les

Français tout ce qui était compris depuis Albenga jusqu'à Monaco et au Var. Ainsi le théâtre principal de cette guerre d'Italie, c'était le territoire de la république de Gènes, dont l'indépendance était menacée en même temps par les deux armées opposées. Scherer, résolu d'en venir à une action générale, forma trois attaques, une fausse et deux véritables; le combat s'ouvrit le 21 novembre, dans un moment d'autant plus opportun pour les Français, que le baron de Vins, commandant en chef de l'armée Austro-Sarde venait de se faire transporter malade de Finale à Novi, laissant son armée sous la direction de Wallis, général médiocre. Il fallut pourtant six jours entiers d'attaques renouvelées et opiniâtres pour forcer les Austro-Sardes dans leurs positions; ils laissèrent sur le champ de bataille quatre mille morts et près de cinq mille prisonniers. Les vainqueurs furent redevables de ce grand avantage à la supériorité de leurs manœuvres et à leur obstination dans l'attaque du centre de la ligne des Autro-Sardes, qui n'eurent plus d'autre retraite que le camp retranché de Céva. Outre l'occupation de Savone et le rétablissement des communications avec Gènes qui furent les résultats immédiats de cette victoire, elle ouvrit l'entrée du Piémont aux Français, et

prépara le succès bien plus éclatant et plus décisif d'un autre général destiné à effacer toutes les réputations contemporaines.

Vers cette époque, M. Pitt, ayant déjà pris la résolution de tenter le moyen de rétablir la paix en faisant des ouvertures au nouveau gouvernement de la France, expédia son secrétaire privé Jackson au baron de Thugut à Vienne pour s'entendre et se concerter à cet effet avec ce principal ministre. Nul doute que l'armistice entre les armées impériales et françaises du Rhin, dont nous avons fait mention, n'ait motivé le voyage du secrétaire privé. Quant à la mesure de l'armistice elle fut proposée directement par le maréchal Clairfayt au général en chef Jourdan et consentie par le directoire exécutif. Voici comment s'en exprima le directoire dans une lettre officielle adressée au ministre de la guerre : « Malgré les succès relevés avec tant » d'emphase des armées autrichiennes qui occu- » pent une partie du Palatinat, elles ont été » forcées par la contenance des armées de Sam- » bre-et-Meuse et de Rhin et-Moselle, à demander » une *suspension d'armes* que le désir de faire » goûter du repos aux troupes de la république » a déterminé les généraux français à accepter. »

Des dépêches officielles du colonel Crawfurd

avaient informé le cabinet de Londres de la conclusion de cet armistice; mais le ressort qui avait fait agir le cabinet de Vienne n'étant pas connu, on resta dans l'incertitude si le gouvernement anglais avait été pressenti sur cette mesure, ou s'il l'avait conseillée : le public la considéra comme le précurseur de la paix générale. Toutefois on annonça officiellement les conditions d'après lesquelles il était libre à chacune des parties contractantes de rompre la suspension d'armes en prévenant dix jours d'avance. L'éloignement que témoigna le directoire exécutif d'étendre aux armées d'Italie la trève qui venait d'être convenue en Allemagne aurait dû faire entrevoir que ce gouvernement se proposait de pousser la guerre au delà des Alpes avec plus de vigueur qu'on ne l'avait fait jusqu'alors.

Mais cette trève en Allemagne n'eut rien moins que l'approbation des royalistes et de tous ceux qui, dans l'intérieur et au dehors, n'aspiraient qu'au renversement du gouvernement républicain. « Quoi! disaient-ils, c'est au moment où » la victoire a passé d'un camp à l'autre, au mo- » ment où les armées françaises du Rhin, re- » poussées aux anciennes frontières, en proie à » la rapacité d'une administration dévorante, et

» dénuées de tout, sont désorganisées autant par
» la désertion que par l'indiscipline, qu'on s'ar-
» rête devant elles et qu'on offre de poser les
» armes! On n'obtiendra jamais de succès réel
» tant qu'on ne dirigera pas la guerre contre la
» *révolution*, car tel est son véritable objet. Eh
» bien! la révolution est à présent aux abois. A
» Paris dix-neuf milliards de papier-monnaie dé-
» périssent rapidement et sans remède, livrant
» ainsi la France à une commotion financière
» sans exemple. Le louis d'or y coûte plus de
» cinq cents francs en assignats. La pénurie et
» la détresse ne permettent pas au nouveau gou-
» vernement d'agir. L'*emprunt forcé* pour sub-
» venir aux frais de la guerre et aux dépenses
» d'urgence, n'est pas rempli, et cette mesure
» vexatoire et inique ne fait qu'aigrir les esprits
» et irriter le mécontentement. Tout était donc
» mûr pour une crise salutaire. Conçoit-on que
» dans ce moment même où l'Autriche n'avait
» plus qu'à poursuivre le cours de ses succès
» pour arriver enfin à un grand résultat, son
» commandant général sur le Rhin ait tout à coup
» proposé un armistice, comme s'il eût été moins
» pressé de proclamer le roi de France en Alsace
» que de mettre à couvert la gloire qu'il vient
» d'acquérir sous Mayence? On allègue que les

» armées autrichiennes, d'ailleurs harassées de » fatigue, manquent de vivres; mais dans quel » état sont donc les armées françaises? Le fait » est que le général Jourdan a été autorisé à » accepter cet armistice, si impolitique de la » part de l'Autriche, en ce qu'il donne du répit » au directoire. L'extension de cette trève aux » armées du Rhin ne permet plus au prince de » Condé qui déjà s'entendait avec Pichegru, d'a- » gir immédiatement; ainsi cette mesure sauve » la république en privant Pichegru d'une grande » partie des moyens qu'il avait eus jusqu'alors en » son pouvoir. En vain dira-t-on qu'il faut se » borner de nouveau à tout préparer en silence » pour l'avenir; mais cet avenir ne sera-t-il pas » exposé à des chances nouvelles, à de nouveaux » hasards, et vraisemblablement aux embuches » préparées de longue main par la perfidie et la » trahison. »

Ainsi les uns ne respiraient que la guerre, tandis que les peuples en général ne faisaient des vœux que pour la paix.

1796

De l'armée autrichienne d'Italie et de son état-major. — Situation du Piémont. — Différens de Clairfayt avec le conseil aulique. — Sa retraite du commandement en chef de l'armée du Rhin. — Avénement de l'archiduc Charles à ce commandement. — Influence du comte de Bellegarde. — Réception du plénipotentiaire Caillard à la cour de Berlin. — Sandoz-Rollin ministre de Prusse près la république française. — Nouveaux rapports que le traité de Bâle établit entre la Prusse et la France. — Politique de Hardenberg. — Ouvertures faites par l'Angleterre au cabinet du Luxembourg. — Déclaration du directoire. — Son plan de campagne pour l'invasion de l'Italie. — Ses ouvertures à la cour de Sardaigne. — Alliances de cette cour avec le cabinet de Vienne. — Causes de la nomination du général Bonaparte au commandement en chef de l'armée d'Italie. — Ses instructions. — Forces respectives des deux armées. — Heureux résultats de la campagne. — Passage des Apennins. — Séparation des Autrichiens et des Piémontais. — Convention de Cherasco.— Défection de la cour de Sardaigne.

Ce fut vers l'Italie que se tournèrent les regards de l'Europe aux approches de la cin-

quième campagne de la guerre sociale dont cet ouvrage révèle les causes secrètes et les mobiles cachés. Des opérations surprenantes et fécondes en grands résultats vont succéder en Italie à une guerre de postes resserrée entre les hautes Alpes et les Alpes maritimes où il ne s'était encore livré, depuis quatre ans, qu'une seule bataille qui en méritât le nom, la bataille de Loano. Les malheurs de cette journée faisaient à la cour de Vienne une impression d'autant plus pénible qu'on y avait compté sur des succès en Italie comme sur le Rhin. Le plus vif mécontentement venait donc d'y éclater contre le commandant en chef de l'armée austro-piémontaise. On reprochait au baron de Vins d'avoir quitté son armée la veille même du jour où les Français s'étaient proposé de l'attaquer, et sans en alléguer d'autre motif qu'un violent mal de gorge. S'il ne s'était pas trouvé à la défaite de ses troupes on n'en était pas moins convaincu que le revers de Loano devait être imputé à ses fausses dispositions et à son peu de prévoyance. Bien que le baron de Vins rejetât tout le blâme de la journée sur le général d'Argenteau on n'en soumit pas moins sa conduite à l'examen d'un conseil de guerre et on le priva de toutes ses charges, appointemens et honneurs. Quant

à d'Argenteau plus directement inculpé, mais plus en crédit à la cour, il obtint de se justifier devant un conseil de guerre à Milan. D'après le choix de ses juges on vit bien qu'il n'avait rien à redouter de l'enquête.

On paraissait assez généralement persuadé que depuis la campagne de 1794 les états-majors autrichiens étaient la plupart travaillés par des intrigues coupables et qu'il n'eût pas été impossible de pénétrer, pour peu qu'on y eût apporté de vigilance et d'énergie. Le fait que voici laissa peu de doute à cet égard.

Le partisan Taufferer, officier autrichien transfuge, chef d'un corps de déserteurs dans l'armée française d'Italie, était tombé entre les mains des impériaux à la suite d'une expédition où il avait enlevé leurs magasins à Voltri. Informé qu'il était compromis dans l'interrogatoire qu'on venait de faire subir à ce partisan, le major général Fischer se donna la mort pour se soustraire à l'examen qu'il redoutait. On contesta la cause et même le genre de cette mort, mais seulement par de vagues désaveux et pour la forme. La vérité perça quand on sut que les papiers trouvés chez cet officier général jetaient beaucoup de jour sur les causes secrètes des derniers événemens de la campagne de 1794, dans les Pays-

Bas, indices d'autant plus frappans que Fischer se trouvait alors aide-de-camp général et officier de confiance du prince de Cobourg.

De Vins en fut blâmé encore plus vivement : on ne lui pardonnait pas d'avoir terminé par une défaite et une retraite humiliante la campagne de 1795 qui avait donné tant d'espérances. En Piémont tout espoir d'être sauvé par l'Autriche semblait perdu : l'esprit public déclina sensiblement à Turin. On y soutenait ouvertement que le roi n'avait plus qu'à suivre l'exemple donné par l'Espagne, la Toscane et la Prusse qui venaient de conclure avec la république française leur paix séparée. Cette opinion fut exprimée en présence même du roi, et il y eut dès-lors dans son conseil, comme dans tous les autres cabinets, le parti de la paix et le parti de la guerre. Le marquis de Silva et le comte Graneri étaient les organes des partisans de la paix; ils s'appuyaient sur quelques ouvertures faites par M. Villar, ministre français à Gènes, mais qui n'étaient pas susceptibles d'une négociation sérieuse. Le parti de la guerre qui était représenté par le marquis d'Albarey et le comte d'Hauteville, ministre des affaires étrangères, l'ayant emporté, on conclut qu'il valait mieux, comme dit Machiavel, céder à la force qu'à la

peur de la force. On venait d'ailleurs d'être informé des desseins de la France qui était résolue de frapper cette année, en Italie, un coup décisif. Le roi, en conséquence, fit partir pour Vienne le baron de Latour et le marquis de Saint-Marsan, chargés de déclarer à l'Empereur qu'il se verrait obligé de prêter l'oreille aux ouvertures de l'ennemi commun si les alliés ne venaient pas à son secours avec des moyens proportionnés à l'imminence du danger. Victor-Amédée ne négligea pas non plus de solliciter l'assistance des petites puissances d'Italie, les pressant de concourir à la défense commune au moins par quelques subsides. Le pape promit, mais n'eut le temps de rien effectuer. Le roi de Naples annonça vingt mille hommes et n'envoya que deux mille chevaux ; mais des renforts arrivèrent d'Allemagne.

La cour de Vienne songeait à nommer un nouveau général en chef en Italie; l'intrigue s'agitait pour influer sur ce choix lorsque le feld maréchal Clairfayt alors dans la plus haute faveur proposa directement à l'Empereur pour ce commandement important son compatriote et son ami le général Beaulieu. C'était un capitaine brave et expérimenté qui s'était distingué récemment dans les campagnes des Pays-Bas. Il

fut agréé par l'Empereur. Mais, de même que Clairfayt, Beaulieu était plus guerrier que courtisan; peu conciliant d'ailleurs, et n'ayant aucune connaissance pratique du théâtre de la guerre où il était appelé.

Quant à Clairfayt, regardé comme le libérateur de l'Allemagne, lui-même, vers la mi-janvier, se rendit des bords du Rhin à Vienne, pour y faire adopter son plan de campagne et dans l'intention aussi de déjouer les intrigues dont il n'ignorait pas qu'il était devenu l'objet. Il fit son entrée dans cette capitale au milieu des acclamations du peuple et ce qui est encore plus remarquable, l'Empereur en personne, accompagné de l'archiduc Charles, alla lui rendre visite.

Ce fut cependant presque au milieu d'un pareil triomphe et quinze jours après son arrivée à Vienne que ce grand général résigna tout-à-coup le commandement en chef de l'armée. Une retraite si inattendue frappe et étonne singulièrement le public. On en recherche les causes et on apprend que Clairfayt n'ayant pu vaincre l'opposition du conseil aulique de guerre s'est réellement démis de son commandement. On apprend en même temps que l'Empereur lui a conféré l'ordre de la Toison-d'Or pour adoucir cette espèce de disgrace regardée comme

d'un très mauvais augure aux approches de la campagne qui va s'ouvrir. La retraite de Clairfayt était véritablement le résultat des sentimens du conseil aulique à son égard. Le conseil n'avait pu voir avec indifférence l'élévation d'un feld maréchal à qui l'Empereur avait donné le pouvoir d'agir d'après son propre jugement, selon les occasions, sans lui en référer et sans attendre d'instructions de sa part. Clairfayt, aussi jaloux de son autorité que de sa gloire, n'ayant pas voulu se remettre dans la dépendance du conseil aulique, le différent avait déterminé le jugement que le conseil porta de son plan de campagne : il fut désapprouvé comme l'avait été également la dernière partie de ses opérations sur le Rhin. Le conseil lui reprochait de n'avoir pas assez soutenu le corps du prince de Wurtemberg qui était resté sur la rive droite du fleuve; de ne l'avoir pas mis à même de repousser les généraux Hatry et Lefèvre et de chasser les Français de Dusseldorf; de leur avoir laissé par là le temps de se renforcer et de se fortifier tant à Dusseldorf que dans les autres positions qu'ils avaient conservées sur la rive droite et qui leur donnaient la facilité de pousser, dès l'ouverture de la campagne qui allait commencer, de nombreux dé-

tachemens jusqu'au cœur de l'Empire. Le conseil avait cru aussi entrevoir quelque sujet de blâme dans les procédés du maréchal à l'égard du général Wurmser dont il aurait voulu réunir les forces sous son commandement immédiat. Enfin, le conseil aulique ajoutait que le maréchal avait fait de ses pouvoirs un usage inattendu en proposant l'armistice sans l'aveu préalable du conseil, et lorsque les Français étaient à la veille de se replier derrière la Meuse.

Quant à ce dernier grief il était peu probable que Clairfayt eût proposé l'armistice sans l'aveu tacite du principal ministre chargé des affaires du dehors, mais plus vraisemblablement d'après sa propre impulsion; car dans la circonstance une telle mesure était encore plus politique que militaire, et le baron de Thugut n'y était certainement pas étranger.

Que conclure de cette masse d'inculpations dirigée par le conseil aulique contre Clairfayt sortant d'une campagne si glorieuse? On pouvait d'abord en inférer que les passions n'avaient pas moins tenu divisés les généraux autrichiens dans cette dernière campagne signalée par des succès que dans la campagne de 1794 marquée par des revers dont les causes n'avaient pas été approfondies. Une se-

crète jalousie d'ailleurs avait éclaté en dernier lieu entre Clairfayt et Wurmser, ainsi qu'entre leurs appuis à la cour et leurs partisans respectifs. On n'en avait plus douté depuis l'élévation de Wurmser au grade suprême de feld maréchal dès que Clairfayt en avait été revêtu. Dans cette espèce de conflit que vraisemblablement on avait fait naître à dessein, les membres les plus marquans du conseil aulique s'étaient déclarés contre Clairfayt. Enfin les intrigues de cour qui dans cette guerre avaient si souvent disposé à Vienne du commandement des armées étaient alors dans une plus grande activité qu'à aucune autre époque. Soit pour masquer, soit pour affaiblir ces intrigues, on porta l'Empereur à remplacer Clairfayt par l'archiduc Charles dans le commandement en chef de l'armée d'Allemagne.

Le général de Bellegarde, le membre le plus influent du conseil aulique, fut appelé à guider ce prince dans ses opérations; et le colonel Smith lui fut adjoint aussi à cet effet. Le comte de Bellegarde avait la réputation du plus habile tacticien de la monarchie autrichienne, et rien en fait de plans militaires ne se décidait sans son concours. Il était d'ailleurs lié d'amitié avec Wurmser. Enfin son crédit auprès de l'im-

pératrice ajoutait un nouveau poids en sa faveur.

Dans ces circonstances et aux approches d'une nouvelle campagne, la politique de la cour de Berlin l'avait portée à manifester à la cour de Vienne des dispositions plus amicales. Le comte de Gœrtz, ministre prussien à la diète, s'était rendu à cet effet près du ministre impérial, comte de Lehrbach, et lui avait donné à connaître, en vertu des instructions qu'il avait reçues, la satisfaction du roi son maître sur la manière dont venaient de s'aplanir les dernières difficultés au sujet du partage de la Pologne, en ajoutant que ses instructions portaient de conserver désormais la meilleure intelligence avec le ministère impérial.

La cour de Berlin s'efforçait aussi de rester dans les meilleurs termes avec le cabinet de Saint-Pétersbourg, et quand M. d'Alopeus fut remplacé, vers la fin de janvier, comme ministre auprès du roi de Prusse par M. de Kalitcheff, des protestations réciproques d'égards et de bonne intelligence ne furent pas épargnées. La connaissance de ces dispositions inspira de l'ombrage et même quelque inquiétude au cabinet républicain du Luxembourg; et on verra bientôt combien il mit de soins et d'adresse à

enlacer la Prusse dans de nouveaux engagemens. Le ministre plénipotentiaire Caillard reçut à Berlin des instructions en conséquence.

Le roi de Prusse, de son côté, avait nommé pour son ministre auprès de la république française le baron Sandoz-Rollin, gentilhomme de Neuchâtel. Le 1^er^ de janvier avait eu lieu sa présentation au directoire par le ministre des relations extérieures, Charles Delacroix. Les directeurs et les ministres étaient en grand costume. Le ministre de Prusse remit, en présence du corps diplomatique, ses lettres de créance, et Rewbel, président du directoire, lui adressa un discours analogue à la circonstance; là se borna la cérémonie.

On s'était particulièrement occupé dans le cabinet de Berlin des nouveaux rapports que le traité de Bâle avait établis entre la Prusse et la France. A son retour de la Suisse, Hardenberg, avant de prendre part aux délibérations du cabinet, avait rendu compte au roi des résultats de ses opérations diplomatiques, et dans son rapport il avait fortement insisté, pour la dignité de la Prusse, sur la nécessité d'apporter toute la vigueur dont son gouvernement était capable, à l'effet de maintenir la ligne de neutralité qu'on n'avait pas pu faire respecter

pendant les événemens de la dernière campagne. « Le danger imminent, dit-il, qui peut » menacer la basse Allemagne dans le cas où » les hostilités recommenceraient entre les puis- » sances belligérantes, doit déterminer votre » majesté à prendre des mesures efficaces pour » assurer la neutralité des pays qui sont encla- » vés dans la nouvelle ligne de démarcation « consentie par le gouvernement français. » Hardenberg proposa de garnir et de fortifier la ligne depuis Dusseldorf jusqu'à Brême, par une force armée fédérative de soixante mille hommes. Le roi ayant déféré à son avis, le prince héréditaire de Hohenlohe et le baron de Stein, président en chef de la chambre prussienne, furent mandés à Berlin pour délibérer sur les mesures qu'il serait convenable de prendre afin d'atteindre le but qu'on se proposait.

Mais il fallait avant tout déterminer d'autres points d'une plus haute politique : les rapports de la Prusse soit avec la France, soit avec les ennemis de la France. Il aurait suffi, pour simplifier la question, de bien préciser les principes de la neutralité prussienne. Hardenberg la voulait loyale et irrévocable : il envisageait la balance égale tenue entre les puissances belli-

gérantes comme le seul moyen efficace de maintenir la Prusse dans sa complète indépendance. Telle n'était pas la pensée d'Haugwitz, qui occupait alors la plus haute place dans les conseils et dans la confiance de son maître. Ce ministre prétendait qu'il fallait agir selon les circonstances dans lesquelles serait entraînée l'Europe. Mais dans le fond il inclinait depuis long-temps pour la France, et sa partialité pour ses intérêts ne devait pas tarder à se déceler sans aucune retenue.

Hardenberg avait représenté au roi que d'après l'arrangement final des affaires de la Pologne et l'occupation définitive de Varsovie, le cabinet prussien ne devait plus avoir d'autre objet en vue que le rétablissement de la paix générale; et que ses bons offices ou toute autre démarche quelconque de sa part devaient tendre au moins à rendre définitivement le repos à l'Allemagne; que par conséquent il fallait s'attacher à déjouer toutes les intrigues qui auraient pour but de porter la cour de Berlin à reprendre une part active dans les hostilités de l'Europe; en un mot que la Prusse n'avait rien de mieux à faire que de garder une sévère neutralité. Et à cet égard pour mieux établir l'impartialité de son opinion, il déclara au roi

que M. Elliot, ministre britannique à Dresde, faisant une nouvelle apparition à Berlin, sous prétexte d'affaires particulières, n'y venait que pour proposer insidieusement à des conseillers du roi un traité de subsides en vertu duquel soixante-dix mille hommes de troupes prussiennes agiraient pour les intérêts de l'Angleterre, à la vérité conditionnellement et dans le cas où la France rejetterait les propositions de paix dont le cabinet de Londres était à la veille de lui faire l'ouverture. Hardenberg fut d'avis de décliner toute proposition semblable, quel que fût le côté d'où elle pourrait venir, et de persister dans une sévère neutralité. Le roi se rangea de son avis.

Cependant comme une partie des états prussiens en Westphalie était encore au pouvoir des Français, Haugwitz mit adroitement en avant que le sort de ces provinces, situées sur la rive gauche du Rhin, pourrait faire un objet de négociation entre la cour de Berlin et la république française, même avant la paix générale. Sans combattre précisément cette proposition, Hardenberg, qui en entrevoyait le vrai motif, fit observer qu'en vertu du traité de Bâle, les provinces dont les Français s'obstinaient à percevoir le revenu, devaient être rétablies dès à

présent dans leur administration civile, ainsi que dans la possession de tous leurs revenus quelconques, ledit traité n'ayant pour but que d'en laisser l'occupation militaire aux Français durant la guerre présente. Le roi, prenant en considération l'avis d'Hardenberg, envoya tout de suite à son ministre à Paris, M. Sandoz-Rollin, des ordres réitérés à cet effet, le chargeant de faire les représentations les plus fortes et les plus pressantes pour que le gouvernement français ne balançât plus à faire droit à ses réclamations, déclarant que tout ce qui serait fait ou entrepris de contraire à cet égard, dans les dites provinces, sa majesté le regarderait comme une atteinte portée à ses droits, une violation manifeste des traités. La régence du pays de Clèves, qui résidait depuis l'occupation à Emmerick, fut instruite des intentions du roi par une lettre écrite de la propre main de sa majesté.

Il était évident qu'ici Hardenberg l'emportait moins par un surcroît de faveur sur son collègue Haugwitz, que par le fond de la pensée du roi qui voulait éviter, par dessus tout, de donner de l'ombrage aux cours alliées en montrant pour la France trop de prédilection.

Non seulement les réclamations de la Prusse inquiétèrent le cabinet du Luxembourg, mais

son système de neutralité le contraria peut-être davantage. Ce n'était pas avec un roi neutre qu'avait prétendu traiter la république française, c'était un ami docile et complaisant qu'elle voulait avoir.

Le directoire, d'ailleurs, ainsi que tous les gouvernemens nouveaux, se défiant de ses propres forces, et inquiet de celles des autres, craignait que les dispositions favorables qu'avait d'abord montrées la Prusse n'eussent pas encore d'assez fortes et d'assez profondes racines, la France étant encore exposée à l'inconstance des délibérations populaires et agitée dans ce moment par des conjurations et des révoltes. Il en redoutait d'autant plus l'effet des insinuations et des menaces de l'impératrice de Russie, des offres libérales de l'Angleterre et des justes reproches de l'empereur François sur l'esprit irrésolu de Frédéric-Guillaume. Les alarmes du cabinet de Paris n'étaient pas diminuées par le dépérissement sensible de la santé du monarque prussien, car il régnait beaucoup d'incertitude sur les sentimens de son successeur, dont l'expression avait été contenue jusqu'alors par le respect filial. Le directoire résolut donc d'attacher cette puissance à la république française par les liens de son propre intérêt. Il jugea né-

cessaire à cet effet de ranimer dans l'esprit des ministres prussiens le désir et l'espoir de réduire à l'état séculier, lors du rétablissement de la paix générale, et en réparation des pertes communes, tous les domaines ecclésiastiques d'Allemagne. Voilà dans quel esprit négocia le ministre de France Caillard; il eut de fréquentes conférences avec le ministre du cabinet Haugwitz, dont il démêla facilement les penchans et le caractère. D'un autre côté, les agens, les émissaires des cabinets opposés à la France se récriaient plus encore que les agens du directoire contre la neutralité de la Prusse. Voici à quoi se réduisaient leurs argumens diplomatiques : « La Prusse est en paix et l'Europe est en guerre; » la Prusse a désarmé et tous ses voisins sont en » armes; la Prusse laisse reposer sa diplomatie » et tous les cabinets sont dans la plus grande » activité; la Prusse n'a pas d'ennemis déclarés, » du moins on n'en voit pas dans ce moment; » mais la Prusse n'a point d'amis; on ne lui voit » point d'alliés; elle est comme isolée au milieu » de l'Europe; les mains qui se sont étendues » pour l'enrichir, peuvent s'étendre *plus loin* » *encore* pour la dépouiller. Une triple alliance » formidable entre les cours de Vienne, de » Saint-Pétersbourg et de Londres l'enveloppe

» et par conséquent la menace de toutes parts. » Elle l'est aussi et même davantage par les » opinions nouvelles qui ébranlent tous les » trônes et toutes les monarchies, opinions » qu'elle même a fortifiées et accréditées sans le » vouloir par sa reconnaissance, au moins très » précipitée de la république française..... » La monarchie prussienne naguère prépondé- » rante en Allemagne, imposante en Europe, est » peut-être aujourd'hui sur le bord d'un abîme, » et plus exposée dans ce calme trompeur qu'elle » ne l'a été dans les circonstances les plus ora- » geuses de la guerre de sept ans. »

Il est rare que les prévisions, les prophéties politiques se réalisent pour l'époque même qui les fait naître ; elles se rapportent ordinairement à un temps plus éloigné, et voici pourquoi : tout ce qui est du domaine de l'imagination et de l'inspiration n'est jamais d'une exactitude rigoureuse ; l'imagination devance toujours les réalités. Ici les dangers qui étaient présentés en perspective à la Prusse n'étaient pas chimériques; mais ils ne devaient recevoir leur application qu'après un intervalle de dix ans. Le danger n'existait donc pas encore; mais il pouvait être accéléré par les chances d'une guerre dont les variations échappaient à tous les calculs.

Ainsi à tout prendre, la Prusse devait maintenir, avec fermeté et sagesse, un système qui était encore trop récent pour qu'on pût en abuser et qu'elle n'aurait pu changer brusquement, et avant d'en avoir goûté les avantages, sans être taxée d'une versatilité qui n'eût offert ni sécurité à ses peuples, ni confiance dans ses résolutions. Tout espoir d'une paix générale d'ailleurs n'était pas encore évanoui : la suspension d'armes le long du Rhin était maintenue, et l'Angleterre faisait des ouvertures.

Dès le 8 décembre de l'année qui venait de s'écouler, le parlement avait reçu du roi un message annonçant qu'il existait en France un ordre de choses qui, si l'ennemi montrait des dispositions à traiter, porterait le roi à faire voir au monde que son désir sincère était de ne pas laisser sans effet de telles dispositions. En conséquence, M. Pitt ayant proposé une adresse conforme aux sentimens exprimés dans le message, les deux chambres votèrent l'adresse.

Tandis que M. de Jacobi, ministre de Prusse, faisait quelques ouvertures à Londres comme ami commun, à la suite d'un séjour de quelques semaines à Paris, l'agent secret Poterat envoyé à Vienne par le directoire, peu de temps après son installation, portait au baron de Thugut de

ces paroles qu'on confie à des voyageurs sans caractère public et qui précèdent presque toujours des négociations plus directes. Après s'être abouché à plusieurs reprises avec Thugut, Poterat de retour à Paris rendit compte au directoire des dispositions du cabinet de Vienne. Thugut demandait comme préliminaires, *sine quibus non*, que la Sardaigne, l'Angleterre et l'Empire fussent compris dans la paix ; de plus, la restitution des Pays-Bas et des états de l'Empire occupés par les armées françaises; et enfin que la France ne se mêlât plus des affaires intérieures des Provinces-Unies. Poterat partit de nouveau pour la même destination, et c'était la réponse dont il serait porteur qui, aux yeux du directoire, semblait devoir décider de la paix ou de la guerre.

Dans cet état de choses, l'Angleterre voulant s'assurer si la France inclinait réellement à rétablir le repos en Europe, ordonna à M. Wickham, son ministre en Suisse, de proposer à l'ambassadeur de France Barthélemy, trois questions ; ce que fit M. Wickham par sa note du 8 mars, conçue en ces termes :

1° Y a-t-il en France quelques dispositions à ouvrir une négociation avec sa majesté et ses alliés pour le rétablissement d'une paix générale

à des conditions justes et convenables en envoyant, pour cet effet, des ministres à un congrès dans le lieu qui sera fixé par la suite ?

2° Serait-on disposé à communiquer au soussigné les bases générales d'une pacification telles que la France voudrait les proposer, afin que sa majesté et ses alliés pussent ensuite examiner de concert si elles sont telles, qu'elles puissent servir de fondement à une négociation de paix sérieuse.

3° Ou bien aurait-on le désir de proposer quelque autre moyen de parvenir au même but, celui d'une pacification générale ?

M. Wickham déclarait toutefois dans cette note, qu'il lui avait été simplement ordonné de faire ces questions préliminaires, sans être chargé de pleins-pouvoirs pour négocier lui-même.

Dix huit jours seulement après la remise de la note de ce ministre, l'ambassadeur Barthélemy lui adressa sa réponse qui, avec le préambule d'usage, était conçue de la manière suivante.

« Le directoire désire ardemment de procurer » à la république française une paix juste, hono» rable et solide. La démarche de M. Wickham » aurait causé au directoire une satisfaction » réelle, si la déclaration même que fait ce mi» nistre, de n'avoir ni ordre ni pouvoir de né-

» gocier, ne donnait pas lieu de douter des in-
» tentions pacifiques de sa cour. En effet, s'il
» était vrai que l'Angleterre commençât à com-
» prendre ses véritables intérêts et qu'elle dé-
» sirât de rouvrir pour elle-même les sources de
» l'abondance et de la prospérité; si elle voulait
» de bonne foi la paix, proposerait-elle un con-
» grès, dont le résultat nécessaire serait de ren-
» dre toute négociation interminable; ou vou-
» drait-elle se borner à demander d'une manière
» vague, que le gouvernement français indiquât
» toute autre manière quelconque de parvenir
» au même but, celui d'une pacification gé-
» nérale?

« Cette démarche n'aurait-elle d'autre objet
» que d'obtenir pour le gouvernement britan-
» nique l'impression favorable qui accompagne
» toujours les premières ouvertures faites pour
» la paix? et n'aurait-elle pas été accompagnée
» de l'espérance que ces ouvertures ne produi-
» raient aucun effet?

« Quoiqu'il en soit, le directoire exécutif, dont
» la politique n'a d'autre guide que la franchise
» et la bonne foi, suivra dans ces explications
» une conduite entièrement conforme à ses
» principes. Cédant au désir ardent dont il est
» animé de procurer la paix à la république

» française et à toutes les nations, il ne craindra pas de le déclarer ouvertement. Chargé » par la constitution de l'exécution des lois, il » ne peut entendre à aucune proposition qui y » serait contraire. L'acte constitutionnel ne lui » permet de consentir à aucune aliénation de ce » qui, d'après les lois existantes, constitue le » territoire de la république. Quant aux pays » occupés par les armées françaises, et qui n'ont » pas été unis à la France, ils peuvent ainsi que » d'autres intérêts politiques et commerciaux » devenir le sujet d'une négociation, qui offrira » au directoire le moyen de prouver combien » il désire d'arriver promptement à une heu- » reuse négociation. »

Cette déclaration équivalait à un refus de traiter, puisqu'il y était établi, implicitement il est vrai, mais en principe comme article préliminaire et dont la France ne se départirait pas, qu'elle garderait ses conquêtes et que l'Angleterre rendrait les siennes. La France d'ailleurs qui avait déjà rejeté la proposition d'un congrès la rejetait de nouveau, et pourtant lorsque plusieurs puissances engagées dans une guerre veulent sincèrement en venir à une paix générale la voie d'un congrès n'est-elle pas la plus sûre? S'il ne convenait pas à la politique fran-

çaise de conclure, en une fois, sa paix avec tous les cabinets, de son côté l'Angleterre ne voyait ni assez de garantie ni assez de bonne foi dans le gouvernement de la France pour abandonner ses alliés dans une paix séparée; ainsi la négociation prit fin dès sa naissance, et toute correspondance ultérieure fut rompue.

L'Empereur avait suivi à peu près la même marche, mais avec moins d'éclat : son cabinet, avant l'ouverture de la campagne, manifesta en faveur de la paix, auprès du directoire, par l'intermédiaire du baron de Dégelmann, ministre impérial en Suisse, les mêmes sentimens et les mêmes vœux que venait de manifester son allié le roi d'Angleterre, par l'organe de M. Wickham.

Le même esprit et les mêmes principes qu'avait témoignés le directoire dans sa réponse au ministre d'Angleterre le détournèrent également de donner suite à ces nouvelles ouvertures. D'ailleurs l'agent secret Poterat, de retour de son dernier voyage à Vienne, lui avait rapporté que Thugut persistait à ne pas conclure de paix séparée et à ne rien changer aux bases qu'il avait fait connaître.

Au surplus c'était la guerre que voulait le directoire pour accroître sa puissance et non la

paix telle qu'on la lui offrait, et il avait besoin de se créer par la guerre de nouvelles ressources pour l'entretien de ses nombreuses armées. On peut en juger par les sentimens et les desseins qu'il venait de manifester dans sa feuille officielle intitulée le *Rédacteur* *. Là, il s'était exprimé ainsi à la face de l'Europe : « Cette » paix stable, la seule que le peuple français » puisse vouloir, nous l'obtiendrons par le der- » nier effort de nos armes : elle suivra la vic- » toire. En vain l'obtiendrions-nous des maxi- » mes de nos *diplomates périodiques* ** et de » prétendues renonciations dont il ne résulterait » que la honte de les avoir consenties sans au- » cune garantie de plus pour la sûreté de notre » territoire.... Qu'on ne se plaigne donc pas que » le gouvernement n'ait pas employé des négo- » ciations de paix plus actives! Depuis quatre » ans la nation française n'a eu guère de rela- » tions avec les gouvernemens étrangers que » par ses victoires; elle n'entretenait presque » plus d'ambassadeurs. La science de la diploma- » tie était passée des cabinets au milieu des camps: » ses soldats étaient ses négociateurs. Aujour-

* Fin de fevrier 1796.

** Les feuilles de l'opposition.

» d'hui encore *ce sont nos préparatifs de guerre* » *qui nous serviront de négociateurs de paix.*»

Voilà comment s'évanouirent les espérances de paix qu'avaient nourries un moment les ouvertures de Bâle. Le cabinet de Londres en informa les puissances alliées par ses ambassadeurs ; en leur promettant l'appui de ses subsides et la diversion de ses armées navales. Cette espèce de manifeste porta dans toutes les chancelleries la conviction que, la paix étant impossible, il fallait redoubler d'efforts et poursuivre la guerre avec courage.

De son côté le directoire, dont les armées étaient réorganisées et renforcées considérablement, avait arrêté déjà un plan général pour la campagne qui allait s'ouvrir. Ce plan était vaste et liait les opérations offensives des trois grandes armées de Sambre-et-Meuse, du Rhin et d'Italie au même système et à un même résultat. L'armée de Sambre-et-Meuse, sous les ordres de Jourdan, devait tenir son aile droite appuyée au Rhin tandis que sa gauche s'avancerait en Allemagne en se tenant toujours à la hauteur de l'aile gauche de l'armée du Rhin commandée en chef par le général Moreau. Le centre et la droite de cette seconde armée devaient pénétrer en Souabe et s'avancer par le lac de Con-

stance jusqu'aux montagnes du Tyrol selon les succès présumés de l'armée d'Italie, armée destinée à envahir, par la courbure des Apennins, au-dessus de Savone, les plaines du Piémont et de la Lombardie. Les flancs opposés des deux armées du Rhin et d'Italie se trouvaient assurés par la neutralité de la Suisse jusqu'aux vallées qui ouvrent le chemin d'Italie en Allemagne et où la communication des deux armées devait s'établir.

D'après ce plan calculé sur une des plus grandes échelles de la stratégie moderne, mais dans lequel le directoire ne vit qu'une haute pensée militaire peu susceptible d'une application rigoureuse, les trois grandes armées de la république française auraient pu se trouver à la fois aux portes de Vienne par suite de mouvemens coordonnés dans le même but et en conservant leurs communications avec la France par leurs subdivisions disposées en échelons jusqu'au Rhin. On voit par là que le désarmement de l'Autriche devait être le principal objet de cette triple opération. Mais était-elle praticable dans toutes ses parties? La solution de cette question ne se trouvera pas dans le résultat de la campagne de 1796; ce ne sera que plus tard et par la force d'une volonté unique

que la possibilité de l'événement sera démontrée. N'anticipons pas sur la succession de tant de faits qu'il importe de présenter dans leur ordre naturel.

Le directoire avant de mettre à exécution les plans qui venaient d'être formés pour la campagne sur le continent, dans son bureau de topographie militaire, bureau dont Clarke était le chef sous la direction particulière de Carnot, avait résolu de mettre un terme aux troubles qui agitaient les départemens de l'Ouest et qui avaient entravé long-temps les opérations de la république au dehors. Il fut secondé puissamment dans ses vues par l'habileté et l'énergie du général Hoche, chargé depuis l'année précédente d'étouffer la guerre civile. Hoche s'étant emparé de Charrette et de Stofflet fit passer par les armes ces deux principaux chefs royalistes, et l'insurrection vendéenne s'éteignit dès le mois de mars. Poursuivant le cours de ses opérations, et faisant adopter par le directoire les moyens de douceur pour ramener le reste des mécontens, Hoche dirigea la plus grande partie de ses troupes sur la rive droite de la Loire, avec la ferme résolution d'anéantir aussi la guerre civile en Bretagne, dans le Maine et en Normandie: le succès n'était pas douteux.

Rassuré sur les troubles de l'intérieur, le directoire exécutif n'eut bientôt plus qu'à donner le signal des combats au dehors. Cette fois ce fut l'armée d'Italie qui dut porter les premiers coups et les coups les plus décisifs. Une foule de considérations politiques et militaires se réunissaient pour déterminer le directoire à pousser vigoureusement la guerre au delà des Alpes. L'exemple de l'Espagne qui, par l'invasion de son territoire et la prise de deux ou trois de ses places fortes avait été portée à conclure précipitamment la paix, ne laissait aucun doute au gouvernement directorial que l'adoption du même plan contre le roi de Sardaigne n'eût un résultat semblable. A ces motifs s'en joignaient encore d'autres d'une haute importance. Une fois maître du Piémont, il s'agissait de porter immédiatement la guerre dans les possessions de la maison d'Autriche en Italie; de frapper de terreur les petits souverains de cette contrée, de fermer aux Anglais leurs ports, et surtout de trouver dans un pays opulent et fertile, de l'argent, des subsistances et de riches dépouilles. Enfin, comme l'objet spécial du directoire était de contraindre l'Empereur à la paix, il croyait trouver un moyen sûr d'y parvenir en faisant en Italie des conquêtes qu'on pourrait offrir à

l'Autriche en échange des Pays-Bas, dont les cinq directeurs voulaient à tout prix maintenir la réunion au territoire français.

Ainsi le sort de la guerre dans toute l'Europe allait dépendre de l'issue de cette invasion de l'Italie projetée par le directoire. Dès l'année précédente, les gouvernans républicains, dans les comités de la convention, méditant d'ouvrir l'Italie à l'impétuosité guerrière des Français, avaient endormi Venise, séduit la Toscane, troublé par leurs intrigues le royaume de Naples, et prodigué les promesses, les flatteries, soit au roi de Sardaigne, soit à la république de Gènes, dans l'espoir d'en obtenir le passage libre. Comme par sa position géographique le Piémont formait autour et dans les Alpes l'un des remparts de la coalition, ce fut surtout la politique du roi de Sardaigne que la convention s'efforça d'ébranler. L'ambassadeur d'Espagne à Turin, don Ulloa, s'interposa comme médiateur au nom de son souverain entre les républicains et Victor-Amédée. Il offrit à ce prince la garantie de l'intégrité de ses états, s'il consentait à se déclarer neutre et à donner passage aux Français; il lui offrit même la possession du Milanais, s'il se décidait à faire cause commune avec la France; enfin il lui offrit en échange de l'île de

Sardaigne des accroissemens de territoire plus à sa portée. Le roi rejeta la médiation de l'Espagne, déclarant qu'il persistait dans son alliance avec l'Autriche. Cette alliance reposait sur le traité conclu à Valenciennes, le 23 mai 1794, entre le baron de Thugut, pour l'Autriche, et le marquis d'Albarey, pour la Sardaigne, traité où les engagemens réciproques et les secours mutuels fondés en partie sur des éventualités ne furent point réglés avec assez de précision ni peut-être avec assez de bonne foi de la part de la cour de Vienne. On y stipula que les Allemands ne combattraient qu'en plaine. En outre, les instructions données aux généraux autrichiens par le conseil aulique de guerre leur prescrivaient particulièrement d'éviter les actions périlleuses, de se tenir serrés, de ménager leurs soldats, de les réserver pour la défense de la Lombardie. Aussi l'alliance parut-elle anti-nationale au Piémont, par l'effet de la dureté et de la parcimonie de l'Autriche; et dès la troisième année de la guerre, un parti de la paix se forma secrètement à Turin, non seulement parmi la haute noblesse, la magistrature et le clergé, mais encore dans le conseil même du souverain. Ce parti, qui penchait nécessairement pour la France, épiait l'occasion de provoquer l'abandon de la cause com-

mune. Du reste, il n'y avait pas dans le pays assez d'élémens en fermentation pour une révolution intérieure à l'exemple de la révolution de France.

On regardait généralement la monarchie piémontaise comme assise sur des bases d'autant plus solides, que l'exercice du pouvoir absolu y était modéré et à beaucoup d'égards paternel. De même qu'aux yeux des Italiens, le Piémont était la plus stable des monarchies, Venise paraissait la plus stable des républiques, car le tribunal effroyable des inquisiteurs d'état y était plutôt un frein contre l'ambition des grands qu'un moyen de tyrannie contre le peuple. Mais là encore, plus qu'en Piémont, une trop longue paix et la turpitude des mœurs avaient amolli les caractères. Le sénat y était abâtardi et sans aucune vigueur politique. On remarquait aussi à Turin une sorte de dégénération à la cour et dans les hautes classes. Presque toujours froissés entre deux grandes puissances qui s'étaient long-temps disputé l'Italie comme une proie, les princes de la maison de Savoie avaient montré jadis, dans les plus grandes crises, cet esprit à la fois guerrier et politique que leur inspirait l'instinct de leur propre conservation ou de leur agrandissement. Mais tout dégénère, et surtout les dynas-

ties qui se traînent dans la routine d'un pouvoir incontesté et trop long-temps paisible. Les hommes forts manquaient donc à la conservation des deux états, soit à Turin, soit à Venise; car le temps était arrivé où la sagesse ne pouvait plus rien sans la force.

On se doutait peu alors que la république de Venise, qui, à l'exemple de Gènes et de la Toscane, persistait dans sa neutralité; on se doutait peu, disons-nous, qu'elle fût encore plus près de sa ruine que la monarchie piémontaise.

Rien pourtant n'était plus réel, car si le directoire faisait réitérer au roi de Sardaigne la proposition de lui donner le Milanais, à condition qu'il tournerait ses armes contre l'Autriche, c'était avec l'arrière-pensée de profiter d'une guerre dont il regardait le succès comme infaillible, pour fouler et opprimer la république de Venise. Mais le roi, malgré le revers de Loano, se raidit contre la fortune et persista dans l'alliance éprouvée de l'Autriche, plutôt que de se jeter dans les bras d'un nouvel allié suspect, qui faisait profession de haïr la royauté. De son côté, le directoire, voyant dans la faiblesse et la désunion des princes et des états d'Italie le gage le plus sûr de la conquête, n'hésita plus d'en préparer le succès et d'en prescrire les dispositions.

Mais à qui confier cette immense entreprise? Schérer n'était pas de force à en supporter le fardeau. Tout faisait sentir le besoin d'un général doué non seulement d'un courage invincible, mais d'une audace qui ne reculât devant aucune difficulté. Le choix était de la plus haute importance; aucune considération personnelle ne devait le dicter, et pourtant ce fut la faveur qui en décida; mais cette fois la faveur tomba sur le mérite : elle sut démêler un esprit vaste et profond. Ici tout est curieux et rien ne doit être omis, car le guerrier qui va débuter avec tant d'éclat a occupé vingt ans l'univers : c'est de Bonaparte qu'il s'agit. Voyons d'abord comment il apparut sur ce grand théâtre de guerre et de révolutions.

On avait blâmé Schérer de n'avoir pas su tirer de la victoire de Loano de plus grands avantages. Prenant paisiblement ses cantonnemens d'hiver, et imité en cela par les Austro-Sardes, ce général avait consenti à une suspension d'armes tacite d'après l'exemple de l'armistice convenu sur le Rhin. A son inaction, censurée par les uns, justifiée par d'autres, il ajouta des demandes d'argent, de provisions et de renforts, qui fatiguèrent inutilement le directoire, nouvellement installé. Toutes ces circonstances favorisèrent à la fois les projets de Bo-

naparte. Si plus tard le génie de ce jeune Corse ne connut plus aucune borne, son ambition alors était encore plus vaste que son génie. Il est vrai que dans ses premières campagnes il avait étudié le théâtre et le caractère difficile de la guerre dans les Alpes, de cette guerre de montagnes et de défilés. Entrevoyant dès-lors tous les moyens d'y réussir, il avait fait prévaloir ses idées et ses plans dans les conseils de l'armée, et même dans les comités du gouvernement. Mais dans la situation des choses, tout cela n'eût pas suffi pour lui ouvrir la route de la fortune. Calculant sa position avec une extrême sagacité, il mit de plus en plus ses soins à s'assurer la faveur de Barras, et dans cette vue il n'hésita pas à lui sauver les ennuis d'une passion usée, en recevant de sa main pour femme, l'une de ses favorites les plus assidues, la veuve du général Beauharnais, si célèbre depuis sous le nom de l'impératrice Joséphine. Moins jeune que son nouvel époux, cette créole séduisante le captiva d'ailleurs par sa grace extrême, par la douceur et la politesse de ses manières; enfin il est sûr qu'il l'aima plus qu'on n'aime une femme dont on n'a fait choix que par des vues d'ambition. S'étant ainsi assuré de Barras, le nouveau général ne mit pas moins de soins à obtenir la confiance de

Carnot, celui des cinq directeurs qui avait le plus d'influence sur les affaires de la guerre, et il lui remit, pour être lu devant ses collègues, un mémoire fort remarquable, dans lequel il présenta comme infaillible la conquête de l'Italie, qu'il proposa de diriger lui-même. Ce plan militaire obtint tous les suffrages, et son auteur fut aussitôt nommé d'un consentement unanime général en chef de l'armée d'Italie, armée sur laquelle le directoire fondait tant d'espérances. Parvenu ainsi au comble de ses vœux, Bonaparte se hâta d'aller prendre possession de son nouveau poste.

Les instructions que lui remit le président du directoire, Letourneur de la Manche, sous la date du 6 mars, contenaient les bases principales du plan adopté par le gouvernement et elles étaient calquées sur celles qu'il avait présentées lui-même. On le laissa maître de ses mouvemens; mais on lui prescrivit de battre les Autrichiens, de les séparer des Piémontais, de s'emparer de la ville de Céva et, en portant la gauche de son armée vers Coni, d'amener le roi de Sardaigne à une alliance forcée avec la France; on lui prescrivit également de s'approcher ensuite d'Asti et d'Alexandrie, pour diriger toutes ses forces vers le Milanais, et principalement contre les Autri-

chiens, qu'il fallait rejeter au-delà du Pô. « Les » Piémontais, ajoutait le directoire, ne doivent » pas être ménagés tant qu'ils seront nos enne- » mis. Le général en chef cherchera, par tous » les moyens qui sont en son pouvoir, à animer » les mécontens du Piémont, et à les faire écla- » ter contre la cour de Turin d'une manière gé- » nérale ou partielle. Par là nous intimiderons » toute l'Italie et nous dissoudrons la coalition » de toutes ces petites puissances en faveur de la » cause autrichienne. »

Le directoire prescrivait aussi à son commandant en chef, et au mépris de la neutralité de la république de Gènes, de se mettre en possession des forts de Savone. En outre, dans des instructions supplémentaires, il lui ordonna de contraindre Gènes à fournir de l'argent et à lui livrer la forteresse de Gavi ; il l'autorisa même à prendre d'assaut cette place, en cas de refus. Tels furent à peu près les instructions et le plan de campagne des premiers magistrats de la république française pour la conquête de l'Italie.

Ils se réservaient à eux seuls la faculté de faire la paix et interdisaient au général toute espèce de trève ou de suspension d'armes. C'est ainsi qu'ils prétendaient renfermer dans d'é-

troites limites un génie si entreprenant, et qui bientôt ne devait plus avoir d'autres règles que sa volonté.

Voyons quels ennemis Bonaparte allait avoir à combattre et dans quelle disposition il les trouva.

Le conseil aulique de guerre n'avait nullement rempli les promesses faites au général Beaulieu et à la cour de Sardaigne : l'armée autrichienne ne comptait que vingt-huit mille hommes sous les armes, nombre insuffisant même pour une guerre défensive, et où il s'agissait de préserver l'Italie. Bien qu'à Vienne on eût encore promis de révoquer d'Argenteau, à qui on avait plus particulièrement imputé la défaite de Loano, Beaulieu trouva ce général à la tête d'une division importante. Arrivé au pied des Alpes il vit aussi avec beaucoup de peine que l'armée piémontaise était moins nombreuse qu'on ne le lui avait annoncé. Sa force réelle, y compris la milice et les troupes de ligne, ne s'élevait guère au-delà de quarante mille hommes effectifs. Mais à peine vingt mille étaient-ils répartis sur la ligne d'opérations actives. Le reste gardait les places fortes, ou tenait la chaîne des montagnes en regard de l'armée française, commandée par Kellermann. L'armée royale, d'ailleurs, qui de-

vait se combiner avec les Autrichiens, ne recevait pas directement les ordres de Beaulieu; elle avait pour général en chef le baron de Colli, général autrichien, militaire avisé, qu'on disait habile parce qu'il évitait de se compromettre. Quel concert pouvait-il s'établir entre deux généraux déjà en rivalité de position dès l'ouverture de la campagne? La gauche de l'armée piémontaise s'appuyait à la Bormida, sa droite à la Stura; se prolongeant ainsi à travers les montagnes et protégeant Ceva, Mondovi, Coni. au moyen de fortes garnisons; ayant même un camp retranché, établi sur une éminence pour la sûreté du fort de Céva. Le gros des forces autrichiennes, couvrant la Lombardie, occupait les environs d'Alexandrie et de Tortone, et les deux routes qui conduisent de Gènes à Milan. Beaulieu qui sentait le besoin d'avoir à sa disposition, ou plutôt en garantie, la forteresse de Tortone, en fit la demande au roi de Sardaigne; mais ce prince refusa « voulant, » autant que possible, dit-il, rester maître » chez lui. »

Ainsi les Austro-Sardes n'avaient à opposer qu'une alliance incohérente, des chefs mal unis, des troupes morcelées et sans enthousiasme, à une pensée unique, à une volonté in-

flexible, à une armée excellente, pleine d'impatience d'en venir aux mains. Mais cette armée, endurcie, aguerrie, et qui s'élevait, quoi qu'en ait pu dire son chef, à quarante-cinq mille hommes effectifs, manquait de tout excepté de courage.

A peine son nouveau général en chef paraît-il au quartier-général de Nice, que se montrant né pour commander il réprime avec vigueur des symptômes d'indiscipline, maîtrise ses généraux secondaires, et donne à toute son armée l'impulsion de la victoire. Passant la revue de ses troupes et les mettant en marche sur Albenga, « Soldats, leur dit-il, vous êtes nus, » mal nourris et le gouvernement ne peut rien » vous donner. Le courage que vous montrez au » milieu de ces rochers est admirable, mais il » ne vous procure aucune gloire, aucun éclat. » Je veux vous conduire dans les plus fertiles » plaines du monde. De riches provinces, de » grandes villes seront en votre pouvoir : vous » y trouverez honneur, gloire et richesses. » Cette première harangue, d'un style véritablement antique, et qui rappelait très bien Annibal, électrisa l'armée. Aussitôt les divisions Masséna et Augereau prennent position à Loano, Finale et Savone ; Serrurier se porte à

Garessio et y observe le camp retranché de Ceva occupé par les Piémontais ; La Harpe menaçant Gènes se dirige sur Voltri.

Deux routes se présentaient au jeune général pour envahir l'Italie : celle de Gènes par les défilés de la Bochetta et celle de Savone, entre le col Saint-Jacques et le col de Cadibone, point de jonction où les Alpes maritimes et les Apennins liguriens s'abaissent, pour ainsi dire, comme pour former une issue à cette frontière de l'Italie. C'est par là précisément que Bonaparte veut y pénétrer, en tournant ainsi tous les obstacles des Alpes. Savone, port de mer et place forte, se trouvait là si heureusement placée, qu'elle pouvait lui servir à la fois de dépôt et de point d'appui. Savone, d'ailleurs, n'était éloignée que de neuf milles du bourg de Carcaré, et cette route, bien que montueuse, pouvait être en peu de jours rendue praticable à l'artillerie. A Carcaré plusieurs chemins conduisent par le Montferrat dans l'intérieur du Piémont. C'était donc le seul point par où l'on pût entrer en Italie sans rencontrer de hautes montagnes. C'était par la vallée de la Bormida qu'on parvenait dans le Montferrat, et là Bonaparte devait séparer les armées sardes et autrichiennes, en menaçant également la Lom-

bardie et le Piémont, pouvant marcher de là sur Turin comme sur Milan.

Le passage de l'armée par la Bochetta et les clefs de la forteresse de Gavi sont demandés avec hauteur au sénat de Gènes par le ministre de France, qui annonce ouvertement que les Français veulent pénétrer en Lombardie et appuyer leurs opérations sur Gènes même. Une rumeur extraordinaire se répand dans cette ville et y porte le trouble et l'agitation : le sénat, les conseils, se déclarent en permanence; le contre-coup se fait sentir jusqu'à Milan, tandis que Turin s'endort dans une fausse sécurité. Quant aux magistrats de Gènes, ils pensent moins à défendre leur territoire contre les armées belligérantes qu'à prévenir l'insurrection des basses classes attachées aux Français, tandis que les classes élevées penchent pour les alliés.

Bien que la plupart des espions de l'Autriche fussent déjà subornés, Beaulieu, à son départ de Milan pour l'armée, reçoit de Vado, sous la date du 31 mars, l'avis que dix mille Français arrivent à Voltri, commandés par le général Cervoni *; que l'objet de ce général est de se porter par le chemin de Vado au delà de la

* Ce général était à la tête de l'avant-garde de la division La Harpe qui opérait le mouvement.

Bochetta, pour faire une diversion dans le voisinage de Tortone ou d'Alexandrie, pendant que le reste des forces républicaines s'avancerait par la lisière connue sous le nom des *langhes du Montferrat*. La lettre ajoutait que si Beaulieu, de ce côté, voulait s'emparer du poste important de Montenotte, « il ferait bien de » l'attaquer avant le 9 avril, qui était le jour » où le poste devait recevoir des renforts. » Rien de plus exact et de plus clair : c'était un trait de lumière.

En effet Bonaparte avait d'abord négligé de fortifier ce poste de Montenotte qui dominait la position de Notre-Dame de Savone, principale défense de la ligne de son armée sur le centre; il venait enfin de l'occuper, d'y élever des redoutes, et Masséna, par son ordre, faisait une reconnaissance générale de cette position importante.

Toutefois Beaulieu averti court en toute hâte au secours de Gènes qu'on lui représente de toutes parts comme le point essentiellement menacé. Après avoir porté son quartier-général à Novi il partage son armée en trois corps. La droite composée de Piémontais commandée par Colli, ayant son quartier-général à Ceva, défend la Stura et le Tanaro; le centre, sous

les ordres de d'Argenteau, établit son quartier-général à Sassello, qui est à portée de Montenotte. Beaulieu se réserve de diriger lui-même son aile gauche destinée à couvrir Gènes. Éclairé sur les desseins de son adversaire ou croyant les pénétrer, il prend, en homme de cœur, la résolution de les prévenir, car il est décidé à prendre l'offensive sur toute la ligne, depuis le col de Tende jusqu'à Gènes. Son projet consiste à charger le centre des républicains à Montenotte, à les culbuter et à se porter en force à Savone, et là, séparant l'armée française en deux pendant sa marche sur Gènes, d'enlever les troupes postées à Voltri.

Mais trompé par l'attaque simulée de son adversaire sur Gènes, et plein de l'idée qu'il médite de déboucher en Lombardie par les défilés de la Bochetta, Beaulieu se porte en personne sur Voltri, avec les dix mille hommes de sa gauche, s'éloignant ainsi du point d'attaque principal, celui de Montenotte, et commettant la faute de l'abandonner à d'Argenteau, qui aurait dû ne lui inspirer aucune confiance.

Ne négligeant pas néanmoins l'avis qu'il a reçu de Vado, il ordonne à ce même d'Argenteau de se trouver avec sa division à Dégo, le 5 avril, pour de là marcher sur Montenotte le 6 et l'at-

taquer dès le point du jour de concert avec le général Roccavina. Quant à lui, marchant en toute hâte sur Voltri, à la tête de six mille hommes d'élite, il y attaque Cervoni le 8 avril, avec tant de promptitude, que ce général, surpris, abandonne la ville avec précipitation et avec perte.

Mais du côté de Savone, au mépris de l'ordre qu'a donné Beaulieu de marcher sur Montenotte dès le 6, d'Argenteau marchant avec seulement neuf mille hommes ne forme son attaque que le 10 au matin c'est-à-dire après un délai de quatre jours. Cependant, malgré les renforts que le poste a reçus la veille, toutes les positions des Français sont enlevées à l'exception de la dernière redoute, vaillamment défendue par le chef de brigade Rampon. Cet officier avait repoussé trois attaques dans l'une desquelles le général Roccavina reçut une blessure grave. Au moment d'être transporté de Montenotte à Dégo pour y être pansé, Roccavina recommande avec instance à d'Argenteau de donner l'assaut à la redoute pendant la nuit, et de s'en mettre en possession avant l'arrivée des renforts qu'attendaient les Français. D'Argenteau en donne l'assurance, mais il n'agit point, et cette faute énorme va influer sur le sort de toute la campagne; peut être sur celui de l'Europe!

En effet, marchant dans la nuit même avec les divisions Augereau et Masséna, c'est-à-dire avec une force supérieure à celle des Autrichiens, Bonaparte débouche en personne au point du jour derrière Montenotte. Là d'Argenteau se laissant envelopper de tous côtés tient à peine, et sa retraite précipitée dégénère en déroute. Puis, comme s'il eût été impatient d'ouvrir lui-même l'Italie aux Français, il court s'isoler par un circuit à Paretto, à trois lieues derrière Dégo, point si essentiel à couvrir.

Cette nouvelle est un coup de foudre pour le brave Roccavina, blessé et gisant à Dégo ; il en verse des larmes devant ses amis : « Ma dou-» leur est amère et profonde, leur dit-il ; d'Ar-» genteau a fait trois fautes plus graves les unes » que les autres. Il a manqué d'attaquer Mon-» tenotte le jour prescrit par le général en chef; » il vient de manquer de redonner l'assaut à la » dernière redoute, et voici qu'il laisse à décou-» vert le poste de Dégo qui, dans ce moment, est » la clef de notre ligne d'opérations. Cette der-» nière faute est impardonnable ; je prévois des » malheurs prochains. »

Et Beaulieu n'était point à portée de réparer tant de fautes par sa présence. Son mouvement sur Gênes avait été combiné avec

l'escadre anglaise, et il devait avoir à Voltri une entrevue avec le commodore Nelson. Le 11 avril, après une conférence de deux heures, sur l'avis que les Français manœuvraient en forces sur les hauteurs de Savone, il donne l'ordre à l'aile gauche de son armée de se remettre en marche vers les montagnes. Pour lui, il se jette dans son carrosse avec deux aides-de-camp, et prend la route de la Bochetta. Arrivé aux environs de Rivarola, une de ses roues se brise et il est renversé. N'ayant plus ni chevaux de main, ni aucune autre voiture, il est forcé de rester plusieurs heures sur la route éloigné des deux ailes de son armée, dont la droite était aux prises avec les Français à Montenotte. Plein d'impatience et d'inquiétude, « Je serai déshonoré, dit-» il à ses aides-de-camp, sans qu'il y ait de ma » faute, s'il s'engage du côté d'Acqui quelque » action qui tourne à notre désavantage. » Arrive enfin un carrosse envoyé par le chargé d'affaires d'Autriche à Gènes, et Beaulieu put reprendre le chemin d'Acqui. Là il éclate avec emportement contre d'Argenteau, en apprenant que cet officier-général, au lieu d'attaquer Montenotte le 6, ne s'y est présenté que le 10, et encore Beaulieu ignore-t-il le combat de la veille, et croit-il que d'Argenteau et Roc-

cavina n'ont plus à forcer que la dernière redoute. Il allait monter à cheval et marcher dans cette direction, quand on vient l'informer que d'Argenteau a perdu tous ses avantages, qu'il est en pleine retraite et que les Français, pénétrant avec impétuosité dans le Montferrat, sont vraisemblablement déjà maîtres de Dégo. En effet, la retraite de d'Argenteau à Paretto avait mis à découvert non seulement la position de Dégo, mais le détachement du général Provera, qui accourait avec quinze cents hommes de l'armée piémontaise par la route de Cosseria, au soutien de d'Argenteau lui-même. A Dégo, trois régimens sardes et cinq bataillons autrichiens n'avaient eu que le temps de s'y enfermer pour arrêter l'armée francaise. De son côté, Provera s'est barricadé dans le vieux château de Cosseria. Dès le 12 avril, Bonaparte, qui dirige en personne l'ensemble des mouvemens de son armée, fait attaquer simultanément et avec vigueur sur les deux routes les deux positions dont la résistance retarde sa marche. Situé sur une colline, le château de Cosseria défendait le passage qui conduit de Millesimo à Ceva et à Mondovi. Bien que déjà coupé et cerné par la division Augereau, Provera rejette toutes les sommations, repousse toutes les attaques, et montre enfin le

même courage qu'avait opposé Rampon aux assauts des Autrichiens à Montenotte.

D'un autre côté, Dégo résiste également le premier jour aux canonnades et aux assauts des divisions réunies de Masséna et de La Harpe. Le lendemain, à huit heures du matin, recommencent les attaques, et la brigade du général Boyer s'étant portée sur le chemin de Dégo à Spigno, réussit à couper toute communication entre d'Argenteau et Beaulieu, le premier toujours inactif à Paretto et le second ralliant à son quartier-général d'Acqui six à sept mille soldats. Un seul bataillon autrichien arrivait à marches forcées au secours de Dégo; osant se mesurer avec Boyer, il cède après de grandes pertes, et pose les armes.

Si, pendant le combat, d'Argenteau avec son corps d'armée eût soutenu ce bataillon, non seulement il eût chassé la brigade française, mais il eût rouvert la communication entre Acqui et Dégo, et vraisemblablement sauvé ce dernier poste. Mais bien qu'il eût écrit à Roccavina qu'il volerait au secours de Dégo dès qu'il entendrait gronder le canon, il ne parut que lorsqu'il n'était plus temps, c'est-à-dire deux heures après la destruction presque entière du bataillon autrichien qu'il venait de sacrifier;

aussi lâche à Dégo qu'à Montenotte, il prit encore le parti de la retraite et l'effectua par le chemin de Spigno. La reddition de Dégo s'ensuivit le lendemain 14 avril. Le commandant et toute la garnison se rendirent prisonniers de guerre.

Il n'est donc pas vrai que Beaulieu se soit trouvé au combat de Dégo, non plus qu'à celui de Montenotte ; ce général en était éloigné de quarante milles. Il partit d'Acqui, il est vrai, le 14 avril, à la tête de sept mille hommes rassemblés à la hâte, dans le dessein d'opérer sa jonction avec d'Argenteau et de marcher droit à l'armée française ; mais il n'alla pas plus loin que Bistagno, qui n'est qu'à six milles d'Acqui ; là il s'arrêta sur un faux avis de d'Argenteau qui, cherchant à colorer son nouveau mouvement rétrograde, lui annonçait que la colonne ennemie qui avait paru dans les gorges de Millesimo au lieu d'avancer s'était repliée, et que Dégo se défendait vigoureusement. Le jour même Beaulieu apprit que Dégo venait de succomber, et que le gros de l'armée française marchait en avant. Désespéré, affaibli de plus en plus dans ses moyens de résistance, il rentre consterné à son quartier-général d'Acqui, pour y rallier ses troupes, et toujours dans l'espoir de

s'opposer enfin aux progrès de l'ennemi. Mais au milieu de tant de succès, un revers inattendu éprouvait en quelque sorte son heureux adversaire. D'Argenteau avait mis en mouvement sur Dégo un corps de trois mille hommes commandés par le colonel Wuckassovick, venu de Voltri par Sassello. Par une inadvertance inconcevable, dans son ordre écrit, d'Argenteau s'était trompé de date, ayant indiqué un jour plus tard que celui qu'il prétendait désigner, et Wuckassovick, strict observateur d'un ordre si légèrement donné, n'arrive devant Dégo que le lendemain de sa reddition. Ne le trouvant plus occupé que par quelques bataillons français, moins pressés de se garder que de jouir de la victoire, il fond sur les soldats surpris, et saisis d'une terreur panique; tout est enlevé ou dispersé, et Wuckassovick retrouve à Dégo la même artillerie qu'y avait laissée la garnison austro-sarde.

Cependant les fuyards des bataillons français qui ont été surpris, vont jeter l'alarme au quartier-général de Bonaparte, où l'on a peine à comprendre comment les Autrichiens peuvent être à Dégo, lorsque les avant-postes placés sur la route d'Acqui ne sont pas inquiétés. Sans perdre une minute, Bonaparte, trahi un moment par la fortune, mais digne de ses faveurs, en-

voie en toute hâte renforts sur renforts à Masséna qui, à son tour, fond sur Dégo. Un combat acharné s'engage; le poste est repris enfin et les trois mille Autrichiens sont défaits malgré la plus héroïque défense.

Ainsi Beaulieu en personne ne fut pas battu à Dégo avec sept mille hommes, comme Bonaparte l'écrivit positivement au directoire. On concevra difficilement aujourd'hui qu'un général d'armée mande officiellement aux chefs de l'état un fait de cette nature, s'il n'est avéré. Mais cette objection, qui dans un temps ordinaire serait de quelque poids, n'en a aucun dans un temps de révolution. Il importait à Bonaparte, dès son début, de fasciner les esprits; il lui importait surtout de faire croire qu'il avait battu le général ennemi en personne.

Tandis que Dégo était emporté pour n'avoir pas été secouru à temps, le château de Cosseria tombait à peu près par les mêmes causes. Ainsi il n'est pas vrai que le général de l'armée piémontaise ait fait un seul mouvement pour dégager ce poste important, ni qu'il y ait envoyé des secours. Lui-même en a donné les motifs que voici : « 1° Au moment où il allait faire » partir des renforts, il apprit que Cosseria était » enveloppé de toutes parts; 2° il crut devoir

» tenir sa petite armée réunie pour faire face » au corps d'observation du général Serrurier, » posté dans la vallée d'Oneille »

Il est vrai que d'Argenteau envoya au secours de Provera les deux régimens piémontais de Montferrat et de la Marine, qui en vinrent aux mains aux environs de Cosseria, pour délivrer ce général ; mais là, ces deux régimens, enveloppés par les Français, posèrent les armes et restèrent prisonniers de guerre.

Ainsi faute de secours venus à temps le brave défenseur de Cosseria se rendit. « Provéra déses- « péré posa les armes, » dit Bonaparte, comme s'il n'y avait pas eu de capitulation préalable. Il y en eut une pourtant et honorable; car Provéra obtint tout ce qu'il demandait.

Ces deux faits d'armes de Dégo et de Cosseria voilà ce que Bonaparte appela la victoire de Millesimo sans doute parce qu'Augereau enleva les gorges de ce nom pour cerner le mamelon de Cosseria. Ainsi la bataille de Millesimo n'est qu'une fiction, et l'on pourrait en dire à peu près autant de celle de Montenotte où il n'y eut qu'un combat de postes. Voilà comment Bonaparte préludant par des relations emphatiques s'essayait à embellir ses actions de toute la pompe du langage. Ceci du reste n'ôte rien au mérite de ses conceptions

ni à l'habileté de ses manœuvres. Pendant trois jours consécutifs entre le 11 et le 15 avril (et ce court intervalle était décisif) le gros de son armée occupant quatre lieues de terrain de la droite à la gauche, opéra par le centre contre des forces morcelées et sans liaison, ce qui amena la séparation des armées austro-sardes.

Ainsi pendant ces trois journées, d'où allait dépendre le sort de l'Italie, les deux armées austro-sardes ou plutôt Colli et d'Argenteau ne combinèrent aucun mouvement ni pour se rapprocher ni pour resserrer leur ligne, laissant Bonaparte maître de se placer entre eux et de forcer les Sardes d'agir séparément, ce qui était l'objet principal de son plan de campagne.

En effet, avançant sa gauche rapidement sur le Tanaro il se place entre les Autrichiens et les Piémontais, et là ordonne à Augereau et à Serrurier de se combiner pour marcher sur le camp de Ceva où Colli s'était réfugié.

Du côté des Autrichiens un cri général d'indignation s'élève contre d'Argenteau : tous l'accusent des malheurs de Loano, de Montenotte et enfin de Dégo. Les premiers revers, disent-ils, ont préparé les voies aux Français; les revers actuels leur ont ouvert le chemin de l'Italie. Beaulieu irrité, après avoir suspendu d'Argenteau,

le fait mettre aux fers et conduire à Mantoue pour y être jugé par un conseil de guerre *.

Quant au vainqueur laissant de côté Beaulieu retiré dans le camp d'Acqui et occupé à y rallier ses corps épars, c'est contre les Piémontais que par un à gauche il va tourner lui-même toutes ses forces.

Passant le Tanaro il se trouva pour la première fois dans une vaste et fertile plaine. Dès qu'Augereau parut et se mit à manœuvrer pour tourner le camp de Ceva, Colli dans la nuit du 16 au 17 avril abandonna son camp retranché, et repassant le Tanaro se retira derrière la Corsaglia dans la direction de Mondovi, et par là consomma sa séparation d'avec les Autrichiens. Voilà comment Bonaparte coupa la ligne des Austro-Sardes; il y réussit en portant presque toutes ses forces contre l'aile la plus faible, manœuvre simple exécutée avec prévoyance, vigueur et célérité.

Sans rien tenter contre la citadelle de Ceva dont le commandant rejeta ses sommations il se mit à la poursuite de l'armée piémontaise qui, successivement attaquée à la Bicoque et à Saint-Michel, se retira pour ne pas être tournée et

* On se borna en définitive à lui ôter son commandement, plus tard il fut employé de nouveau.

vint ainsi occuper par sa droite la Madona del Vico. Là, Colli n'avait d'autres renforts à attendre que ceux que lui promettait Beaulieu. Ce fut dans ce moment qu'un officier autrichien vint l'avertir que s'il tenait seulement trois jours à Mondovi, Beaulieu en personne viendrait à son secours. L'armée royale y prit position, élevant à la hâte quelques retranchemens ; mais Colli voyant bientôt apparaître les républicains, qui depuis trois jours ne cessaient de le harceler, abandonna ses lignes après une assez vive escarmouche que Bonaparte décora du nom de bataille et dans laquelle son général de cavalerie Stengel perdit la vie. Mondovi tombant au pouvoir de l'armée française fut victime de la détresse du soldat qui s'y livra au pillage. Colli, se replia derrière la Stura entre Coni et Cherasco, couvrant Turin où l'agitation et le trouble étaient extrêmes.

A la première nouvelle de l'irruption qui menaçait ses états Victor-Amédée avait convoqué un conseil extraordinaire, où ses fils avaient été appelés. On y avait ouvert différens avis : parmi les ministres du roi les uns avaient opiné pour la continuation de la guerre, d'autres pour la paix, proposant de la négocier le plus promptement possible sous la médiation de l'Espagne. Le duc

d'Aoste s'y opposa. Drake, ministre d'Angleterre à Gènes, qui venait de se transporter à Turin, et le marquis Gherardini, ministre d'Autriche, soutinrent avec énergie l'avis du duc d'Aoste. Ils épuisèrent tout ce que la diplomatie pouvait offrir de plus rassurant aux yeux du roi, suppliant S. M. d'imiter ses illustres ancêtres, de résister à l'orage, et lui promettant de prompts secours, soit en argent, soit en hommes. Le monarque se montra fermement résolu de se défendre jusqu'à la dernière extrémité et de rester fidèle à ses alliances. Le comte d'Hauteville, son ministre des affaires étrangères, rédigea, au sortir du conseil, une circulaire qui fut adressée aux cabinets de Londres, de Vienne et de Saint-Pétersbourg, et par laquelle Victor-Amédée protestait de sa résolution inébranlable de continuer la guerre.

De son côté Beaulieu apprenant l'action qui venait d'avoir lieu près de Mondovi et la retraite de l'armée piémontaise quitta sa position d'Acqui et vint établir à Bosco son quartier-général, sa gauche appuyée à Novi et sa droite à la citadelle d'Alexandrie. Par là, s'il ne survient point de changement politique dans les rapports de la cour de Turin avec celle de Vienne, les armées piémontaise et autrichienne se trouve-

ront en mesure d'effectuer dans la ville d'Asti leur communication, mettant le Tanaro entre elles et l'armée républicaine. A une des extrémités de la ligne les deux armées réunies auraient eu pour appui la forteresse de Coni et à l'autre les Apennins, de sorte que les Français n'auraient pu percer que par le centre et en s'exposant à être pris entre deux feux. Mais Beaulieu n'ignorant pas qu'à Turin un parti se déclarait contre l'alliance autrichienne demanda qu'on lui remît en dépôt les places de Ceva, d'Alexandrie et de Tortone. Le roi ne put s'y résoudre, et ce fut une première victoire remportée par le parti de la paix. Déconcerté d'abord par le résultat du dernier conseil extraordinaire ce parti avait mis tout en œuvre pour qu'aux approches de l'armée républicaine, le roi ébranlé changeât de résolution; car c'était encore moins le roi que la plupart des seigneurs de sa cour, qui, à la première apparition des Français, avaient pris l'épouvante. La haute noblesse du Piémont redoutait également pour elle les suites d'une révolution démocratique et celles de la guerre. Une transaction même peu sûre lui parut préférable à une guerre qui eût entraîné la perte de son repos et de ses richesses. On sent combien, en présence d'une crise si menaçante,

dans une cour si faible, les intrigues devaient l'emporter.

Déjà Bonaparte conduit par des guides sûrs, par des émissaires dévoués instruit à fond de l'état intérieur du pays, persuadé d'ailleurs qu'il aurait meilleur marché de la cour et de l'armée que de la nation piémontaise, poussait en avant ses coureurs sur Cherasco par Cara et Béné. Cherasco était la seule place de guerre qui pût l'arrêter jusqu'à Turin. Elle est située au confluent de la Stura et du Tanaro, entourée alors de forts bastions et d'autres ouvrages nouvellement élevés : ses magasins de vivres et d'artillerie étaient immenses. Bonaparte appréciant l'importance d'une telle conquête, soit pour frapper de terreur la cour de Sardaigne, soit pour mettre un terme aux affreux désordres que son armée traînait à sa suite, était dans l'intention de s'en emparer par un coup de main. Son mouvement en avant qui décèle son dessein de se diriger vers la capitale du Piémont y porte la consternation et l'effroi.

Victor-Amédée circonvenu par des conseillers timides ordonne au général Colli qui s'était porté sur Fossano de se replier sous les murs de Turin et convoque, le 22 avril, dans son palais un nouveau conseil extraordinaire.

Cette fois le parti de la paix s'y démasqua avec plus d'assurance. Un prêtre, un cardinal, un prince de l'église, l'archevêque de Turin Costa, mu par ses propres sentimens autant que par les vœux secrets d'une grande partie de la noblesse et sourdement excité par l'avocat Prina de Novarre, ouvrit l'abîme où devait s'engloutir la monarchie piémontaise en s'élevant avec force contre l'alliance autrichienne. Il déclara qu'il n'y avait plus de sûreté pour la maison royale que dans une prompte négociation avec le vainqueur. « Nous voici arrivés, » dit-il, au terme où une puissance périt si elle » ne change de système. » On savait combien les paroles de ce prélat feraient impression sur l'esprit du roi. Toutefois d'autres conseillers, tels que le marquis d'Albarey et le comte d'Hauteville, lui représentèrent de nouveau qu'il était plus sûr d'affronter le péril et ses désastres que de se livrer désarmé et enchaîné à un ennemi sans foi ni loi. La séance fut levée sans que le roi prît aucune résolution. Dans une telle crise ce prince était peu capable de déployer la force d'ame qui avait mérité tant de gloire à ses ancêtres Charles-Emmanuel I^er^ et Victor-Amédée II. Rentré dans son cabinet il prêta l'oreille aux instantes prières du cardinal archevêque,

du ministre d'Espagne et des seigneurs de sa cour; il céda moins à la crainte du danger qu'à l'entraînement de la plupart de ses courtisans et de ses ministres. Mais on ne put vaincre sa répugnance ni celle des princes ses fils à traiter directement avec le général Bonaparte et avec le commissaire Salicetti auxquels la cour de Turin supposait des intentions révolutionnaires. On décide alors le monarque à faire partir pour Gènes le chevalier de Revel, colonel du régiment de Nice, et le chevalier Tonso, premier commis des affaires étrangères, pour négocier la paix avec le ministre de France Faypoult, sous la médiation de S. M. catholique. Don Ulloa, ministre d'Espagne, s'offrant de les accompagner, le roi leur donne pour instruction de « *conclure à quelque condition que ce* »*fût*, sauf le maintien de sa maison sur le » trône. »

En même temps le général Colli reçut l'ordre de demander au général républicain une suspension d'armes. Un parlementaire fut aussitôt porteur de la lettre de ce général écrite dans la nuit même du 22 au 23 avril. Bonaparte répond qu'il ne peut ni ne veut suspendre les hostilités à moins que préalablement on ne lui remette en garantie les trois forteresses de Coni,

d'Alexandrie et de Tortone, et il poursuit sa marche triomphante.

Cherasco, la seule ville de guerre qui pût l'arrêter jusqu'à Turin, avait deux mille hommes de garnison soutenus au dehors par différens corps d'armée, et offrait un point important de ralliement et de résistance : elle ne lui ouvre pas moins ses portes, sans coup férir, ou plutôt elle lui est livrée, par les adhérens secrets de la France, à la seule apparition de l'aide-de-camp Marmont envoyé pour *reconnaître la place.*

A cette nouvelle et en apprenant le refus d'un armistice, l'effroi du monarque piémontais n'eut plus de bornes; il se hâta d'envoyer au général ennemi un second ambassadeur : ce fut le ministre secrétaire d'état de la guerre, que Bonaparte reçut au milieu de son camp où il lui fit la réponse suivante : « C'est à moi à vous » imposer des conditions; vos propositions sont » absurdes : écoutez les lois que je vous im- » pose au nom du gouvernement de ma patrie, » et exécutez-les sur-le-champ, sans quoi Tu- » rin est à moi demain matin : mon premier » aide-de-camp vous expliquera mes conditions : » Je vole préparer le siége de Turin et disposer » mes batteries!.... » Cet air d'assurance, ce ton

de hauteur étonne le ministre sarde qui retourne à Turin où tout fléchit.

Le comte de Latour et le marquis de la Costa arrivent à Cherasco chargés de souscrire à toutes les conditions du vainqueur. Les conférences s'ouvrent aussitôt au quartier-général, dans la maison de Salmatoris, alors maître-d'hôtel du roi de Sardaigne, et depuis préfet du palais de ce même Bonaparte devenu empereur.

Cependant Beaulieu à la tête de quinze mille Autrichiens avait fait un mouvement en avant et venait d'arriver à Nice de la Paille. Là il est joint par un émissaire que lui ont expédié secrètement et en toute hâte au moment de leur départ précipité de Turin le marquis Gherardini, ministre impérial et M. de Trevor, ministre d'Angleterre. Ils informaient le général autrichien que le roi de Sardaigne traitait avec Bonaparte. Aussitôt Beaulieu suspend sa marche et songe aux mesures qu'exige une conjoncture aussi délicate.

Ce changement inopiné dans la politique de la cour de Turin portait à l'armée autrichienne un coup fatal. Quel moyen de le parer? Beaulieu imagine une opération prompte et hardie : elle consiste à s'emparer sur-le-champ par un coup de main des trois citadelles d'Alexandrie,

de Tortone et de Valence, voisines l'une de l'autre et formant une espèce de triangle. En s'en rendant maître il tiendrait l'armée française éloignée du Pô, et de là pourrait attendre que l'Empereur lui envoyât des renforts pour reprendre l'offensive. En conséquence, deux régimens de hussards sont destinés à enlever Alexandrie; Valence est l'objet d'une même expédition confiée à un régiment de dragons du roi de Naples. Quant à Tortone, le général Pittoni, campé aux environs de cette place avec sa brigade est chargé de s'en emparer. Tout semble combiné parfaitement, et Beaulieu part le 26 avril de Nice de la Paille pour Incisa et de là se rapprochant d'Alexandrie se rend à Oviglio où il établit son quartier-général. Il ne se doutait pas alors que ses projets eussent été devinés et prévenus. Les deux régimens de hussards arrivent à Alexandrie au temps prescrit (le 28); mais ils trouvent les ponts-levis haussés par ordre du chevalier de Solar, gouverneur de la ville, averti une heure avant l'arrivée des hussards. Un même désappointement fait manquer Tortone au moment où Pittoni se disposait à mettre à exécution l'ordre de son général en chef. Valence seulement tomba au pouvoir de Beaulieu, le coup de main du régiment de ca-

valerie napolitaine ayant réussi ; mais cette place isolée n'était d'aucune importance. L'opération manqua ainsi par l'infidélité d'un employé du quartier-général autrichien.

Cependant depuis le 25 les conférences de Cherasco étaient ouvertes et le général français eut bientôt pénétré les deux négociateurs piémontais. « Le comte de Latour, a-t-il dit plus » tard, était un vieux soldat, lieutenant-général » au service de Sardaigne, très opposé à toutes » les nouvelles idées, de peu d'instruction et » d'une capacité médiocre. Le colonel La Coste, » natif de Savoie, était dans la force de l'âge ; il » s'exprimait avec facilité, avait de l'esprit et se » montra sous des rapports avantageux. » Bonaparte et La Coste dominèrent les conférences qui amenèrent la signature d'une suspension d'armes dont les conditions étaient décisives. Le roi de Sardaigne s'engageait à quitter la coalition et envoyait un plénipotentiaire à Paris pour y traiter de la paix définitive ; jusque-là il y aurait armistice ; mais Ceva, Coni, Tortone ou à son défaut Alexandrie seraient remis sur-le-champ aux Français avec toute l'artillerie et les magasins ; l'armée continuerait d'occuper tout le terrain qui se trouvait en ce moment en sa possession ; les routes militaires, dans toutes les directions,

permettraient sa libre communication avec la France et de la France avec l'armée ; Valence serait immédiatement évacué par les Napolitains et remis au général français jusqu'à ce qu'il eût effectué le passage du Pô ; enfin, les milices du pays seraient licenciées et les troupes régulières disséminées dans les garnisons de manière à ne donner aucun ombrage à l'armée conquérante.

De ces stipulations découlaient bien d'autres avantages politiques et militaires pour le vainqueur : désormais les Autrichiens isolés pouvaient être poursuivis jusque dans l'intérieur de la Lombardie. Devenues disponibles les troupes de l'armée des Alpes allaient en partie descendre en Piémont et joindre l'armée d'Italie ; la ligne de communication avec Paris était raccourcie de moitié ; enfin, le jeune vainqueur avait désormais des points d'appui et de grands dépôts d'artillerie, pour former des équipages de siége et pour assiéger Turin même si le directoire n'agréait pas la paix. Quant à l'effet moral sur les esprits il fut immense, et Bonaparte comprit tous les avantages de sa position avec la maturité d'un grand capitaine.

Sa lettre confidentielle au directoire datée de Cherasco, le 28 avril, jour même de la signature de l'armistice, révélait ses desseins et

même son avenir. En voici les principaux traits :

« Ceva, Coni et Alexandrie sont au pouvoir » de votre armée ; si vous ne vous accordez pas » avec le roi de Sardaigne, je garderai ces places » et je marcherai sur Turin. En attendant je » marche demain sur Beaulieu, je l'oblige à re- » passer le Pô ; je le passe immédiatement » après ; je m'empare de toute la Lombardie et » avant un mois j'espère être sur les montagnes » du Tyrol, trouver l'armée du Rhin et porter » de concert la guerre dans la Bavière. Ce projet » est digne de vous, de l'armée et des destinées » de la France..... Si vous me continuez votre » confiance je suis sûr de la réussite : *L'Italie* » *est à vous !* »

On ne peut nier que ce fût surtout par ses habiles combinaisons et la vivacité de ses attaques que Bonaparte eût obtenu de si grands résultats, mais il est évident que la faiblesse du roi de Sardaigne y contribua aussi beaucoup. Rien n'était encore désespéré avant la convention de Cherasco, et déjà Victor-Amédée avait songé à négocier la paix ; aucune forteresse du premier ordre n'était au pouvoir de l'armée française ; cette armée n'avait pénétré en Piémont que par un étroit défilé ; elle manquait de grosse artillerie et sa première invasion n'était réelle-

ment qu'une surprise. Ici écoutons le vainqueur lui-même après un laps de vingt ans. « Le roi » de Sardaigne avait encore un grand nombre » de forteresses et malgré les victoires qu'on » venait de remporter, le moindre échec, le » plus léger caprice de la fortune pouvait tout » renverser *. »

En effet, si, ralliant ses troupes et armant sa capitale, le roi secondé par les princes ses fils se fût replié sur le Tesin, donnant partout le signal de la résistance, nul doute que la masse de la nation piémontaise ne se fût armée pour la patrie; et alors quel exemple pour l'Italie entière ! Le roi oublia trop vite ce qu'il avait dit à son départ de Turin pour se rendre à son armée de Nice, en 1793, qu'il s'ensevelirait plutôt, comme Priam, sous les ruines de son palais que de souscrire à aucun traité avec les révolutionnaires. En 1796, la crise était trop forte pour Victor-Amédée; ses courtisans le renversèrent, pour ainsi dire, de son trône, afin de se sauver eux-mêmes.

La nouvelle de la convention de Cherasco ayant été expédiée en toute hâte à Saint-Pétersbourg y parvint avant la circulaire par laquelle

* Mémoires écrits à Sainte-Hélène, t. III, p. 193.

le roi avait protesté de sa volonté ferme et inébranlable à continuer la guerre. Le baron de la Turbie, ministre de Sardaigne, qui n'avait nulle connaissance de la trève se rend chez le comte Ostermann, ministre des affaires étrangères de l'impératrice et lui présente la circulaire rassurante. Ostermann après l'avoir lue ne peut retenir son dépit ni sa colère, et en parlant de Victor-Amédée se sert d'expressions peu respectueuses pour la majesté royale. « Si les alliés, » dit-il, avaient pu s'imaginer qu'un premier » revers eût suffi pour abattre le courage de » votre roi et lui faire poser les armes ils au» raient pris d'autres mesures, et pourvu par » d'autres moyens à la sûreté de l'Italie et aux » intérêts de la coalition. »

Le comte Ostermann se serait montré moins courroucé contre ce malheureux prince, s'il eût été au fait des intrigues de sa noblesse pour le pousser dans l'abîme.

De son côté Bonaparte put juger, dès les conférences de Cherasco et dans ses pourparlers avec le marquis de La Coste, combien il lui serait facile de captiver la noblesse piémontaise. Aussi le jour même de la signature de l'armistice, déjà résolu de préserver le Piémont d'une révolution intérieure, il ajoutait à sa

lettre confidentielle au directoire, ce paragraphe remarquable : « Vous ne devez pas compter » sur une révolution en Piémont ; cela viendra, » mais il s'en faut que l'esprit de ces peuples » soit mûr à cet effet. » Lui-même dans les conférences exhorta les ministres du roi à rassurer la cour de Turin.

Le surlendemain de la signature il fit partir pour Paris ses deux aides-de-camp de confiance Junot et Murat, chargés de présenter au directoire vingt et un drapeaux enlevés aux Austro-Sardes, dans le court intervalle de quinze jours, n'ignorant pas combien de si glorieux trophées feraient sensation dans la capitale. En outre ses deux affidés militaires étaient porteurs de lettres et de communications confidentielles soit pour le directoire, soit pour Carnot et Barras en particulier ; soit pour sa femme Joséphine et pour son frère Joseph, afin de se former dans le gouvernement ou auprès du gouvernement un parti capable de conjurer les intrigues qui pourraient lui être contraires.

Voici comment il s'exprimait, en parlant de la trève dans sa seconde lettre secrète au directoire datée de Cherasco le 29 avril : « C'est » un roi qui se met absolument à ma discrétion,

» en me donnant trois de ses plus fortes places » et la moitié la plus riche de ses états. Si vous » n'acceptez pas la paix, si votre projet est de » détrôner le roi de Sardaigne il faut que vous » l'amusiez quelques semaines et que vous me » préveniez tout de suite : je m'empare de Va- » lence et je marche sur Turin.....

» J'imposerai d'un autre côté quelques mil- » lions de contributions au duc de Parme ; j'en- » verrai douze mille hommes sur Rome, lorsque » j'aurai battu Beaulieu et l'aurai obligé de pas- » ser l'Adige, lorsque je serai sûr que vous *ac-* » *corderez la paix au roi de Sardaigne* et que » vous m'enverrez une partie de l'armée des » Alpes. Quant à Gènes je crois que vous de- » vez lui demander quinze millions en indem- » nité.

» Si vous ne voulez pas la paix avec la Sar- » daigne, écrit-il en particulier à Carnot, prési- » dent du directoire, faites en sorte que ce soit » moi qui le lui apprenne, afin que je sois maî- » tre de prendre mon temps et que ses pléni- » potentiaires à Paris ne s'en doutent pas. »

Ses insinuations au directeur Barras et à Faipoult, ministre de France à Gènes, étaient encore plus claires à l'égard du Piémont. « Il n'y a pas » en Piémont, leur mandait-il, la première idée

» d'une révolution, et la France ne voudrait » pas, je pense, en faire une à ses frais. »

Voilà avec quelle adresse il détournait, pour le moment, l'orage qui menaçait la monarchie piémontaise.

Ces différentes dépêches allaient se croiser avec celles que venait de lui écrire le directoire.

Dans une instruction nouvelle celui-ci lui prescrivait le désarmement général du Piémont, la remise de ses places fortes, et si le roi résistait de ne pas manquer d'insurger le pays; enfin dans tous les cas de le réduire à une soumission complète; et en lui annonçant un renfort de quelques milliers de soldats, les directeurs ajoutaient: « Beaulieu est opiniâtre, audacieux » et entreprenant. »

La sensation fut prodigieuse dans le public parisien à l'arrivée au Luxembourg des deux aides-de-camp porteurs des drapeaux enlevés aux Austro-Sardes, des bulletins de l'armée et de la convention de Cherasco, enfin des dépêches ostensibles et confidentielles du général vainqueur et surtout de la belle proclamation qu'il avait adressée à ses soldats, proclamation devenue historique par l'élévation des pensées et de la diction, et où l'homme supérieur s'annonçait et se peignait lui-même.

Écoutons au sujet de l'impression que fit au directoire ce grand événement, écoutons Joseph Bonaparte lui-même, alors simple commissaire des guerres et écrivant de Paris, le 6 mai, à un de ses amis... « J'ai reçu des lettres de mon frère; » tu sais que courant toujours de victoire en vic- » toire il était à neuf lieues de Turin qui allait » être bombardé dans la nuit, lorsque d'après le » traité tel que mon frère l'avait présenté l'im- » prenable Coni, Tortone, Alexandrie, furent » remises à l'armée française; toutes les troupes » sardes retirées d'avec les Autrichiens et la » trève accordée jusqu'à la décision du direc- » toire... Ces conditions ont été exécutées sur- » le-champ. Nous sommes maîtres du Piémont. » Si le directoire veut la paix, nous envahissons » par les états sardes, le Milanais et la Lombar- » die; s'il veut la guerre, nous tenons tous les » forts et dans vingt-quatre heures il n'existe » plus de royaume de Sardaigne. Cependant mon » frère a envoyé son premier aide-de-camp à » Paris; il a passé par Turin où on l'a comblé » d'honneurs; il y a quatre jours et demi » qu'il est parti de Turin. Le directoire est » dans l'enthousiasme; il a pris hier au soir » un arrêté qui laisse le pouvoir absolu à » mon frère de faire la paix ou la guerre.

» Deux plénipotentiaires sardes arriveront de-
» main. »

Ainsi le Piémont était subjugué, mais garanti d'une révolution intérieure. A peine la trève fut-elle conclue que les principaux nobles s'empressèrent d'offrir à Bonaparte leurs félicitations et leurs hommages. Il fut encore plus flatté des démarches du duc d'Aoste, second fils du roi, qui, venu à Racanigi pour rallier l'armée piémontaise, écrivit au général français des lettres pleines de déférence et de courtoisie. Ce prince lui envoya, de la part du roi, le marquis de Saint-Marsan comme étant chargé des négociations relatives à la ligne de démarcation et au maintien de la trève. On sait même qu'il eut la mission délicate de faire agréer secrètement au vainqueur un subside.

Quoi qu'il en soit, ce fut à Tortone le 4 mai que Bonaparte vit pour la première fois M. de Saint-Marsan récemment arrivé de Vienne où sa cour l'avait envoyé pour arrêter le plan de campagne avec l'Empereur. Le général républicain goûta le négociateur piémontais, et en remerciant le duc d'Aoste de le lui avoir envoyé il lui en fit l'éloge. Voici comment il s'est exprimé depuis à son sujet. « Le roi envoyait fréquemment au
» quartier-général M. de Saint-Marsan, soit pour

» donner des explications particulières, soit » pour demander l'assistance nécessaire pour » maintenir la paix dans le pays ; ses affaires ne » pouvaient pas être en meilleures mains ; son » caractère et sa personne plaisaient au général » en chef. M. de Saint-Marsan, d'une des meil- » leures familles du Piémont, avait vingt-cinq à » trente ans ; homme froid, doux, éclairé, il ne » se laissait dominer par aucun préjugé et voyait » par conséquent les choses telles qu'elles étaient. » Il était personnellement prévenu contre la po- » litique autrichienne, sentiment qu'il tenait de » ses ancêtres et de sa propre expérience. »

Les instances du négociateur et du duc d'Aoste lui-même avaient surtout pour objet de porter le général républicain à ne donner aucune protection aux révolutionnaires piémontais; mais la cour de Turin ne pouvait être complètement rassurée que par un traité de paix définitif. En conformité des conditions de l'armistice Victor-Amédée envoya en toute hâte à Paris le chevalier de Revel, qui d'abord s'était dirigé sur Gênes. Arrivé à Paris ce négociateur eut plusieurs conférences avec le ministre des relations extérieures; enfin le 15 mai il conclut et signa la paix. Par ce traité Coni, Tortone et Alexandrie restaient entre les mains de la

France jusqu'à la paix générale. Les provinces occupées par les troupes françaises restaient sous l'administration civile du roi, mais étaient sujettes à des réquisitions pour l'entretien de l'armée républicaine. Le roi s'engageait à ne donner refuge à aucun émigré ou déporté. Suze, la Brunette, Demont et Exilles étaient démolies et les Alpes ouvertes, ce qui mettait à la disposition entière de la France le roi de Sardaigne auquel il ne restait plus d'autres points fortifiés que Turin et le fort de Bard. C'était une véritable capitulation, des conditions de vassalité et de servitude.

1796.

Entrée des Français à Milan. — Révolution en Lombardie. — Le directoire veut diviser le commandement de l'armée d'Italie. — Comment Bonaparte déjoue ce projet. — Soulèvement de Pavie. — Retraite de Beaulieu vers le Tyrol. — Premiers différens entre Bonaparte et la république de Venise. — Occupation de Brescia et de Vérone. — Investissement de Mantoue. — Effets que produisent ces revers sur le cabinet de Vienne. — Changement dans le conseil aulique. — Insinuations du ministre de France Caillard au cabinet de Berlin. — Ligne de démarcation. — Concert de l'Angleterre et de l'Autriche. — Ouverture de la campagne en Allemagne. — Succès des Français. — Convention secrète à Berlin. — Éveil des cours de Vienne et de Londres. — Mission du conseiller Muller et de M. Hammond.—Ce dernier manque le but de sa mission à Berlin. — Influence de la cour de Londres sur le cabinet de Lisbonne. — Traité d'alliance entre la France et le cabinet de Madrid.

Avant la signature définitive, et après avoir réglé provisoirement les affaires du Piémont, le général vainqueur excitant au plus haut degré l'enthousiasme de ses troupes par des

proclamations enivrantes, se voyant garanti sur ses derrières, ayant toute facilité de porter la guerre devant lui, s'était dirigé à marches forcées sur Plaisance par Asti, pour y surprendre le passage du Pô et par là déconcerter les combinaisons de Beaulieu. Il était précédé par une avant-garde de trois mille grenadiers et de quinze cents chevaux, marchant rapidement dans la même direction. S'emparer de Milan et des plaines fertiles de la Lombardie, ne plus laisser respirer les Autrichiens jusqu'à leur entière expulsion de la péninsule, tel était le plan de Bonaparte, qui voulait tourner à Plaisance les difficultés du passage du Tesin et du Pô, comme il avait tourné les Alpes à Montenotte.

Telle était aussi la pensée du directoire : elle est consignée dans la dépêche secrète de Carnot adressée à Bonaparte, sous la date du 7 mai. « Ne perdez pas un instant de vue Beaulieu, » lui-dit-il; votre activité et la plus grande » célérité dans vos marches peuvent seules » anéantir cette armée autrichienne qu'il faut » détruire. Marchez; point de repos funeste. » faites d'abord la conquête du Milanais, soit » qu'il doive retourner à la maison d'Autriche » comme cession nécessaire pour assurer notre » paix avec elle, soit qu'il convienne de le

» donner par la suite aux Piémontais. Repoussez » les ennemis jusqu'aux montagnes du Tyrol » et mettez-les en crainte de s'y voir forcés. »

Avant d'avoir reçu cette lettre, le jeune conquérant était en pleine marche, devançant ainsi les intentions du directoire.

De son côté qu'avait fait Beaulieu, et que se proposait-il de faire? Le 28 avril, le jour même de la convention de Cherasco, il était campé à Solero, près d'Oviglio, où il fut joint par le général Liptay, ce qui porta son armée à quinze mille hommes d'infanterie et à quatre mille chevaux. Le 30, ayant eu connaissance de la défection du Piémont, il quitte les environs d'Alexandrie et va passer le Pô à Valence, feignant de vouloir s'établir sur la rive gauche du Pô, tandis qu'il se dirigeait sur la Lomelina, dans la direction de Pavie. Puis, dans le double but de jeter une forte garnison dans Mantoue et de se ménager une retraite par le Tyrol, il se replie sur l'Adda.

Bonaparte si habile à imprimer un grand éclat à ses moindres avantages, ne l'était pas moins à dissimuler ou à pallier ses revers. La surprise d'une de ses divisions à Codogno fut réduite à rien dans ses relations, et la mort du général La Harpe attribuée à une méprise de

ses propres soldats. Mais c'est dans sa lettre confidentielle à Carnot, président du directoire, écrite le jour même de l'événement, qu'on trouve la véritable disposition de son esprit et des traces de la finesse de ses précautions oratoires. « Nous avons enfin passé le Pô, lui écrit-» il; la seconde campagne est commencée. » Beaulieu est déconcerté. Peut-être voudra-t-il » donner une bataille, car cet homme-là a l'au-» dace de la fureur et non celle du génie.

» Plus vous m'enverrez d'hommes plus je les » nourrirai facilement. Je vous dois des remer-» cîmens particuliers pour les attentions que » vous voulez bien avoir pour ma femme; je » vous la recommande; elle est patriote sincère » et je l'aime à la folie.

» J'espère que les choses vont bien, pouvant » vous envoyer une douzaine de millions à Pa-» ris; cela ne vous fera pas de mal pour l'armée » du Rhin. »

Cependant Bonaparte ne s'était pas encore trouvé en présence de son adversaire, bien qu'il se fût vanté de l'avoir battu à deux reprises. Ce fut seulement à Lodi, pour la première fois, que ces deux capitaines en vinrent aux mains, et encore Beaulieu ne lui opposa-t-il que son arrière-garde d'environ dix mille hommes, avec

ordre de défendre les approches du pont par une nombreuse artillerie. Il se remit ensuite en marche vers Cassano et l'Oglio avec le gros de son armée.

Le lendemain, Bonaparte se présente avec son avant-garde, et, résolu de passer aussitôt l'Adda, il dirige sur ce point ses meilleures troupes. D'abord repoussés par un feu meurtrier, les grenadiers français reviennent jusqu'à trois fois à la charge. Enfin ils enlèvent cette redoutable position, et ce brillant exploit met toute la Lombardie au pouvoir de Bonaparte. Personne ne pouvait mieux que ce jeune ambitieux comprendre toute l'importance d'une telle conquête, et jamais peut-être il ne montra plus d'exagération dans ses rapports. « La bataille de Lodi, » écrivait-il à Carnot, donne à la république » toute la Lombardie. Bientôt il est possible que » j'attaque Mantoue; si j'enlève cette place, rien » ne m'arrêtera pour pénétrer dans la Bavière. » Il serait digne de la république d'aller signer » le traité de paix, les trois armées réunies, dans » le cœur de la Bavière ou de l'Autriche étonnée.

Précédé d'un jour à Milan par son lieutenant Masséna, il y fit le 12 mai son entrée triomphante avec tout le faste d'un conquérant, et il alla se loger dans le palais archiducal.

Sa première opération fut de congédier la junte créée par l'archiduc au moment même de son départ, et de former un corps municipal où l'on vit figurer des hommes dépendans ou partisans de la France, tels que François Visconti, Galeasso Serbelloni, Parini et Pierre Veri.

Le général Despinois, auquel Bonaparte confia le commandement de Milan, fut chargé de présider cette autorité nouvelle, dont tous les actes importans devaient lui être communiqués.

Dès lors on se prépara dans toute la Lombardie à une révolution modelée sur celle des Français. Mais telle n'était point alors l'intention du directoire, et moins encore celle de son général. Il n'était plus question sans doute d'en faire présent au roi de Sardaigne, comme on le lui avait d'abord promis pour le détacher de la coalition, mais de réserver cette conquête afin de l'abandonner plus tard à l'Autriche pour des compensations futures.

Ce fut au milieu d'un aussi glorieux début que Bonaparte pensa voir s'évanouir toutes ses grandeurs. Déjà le directoire l'avait deviné, et redoutant l'ambition de son jeune général, il voulut lui ôter le commandement de son armée pour le faire passer dans les mains du général Kellermann. Toutefois il ne l'aurait éloigné du

théâtre de sa gloire naissante, qu'en le chargeant d'une expédition contre Rome et Naples. Carnot se chargea de lui annoncer cette résolution.

A la lecture de sa lettre, Bonaparte voit tout son avenir compromis : il expédie aussitôt des instructions à Joséphine et à son aide-de-camp Murat, qui était encore à Paris. Murat, déjà très avant dans la confiance de Barras, est chargé de s'assurer entièrement le patronage de ce directeur, en le prévenant, de la part du général en chef, qu'un million est déposé à Gènes et à sa disposition personnelle pour être remis à tel agent secret qu'il jugera convenable d'y envoyer. Murat est chargé en outre, deux jours après cette ouverture, de remettre à Barras une lettre confidentielle pour que ce directeur détourne ses collègues de disloquer son armée. De son côté, Joséphine est chargée de circonvenir et Barras et Carnot. Bonaparte lui-même écrit à Carnot en ces termes * : « Réunir Kellermann et » moi en Italie, c'est vouloir tout perdre. Je ne » puis pas servir volontiers avec un homme qui » se croit le premier général de l'Europe, et » d'ailleurs je crois qu'il faut plutôt un mauvais » général que deux bons. »

* Correspondance inédite du 12 mai 1796.

Et s'il compte sur l'effet de sa lettre et de ses manœuvres secrètes, il ne compte pas moins sur l'effet qu'aura produit la nouvelle de la victoire de Lodi. Mais cet événement ne changea rien d'abord aux dispositions du directoire qui, dans sa dépêche du 18 mai, développa son plan de séparation des deux armées. « Vous com-» manderez, lui dit-il, celle qui doit s'assurer » de toute l'Italie, et le général Kellermann celle » du Milanais. Le directoire vous a réservé la » conduite des colonnes qui doivent aller châtier » les Anglais dans Livourne : elle fera trembler » Londres; le sort de l'île de Corse d'ailleurs en » dépend..... Le directoire attache à l'exécution » immédiate de ce plan un intérêt bien plus » grand qu'à l'expédition dangereuse du Tyrol. » En l'exécutant vous ferez chanceler la thiare au » front du prétendu chef de l'Église universelle, » vous imposerez au roi de Naples des conditions » de paix aussi avantageuses à la France, qu'elles » seront désastreuses pour les perfides An-» glais et leurs alliés. La marche que vous pro-» posez vers le Tyrol est grande, sans doute; » mais elle est environnée d'obstacles difficiles à » surmonter.

» On ne se bat pas d'ailleurs encore sur le » Rhin. L'armée de Sambre-et-Meuse, qui fait

» avec difficulté ses magasins, n'a pas, comme » la brave armée d'Italie une plaine fertile de- » vant elle; et elle doit s'assurer à l'avance des » moyens de subsistance dans le stérile pays » de Berg et dans la Vétéravie septentrionale. » Celle de Rhin-et-Moselle est dans le dénue- » ment le plus extrême: sa cavalerie est absolu- » ment nulle. Le moment où l'ennemi distraira » des forces de ses armées sur le Rhin pour les » opposer aux nôtres en Italie, est celui que le » directoire voudrait choisir pour rompre l'ar- » mistice dans le nord. »

Mais, par une lettre qui s'était croisée avec celle-là, Bonaparte avait déjà fait au directoire collectivement ses objections: cette lettre porte l'empreinte de son caractère exclusif: « Je crois » très impolitique, dit-il, de diviser en deux » l'armée d'Italie. J'ai fait la campagne sans con- » sulter personne; je n'eusse rien fait de bon s'il » eût fallu me concilier avec la manière de voir » d'un autre. Persuadé que votre confiance se » reposait sur moi, ma marche a été aussi » prompte que ma pensée. Si vous m'imposez » des entraves de toute espèce; s'il faut que je » réfère de tous mes pas aux commissaires du » gouvernement; s'ils ont droit de changer mes » mouvemens, de m'ôter ou de m'envoyer des

» troupes, n'attendez plus rien de bon ; si vous » affaiblissez vos moyens en partageant vos for- » ces, si vous rompez en Italie l'unité de la pen- » sée militaire, je vous le dis avec douleur, vous » aurez perdu la plus belle occasion d'imposer » des lois à l'Italie. Le parti que vous prendrez » dans cette circonstance est plus décisif pour » les opérations de la campagne que quinze » mille hommes de renfort que l'Empereur en- » verrait à Beaulieu. »

A la réception de cette lettre, et tout étant d'ailleurs préparé, le directoire remit la séparation des deux armées en délibération, et, rapportant son premier arrêté, décida en faveur du général victorieux. Carnot se hâta de lui en donner avis en ces termes : « Vous paraissez dé- » sirer, citoyen général, de continuer à con- » duire toute la suite des opérations militaires » de la campagne actuelle d'Italie. Le directoire » a mûrement réfléchi sur cette proposition, et » *la confiance qu'il a dans vos talens et votre* » *zèle républicain, ont décidé cette question en* » *faveur de l'affirmative.* Le général en chef » Kellermann restera à Chambéry. Ajournez, » jusqu'au moment que vous croirez favorable, » l'expédition sur Livourne, Rome et Naples; » mais faites qu'elle soit rapide. Le reste des

» opérations militaires vers l'Allemagne et dans » le Mantouan est absolument dépendant de » vos succès contre Beaulieu. Le directoire sent « combien il serait difficile de les diriger de Pa- » ris, il vous laisse à cet égard la plus grande » latitude, en vous recommandant la plus ex- » trême prudence. »

Dès lors Bonaparte fut le maître absolu en Italie, et les deux commissaires du gouvernement Salicetti et Garreau se trouvèrent réduits à une nullité à peu près complète dans les grandes affaires. Du reste, on jugera combien il fallut à Bonaparte d'adresse et de ménagemens pour se maintenir dans la faveur d'un égal patronage entre Barras et Carnot. Ces deux directeurs étaient en pleine rivalité, Barras révolté contre son collègue, qui prétendait conduire à son gré toutes les opérations de la guerre, et le rigide Carnot s'indignant de ce que Barras, protecteur effronté de tous les munitionnaires et fournisseurs, s'engraissait de leurs pots de vin sur chaque marché, favorisant ainsi les plus criantes dilapidations.

Voici comment Carnot s'exprimait au sujet des déprédations, en écrivant le 16 mai à Bonaparte, au nom du directoire : « Point de pitié » pour les administrateurs infidèles qui dévorent

» les subsistances et dilapident les ressources » des armées républicaines. Signalez-les au di- » rectoire, mettez-les en jugement. Vous con- » naissez leurs turpitudes et leurs vols scanda- » leux ; faites-en des exemples nécessaires et » capables de réprimer ceux qui seraient tentés » de les imiter. C'est le seul moyen d'extirper » cette fureur de rapine que l'*impunité et la con-* » *nivence* ont étendue si désastreusement sur » presque toute la surface de la république. » Bonaparte fit, en effet, autant qu'il était en lui, la guerre à cette tourbe de voleurs et de dilapidateurs qui, marchant à la suite de son armée, dévoraient à la fois l'Italie et ses propres soldats. Mais quant aux rapines de ses principaux officiers ou des agens en crédit au Luxembourg, il jugea impossible de les réprimer, et il ferma les yeux.

Il voyait bien d'ailleurs que si le directeur Carnot, en haine de son collègue Barras, s'élevait avec force contre les dilapidateurs, le directoire, d'un autre côté, entendait avoir pour gage de ses succès les dépouilles de l'Italie. C'est ainsi que pour premier prix de la liberté donnée aux Lombards, Bonaparte leur imposa une contribution de vingt millions de francs, et qu'aux richesses arrachées au duc de Parme il ajouta

dix millions imposés au duc de Modène, indépendamment des approvisionnemens et des objets d'art qu'il lui enleva. Ce prince était de la maison d'Est, et il mettait tout son plaisir à entasser l'or ; sa fille unique, la princesse Beatrix, avait épousé l'archiduc Ferdinand. « Le duc de » Modène est arrivé ici il y a trois jours, mande » à Bonaparte le ministre de France à Venise *; » il est arrivé avec des trésors considérables. Ce » prince avare n'a d'autre héritier que sa fille » mariée à l'archiduc de Milan; plus vous en ti» rerez, plus vous ôterez d'argent à la maison » d'Autriche: c'est lui qu'il faut rançonner.....» Les petits princes de l'Italie supérieure se hâtèrent d'acheter la paix à des conditions à peu près semblables. Au nom de la république française, Bonaparte fit revivre en Italie cette vieille maxime de la république romaine, que la guerre doit nourrir la guerre; et par suite il n'épargna aux Italiens aucune des calamités qui accompagnent ce fléau.

Les désordres, le pillage et les vexations de tous les genres portèrent bientôt dans presque tous les esprits la haine des Français ; fomentée par les partisans de l'Autriche, elle amena sur

* Lettre du 14 mai 1796.

divers points de la Lombardie un soulèvement capable d'intimider tout autre que Bonaparte.

Ce général venait de commencer son mouvement sur l'Oglio, à la poursuite de Beaulieu, lorsque passant à Lodi, le 24 mai, il apprend que Pavie et les campagnes environnantes ont arboré l'étendard de la révolte. Il marche aussitôt contre cette ville avec un faible corps de troupes, et se faisant accompagner de l'archevêque de Milan, il l'interpose sur sa route pour amener le désarmement des paysans insurgés; puis arrivant tout à coup devant Pavie, il se sert du caractère sacré du même négociateur, afin d'y paralyser ou d'y arrêter le mouvement d'insurrection, et enfin saisissant à propos le moment d'enfoncer les portes de la ville à coups de canon, il la livre au pillage, fait impitoyablement fusiller tous les chefs de la révolte, et retourne plus fier et plus résolu à son armée.

L'armée française qui était à la poursuite de Beaulieu, sous les ordres de Berthier, avait ralenti sa marche sur l'Oglio. Une lettre de Berthier à Bonaparte, datée de Soncino le 28 mai, donne l'indication positive de la force numérique de l'armée à cette époque. « Vos quatre » divisions *, lui mande Berthier, y compris

* Masséna, Augereau, Serrurier et Kilmaine.

» l'avant-garde, forment au présent sous les » armes, vingt-sept mille sept cents hommes, » tant infanterie que troupes à cheval, réunis en » arrière de Brescia, dans un espace de dix à » douze milles. » Cette armée entra le 28 mai dans Brescia, l'une des plus grandes villes de la terre-ferme vénitienne. Le sénat envoie en vain des provéditeurs au devant des troupes françaises, pour protester contre cette invasion, protestation illusoire, puisque le sénat était incapable de faire respecter sa neutralité, et qu'entre deux adversaires puissans, il n'avait le courage de se décider ni pour l'un ni pour l'autre, et pourtant la population de la république de Venise s'élevait à trois millions d'habitans. Cette république pouvait mettre cinquante mille hommes sous les armes; sa flotte dominait l'Adriatique : elle avait treize régimens d'Esclavons, bons soldats ; mais l'énergie lui manquait. Non seulement Brescia fut occupé par les troupes de Bonaparte, mais encore les villes de Créma et de Bergame.

A la première nouvelle du mouvement de l'armée française dans cette direction, Beaulieu porta son quartier-général derrière le Mincio ; là il prit la résolution de se défendre pour retarder l'investissement de Mantoue qui, chaque

jour, voyait augmenter ses approvisionnemens et ses fortifications. Sans avoir égard aux protestations du sénat de Venise, et lui reprochant d'avoir reçu l'armée française à Brescia, il force les portes de la forteresse vénitienne de Peschiera, située sur le lac de Garda, à la naissance du Mincio, y élève des batteries, et y appuyant sa droite, il établit son centre à Valeggio et à Borghetto, et sa gauche à Mantoue.

Dans ces circonstances épineuses, le sénat de Venise discuta quel parti l'on prendrait, celui de la résistance par la voie des armes, ou celui des protestations passives. Les jeunes sénateurs penchaient pour le premier parti ; mais les membres plus âgés du sénat qui formaient la majorité, persuadés de l'inutilité d'un armement dans un temps aussi court et contre des forces si supérieures, jugèrent qu'il fallait s'en tenir à veiller à la tranquillité de l'intérieur.

Cependant Bonaparte, tout en faisant plusieurs démonstrations comme s'il avait l'intention de tourner Beaulieu par le lac de Garda, débouche, le 30 mai, sur Borghetto, et là attaque, avec la plus grande impétuosité, le centre de la position autrichienne. Exposé sur le Mincio au pont de Borghetto, comme à Lodi, à un feu terrible de mitraille, il y perd deux à trois mille

hommes, mais il emporte les positions après deux jours de combat, et passe le Mincio.

Contraint de renoncer à ses communications avec Mantoue et de l'abandonner à ses propres forces, Beaulieu y jeta une garnison de douze mille hommes, puis renonçant à ses positions de Peschiera et de la Chiusa, il se retire vers l'Adige. Augereau le poursuit et l'atteint au moment où il passait le fleuve ; mais là cet intrépide lieutenant de Bonaparte est arrêté par le feu des batteries autrichiennes qui, ainsi qu'à Lodi, avaient été habilement placées pour défendre le passage du pont. Après une résistance meurtrière, Beaulieu traverse les états de Venise, et se retire dans les passages étroits du Tyrol, où il prend position avec quinze mille hommes. C'était tout ce qui lui restait depuis qu'il avait été obligé de jeter une garnison dans Mantoue.

Constamment attaqué et poursuivi par une armée victorieuse et supérieure en nombre, ce général s'était retiré, sinon avec avantage, du moins avec honneur, conservant aux Autrichiens la possibilité de rentrer en Italie, dont Mantoue, qu'il avait mis en état de défense, était à la fois la clef et la place d'armes. Arrivé dans le Tyrol, il dit hautement et écrivit à Vienne que l'Empereur devait faire la paix ou lui envoyer

soixante mille hommes de renfort ; mais bientôt tombé dans la disgrace de son souverain, il remit au général Mélas le commandement par intérim, et alla vivre dans la retraite, après s'être vu remplacer par des généraux qui ne le valaient pas.

Ce fut alors que se tourna entièrement contre Venise la politique aussi exigeante qu'insidieuse du général français. La dépêche confidentielle de son gouvernement, sous la date du 7 mai, lui avait donné carte blanche. « Venise, » lui mandait le directoire, sera traitée comme » une puissance neutre ; mais elle ne doit pas » s'attendre à l'être comme une puissance amie : » elle n'a rien fait pour mériter nos égards. » C'en était assez pour un homme tel que Bonaparte. Après le combat de Borghetto et le passage du Mincio, il s'était hâté d'occuper Peschiera que les Autrichiens venaient d'évacuer. Le provéditeur vénitien n'osa s'en plaindre. Mais quand on lui demanda les clefs de l'arsenal pour armer les remparts et les galères, il se plaignit de cette violation de la neutralité. Bonaparte, loin de tenir compte de ces tardives protestations, se mit à parler en maître et déclama hautement contre le gouvernement de Venise. Le provéditeur vint en toute hâte se justifier. Bo-

naparte le reçut avec dureté, lui reprocha l'occupation momentanée de Peschiera par les Autrichiens, oubliant ou feignant d'oublier qu'il leur avait donné lui-même l'exemple du mépris de la neutralité, en occupant Brescia, Créma et Bergame. Il déclare donc au provéditeur qu'il va marcher sur Venise, et il ajoute : « Venise, en » osant donner asile dans ses états au comte de » Lille, au prétendant à la couronne de France, » s'est déclarée l'ennemie de la république fran- » çaise. Je ne sais à quoi tient que je ne brûle » de fond en comble Vérone, ville assez témé- » raire pour s'être crue la capitale de l'empire » français. » Le provéditeur le supplie de suspendre les effets de sa colère, et proteste qu'il peut se confier à la sincérité de son gouvernement.

L'alarme était extrême à Vérone et à Venise. L'archiduc de Milan, qui s'était refugié dans cette dernière ville, venait d'en partir précipitamment pour se rendre en Allemagne. Le sénat envoie en toute hâte à Bonaparte deux sages du conseil, le provéditeur-général Foscarelli qui était à Vérone, et le secrétaire Sanferno, pour calmer son ressentiment. Le provéditeur saisi d'effroi va remplir cette terrible mission, et il écrit à son gouvernement : « Que Dieu veuille

» bénir mes efforts et me recevoir en holocauste! » Foscarelli et Sanferno trouvent Bonaparte encore à Peschiera, et le 31 mai entrent avec lui en conférence : Berthier seul était présent. Bonaparte renouvelle ses griefs contre Venise. Foscarelli assure et proteste qu'en toute occasion la république s'est attachée à observer une parfaite neutralité. Pour ce qui est de l'asile accordé au comte de Lille, sa réponse est péremptoire : « Cet asile offert au malheur, dit-il, avait obtenu » la sanction du comité de salut public sous le » gouvernement même de Robespierre.... »

Alors ayant recours à la duplicité, Bonaparte s'écrie qu'il a ordre de brûler Vérone et qu'il la brûlera; que Masséna marche contre Vérone avec du canon et des mortiers, que les républicains doivent ce châtiment à la ville qui a osé se croire la capitale de l'empire francais; qu'il attend dans sept jours une réponse de Paris pour déclarer ouvertement la guerre à Venise; que Peschiera lui appartient de droit, puisqu'il l'a conquise sur les Autrichiens.

Ayant ainsi jeté l'effroi dans l'ame du provéditeur-général, il s'arrête un moment; puis, comme s'il se fût un peu radouci, il ajoute : « J'attendrai » quant à la guerre et à Peschiera de nouveaux » ordres du directoire; je veux bien même sus-

» pendre pour un jour la marche de Masséna; » mais je vous préviens qu'il se présentera après » demain sous les murs de Vérone, que si on l'y » reçoit de bonne volonté, et que les postes y » soient remis à ses troupes, je garantirai le salut » de la place, je maintiendrai la garde des portes » aux soldats vénitiens, et la magistrature du pays » conservera l'administration des affaires; mais » si on m'en refuse l'entrée, Vérone sera sans » pitié brûlée et détruite. »

Le moment était décisif pour Venise, pour l'Italie et pour le monde entier. A une pareille sommation cette antique république eût répondu jadis par un armement général; mais le provéditeur, bien qu'il eût deux mille Esclavons à Vérone, ne montra ni énergie ni courage. Il était l'expression vivante de la faiblesse de son propre gouvernement. On le vit bientôt protester de sa soumission à Bonaparte et lui livrer Vérone.

Voici comment il rendit compte au sénat du résultat de sa mission:

» J'ai rempli le devoir de citoyen. Je suis allé « à Peschiera; je me suis trouvé entre les mains » des Français; j'ai traversé les longues colonnes » de ces farouches soldats; j'ai vu le général Bo- » naparte.

» Il m'a dit que la république de Venise avait » mal répondu aux dispositions amicales de sa » nation; que les faits se trouvaient fort différens » des promesses; que nous avions trahi la France » en laissant les Allemands occuper Peschiera, » ce qui lui avait fait perdre quinze cents hommes, » dont le sang demandait vengeance; que pour » garder la neutralité il aurait fallu résister aux » Autrichiens; que si on eût craint de n'avoir » pas des forces suffisantes, il fallait le lui dé- » clarer; qu'il serait venu à notre secours; que si, » comme je le lui disais, les Autrichiens avaient » abusé de notre bonne foi, il fallait, non pas » protester, mais leur déclarer la guerre. En- » suite, après avoir rappelé tous les griefs » que la France avait contre la république, il » ajouta qu'il avait reçu de son gouvernement » l'ordre de brûler Vérone, ce qui allait être » exécuté cette nuit même par la colonne du gé- » néral Masséna, qui était en marche avec des » canons et des mortiers, et que peut-être dans » ce moment le feu était déjà commencé, etc.... » Il a bien fallu consentir à recevoir les Français » dans Vérone plutôt en amis qu'en ennemis. »

Le même jour, 3 juin, Bonaparte y fit son entrée, et fut reçu par le provéditeur comme il l'avait été à Brescia. Mais quand il voulut faire

des dispositions pour l'armement de la place, Foscarelli ne put se contenir, et il eut avec lui de vives discussions. Le sénat, plus timide encore que son envoyé, se hâta de le rappeler, et le remplaça par Battaglia, auquel il conféra la dignité de provéditeur-général de toutes les provinces au-delà de l'Adige. Ce nouveau délégué était un homme instruit, de mœurs douces, partisan de la philosophie moderne, très porté pour la France d'autrefois et préférant même la France républicaine à l'Autriche. Il était impossible de faire un choix plus favorable aux intérêts de la France et aux vues de Bonaparte.

Battaglia et Nicolas Erizzo, qui l'accompagnait, eurent, le 5 juin, des conférences avec le général en chef à Vérone même. Il leur dit que la république française avait de grands sujets de plainte contre la république de Venise ; mais que l'accueil que les Véronais avaient fait à ses compagnons d'armes et à lui-même, l'avait confirmé dans l'opinion qu'il fallait regarder ce qui était arrivé comme un effet de l'imprévoyance ; qu'il serait bien aise de pouvoir donner au sénat des preuves de l'amitié de son gouvernement, bien persuadé que pendant le séjour des troupes françaises sur le territoire de Venise, le sénat ne discontinuerait pas de manifester sa loyauté, et

que rien ne manquerait à son armée, qui, n'ayant à sa suite ni magasins ni équipages, était obligée de tirer sa subsistance du territoire qu'elle occupait.

Les commissaires s'étant hasardés de lui demander avec toutes les précautions dont une pareille question était susceptible, s'il pouvait prévoir la durée du séjour de ses troupes à Vérone, Bonaparte leur répondit sans détour qu'il les y laisserait tant que les circonstances de la guerre pourraient l'exiger; mais qu'il consentirait à les retirer dès à présent, si la république se mettait en état d'interdire aux Autrichiens le passage de l'Adige; qu'au surplus il espérait qu'avant peu l'ennemi serait totalement expulsé de l'Italie, ce qui permettrait de réduire à un très petit nombre les troupes françaises qu'on laisserait pour la garde des ponts de Vérone.

Parlant ensuite de la guerre, de la politique, il dit qu'il était redevable de la rapidité de ses conquêtes au peu de prévoyance des généraux alliés; il annonça la probabilité d'une paix prochaine avec le roi de Naples, et ajoutant que le chevalier d'Azara, ministre d'Espagne, l'attendait à Brescia pour traiter d'un accommodement avec le pape, il assura que les intentions bien connues de son gouvernement étaient de rendre

l'Italie indépendante, et de faire du duché de Milan un état séparé comme autrefois, ce qui ne pouvait qu'être conforme aux vues de la république de Venise.

Les commissaires vénitiens terminaient ainsi leur rapport au sénat sur cette conférence : « La » finesse des observations du général Bonaparte, » l'étendue de ses vues, la manière dont il les » développe, ses aperçus sur les intérêts de sa » nation et des autres, tout cela nous autorise à » penser, non seulement que cet homme est » doué de beaucoup de talent pour les affaires » politiques, mais qu'il doit avoir un jour une » grande influence dans son pays. »

De son côté, Bonaparte, en rendant compte au directoire de cet entretien et de sa conduite à l'égard de Venise, ajoutait* : « Si votre projet » est de tirer cinq ou six millions de Venise, » je vous ai ménagé exprès cette espèce de » rupture. Vous pourriez les demander en in- » demnité du combat de Borghetto, que j'ai été » obligé de livrer pour prendre Peschiera. Si vous » avez des intentions *plus prononcées*, je crois » qu'il faudrait continuer ce sujet de brouillerie, » m'instruire de ce que vous voulez faire, et at-

* Correspondance confidentielle du 7 juin.

» tendre le moment favorable que je saisirai » *suivant les circonstances;* car il ne faut pas » avoir affaire à tout le monde à la fois. »

Le directoire lui répondit, dès le 11 juin: « Quant au sénat de Venise, il n'y a pas d'in- » convénient à en agir avec fermeté à son égard. »

Le gouvernement français comptait en effet trouver des ressources pécuniaires à Venise, et il avait résolu d'y lever un emprunt de douze millions au moins, et de lui faire accepter pour garantie, des délégations sur la dette que les Bataves avaient contractée envers la France. Il entendait que la somme prêtée serait imputée sur les fonds que le roi et le gouvernement d'Angleterre avaient dans le trésor de Venise, et dont il fallait exiger la remise à la France. Mais l'intention du directoire n'était pas de rompre encore avec la république de Venise.

Ayant ordonné à ses agens diplomatiques de ne reconnaître pour Français que ceux qui porteraient la cocarde nationale, cinq ou six Français l'avaient prise à Venise; mais les inquisiteurs d'état la leur avaient fait enlever. Bonaparte insista fortement auprès de l'envoyé de France Lallemant, pour que les Français portassent sans être inquiétés la cocarde tricolore dans Venise même, et pour que l'injure qui leur avait été

faite fût immédiatement réparée. Lallemant adressa au sénat une réclamation énergique qui ne fut pas sans effet.

Voilà où en était Venise une année avant sa destruction. On pouvait pressentir dès-lors, pour peu qu'on fût informé de l'état réel des choses, le sort prochain de l'Italie, et la destinée de son jeune conquérant.

Toute son attention se tourna sur Mantoue, dont on commença l'investissement dès le 7 juin, après s'être emparé du faubourg Saint-Georges. Bonaparte se flattait d'enlever ce boulevard de l'Autriche par un coup de main, avant l'arrivée d'une nouvelle armée autrichienne, et il s'en était même publiquement vanté; mais il manquait entièrement d'artillerie de siége; la place était d'ailleurs bien approvisionnée et défendue par une nombreuse garnison. Cette conquête aurait été plus facile si, après le combat de Lodi, il n'eût pas laissé à Beaulieu le temps d'y jeter des secours, d'en réparer les fortifications, d'y faire porter jour et nuit des munitions et des vivres.

Jamais campagne ne s'était présentée sous un aspect plus sinistre à la cour de Vienne, que celle qui était ouverte en Italie depuis deux mois. Qu'avait-elle offert à compter du combat

de Montenotte? Dans la consternation où tout le monde y fut plongé à l'aspect de tant de pertes et de désastres, il ne vint à la pensée de personne de les imputer au seul général d'Argenteau ; on les attribuait vaguement à des bévues, à des méprises, à la trahison même, enfin à la mésintelligence qui avait éclaté entre les Sardes et les Autrichiens ; mais on ne précisait nullement les faits. En général on sentait qu'il fallait avant tout mettre fin à cette série de défaites et sauver l'Italie. Le cabinet se hâta de prendre en conséquence les mesures les plus efficaces. Mais de même qu'à Turin, dans le fort de la crise, on parla aussi à Vienne, dans les conseils, de la nécessité de recourir à la paix. Le vendredi, 6 mai, un conseil d'état secret fut tenu en présence de l'Empereur et du premier ministre baron de Thugut. Là le ministre d'état comte de Collowrath hasarda la proposition de faire la paix le plus promptement possible et à la première ouverture qui paraîtrait raisonnable. Mais comment y engager l'Angleterre, ou comment se passer de son adhésion? « Pourrions-» nous dès aujourd'hui, fit observer le comte de » Lehrbach, qu'un traité nous lie non seulement » avec cette puissance, mais avec le cabinet de » Saint-Pétersbourg, pourrions-nous, si nous

» posions les armes, essayer de nous justifier » d'un tel abandon aux yeux de ces deux cabinets, » en alléguant la nécessité des circonstances? où » est le besoin du parti que nous prendrions de » faire la paix sans le concours de l'Angleterre » dont nous recevons les subsides? La pénurie » de nos finances pourrait-elle s'en passer? Sans » doute l'Angleterre persisterait, même sans » nous, dans la ferme volonté de continuer la » guerre. Et d'ailleurs sur quelle base établir un » traité de paix acceptable en face de tant de » revers imprévus? Recevrions-nous en com- » pensation de nos pertes qui ne sont point en- » core réparées, nos pertes récentes? Rien ne » nous autorise encore à altérer les bases de né- » gociations convenues entre S. M. impériale et » ses alliés. Il faut donc conjurer avec courage » le danger qui menace l'état. » D'autres considérations vinrent à l'appui de cette opinion, et la majorité du conseil se réunit à l'avis de persister dans la guerre, et de faire de nouveaux efforts. Il fut décidé qu'en Allemagne on se bornerait à dénoncer l'armistice pour faire une guerre défensive; et que l'on tirerait des armées du Rhin un détachement de trente mille hommes, qui se porterait vers le Tyrol pour reconquérir l'Italie.

Comme les revers inexplicables des armées en Italie ne frappaient pas moins le public que la cour, on donnait une libre carrière à cet esprit de critique qui s'était déjà manifesté au sujet de la distribution du commandement, et plus encore à l'occasion de la rivalité entre les maréchaux Clairfayt et Wurmser. Le public allemand avait blâmé la disgrace de l'un et la bienveillance trop marquée en faveur de l'autre, et c'était le maréchal Clairfayt qu'il désignait, dans cette crise nouvelle, comme seul capable de rétablir les armes autrichiennes en Italie. Mais la même cabale de cour qui était parvenue à renverser Clairfayt, l'écarta du commandement. « N'est-ce pas lui, dirent ses adversaires, » qui a porté le choix de l'Empereur sur Beau- » lieu, son compatriote belge et son ami. D'ail- » leurs, ce n'était pas le commandement pur et » simple de l'armée qu'ambitionnait Clairfayt » en Allemagne, et auquel il aspire aujourd'hui » en Italie ; c'est une sorte de dictature, un pou- » voir hors du contrôle du conseil aulique de » guerre. Telles ne sont pas les maximes de la » monarchie autrichienne. » Ces raisonnemens triomphèrent, et Wurmser eut la mission difficile d'aller sauver Mantoue et reconquérir l'Italie. Ce choix n'était pas heureux, à moins

qu'on ne prétende soutenir qu'il était bon d'opposer à un jeune capitaine entreprenant, d'une activité incroyable et guidé par la fortune, un général, brave sans doute, mais d'une vieillesse presque caduque et d'une surdité presque complète. Wurmser entendait à peine le canon à ses oreilles; et, par son âge et cette infirmité sans remède, il était plus susceptible que tout autre d'être trompé ou circonvenu.

Cependant, pour accorder une sorte de satisfaction à l'armée et à l'opinion publique, on sacrifia le président et le vice-président du conseil aulique de guerre, auxquels on imputait plus particulièrement les erreurs et les bévues de ce conseil.

En conséquence, le maréchal de Wallis et le général de Ferraris reçurent leur démission. Dès ce moment la cabale de cour, dont le comte de Bellegarde était considéré comme le chef, prévalut complètement dans les conseils de l'Empereur.

Cependant la grande mesure qui venait d'y être adoptée, et par laquelle, en voulant sauver l'Italie, on dégarnissait l'Allemagne, allait réduire les armées du Rhin à une guerre purement défensive et favoriser les opérations des armées françaises dans l'Empire. Un pareil état

de choses, au moment où la campagne allait s'ouvrir au cœur de l'Allemagne, attira l'attention du cabinet de Prusse, car le sort de l'Allemagne intéressait trop essentiellement la politique de ce cabinet, pour qu'il perdît un instant de vue les événemens qui allaient se développer sur ce théâtre de la guerre, si rapproché de la monarchie. On comprendra aisément le parti que sut en tirer le gouvernement de la république française, dans ses rapports avec le cabinet prussien.

Par suite des insinuations du ministre de France Caillard, la mise à exécution du plan proposé par M. de Hardenberg, pour l'établissement d'une nouvelle ligne de neutralité dans le nord de l'Allemagne, se trouvait déjà placée sous l'influence de la politique du directoire, sous prétexte que c'était essentiellement avec la république française qu'il fallait négocier cette nouvelle démarcation. Le ministre du cabinet Haugwitz s'emparant de la direction de cette affaire, en fit mouvoir les ressorts à son gré, mais avec une intention qui resta cachée aux yeux du roi et de la plupart de ses ministres. Voici comment il s'y prit : dès qu'il eut connaissance que les ouvertures faites à Bâle par M. Wickham pour une négociation de paix avec la France, venaient d'être rompues sans retour,

le 8 avril, il représenta au roi le danger imminent qui pouvait menacer la basse Allemagne, par suite du renouvellement des hostilités, et il détermina Sa Majesté à faire exécuter les mesures proposées précédemment par Hardenberg, pour assurer la neutralité des pays enclavés dans une nouvelle ligne de démarcation qui serait proposée au gouvernement français. Sur son avis, le roi arrêta que le duc de Brunswick serait mis à la tête de cette armée fédérative, et qu'on s'occuperait immédiatement de sa formation. Le prince Henri de Prusse, d'accord avec Haugwitz, se rendit en toute hâte à Brunswick pour s'aboucher avec le prince régnant, s'assurer de ses dispositions, et pour l'inviter à se rendre le plus promptement possible aux conférences de Magdebourg, où devait se trouver Haugwitz. Ce ministre, saisissant l'occasion d'éloigner Hardenberg du centre des affaires, lui fit remettre un ordre du cabinet qui lui donnait la mission expresse d'aller immédiatement dans le Hanovre pour s'assurer le consentement de cet électorat, et le faire concourir à l'exécution de la mesure commune adoptée par le cabinet prussien. Le conseiller privé de Dohm et le baron de Stein furent mis également en activité dans le même but, soit vers le bas Rhin, soit en Westphalie.

Tous ces mouvemens avaient pour objet le prompt rassemblement d'une armée destinée à garder la nouvelle ligne de démarcation, et qui, dans l'arrière-pensée d'Haugwitz, pourrait, selon les circonstances, favoriser les projets de la France sur l'Allemagne, moyennant certains agrandissemens de territoire. Mais sentant qu'il ne pouvait entraîner le roi dans cette voie tortueuse qu'insensiblement et avec des précautions calculées, il concerta avec le duc de Brunswick les lettres circulaires du 27 mai qui, en faisant un appel aux princes et aux villes de la fédération projetée, mettaient au grand jour la négociation entamée avec le gouvernement français, pour assurer la neutralité du nord de l'Allemagne. Bien que ces lettres fussent censées avoir été convenues entre la cour de Berlin et la cour ducale de Brunswick, et données en commun, le roi seul les signa et les adressa aux évêques de Lubeck et de Hildesheim, aux ducs de Mecklenbourg-Schwerin et Mecklenbourg-Strelitz; à la cour électorale de Hanovre, à la régence royale et ducale de Holstein, aux villes libres et impériales de Hambourg, Brême, Lubeck, etc.

Frédéric-Guillaume y exprimait la crainte que l'ouverture prochaine d'une nouvelle cam-

pagne en Allemagne n'attirât de nouveaux dangers à la patrie allemande ; et il y annonçait que d'après les rapports pacifiques où il se trouvait avec la France, il avait la ferme intention de faire partager autant que possible à ses co-états du nord les douceurs inestimables du repos et de la sécurité, contre les troubles et les malheurs de la guerre.

« A cet effet, ajoutait le roi, il a déjà été en» tamé avec le gouvernement français des négo» ciations pour une *nouvelle ligne de neutralité.*» Enfin, après avoir annoncé qu'il était prêt à faire avancer un corps d'armée considérable, renforcé par les troupes du duc de Brunswick et de l'électeur de Hanovre, le roi et le duc de Brunswick lui-même, comme directeur du cercle de Basse-Saxe, convoquaient les états de ce cercle, pour le 20 du mois de juin prochain, dans la ville de Hildesheim. La même convocation fut faite aux états de Westphalie, dont les députés devaient se rendre également à Hildesheim. Là on leur fit connaître qu'il était indispensable que la généralité des états contribuât à l'entretien de la nouvelle armée d'observation. Les états se chargèrent pour six mois de l'entretien de cette armée fédérative destinée à la défense du nord de l'Allemagne.

Cette grande mesure, à la fois politique et militaire et dont la Prusse était le mobile, n'avait point encore reçu son entière exécution, que déjà les armées belligérantes étaient aux prises sur la rive droite du Rhin. L'archiduc Charles ayant dénoncé l'armistice le 21 mai, et les hostilités pouvant recommencer après dix jours révolus, on vit, dès le 31 du même mois, l'armée française de Sambre-et-Meuse effectuer un mouvement en avant pour envahir l'Allemagne. Voici quel était le but de cette invasion, d'après les plans soumis au directoire exécutif par son bureau militaire : 1° faire une diversion qui empêchât le cabinet de Vienne de tirer de nouveaux détachemens de ses armées du Rhin pour renforcer son armée d'Italie ; 2° détacher de l'Empereur les princes du corps germanique ; 3° nourrir la guerre en Allemagne et en tirer des contributions ; 4° s'emparer des principales forteresses, telles qu'Ehrenbreitstein, Mayence, Manheim et Philipsbourg, pour assurer les frontières du Rhin ; 5° s'emparer également d'Ingolstadt et d'Ulm, afin d'attaquer de concert du côté de l'Italie et de l'Allemagne les états héréditaires, soit après la prise de Mantoue, dans cette même campagne, soit au printemps de 1797.

Mais le plan d'opérations adopté à Paris fut

conçu dans un esprit opposé en quelque sorte au but que se proposait le cabinet du Luxembourg: comme on le verra, les places ne furent point bloquées ni assiégées, mais seulement observées de loin; deux armées sous les ordres de deux généraux indépendans l'un de l'autre, entrèrent en Allemagne par deux lignes d'opérations directement opposées; enfin elles marchèrent au hasard, sans concert, sans communications, et pourtant les deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, commandées par les généraux Jourdan et Moreau, s'élevaient à cent soixante mille hommes. Les ordres que le directoire venait d'expédier aux deux généraux en chef portaient : « qu'ils de» vaient faire subsister les troupes par la vic» toire. » Des raisons d'intérêt politique se joignaient d'ailleurs à l'urgent motif de nourrir la guerre par la guerre. Le cabinet du Luxembourg, sans trop compter sur l'entier accomplissement de son plan de campagne, se flattait néanmoins qu'une invasion au cœur de l'Allemagne amènerait la dissolution du corps germanique, c'est-à-dire que les petits princes, frappés de terreur, s'empresseraient l'un après l'autre, d'acheter une paix séparée; que par là, réduit à ses propres forces et dépouillé d'une

partie de ses états, l'Empereur menacé, peut-être dans Vienne même, et arrêté par la crainte de perdre ses états héréditaires, souscrirait en définitive à toutes les conditions qu'il plairait aux vainqueurs de lui imposer; qu'en outre l'Allemagne, ainsi que l'Italie, après avoir enrichi les Français de ses dépouilles et leur avoir permis de dicter des lois à l'Europe, verrait son sort entre leurs mains. Telle était la perspective qui s'offrait aux premiers magistrats de la république.

Pour l'Autriche, la perspective était sans doute moins favorable. Une foule de considérations obligeaient cette puissance à persister dans son système d'hostilités; mais elle ne pouvait se dissimuler que la perte des Pays-Bas et de la Hollande, la défection de la Prusse et de l'Espagne, et la nécessité de recouvrer l'Italie, ne la missent dans l'impossibilité de faire aucune conquête en France. Or, le plan combiné entre l'Angleterre et l'Empereur, pour cette campagne, fut moins dirigé contre la puissance territoriale de la nouvelle république que contre ses armées, ses finances, ses ressources militaires et son état intérieur, qu'il importait d'altérer. Pour mieux tirer parti de ce système, il fallait que la campagne en Allemagne eût essentiellement pour

but d'épier l'ennemi, de l'épuiser, et de gagner du temps, encore plus que des batailles.

Toutefois l'archiduc dont les forces, y compris les Saxons et les autres contingens, étaient au moins égales à celles des Français, s'était proposé, avant la reprise des hostilités, de prendre l'offensive, afin de préserver ainsi l'Allemagne. Mais l'armée française de Sambre-et-Meuse ayant pris elle-même l'initiative, et la plus grande partie de cette armée ayant été portée sur la rive droite du bas Rhin, il arriva que les Autrichiens se trouvèrent les plus faibles sur ce point. Vingt mille hommes seulement, commandés par le prince de Wurtemberg, y défendaient la Sieg et la Lahn. Battu à Uckerath et à Altenkirchen par le général Kléber, ce prince se retira derrière la Lahn, laissant à découvert la forteresse d'Ehrenbreitstein. Ce premier échec sur le bas Rhin fit craindre à l'archiduc qu'après avoir forcé le passage de la Lahn, le général en chef Jourdan ne se dirigeât sur le Mein et ne parvînt à tourner entièrement son aile droite. Affaibli, d'ailleurs, par le départ de Wurmser, qui lui enlevait trente mille hommes, l'archiduc renonça de lui-même, et avant d'avoir reçu les nouvelles instructions de sa cour, à son invasion dans le Palatinat et le Hundsruck. Le

6 juin, ce prince commence à opérer son mouvement de retraite, et se dirige rapidement sur Mayence avec la plus grande partie de son armée. Là il passe le Rhin et s'avance à marches forcées au devant des Français, qui occupaient la Lahn, au nombre de cinquante mille hommes. Il les attaque avant que Jourdan ait opéré sa jonction, gagne sur eux deux batailles et les chasse des murs de Wetzlar sous ceux de Dusseldorf.

Sur le haut Rhin, Wurmser, partant pour aller reconquérir le Milanais, avait laissé au général Latour le soin de le remplacer dans le commandement. Mais son départ avait diminué de moitié l'armée impériale, et augmenté par conséquent dans la même proportion la supériorité des Français. Voilà ce qui leur ouvrit, on peut le dire, les portes de l'Allemagne méridionale, d'autant plus que le vide occasioné par le départ de Wurmser dans la ligne de défense du haut Rhin, ne pouvait être rempli par l'archiduc qui venait de voler avec un renfort de troupes à la défense du bas Rhin.

Le général Moreau ne pouvait choisir un moment plus propice pour tenter le passage du fleuve et envahir la Souabe, d'après le projet qu'il en avait formé. Ses intelligences dans le

camp de Kehl parmi les troupes des cercles, furent aussi un des premiers élémens de son succès. Le 24 juin, avant le point du jour, ce général franchit le Rhin, attaque et enlève à l'improviste la redoute et le fort de Kehl, occupés par des troupes du cercle de Souabe; il fait passer le Rhin à toute son armée et dans un instant il envahit le territoire badois et la Souabe. Fier de ce succès, il écrit au directoire selon le plan de campagne arrêté : « J'espère que nous » serons bientôt en position de donner la main » droite à l'armée d'Italie, et la main gauche à » l'armée de Sambre-et-Meuse. »

L'archiduc, qui venait de faire repasser le Rhin à l'armée de Sambre-et-Meuse, apprenant le passage de ce fleuve par Moreau, adopte aussitôt un plan d'opérations conforme aux circonstances. Il renforce d'abord les garnisons d'Ehrenbreitstein et de Mayence, charge Wartensleben de couvrir le bas Rhin, et se dirige, en personne, vers la Souabe avec le reste de ses forces, dans le dessein de s'opposer aux progrès de Moreau.

Trente-six mille hommes, dont dix mille de cavalerie, telle est l'armée que ce prince a laissée à Wartensleben. Avant de mettre ce général en action, voyons le portrait que l'archiduc en

a tracé lui-même : « Wartensleben, a-t-il dit, » avait blanchi sous le harnais ; ses longs servi- » ces et sa valeur personnelle lui avaient conci- » lié l'estime générale ; il était fier de cet avan- » tage, et ne l'était pas moins de sa capacité, » partageant ce préjugé si commun parmi ceux » qui ont passé par tous les grades de prétendre » posséder à fond la science de la guerre. Il était » parvenu dans les hauts grades de l'armée au- » trichienne à une époque où la guerre se bor- » nait ordinairement au gain ou à la perte d'un » coin de terre. Alors on attachait la plus grande » importance à couvrir un bout de frontière, à » sauver un magasin. Ce vieil officier n'avait rien » étudié au delà. »

Aussitôt que les généraux français de l'armée de Sambre-et-Meuse ont connaissance du départ de l'archiduc, ils reprennent l'offensive, et se dirigent vers la Sieg, chassant devant eux les troupes légères, qui essaient en vain de les arrêter derrière la Sieg. Jourdan passe en même temps le Rhin à Neuwied, où le général autrichien Funck se laisse surprendre. Wartensleben, se croyant hors d'état de garder la position de Neukirchen, au lieu d'attaquer Jourdan en détail avant qu'il eût concentré ses forces, forme un cordon le long de la Lahn, et se retire ensuite

sur le Mein. Il allait se replier derrière la Nidda, lorsqu'une dépêche de l'archiduc lui prescrit de ne plus rétrograder avant d'avoir tenté le sort des armes. Le 10 juillet, d'après cet ordre, il forme ses troupes en bataille sur la Wartha, derrière Friedberg : le combat y est très vif le lendemain, et Wartensleben est forcé à la retraite. Poursuivi chaudement par son adversaire, il se replie dans la position de Bergen, en avant de Francfort, et il est encore battu à Friedberg, pour avoir risqué l'offensive dans une position où ses ailes, restées sans appui et menacées d'être débordées, n'ont pas même une réserve. Wartensleben, ayant opéré sa retraite en remontant la rive gauche du Mein, établit une partie de ses troupes à Aschaffenbourg, complète l'approvisionnement de Mayence, et jette deux mille quatre cents hommes dans Francfort dont il arme les remparts, tandis que le gros de son armée prend position à Offenbach. Un cordon de troupes légères se liait à Mayence, et un camp volant entretenait sa communication avec le Necker. Sa position, bien que trop étendue, remplissait assez le but qu'il se proposait, et s'il eût su y tenir ferme, l'armée de Jourdan et même celle de Moreau, qui allait avoir en tête l'archiduc, n'auraient pas fait un pas de

plus en Allemagne. Wartensleben, qui d'ailleurs venait de recevoir des renforts, avait alors quarante-cinq mille combattans, dont quinze mille de cavalerie. Jourdan lui opposait, sur la rive droite du Mein, cinquante mille fantassins et neuf mille chevaux. Ce général ayant bombardé Francfort le 12 juillet, et sommé les magistrats de lui en ouvrir les portes, Wartensleben, qui est maître de la ville, déclare ne pouvoir l'abandonner sans l'autorisation de l'archiduc, auquel il vient d'expédier un courrier. Jourdan s'étant montré inexorable, élève une batterie de mortiers qui porte l'incendie dans tous les quartiers. Les magistrats renouvellent alors leurs instances auprès de Wartensleben pour qu'il évacue une ville dont les fortifications n'offrent pas la possibilité d'une plus longue résistance. Le général autrichien veut bien entrer en pourparlers : il convient d'une capitulation et d'une suspension d'armes jusqu'au 16 juin, jour où les Français pourront occuper Francfort, et il profite de ce délai pour gagner Wurtzbourg, où il concentre toutes ses forces dans une position sagement choisie, puisqu'elle couvrait à la fois les routes de la Bohême et celles qui mènent au Danube par Ulm et Ratisbonne.

Les Français ayant fait leur entrée à Franc-

fort, cette ville fut sommée de leur livrer une seconde fois ses richesses, le général Jourdan l'ayant taxée à une contribution de six millions en espèces, et de deux millions en munitions de bouche.

De son côté, Moreau commençait aussi à recueillir en Souabe les avantages de son invasion. Du 28 juin au 10 juillet, il signala ses succès contre les Autrichiens aux combats de Renchen, de Rastadt et d'Ettlingen. Ses troupes trouvèrent le pays très abondant en ressources de toute espèce, et elles lui imposèrent de fortes contributions.

Ces deux invasions portèrent l'effroi dans toute l'Allemagne à l'exception du cabinet de Berlin. Dès l'ouverture de la campagne, le ministre de France Caillard, bien pénétré des intentions du conseil de Frédéric-Guillaume, en avait pris texte pour représenter à Haugwitz que désormais la Prusse ne devait plus tarder à renoncer ouvertement à l'intégrité de l'ancien territoire de l'empire d'Allemagne, et de reconnaître que le Rhin formait les nouvelles limites de la domination française. Il lui rappelle alors combien dans les affaires politiques il est important de se rendre favorables ceux qui peuvent nous être utiles, avant que le changement

de circonstances ne diminue ou n'efface entièrement le prix du bienfait demandé. Il proteste d'ailleurs que le directoire a toujours eu la volonté de conclure avec la cour de Berlin un accord amical dans leur intérêt respectif, bien que la France soit en position de s'en passer.

Haugwitz, prêtant de plus en plus l'oreille aux insinuations de ce ministre du directoire, et jugeant le moment propice par l'effet des progrès des Français en Allemagne, invite Caillard à lui remettre une note qu'il puisse porter à la connaissance du roi. Cette note, remise dans les premiers jours de juillet, était conçue à peu près en ces termes.

« Le directoire de la république française n'a » d'autre désir, et ce désir est conforme aux sti- » pulations de Bâle, que de pourvoir à la sûreté » future des domaines de la république en leur » donnant une frontière que la nature et l'art ren- » dent propre à être défendue militairement. Il est » temps que le cabinet de Prusse y concourre, » en mettant enfin de côté des considérations in- » tempestives sur l'intégrité du territoire et l'in- » violabilité des anciennes constitutions de l'Em- » pire. Les circonstances actuelles ne les admettent » plus. Quel avantage la Prusse espère-t-elle re- » cueillir en tardant à prendre un parti à cet égard,

» qui remette, pour ainsi dire, entre ses mains
» l'accomplissement de ses désirs? Pourquoi, lors-
» qu'une si belle occasion lui est offerte de se
» soustraire aux contrariétés de la fortune, lais-
» serait-elle plus long-temps ses intérêts à la
» merci des chances de la guerre? Que la Prusse
» prenne un parti, et alors elle verra que l'atta-
» chement de la république pour cette puissance
» ne se bornera point à des paroles. Le roi peut
» attendre beaucoup de la France, lorsque une
» fois la décision prise de convertir toutes les
» souverainetés ecclésiastiques de l'Empire en
» principautés séculières, on pourra délibérer
» en même temps sur l'indemnité à régler pour
» la perte des provinces situées au-delà du Rhin.
» Il est évident qu'un pareil dessein réunit à l'u-
» tilité présente la certitude d'ajouter de nouvel-
» les bases à la puissance que Frédéric II a fon-
» dée par l'autorité acquise sur les princes de
» l'Empire, et particulièrement sur les états
» protestans. Ce grand monarque, après avoir,
» d'abord par ses armes, ensuite par sa pru-
» dence, conservé deux fois au Palatinat l'anti-
» que patrimoine de la Bavière, n'a-t-il pas, en
» descendant au tombeau, laissé en héritage à
» son successeur la dignité de chef et de pro-
» tecteur de la ligue des princes allemands, de

» cette ligue si courageusement formée et si sa-
» gement conduite par lui dans les derniers temps
» de sa glorieuse carrière ? Aujourd'hui l'alliance
» de la république française aplanit à Frédéric-
» Guillaume les moyens de se maintenir à la tête
» du parti que la différence de croyance et la
» rivalité de pouvoir rend opposé en Allemagne
» à l'autorité de l'Empereur, et de s'y maintenir
» en faisant le bonheur des états qui voudront
» profiter de sa médiation. Et quelle reconnais-
» sance s'attirera Frédéric-Guillaume de la part
» des protestans, par l'abolition de la souverai-
» neté dans tous les domaines ecclésiastiques !
» Ont-ils jamais cessé de se plaindre de cette
» multitude de souverainetés conservées si mal
» à propos dans le sein de l'Empire en vertu des
» traités de paix de Westphalie? C'est par elles
» qu'une majorité catholique domine dans les
» deux principaux ordres des comices de la na-
» tion, appelés communément colléges du corps
» germanique. Il est certain qu'il résultera du
» moyen qu'on propose un changement consi-
» dérable dans les affaires d'Allemagne en faveur
» du parti opposé et désigné sous le nom d'*évan-*
» *gélique*. Le roi de Prusse qui a dans ce moment
» le pouvoir de mettre à exécution un tel chan-
» gement, en retirera un avantage auquel les

» Suédois n'avaient pu parvenir après trente » années de guerre et de courageux efforts. . . .»

Après qu'Haugwitz eut mis cette note sous les yeux du roi, il y eut une délibération du cabinet, à la suite de laquelle le monarque, d'après l'avis de son conseil, jugea à propos de faire prendre possession des faubourgs de la ville impériale de Nuremberg et de tous ses ouvrages extérieurs, comme appartenant à la maison de Brandebourg. Cette prise de possession fut précédée par quatre déclarations émanées du cabinet prussien, destinées à faire connaître non seulement les droits et les vues du roi sur la ville libre de Nuremberg, mais encore sur l'archevêché d'Eichstadt et sur la noblesse immédiate de Franconie. Ces déclarations prononçaient contre la validité d'anciennes conventions, alléguant pour motif que les principautés de Franconie formaient un territoire distinct et séparé de l'Empire. A compter du 4 juillet plusieurs de ces prises de possession s'effectuèrent. A Nuremberg les faubourgs de Wohrd et de Gastenhorf furent occupés par les troupes prussiennes, et les habitans de la ville bloqués, comme l'avaient été les Dantzickois dans des circonstances analogues. Plusieurs habitans d'Eichstadt, intimidés par les me-

naces et cédant aux intimations des fonctionnaires prussiens prêtèrent hommage au roi. Il en fut de même des employés du clergé et de la noblesse immédiate de Franconie. Il est inutile de dire que c'était un premier essai d'agrandissement qui coïncidait avec l'esprit de la note de Caillard et avec les progrès des Français dans le cœur de l'Allemagne. Mais quant à Nuremberg on s'y détermina trop tôt. comme on le verra, et cela par l'effet de circonstances trompeuses et d'après des motifs plus spécieux que solides.

Les ordres une fois donnés, le roi dont la santé semblait toujours décliner, partit de Berlin le 13 juillet, pour être rendu le 17 aux eaux de Pyrmont : il n'y fut accompagné que de deux personnes qui jouissaient de sa confiance particulière; le général de Bischoffswerder et le secrétaire du cabinet Lombard. Quelques envoyés secrets des princes dont les états étaient envahis par les Français virent le monarque à Pyrmont et il leur donna le conseil de suivre sa politique, et de traiter séparément. Dès le 30 juillet ce prince fut de retour à Berlin.

Ce qui venait de se passer en Allemagne, dans ce court intervalle, favorisa singulièrement les projets d'Haugwitz. Dans la chaleur de ses négociations avec Caillard les conseillers du roi

avaient penché pour les propositions de ce ministre de la république. Ils persistèrent plus encore dans leur première opinion, quand ils surent que le général Moreau, envahissant les états du duc de Wurtemberg et du margrave de Bade, avait amené ces princes à séparer leurs forces de l'armée confédérée. Se voyant près de devenir la proie des Français qui occupaient déjà leur territoire, le margrave de Bade, le duc de Wurtemberg, le cercle de Souabe et tous les petits princes dont les états s'y trouvaient enclavés, sollicitèrent une suspension d'armes qu'ils obtinrent le 13 et le 22 juillet. Ces trèves ayant séparé les forces de ces princes de l'armée confédérée, les réduisirent à tenter d'adoucir la fierté du vainqueur, en cédant promptement aux conditions de paix qu'il plairait au directoire de leur imposer. Les sacrifices qu'exigeait le gouvernement Français étaient énormes. Leurs contributions réunies formaient un total de vingt-cinq millions de francs, indépendamment de douze mille chevaux, d'un pareil nombre de bœufs, de cinq cent mille quintaux de froment, de seigle et d'avoine, et de deux cent mille paires de souliers.

Sur les points du théâtre de la guerre plus rapprochés des états prussiens les succès des

Français ne paraissaient pas moins décisifs. Wartensleben, après la perte de Francfort, informé que Jourdan marchait sur lui avec ses communications et ses flancs découverts, se décide à le prévenir. L'attaque devait avoir lieu le 23 juillet; mais, sur le rapport d'un déserteur annonçant l'arrivée de la division française du général Bernadotte, Wartensleben convoque un conseil; non seulement on y ajourne l'attaque, mais on y prend la résolution de se retirer; décision pusillanime, à la suite de laquelle Wartensleben se rend en toute hâte à Zell, au fond de la Franconie, perdant un nombre considérable de traîneurs et de déserteurs dans des marches forcées. C'est ainsi que les Français se trouvèrent à la fin de juillet sur les frontières de la Bohème et de la Bavière, et là, leur grande supériorité de forces semblait ôter toute espérance d'arrêter leurs succès.

Ce fut alors qu'Haugwitz jugea qu'il n'y avait plus d'inconvéniens pour l'honneur de la couronne ni pour la sûreté de l'état à conclure les négociations entamées par le plénipotentiaire français. Deux conventions furent signées à Berlin, le 5 août, par Chrétien-Henri de Haugwitz d'une part, et par Antoine-Bernard Caillard de l'autre. La première modifiait, à raison

des circonstances, les conditions imposées par les articles signés à Bâle le 5 avril et le 17 mai 1795, pour l'observation de la neutralité dans les provinces septentrionales de l'Allemagne tant que la guerre se prolongerait dans la partie méridionale. On détermina, par cette convention, une ligne de démarcation qui, en partant de Wesel sur le Rhin, suivrait les frontières des montagnes de la Thuringe, s'étendrait ensuite le long des côtes de la mer du Nord, en y comprenant les embouchures de l'Elbe, du Weser et de l'Ems, et contournant les frontières de la Hollande reviendrait aboutir à Wesel. La république française s'engageait à reconnaître comme neutres tous les pays situés derrière cette ligne. De son côté le roi de Prusse garantissait qu'aucune troupe des états compris dans la neutralité ne sortirait de la ligne de démarcation pour combattre les armées françaises ni pour exercer aucune hostilité contre les Provinces-Unies. Cette convention ne fut rendue publique qu'à la fin de novembre suivant. Le même jour Haugwitz en conclut une autre qui fut tenue secrète et qui eut une influence décisive sur le sort qu'on préparait à l'Allemagne. Cette seconde convention garantit à la république française le consentement du roi pour l'acqui-

sition du territoire allemand qui s'étend depuis les anciennes limites de la France jusqu'à la rive gauche du Rhin, reconnaissait en conséquence la justice de l'indemnité qui devait compenser les pertes de ces provinces et fixait en dernier lieu la manière d'y pourvoir en assignant en échange des états dont on faisait la cession, une partie équivalente de domaines ecclésiastiques situés sur la rive droite du même fleuve. Le roi de Prusse devait recevoir en dédommagement de ses provinces transrhénanes l'évêché de Munster et le pays de Becklinghausen. La faculté d'intervenir dans la pacification des princes allemands avec la république française, confirmée par le second article de cette convention secrète, fit admettre dans le troisième article la garantie réciproque de certaines conditions en faveur de la maison de Hesse-Cassel et des autres membres de la même famille portant le même titre. Le troisième article contenait des résolutions d'une haute importance : elles avaient pour objet des circonstances qui intéressaient moins la couronne de Prusse que la sollicitude personnelle du roi envers les princes de la maison d'Orange unis par une double parenté à la maison de Brandebourg. Il s'agissait de leur ménager une indemnité. Non

seulement le stathouder se trouvait expulsé avec toute sa famille des états dans lesquels ses aïeux avaient introduit la liberté et fait éclore les germes de la grandeur publique et de la prospérité particulière, mais il s'était vu dépouillé de ses dignités, du commandement de l'armée, et des richesses dont une partie était son héritage, l'autre la récompense de la bonne administration et de la défense de la république. L'injustice a si peu de confiance dans ses propres forces, que les auteurs de cette proscription trouvaient toujours l'asile accordé aux princes d'Orange trop voisin des lieux où ils craignaient que le doux souvenir des temps passés et la pénible épreuve du présent ne les ramenât quelque jour. Pour calmer de semblables inquiétudes la république française avait jugé plus d'une fois qu'avant de rien stipuler éventuellement pour la maison d'Orange, il fallait sa renonciation solennelle à toutes les charges, honneurs, émolumens, dont elle avait joui en Hollande. Mais, quoiqu'il n'y ait d'autres garanties pour l'effet de la durée de semblables actes que la force de ceux qui les exigent et la faiblesse de celui qui s'y soumet, le roi de Prusse ne voulut point y consentir avant que l'extinction des souverainetés ecclésiastiques d'Alle-

magne eût permis que les droits de son beau-frère et de son gendre fussent assurés par de nouveaux titres et de nouvelles possessions. C'est ce qui fut stipulé dans le cinquième article de la convention secrète. La France et la Prusse s'engageaient à interposer leur médiation pour amener un arrangement entre la république batave et le prince d'Orange ; et à cet effet la république française promettait d'employer ses bons offices pour opérer en faveur du prince d'Orange la sécularisation des évêchés de Bamberg et de Wurtzbourg, sauf pour ce prince à renoncer au stathoudérat.

Telle fut la convention secrète du 5 août qui mit le cabinet de Berlin pour ainsi dire à la merci de la France quant aux affaires d'Allemagne.

Ces dispositions particulières ne furent pas même pressenties par le cabinet de Londres qui semblait toujours se repaître de l'espérance qu'il surviendrait tôt ou tard un changement plus favorable à ses intérêts dans la politique de la Prusse.

Mais dès la fin de juillet des nouvelles alarmantes du continent s'étant succédé en Angleterre, M. Pitt les prit en sérieuse considération. En même temps qu'il eut connaissance des

progrès menaçans des armées françaises au delà du Rhin, il acquit la certitude que le prince d'Aremberg, consulté par le cabinet de Vienne sur les dispositions du directoire exécutif, avait donné son avis d'après lequel la cour impériale commençait à se départir de la persévérance que le principal ministre baron de Thugut avait mise jusqu'alors dans son système politique. En effet, déjà effrayée de la marche triomphante des Français dans l'intérieur de l'Allemagne et des dispositions de la Prusse qui tendaient visiblement à la dissolution de l'empire germanique, la cour impériale avait dépêché à la hâte le conseiller Muller à Londres, pour engager le gouvernement anglais à en venir à des ouvertures pacifiques ou à l'emploi de mesures capables de préserver l'Allemagne de sa ruine, et les états héréditaires d'une invasion imminente. En même temps le baron de Thugut avait fait partir de nouveau pour les frontières d'Allemagne le comte de Lehrbach, afin d'y être plus à portée d'entamer les pourparlers que pourrait nécessiter la gravité des conjonctures. Enfin les ministres de la Grande-Bretagne reçurent, par des voies détournées, un troisième avis encore plus important, d'après lequel ils acquirent également la certitude que le cabinet de Berlin

était à la veille de serrer par de nouveaux liens ses rapports avec la France. Mais cet avis n'arriva que peu de jours avant la conclusion du traité secret dont il vient d'être fait mention.

M. Pitt convoqua aussitôt un conseil privé où assistèrent tous les ministres. Là il fut résolu que le sous-secrétaire d'état M. Hammond se rendrait immédiatement à Berlin avec la mission expresse d'amener le roi de Prusse, soit par l'offre directe d'un subside, soit par tout autre moyen diplomatique, à se déclarer médiateur armé entre les alliés et la république française, c'est-à-dire l'arbitre de la paix ou de la guerre, dans la vue de préserver non seulement le nord de l'Allemagne, mais son intégrité entière en s'interposant dans les négociations qui seraient ouvertes sur-le-champ avec la France dans un intérêt commun, et pour arriver plus sûrement à une pacification générale. M. Hammond, jadis ministre près les États-Unis d'Amérique, employé ensuite dans des négociations à Paris, était alors chef du département des affaires étrangères sous lord Grenville. On le regardait généralement comme un des négociateurs les plus habiles de la Grande-Bretagne, et très capable, sous tous les rapports, de remplir

dans cette circonstance délicate les vues de son cabinet.

Après la tenue du conseil, le 3 août, il reçut ses instructions et partit le même jour pour le continent accompagné de M. Taylor et de deux messagers d'état. Ayant abordé le 8 à Cuxhaven, il se dirigea sur Berlin où il arriva cinq jours après la signature du traité secret avec la France. Rien de positif pourtant n'avait encore transpiré. M. Hammond s'étant d'abord présenté chez le ministre Haugwitz, il le trouva inaccessible à toutes ses propositions, soit directes soit indirectes, et également imperturbable devant tous ses raisonnemens diplomatiques. Haugwitz se borna à lui faire observer que les propositions qu'il était chargé de présenter à la cour de Berlin ne tendaient à rien moins qu'à faire abandonner à la Prusse le système pacifique qu'elle s'était imposé, car une médiation armée entre deux belligérans la conduirait inévitablement à se déclarer soit pour l'un, soit pour l'autre, ce que la Prusse voulait à tout prix éviter; que telle était aussi l'intention du roi qui d'ailleurs dans cette circonstance lui donnerait ses ordres après avoir pris dans sa sagesse la détermination qui lui paraîtrait la plus convenable. M. Hammond eut sans difficulté une au-

dience du roi à Potzdam et lui présenta respectueusement et avec clarté les propositions de sa cour. Le roi se renferma d'abord dans des généralités dilatoires; mais le négociateur en étant venu aux instances pressantes, et manifestant combien il devait désirer porter à son gouvernement les intentions personnelles et explicites de S. M., le roi dit qu'on aurait dû supposer d'avance que toutes les propositions faites ou à faire de la part de la cour de Londres n'apporteraient aucun changement au système qu'il avait adopté, dont le traité de Bâle avait complété le développement et qu'il entendait suivre d'une manière invariable; que c'était d'ailleurs l'intérêt de la Prusse qui avait besoin de la paix; mais que d'un autre côté il saurait maintenir ses états dans une neutralité parfaite sans que les intérêts commerciaux de l'Angleterre pussent jamais y être lésés; et que le cabinet de Londres avait déjà dû reconnaître combien il avait apporté de sollicitude à mettre l'électorat de Hanovre dans le cas de n'avoir rien à redouter et le nord de l'Allemagne à couvert de toute entreprise hostile.

C'est ainsi que M. Hammond manqua le but de sa mission, de même que lord Spencer l'année précédente avait échoué dans ses tentatives

pour renverser la négociation de Bâle, avec la différence pourtant que les démarches de lord Spencer rentraient dans la sphère des intrigues politiques, au lieu que M. Hammond avait agi diplomatiquement et sans recourir à l'emploi de moyens détournés. Il ne lui fut pas difficile de pénétrer que rien ne pourrait changer les dispositions de la cour de Prusse tant que Haugwitz et le secrétaire privé Lombard, que soutenait un parti puissant dans l'état, jouiraient de la confiance du roi. De Berlin, M. Hammond se rendit à Vienne.

A cette époque le gouvernement anglais eut aussi à porter sa sollicitude sur les dangers que courait le Portugal, l'allié de la Grande-Bretagne. Ceci se rapportait aux dispositions que montrait l'Espagne à l'égard de l'Angleterre, et aux liaisons qui paraissaient se former entre le directoire français et la cour de Madrid asservie à don Manuel Godoï, favori insolent et avide, entièrement dévoué aux intérêts de la France. Cet état de choses compromettait le Portugal même sans rupture. Une foule de négocians anglais intéressés au commerce du Portugal s'adressèrent à M. Pitt pour lui demander des éclaircissemens sur les bruits qui paraissaient s'accréditer que les Français voulaient envoyer

des troupes par l'Espagne à Lisbonne, et exigaient que ce port, comme tous les autres ports du Portugal fussent fermés aux navires britanniques. Le premier ministre leur répondit que « à la vérité le directoire français avait fait à la » cour de Madrid des propositions tendant à ce » qu'elle permît le passage des troupes françai- » ses par l'Espagne ; mais qu'il espérait que le » cabinet espagnol ne se prêterait point à cette » demande. Que le gouvernement français avait » également exigé de la cour de Lisbonne une » certaine somme avec menace que si celle-ci se » refusait à la payer les Français attaqueraient » le Portugal ; mais qu'il ne regardait toutes » ces démarches que comme des démonstrations » faites pour intimider, et que de même que la » frayeur avait souvent servi les Français autant » que leurs armes, ici leur but paraissait être » en ce moment de répandre l'alarme tant en » Portugal qu'en Angleterre et de forcer par ce » moyen l'un à payer des sommes énormes, l'au- » tre à se soumettre à des conditions inaccepta- » bles; que si les Français avaient réellement » dessein d'attaquer le Portugal, le projet en » serait plus facilement formé qu'exécuté ; qu'en » tous cas et quoiqu'il arrivât, le commerce pou- » vait être certain qu'il serait efficacement pro-

» tégé et qu'il lui serait accordé des convois » nombreux pour le transport de leurs approvi- » sionnemens de vin d'Oporto en Angleterre. »

Cependant la cour de Lisbonne regardait les démonstrations du gouvernement français sous un point de vue plus sérieux, et elle envoyait à cet effet deux ministres extraordinaires, l'un près la cour de Londres, l'autre près la cour de Madrid. Le marquis de Pombal qui devait se rendre à Londres était chargé de représenter au principal ministre que le Portugal étant hors d'état d'opposer seul et par lui-même une résistance efficace à un ennemi puissant qu'aucune difficulté n'arrêtait, il venait concerter les mesures à prendre et réclamer des secours proportionnés au danger, afin de mettre le Portugal en sûreté contre toute entreprise qui menacerait son territoire d'une invasion.

Les deux ambassadeurs étaient à peine en route que le favori de la reine, maître absolu de l'Espagne, se hâta de renouer avec les cinq directeurs qui siégeaient au Luxembourg les anciens nœuds du pacte de famille formés entre les deux branches de la maison de Bourbon au milieu du XVIII^e^ siècle. Le 19 août il signa, avec le général Pérignon, ambassadeur de France, un traité d'alliance offensive et défensive dans

toutes les guerres, mais contre l'Angleterre seulement dans la guerre actuelle, ledit traité portant d'une manière expresse l'engagement de secours mutuels sur mer comme sur terre par les deux puissances contractantes. Le favori, en un mot, mettait par ce traité les forces de terre et de mer de l'Espagne à la merci de la France. La participation imminente de l'Espagne à la guerre contre les Anglais allait être la conséquence immédiate de ce traité d'alliance par lequel la destinée future de l'Espagne se trouva tellement liée à celle de la France qu'il ne dépendit plus que de celle-ci de faire entrer désormais l'autre dans toutes ses querelles.

Qu'on réfléchisse à ce traité, aux menaces et aux démonstrations contre le Portugal, et on trouvera dans ces premiers essais de la diplomatie révolutionnaire à l'égard de la Péninsule les germes des événemens qui amenèrent plus tard la fameuse guerre de 1808, laquelle fut pourtant la cause du déclin et peut-être même de la chute du plus puissant empire des temps modernes.

Quoi qu'il en soit, le dominateur de la cour de Madrid, qui maîtrisait l'Espagne, et qui depuis son traité de pacification avec la France portait le titre fastueux de prince de la Paix,

fit de ce titre un contre-sens ridicule en signant le traité de Saint-Ildefonse. De la part de l'Espagne ce traité équivalait à une déclaration de guerre perpétuelle contre l'Angleterre; et d'un autre côté, c'était un signal d'asservissement à la politique de la France. On en inféra dès-lors que ce favori puissant, tombé dans le mépris public et en butte aux clameurs de la nation espagnole, s'était ménagé par là au dehors un appui qui pût le préserver des adversités d'un avenir incertain.

Du reste le traité de Saint-Ildefonse qui devait avoir une si grande influence sur les affaires générales de l'Europe s'ébruita assez rapidement sans doute par le fait de la France, car il était de l'intérêt de l'Espagne de le tenir secret pour avoir le temps de mettre à couvert, autant que possible, ses flottes, ses gallions et ses îles, des entreprises navales de l'Angleterre.

1796

Situation de l'Italie. — Répression de l'insurrection des fiefs impériaux. — Armistice entre la cour de Naples et la France. — Vues de Bonaparte sur la cour de Rome. — Armistice avec le Pape. — Mouvemens révolutionnaires dans les légations. — Expédition contre Livourne. — Relations de Bonaparte avec le grand duc. — Ses vues sur Gènes. — Ses desseins sur Venise. — Ses rapports politiques avec cette république. — Opérations offensives de Wurmser. — Situation critique de l'armée française. — Comment Wurmser est défait par Bonaparte. — Politique du directoire à l'égard de l'Italie. — Nouvelle lutte entre Wurmser et Bonaparte. — Destruction de l'armée de Wurmser. — Ce général se réfugie dans Mantoue. — Campagne en Franconie et en Souabe. — Négociations entre plusieurs princes de l'Allemagne et le directoire. — Conduite de la Bavière. — Vues de la Prusse sur Nuremberg. — Sa déclaration et ses ménagemens pour la Russie. — Opérations offensives de l'archiduc Charles. — Retraite de Jourdan et de Moreau. — Effets que produisent les revers en Allemagne sur le cabinet du Luxembourg. — Lettre confidentielle de Carnot à Bonaparte. — Situation politique de l'Italie. — Politique du directoire à l'égard de la cour de Turin. — Bonaparte recouvre la Corse. — Établissement de nouvelles républiques en Italie.

Mais c'était en Allemagne et surtout en Italie que le danger devenait alors de plus en plus

pressant pour les alliés et particulièrement pour la maison d'Autriche. L'Italie mérite une mention à part; nous reviendrons ensuite sur l'Allemagne.

L'Italie, malgré la retraite des Autrichiens dans le Tyrol, et le triomphe de l'armée républicaine, était toujours sur un volcan. Le ministre d'Autriche à Gènes, le comte Girola, avait insurgé les fiefs impériaux sur les confins du Montferrat; là et ailleurs il avait organisé des levées de prisonniers autrichiens et de déserteurs piémontais. Les routes par Gènes, Savone et Nice, étaient presque interceptées, et les nobles de Gènes secondaient, sous main, tout ce qui se tramait contre la sûreté de l'armée d'Italie.

Quand la cour de Naples eut connaissance que par suite de la retraite de Beaulieu, les Français occupaient Modène et Reggio, elle craignit une invasion et fit des armemens extraordinaires. Le roi publia des manifestes, des proclamations, écrivit aux évêques, invoqua la sûreté de l'état et l'intérêt de la religion; il fit marcher sur la frontière une armée de quarante mille hommes. La cour de Rome elle-même armait au milieu du trouble, et si ses troupes venaient à être renforcées par cinq mille Anglais qui étaient alors disponibles en Corse, elles

pouvaient opérer, contre les Français, une diversion fâcheuse sur la rive droite du Pô.

Bonaparte étouffa d'abord l'insurrection des fiefs impériaux, dont le foyer était à Arquata, où il fit raser le château du marquis de Spinola, sénateur génois, qu'il signala comme le principal moteur de ce soulèvement. Puis, pour intimider le pape et en même temps pour le subjuguer, il envoya des troupes s'emparer des deux légations de Ferrare et de Bologne.

La cour de Naples voyant les légations au pouvoir des Français, et l'extrémité où le pape se trouvait réduit, fit partir, en toute hâte, le prince Belmonte-Pignatelli pour le quartier-général de Milan, avec la mission de demander un armistice. Arrivé à Milan, le prince napolitain cajola Bonaparte, et lui fit des insinuations au sujet de la cour de Vienne, en lui rappelant que la reine de Naples pouvait y exercer une grande influence; il fit agir, en un mot, tous les ressorts de la diplomatie pour se rendre le général français favorable. Aussi l'armistice fut-il signé dès le 5 juin. Le surlendemain, Bonaparte écrivit au directoire * : « Vous trou-» verez ci-jointe copie de l'armistice conclu en-

* Lettre confidentielle datée de Milan le 7 juin 1796.

» tre les deux armées française et napolitaine » (elles étaient à près de deux cents lieues l'une » de l'autre). 1° Nous ôtons deux mille quatre » cents hommes de cavalerie à l'armée autri- » chienne; 2° nous ôtons aux Anglais cinq vais- » seaux de guerre et plusieurs frégates; 3° nous » continuons à mettre les coalitions en déroute. » Moyennant cet armistice avec Naples, nous » sommes à même de dicter à Rome toutes les » conditions qu'il nous plaira. Par la conversa- » tion que j'ai eue ce matin avec M. d'Azara, mi- » nistre d'Espagne envoyé par le pape, il m'a » paru qu'il avait ordre de nous offrir des con- » tributions. Voulez-vous que j'accepte, pour ac- » corder un armistice au pape, vingt-cinq mil- » lions de contributions en argent, cinq millions » en denrées, etc. ? »

Le directoire lui laissant la faculté de conclure un armistice avec Rome, ou d'y aller avec une partie de son armée, il agit avec Rome comme avec Turin. Ici l'envoyé d'Espagne, don Ulloa, l'avait aidé à désarmer la cour de Sardaigne; à Rome, don Joseph-Nicolas d'Azara, ambassadeur d'Espagne, jouissant du plus grand crédit auprès du pape, et lié avec tout ce que Rome réunissait d'hommes célèbres, livra, pour ainsi dire, le pape et le Saint-Siège au jeune conquérant. En

vertu de l'armistice signé le 23 juin par ce même ministre d'Espagne, muni de pleins pouvoirs, Bologne et Ferrare restèrent à l'armée française, et le pape eut à payer vingt-un millions en argent, chevaux et denrées nécessaires à l'armée, outre cent objets d'arts au choix du commissaire français, pour être envoyés au musée de Paris. C'était comme l'on voit un auxiliaire utile au directoire que cette diplomatie espagnole qui aidait à la démolition et à la ruine de l'édifice politique de la riche Italie !

« Nous sommes satisfaits de l'armistice conclu » avec le pape, manda le directoire à Bonaparte* ; » mais nous ne nous pressons pas de conclure, » persuadés que l'armée d'Italie en maintenant ses » glorieuses conquêtes, nous donnera toute la lati- » tude nécessaire pour imposer à l'Italie les condi- » tions de paix les plus favorables à la république. » Il sera bien intéressant pour nous de savoir » quelle opinion nous devons attacher aux ou- » vertures que vous a faites le prince Pignatelli, » relativement à Vienne, et vous en avez agi sa- » gement en lui prescrivant de se rendre sans » délai à Paris. En diplomatie, comme en guerre, » les momens sont toujours chers. » Ces pre-

* Correspondance confidentielle du 6 juillet.

mières données ne purent servir que plus tard à un rapprochement que la force des choses seule pouvait amener.

Bonaparte quitta Milan et prit la route des légations que ses troupes avaient déjà rangées sous son commandement, après s'être emparées du fort d'Urbin. Bologne, dans les états du pape, de même que Brescia dans les états vénitiens, renfermait les partisans les plus ardens et les plus sincères des Français. Caprara, alors sénateur de Bologne, Marescalchi et Aldini en étaient les chefs. Bonaparte vint électriser par sa présence les habitans de Bologne. En peu de jours cette ville changea entièrement de physionomie; tout ce qui n'était pas prêtre endossa l'habit militaire et l'épée. C'est ainsi que des élémens de révolution se développèrent non seulement dans la Lombardie et à Milan, mais encore dans les états du pape et de Venise. En formant le projet d'organiser le Milanais en république alliée de la république française, Bonaparte avait évidemment en vue d'établir un centre de puissance dont il serait lui-même le levier, au milieu des états épars dont se composait le vieux système fédératif de l'Italie.

L'importante affaire de Rome terminée, Bonaparte songe à l'expédition de Livourne.

que le directoire voulait arracher au commerce anglais. Il passe l'Apennin, rejoint à Pistoïa une de ses divisions et là va loger chez l'évêque, car il s'attachait à captiver le haut clergé et même les prêtres français émigrés pour lesquels déjà il avait demandé sûreté au directoire dans l'étendue de son commandement. Cette politique le servit singulièrement à se concilier les évêques. Par exemple, dans la révolte de Lugo, qui fut promptement étouffée, l'évêque d'Imola, depuis Pie VII, dans le diocèse duquel éclata le soulèvement, adressa un mandement au peuple où il disait : « Rendez à César ce qui est à César ; » J.-C. ordonne d'obéir à celui qui a la force. » Bonaparte n'en demandait pas davantage.

Les troupes françaises, marchant vers la Toscane, qui se reposait sur sa neutralité, l'alarme gagna le grand-duc, de même que son premier ministre le marquis Manfredini, d'autant plus que le bruit courait qu'une colonne de républicains devait traverser Florence. Manfredini accourut à Pistoïa, où était le quartier-général, et là eut lieu la première conférence secrète entre Bonaparte et le principal ministre du frère de l'Empereur, conférence qui ne fut pas sans résultat pour le présent et pour l'avenir. Voici le portrait que Bonaparte a tracé lui-même de ce ministre :

« Majordome et premier ministre du grand-duc, » Manfredini avait été précepteur de ce prince » ainsi que de l'archiduc Charles; né à Padoue, » dans l'état de Venise, il était propriétaire du » régiment autrichien de Manfredini. C'était un » homme éclairé, aussi près de toutes les idées » philosophiques de la révolution, qu'il était éloi- » gné de leurs excès. Il avait constamment ré- » sisté aux prétentions de la cour de Rome, qui, » après la mort de Léopold, avait cherché à faire » revenir sur les actes de ce prince. C'était un » homme d'un sens droit, généralement estimé, » qui avait d'ailleurs un secret pressentiment » pour l'indépendance de l'Italie. »

Manfredini désirait surtout le repos de la Toscane et le maintien de sa neutralité; il était prêt aussi à employer tous les ressorts secrets qui étaient à sa disposition, pour rapprocher, en temps opportun, l'Autriche de la France par un traité de paix que réclamait l'Europe. Bonaparte vit tout le parti qu'il pourrait tirer d'un tel personnage; il le cajola et le rassura à l'égard de la Toscane, et, voulant le captiver autant que possible, il lui confia, sous le sceau du secret et moyennant un arrangement tacite, l'objet de son expédition sur Livourne. Aussi qu'arriva-t-il? Que les commissaires du directoire, dirigeant

l'avant-garde commandée par Murat et qui tourna brusquement sur Livourne, furent deçus dans leurs espérances de surprendre les négocians anglais qui avaient cent bâtimens chargés dans le port et prêts à mettre à la voile. Prévenu à temps, ce riche convoi se réfugia dans les ports de la Corse.

Il fallait colorer, aux yeux du directoire, un tel contre-temps, que Bonaparte imputa au commandant toscan de Livourne, le chevalier Spanocchi, « vendu, dit-il, aux Anglais. » Il le fit arrêter et conduire à Florence à la disposition du grand-duc. Le fait est qu'on avait eu le temps de dégarnir préalablement les ateliers et les magasins de Livourne, de sorte qu'au moment de l'entrée de la garnison française, forte de cinq mille hommes, on ne trouva plus que très peu d'effets appartenant aux Anglais. Au reste l'occupation du port de Livourne et la remise de celui d'Ancône entre les mains des Français achevèrent de jeter hors des ports de toute l'Italie l'escadre anglaise, qui n'eut plus d'asile dans ces mers que le port de Saint-Florent en Corse.

Cependant le grand-duc voulant se concilier encore davantage le général de la république française, avait ôté le portefeuille des affaires étrangères à M. Serrati, ministre qui passait

aussi pour favorable aux Anglais, et l'avait donné au chevalier Fossombroni, désigné par Manfredini. De son côté Bonaparte s'était rendu de Livourne à Florence pour répondre à l'invitation du grand-duc qui l'accueillit avec la plus haute distinction. Il y arriva sans aucune escorte, accompagné seulement de Berthier et d'une partie de son état-major, et il descendit chez le ministre de France où l'attendait un bataillon des gardes du prince comme garde d'honneur. Le grand-duc lui donna un dîner splendide et le conduisit lui-même dans la célèbre galerie de Florence pour considérer les chefs-d'œuvre des arts qui y étaient réunis. Ce fut en dînant chez le prince que Bonaparte reçut la nouvelle de la prise du château de Milan, qui avait capitulé le 29 juin : il reprit aussitôt la route de la Lombardie.

Deux jours après le grand-duc voulant faire une semblable réception au commissaire du directoire Salicetti, celui-ci s'y refusa, non par discrétion ou par modestie, non par aucun souvenir de la mort de Louis XVI, qu'il avait votée, et dont le grand-duc était le neveu, mais par un esprit de blâme indirect contre Bonaparte. Les républicains ardens lui reprochaient déjà de se familiariser avec les princes et même

de les protéger, ainsi que le clergé et la noblesse. Le conventionnel Salicetti crut devoir professer en cela les mêmes maximes que son collègue Garreau, qui, se contraignant moins, témoignait à cet égard hautement son improbation. Instruit des dispositions des commissaires et contrarié des vexations qu'ils exerçaient à Livourne, Bonaparte fit éclater sans ménagemens sa mauvaise humeur dans sa correspondance confidentielle, soit avec le directoire, soit avec les commissaires eux-mêmes. Le directoire lui ayant écrit, le 11 juillet, au sujet de l'expédition de Livourne: « C'est particuliè» rement sur les Anglais que nous devons appe» santir le droit de la guerre. » Bonaparte lui répondit : « Si notre conduite administrative à » Livourne est détestable, notre conduite poli» tique envers la Toscane n'est pas meilleure. » Dans la position actuelle de l'Italie, je dési» rerais que l'on ne se permît aucune menace » ni aucun propos à Livourne contre la cour de » Toscane. Les moindres de mes paroles, les » moindres propos de vos commissaires, sont » répétés et rapprochés avec une grande impor» tance; mais l'on croit toujours être ici dans » les couloirs de la convention *. » En même

* Correspondance confidentielle.

temps n'oubliant pas Garreau, celui des deux commissaires qui lui était le plus opposé, car il avait gagné Salicetti, il lui écrit pour lui enjoindre de se restreindre désormais dans les bornes de ses fonctions. « Je sais bien, lui dit-il, » que vous répéterez le propos que je ferai » comme Dumouriez; il est clair qu'un général » qui a la présomption de commander l'armée » que le gouvernement lui a confiée et de don- » ner des ordres sans un arrêté des commissaires » ne peut être qu'un conspirateur. »

Du reste le trait suivant fera encore mieux connaître comment le directoire entendait exercer sa neutralité envers le grand-duc de Toscane. « Des bruits circulent, mande-t-il confidentiel- » lement à Bonaparte *, que l'Empereur, d'a- » près la probabilité d'une santé toujours chan- » celante, touche au terme de sa vie. Pour » profiter de cet événement, il est utile que » vous en soyez instruit avec la plus grande » célérité lorsqu'il aura lieu. Entretenez à cet » effet des intelligences dans Vienne. Le grand- » duc de Toscane, héritier du trône impérial, » n'hésitera pas à se rendre sur-le-champ dans » sa capitale après la mort de son frère. Il s'agit

* Correspondance secrète du 25 juillet.

» dès lors de le prévenir, de l'enlever comme » ennemi de la république et d'occuper militai- » rement la Toscane. » Sans nul doute Bonaparte aurait mis à exécution, et peut-être contre son gré, les ordres du directoire, car il écrivit au ministre de France Miot, à Florence, « qu'il » était essentiel qu'il fût instruit du moment où » le grand-duc se mettrait en chemin pour » Vienne. » Mais le directoire était mal informé; l'Empereur ne mourut pas, et Bonaparte eut un attentat politique de moins à commettre.

Revenons à la situation militaire de l'armée d'Italie à cette époque, c'est-à-dire vers la fin de juillet.

Les forces du jeune conquérant ne s'élevaient guère qu'à cinquante mille combattans. Il tenait depuis plus d'un mois Mantoue bloqué avec huit à dix mille hommes. Dès le 12 juillet il annonça au Directoire qu'il était en observation devant les forces autrichiennes derrière la Brenta, ajoutant : « Malheur à celui qui calculera mal ! »

Le directoire n'était pas d'avis qu'il pénétrât trop avant dans le Tyrol, et il lui avait écrit précédemment *, « que cette opération pour-

* Lettre confidentielle du 22 juin.

» rait tout au plus avoir lieu dans le cas où les » armées républicaines qui combattaient en » Allemagne parviendraient à rejeter l'ennemi » vers la Bohême et le Danube. Mais en vous » prescrivant cette défensive, ajoutait-il, le di- » rectoire n'entend pas vous interdire la faculté » d'attaquer l'ennemi toutes les fois que vous » en trouverez l'occasion favorable; il veut » seulement que vous ne vous élanciez pas trop » avant dans le Tyrol, parce qu'il croit que » cette marche serait désastreuse. L'objet essen- » tiel est de conserver l'Italie. »

Quelques jours plus tard *, en lui parlant de la marche victorieuse de l'armée du Rhin sur la rive droite, et du mouvement offensif de l'armée de Sambre-et-Meuse, le directoire s'exprima ainsi : « Les Autrichiens ne peuvent résister à l'attaque combinée de ces deux puis- » santes armées qui brûlent de suivre les traces » immortelles de celle que vous commandez. »

Dans l'intervalle de cette espèce de défensive à laquelle Bonaparte se trouvait en quelque sorte réduit, les affaires politiques de l'Italie le préoccupaient. Il avait écrit au directoire **,

* Dépêche confidentielle du 6 juillet.

** Lettre confidentielle du 4 juillet.

« Je ne m'occuperai des demandes à faire à » Venise que lorsque l'affaire de Gènes sera » finie, Mantoue pris, et les affaires qui vont » s'entamer terminées. »

Gènes surtout attira son attention* : « Vous » dicterez des lois à Gènes quand vous vou- » drez, » lui avait écrit de cette ville le ministre de France Faypoult; et Bonaparte avait mandé au directoire** : « Toutes nos affaires diploma- » tiques en Italie, hormis Gènes et Venise, sont » terminées. Venise, le moment n'est pas favo- » rable; il faut auparavant prendre Mantoue et » bien battre Wurmser. Quant à Gènes le juste » moment est arrivé; je vais y commencer les » opérations pour les dix millions. Je pense » d'ailleurs comme le ministre Faypoult, qu'il » faudrait chasser du gouvernement de Gènes » une vingtaine de familles et obliger le sénat » de rapporter le décret qui a frappé du ban- » nissement huit à dix familles attachées à la » France, et qui ont empêché, il y a trois ans, » la république de Gènes de se coaliser. »

Une note impérative fut portée au sénat de Gènes par l'aide-de-camp Murat : elle contenait

* Lettre confidentielle du 24 juin.

** Lettre confidentielle du 6 juillet.

la demande formelle de l'expulsion du ministre d'Autriche ; elle sommait aussi le sénat de pourvoir à la sûreté des routes et lui prescrivait d'autres mesures. L'alarme se répandit parmi la haute noblesse qui fit partir pour le quartier-général deux députés, le marquis Cataneo et M. Azzareto. « Je n'ai pas encore vu M. Cataneo, » écrivait Bonaparte à Faypoult *; je n'oublie» rai rien de ce qui peut l'endormir et donner » au sénat un peu plus de confiance. Le direc» toire m'a bien ordonné d'exiger la contribu» tion, mais il ne m'a permis aucune opération » politique. Faites-leur entendre que vous et moi » nous ne nous en mêlons plus, puisqu'ils ont » envoyé M. Spinola à Paris.... N'oubliez rien » pour faire renaître l'espérance dans le cœur » du sénat et l'endormir jusqu'au moment du » réveil. » Le moment du réveil était celui d'une révolution intérieure qui n'était qu'ajournée.

Quant à Venise, les vues de Bonaparte étaient encore plus hostiles ; car ce fut sur sa ruine qu'il établit de bonne heure sa prévision pour une paix future. Aussi saisissait-il toutes les occasions d'irriter le directoire contre cette république. Au moment où il lui mandait qu'on

* Lettre confidentielle du 14 juillet.

y armait à force, qu'il y avait dix mille Esclavons tant à Venise qu'à Padoue, et qu'on s'y attendait à voir les Français chassés de l'Italie *, le ministre Lallemant lui écrivait que les Vénitiens avaient décidé de retirer tous leurs Esclavons de la terre ferme et de borner leur défensive à la mer et aux lagunes **.

Mais son parti était pris. « Messieurs du sénat de Venise, écrit-il au directoire le 20 juillet, voulaient nous faire comme ils firent à Charles VIII. Ils calculaient que comme lui nous nous enfoncerions dans le fond de l'Italie, et nous attendaient probablement au retour. Je me suis sur-le-champ emparé de la citadelle de Vérone que j'ai armée avec leurs canons, et en même temps j'ai envoyé un courrier à notre ministre à Venise pour lui dire d'enjoindre au sénat de cesser ses armemens. Venise nous a déjà fourni trois millions pour la nourriture de l'armée. Pour en tirer davantage je suis obligé de me fâcher contre le provéditeur, d'exagérer les assassinats qui se commettent contre nos troupes, de me plaindre amèrement de l'armement, et par là

* Correspondance confidentielle du 12 juillet.

** Lettre confidentielle du 14 juillet.

» je les oblige à nous fournir, pour m'apaiser, » tout ce qu'on voudra. Voilà comment il faut » traiter avec ces gens-ci. Il n'y a pas au monde » de gouvernement plus traître et plus lâche. » Placée en effet entre deux grandes puissances qui étaient aux prises, Venise devait périr par indécision autant que par lâcheté. Tantôt elle armait contre les Français, tantôt elle tournait tous ses efforts de défense du côté de la mer, les chefs du gouvernement se plaignant au ministre de France qu'ils étaient menacés par la Russie et l'Angleterre autant que par les Autrichiens.

Dans une conversation confidentielle que le provéditeur Pezaro eut avec le même ministre, le 25 juillet, il lui fit part de la crainte sérieuse qu'il avait, ainsi que les principaux membres du collége, de voir bientôt la république de Venise en guerre avec la France. Il lui dit que selon les avis qu'il venait de recevoir de Vérone, le général Bonaparte avait assez clairement manifesté l'intention de déclarer la guerre à Venise; qu'après avoir témoigné d'abord au provéditeur général un extrême mécontentement, il avait formé des demandes sur lesquelles il était impossible de le satisfaire sur-le-champ; que se montrant alors très irrité il avait menacé de traiter les

Vénitiens en ennemis s'il n'obtenait pas immédiatement ce qu'il désirait ; et qu'enfin il lui avait expréssement annoncé que si Venise ne désarmait pas dans un très court délai il lui déclarerait effectivement la guerre.

« Après avoir ainsi exposé les motifs de ses » alarmes, ajoutait le ministre de France *, le » procurateur entra dans d'assez longs détails » justificatifs ; il me représenta que depuis que » l'armée française était entrée dans les états » de Venise, son gouvernement s'était fait un » devoir et un plaisir de se prêter aux arrange- » mens et aux demandes du général en chef: » s'il n'avait pas fait davantage c'était ou par » défaut de moyens, ou par la nécessité dans » laquelle il se trouvait d'éviter de se compro- » mettre à l'égard des autres puissances de qui » cependant il ne cessait pas de recevoir de très » vifs reproches, et qui ne demandaient pas » mieux que de brouiller Venise avec la France » et de la punir ainsi de sa résistance à se joindre » à la coalition ; que d'autre part le gouverne- » ment de Venise n'oubliait rien de tout ce » qu'il pouvait faire sans péril pour changer les

* Lettre confidentielle à Bonaparte sous la date du 26 juillet.

» dispositions du peuple à l'égard des Français,
» et de tout ce qui pouvait contenir la licence
» de leurs ennemis; qu'il avait même commencé
» et qu'il continuait d'éloigner peu à peu les
» ardens, c'est-à-dire les émigrés, et que déjà
» ces précautions avaient produit des effets éga-
» lement heureux et sensibles ; que quant à
» l'armement qui paraissait occasionner la dé-
» fiance du général en chef, il n'avait pas eu
» dans son principe d'autres motifs que ceux
» qui avaient été exposés dans la réponse écrite
» donnée par le sénat, qu'on ne continuait les
» préparatifs de défense que par suite des me-
» naces sérieuses faites à Venise et par l'Angle-
» terre et par la Russie; enfin que le sénat
» croyait avoir prouvé de toutes les manières
» la sincérité et la constance de ses dispositions
» amicales envers la France.

» Tel a été en substance le discours de M. Pe-
» zaro, ajoutait le ministre de France. Au sur-
» plus, citoyen général, il me semble ab-
» solument nécessaire dans les circonstances
» actuelles de vous dire ce que je sais des dis-
» positions de notre propre gouvernement et
» ce que je puis juger de celles du gouverne-
» ment de Venise. Permettez donc que j'entre
» dans quelques détails à ce sujet.

« D'abord je vois par les lettres que je reçois » du ministre des relations extérieures, que le » directoire exécutif paraît compter sur la neu- » tralité de la république vénitienne, et en être » même satisfait, puisqu'il me recommande de » l'entretenir; bien plus il me paraît penser en- » core à former entre les deux nations des liens » plus étroits, et cet objet a déjà fait la matière » de quelques dépêches. La dernière que j'ai » reçue, samedi passé, insiste même particu- » lièrement sur ce point : vous pouvez en juger » par ce paragraphe que je transcris :

» Il est temps que la république de Venise » sorte enfin de la longue inertie où elle crou- » pit depuis la paix de Passarowitz, et qu'elle » reprenne entre les puissances le rang qu'elle » occupait en 1718 : la France lui en offre au- » jourd'hui les moyens. Venise peut augmenter » son territoire, acquérir des places qui conso- » lideront sa puissance et serviront à former un » pacte fédératif fondé sur leurs intérêts réci- » proques. »

« On m'ordonne d'ailleurs, ajoutait le ministre » Lallemant, d'engager les Vénitiens à envoyer » un négociateur à Paris. »

On a vu que c'était pour les endormir comme on endormait Gènes et le roi de Sardaigne.

Mais Lallemant n'était pas dans le secret, et voici comment il terminait sa dépêche.

« Pour ce qui est de ce gouvernement, il n'est » que trop vrai qu'il a montré une aversion ex- » cessive pour notre révolution; il n'est que trop » vrai encore que dès long-temps accoutumé à » trembler devant celui d'Autriche, il s'est livré » plus qu'il ne devait à son influence. Mais ce » qui ne me paraît pas moins vrai dans ce mo- » ment, c'est qu'il est de bonne foi dans ses pro- » testations de neutralité et de bonne intel- » ligence envers la France ; c'est que ses » préventions faisant enfin place à la considé- » ration de ses vrais intérêts, il souhaite fran- » chement voir briser le joug autrichien, sous » lequel il pliait, ainsi que toute l'Italie. Je ne » compte pas trop à la vérité qu'on puisse l'a- » mener à s'aider de ses propres mains; il y a » encore trop de craintes, trop de préjugés » dans un grand nombre d'esprits, et de plus » tous sont engourdis par la longue habitude » de l'indolence. »

Les desseins ultérieurs de Bonaparte à l'égard de Venise étant ajournés, il ne s'agissait alors que d'intimider le gouvernement vénitien pour qu'il n'entreprît rien en faveur de l'Autriche au moment décisif. Wurmser achevait

toutes ses dispositions. Le mois de juin et une grande partie de juillet s'étaient passés avant que les différens corps tirés d'Allemagne et qui avaient ordre de se porter en Italie eussent opéré leur jonction ou fussent remis de leurs fatigues. Tous les avis venant du Tyrol au quartier général de Bonaparte, ne parlaient que de la perplexité de Wurmser qui voulait descendre des montagnes qu'il occupait pour tenter la délivrance de Mantoue et qui d'un autre côté aurait voulu avoir plus de forces afin d'agir tout à la fois et garder le Tyrol menacé. Mais la cour de Vienne qui en lui donnant trente bataillons avait sacrifié à ses intérêts personnels et directs en Italie son plan de campagne au-delà du Rhin n'avait plus à détourner aucunes troupes d'Allemagne, alors envahie par deux armées républicaines. Sans plus différer Wurmser, après avoir laissé dix mille hommes dans l'évêché d'Inspruck pour observer un corps français qui le menaçait, porte son quartier-général à Trente, et, résolu de prendre l'offensive, débouche du Tyrol à la tête de cinquante mille hommes qu'il divise en trois colonnes d'attaque *.

* Le commissaire anglais Graham qui était auprès de Wurmser assure qu'il n'avait que quarante-sept mille hommes effectifs.

De son côté Bonaparte, après avoir complété les garnisons des places conquises, ne compte que quarante mille hommes présens sous les armes. Mais il est rassuré par les travaux du siége de Mantoue; sur ses derrières par l'attitude du roi de Sardaigne qui est tout-à-fait à sa merci, et par l'organisation intérieure de la Lombardie qui le laisse sans inquiétude sur les dispositions de ses habitans. Quant aux armées du Rhin elles avaient ouvert la campagne trop tard pour lui offrir une utile diversion. Du reste il comptait encore plus sur les fautes de son adversaire.

C'était d'après les instructions du conseil aulique que Wurmser avait divisé son armée en trois colonnes principales. Deux de ces colonnes longeaient les deux rives du lac de Garda pour tourner, par Brescia, l'armée française et la couper de Milan, tandis que Wurmser, en personne, avec le centre formé de vingt-neuf bataillons et quatorze escadrons s'avançait par Montebaldo et le pays entre l'Adige et le lac de Garda vers le Mincio, dans le dessein d'attaquer de front Bonaparte. Le vice d'un tel plan saute aux yeux pour peu qu'on en examine la disposition sur la carte : il livrait, morcelée, l'armée autrichienne au capitaine le plus actif, le plus entreprenant et contre lequel il n'y avait de succès à espérer

que par l'effet de la manœuvre toute naturelle d'une armée supérieure en nombre, compacte et conduite avec fermeté.

« Wurmser, a dit depuis Bonaparte, était un » vieux soldat; il avait de bons officiers avec lui; » il savait que son plan était trop vaste ; mais il se » croyait protégé par sa grande supériorité nu- » mérique. * » On a vu que cette supériorité n'était que de dix mille hommes; elle va d'ailleurs être annulée par les fautes de Wurmser.

Toutefois son début fut brillant, car à la guerre il arrive parfois de vaincre, même en faisant des fautes, quand on prend l'initiative.

Cette grande lutte commença le 29 juillet et se prolongea jusqu'au 8 août, par une succession de combats et de batailles opiniâtres. La colonne autrichienne de droite commandée par Quosdanovich enleva d'abord les postes importans de Salo et de Brescia, fit deux mille prisonniers et s'avança sur les routes de Brescia à Mantoue et à Vérone, pour prendre les Français à revers et favoriser l'attaque principale faite par la colonne du centre. Déjà Wurmser n'avait pas moins bien réussi, ayant forcé, du 29 au 30, tous les postes français le long de l'Adige, pris quinze cents

* Mémoires écrits à Sainte-Hélène.

hommes et dix pièces de canon. Repoussant son adversaire jusqu'au Mincio il va dégager Mantoue, car il supposait l'armée française fixée autour de cette place.

Bonaparte placé entre les deux colonnes de Wurmser et de Quosdanovich aperçoit tout le danger de sa position. Sa première pensée fut de se retirer derrière l'Adda et tout était perdu s'il eût pris cette résolution ; mais excité par l'énergie de son lieutenant Augereau il revient bientôt à des idées plus courageuses. Il lève le siège à la hâte, concentre ses forces, marche rapidement contre le corps de Quosdanovich, le bat avant qu'il puisse être secouru par Wurmser, et revient ensuite livrer bataille à ce dernier, qu'il défait complètement.

Cette bataille de Castiglione dura six jours, et Bonaparte y déploya une activité, une présence d'esprit tout-à-fait extraordinaires. Wurmser se réfugia dans les montagnes du Tyrol où il ne ramena guère que la moitié de son armée.

Cependant il avait rempli une partie de son but : en communiquant avec Mantoue pendant cinq jours, il avait ravitaillé la place, augmenté sa garnison, et l'avait mise de nouveau en état de résister à un long blocus. Ainsi, on peut dire que le conseil aulique sacrifia l'armée de Wurm-

ser pour ravitailler Mantoue, tandis qu'il eût sauvé Mantoue et reconquis l'Italie, selon toute apparence, s'il n'eût songé qu'à vaincre Bonaparte en bataille rangée. Ce général, au contraire, sacrifia Mantoue et son artillerie de siége pour gagner la bataille et par-là s'assurer l'Italie.

Du reste jamais Bonaparte ne s'était trouvé dans une position plus difficile; il y eut véritablement péril pour lui pendant plusieurs jours, et lui-même exprime quel était l'état de son ame au plus fort de ses manœuvres dans la lettre qu'il écrivit de Brescia, le 2 août, au commissaire Salicetti. « La fortune a paru nous être » contraire un moment, mais enfin, grace à la » victoire de Lonado (remportée sur le corps de » Quosdanovich) et aux mesures vigoureuses » que j'ai prises, les choses prendront une tour- » nure satisfaisante. J'ai levé le siége de Mantoue; » je suis ici avec presque toute mon armée. Je » saisirai l'occasion de présenter bataille à l'en- » nemi : elle décidera du sort de l'Italie. Battu » je me retirerai derrière l'Adda; battant je ne » m'arrêterai pas aux marais de Mantoue. Assu- » rez-vous que les châteaux de Milan, Tortone, » Alexandrie, Pavie, sont approvisionnés. Nous » sommes ici extrêmement fatigués; cinq de

» mes chevaux sont crevés de fatigue. Je ne » puis écrire au directoire; je vous charge de » lui annoncer en peu de mots ce que je vous » marque et ce que mon frère Louis vous dira » de bouche. »

Aux premiers bruits des revers de l'armée française et de la levée du siége de Mantoue les peuples d'Italie démasquèrent leurs dispositions secrètes. Le parti anti-français se montra le plus fort à Crémone, à Casal-Maggiore et à Pavie; mais à Milan et en général en Lombardie on resta attaché à la cause française; il en fut de même à Bologne, Ferrare, Reggio et Modène. A Rome les Français furent insultés dans les rues; on suspendit les conditions de l'armistice. A Ferrare le cardinal Mattei témoigna hautement sa joie et dans un mandement il appela les peuples à l'insurrection. Mandé par Bonaparte après la victoire, il ne répondit que par le seul mot *peccavi*. Le vainqueur se contenta de le confiner trois mois dans un séminaire.

La correspondance de Cacault, ministre de France à Rome, fera connaître l'effet moral que produisit dans les deux cabinets de Rome et de Naples le contraste des premiers succès de Wurmser avec sa défaite entière. Dès le 6 août il écrivait à Bonaparte : « On ne débite ici depuis

» l'évacuation de Vérone et de Ferrare que les » plus sottes et mauvaises nouvelles contre nous. » Ce timide et faible gouvernement prête l'o- » reille à tous les mensonges. On dit que les » Anglais offrent un subside pour faire marcher » l'armée de Naples.... » Puis il ajoute :

« Les lueurs des premiers succès des Alle- » mands avaient animé les vives imaginations » italiennes jusqu'à la frénésie. On nous croyait » perdus parce que les agens de Londres et de » Naples le publiaient avec fureur. Il avait été » concerté entre Vienne et Naples que le roi » des Deux-Siciles pousserait son armée en » avant pour donner la main aux impériaux. » Le pape devait être forcé à rompre l'armistice » et tous les princes de l'Italie à fournir un con- » tingent pour aider à nous repousser au-delà » des Alpes. »

Le 12 août le même ministre écrivait encore : « Vous nous avez sauvé la vie par vos victoires. » La cour de Vienne et les agens de Londres et » de Naples se croyaient sûrs que les trente ba- » taillons autrichiens tirés de l'armée du Rhin » mettraient votre armée en déroute et tout » était préparé pour tout exterminer... La cour » de Naples croyant les faux bruits véritables a » fait avancer ses troupes sur le territoire ro-

» main. On avait concerté un projet très vaste » de réunir tous les moyens de l'Italie contre » nous et même ceux du roi de Sardaigne. Les » Anglais voudraient au moins aujourd'hui que » les troupes napolitaines allassent reprendre » Livourne et vinssent à Ferrare appuyer la garni- » son de Mantoue..... Mais le résident de Naples » à Venise ayant mandé à M. Acton * : « *Les Al-* » *lemands sont chassés dans le Tyrol ; rien ne* » *peut résister aux Français* , » ces nouvelles ont » épouvanté M. Acton qui est naturellement » peureux et qui sent bien que ses nombreuses » troupes doivent rester où elles sont placées. »

C'était au moment même où M. Windham, ministre d'Angleterre à Florence, passait à Rome et se rendait à Naples pour y faire au nom de son gouvernement les reproches les plus vifs à M. Acton de ce que les troupes des Deux-Siciles n'avaient pas empêché l'accomplissement de l'armistice des Français avec le pape, en occupant Rome; de ce que l'armée napolitaine n'était pas venue chasser les Français de Livourne, et enfin de ce que cette armée n'avait pas mar-

* Principal ministre de la cour de Naples, où il était à peu près sur le même pied que le prince de la Paix à Madrid.

ché vers la Lombardie par la Romagne. Selon M. Windham la cour de Naples avait promis tout cela. Mais comment inspirer de l'énergie et du courage à de pareils cabinets?

Il n'en était pas de même du directoire qui voyait la plus brillante perspective s'ouvrir devant lui. Félicitant Bonaparte sur la bataille de Castiglione * : « Abandonnons, lui disait-il, le » projet de forcer la place de Mantoue par un » siége réglé et laissons sa garnison s'éteindre » par les maladies et la disette. Notre intention » est sans doute conforme à vos vues : allez » pour les remplir porter les conquêtes de la » république jusqu'à Inspruck, en réduisant » l'armée de Wurmser à des débris fugitifs qui » n'aient que l'Autriche pour se rallier. Voulant » favoriser ce projet nous venons d'ordonner » au général Moreau, qui d'après ses derniers » rapports a poussé le prince Charles jusqu'à » Donawerth, d'occuper par sa droite la ligne » d'Inspruck à Ingolstadt. Ce mouvement tend » à couper la communication entre les armées » impériales d'Italie et d'Allemagne et à faciliter » votre marche sur l'Inn.... Vous penserez, sans » doute, qu'il est utile de profiter de la nouvelle

* Correspondance confidentielle des 12 et 14 août.

» impression de crainte et d'admiration que l'I-
» talie vient d'éprouver du succès de la répu-
» blique pour entamer les opérations politiques
» concernant Gènes et Venise..... » Quelques jours plus tard le directoire répondant à la dépêche par laquelle Bonaparte lui annonçait la retraite des Autrichiens au-delà de l'Adige revint plus positivement encore sur son projet de lier l'armée d'Italie à l'armée du Rhin. « Nous
» avons ordonné au général en chef de cette
» armée, disait-il, de diriger un corps de 15,000
» hommes vers Inspruck et même jusqu'à
» Brixen. C'est à vous à seconder ce mouvement;
» vos derniers succès vous en donnent la possi-
» bilité; il est même instant que vous attaquiez
» l'ennemi et que vous le chassiez devant vous.
» Si le général Wurmser obtenait un instant de
» repos il pourrait détacher quelques troupes
» qui jointes aux forces de l'armée de l'Archi-
» duc s'opposeraient aux entreprises de l'armée
» de Rhin-et-Moselle et la combattraient peut-
» être avec avantage....

» Nous vous avons témoigné dans notre der-
» nière dépêche notre opinion sur le parti ha-
» bile et audacieux que vous avez pris sans ba-
» lancer de lever le siége de Mantoue pour
» marcher à un ennemi redoutable par sa force

» et sa position offensive. Cette combinaison » profonde a ramené la victoire, et la célérité » de vos mouvemens a rendu irréparables l'in- » certitude de Wurmser et la faute qu'il a faite » de partager ses forces sur les côtés du lac de » Garda. Le plan que vous nous avez tracé et » qui se lie avec celui qui doit diriger les » opérations en Allemagne ne pouvait être » conçu plus à propos, puisqu'il se trouve déjà » en partie exécuté à la faveur des événemens » mémorables qui vous ont ouvert les gorges » du Tyrol. Nous prescrivons surtout aux gé- » néraux en chef des armées agissantes en Alle- » magne de faire succéder aux nombreux et » brillans combats qu'ils ont livrés, des actions » plus sérieuses dont les résultats soient plus » décisifs. Ce n'est que par de grandes batailles » gagnées qu'ils pourront dissoudre complète- » ment les armées autrichiennes *. »

De son côté, Bonaparte écrivait au directoire presqu'en même temps : « Si l'armée de Sambre- » et-Meuse arrive au Danube, et que celle du » Rhin puisse être en force à Inspruck, je mar- » cherai sur Vienne par le chemin de Trieste; je » ferai sauter son port et saccager la ville, d'où

* Correspondance confidentielle du 15 août

» nous aurons le temps de retirer d'immenses » ressources : le premier projet peut s'exécuter » de suite ; pour le second il faudrait une bonne » bataille qui éparpillât le prince Charles comme » j'ai éparpillé Wurmser, et de suite marcher » sur Vienne *. . . . »

Il avouait néanmoins qu'il était indispensable de donner quelques jours de repos aux troupes, de rallier les corps disséminés, après un choc si violent, et de réorganiser le service des administrations absolument en déroute. « Nous avons » à l'armée, ajoutait-il, quinze mille malades ; » mais il n'en meurt par jour que quinze à » vingt **. »

Portant une sérieuse attention aux avis qui lui étaient parvenus de Rome et de Florence, il fit signifier au roi de Naples que s'il marchait sur le territoire du pape, l'armistice serait nul, et qu'il marcherait lui-même pour couvrir Rome.

Le ministre Cacault qui, de sa part, avait rassuré le saint-père sur les mouvemens de Naples, lui annonça que le roi des Deux-Siciles s'était désisté de son entreprise sur Rome, et qu'il était retourné de sa personne à Naples. « Cette cour

* Correspondance confidentielle datée de Brescia le 13 août.

** Correspondance confidentielle du 25 août.

» est perfide et bête, manda Bonaparte au di-
» rectoire; il faut, par un manifeste bien frappé,
» faire ressortir sa mauvaise foi et principale-
» ment celle d'Acton. Dès l'instant où elle sera
» menacée, elle deviendra humble et soumise.
» Quant au grand duc de Toscane, il faut encore
» dissimuler *.....»

Le projet de Bonaparte sur Trieste ne fut pas goûté par le directoire. «Nous avons loué la har-
» diesse de votre projet de vous porter brusque-
» ment sur Trieste; mais le moment favorable ne
» nous paraît pas encore arrivé. L'affaiblissement
» de l'armée, causé par les maladies; les disposi-
» tions plus qu'équivoques des différentes puis-
» sances d'Italie, et l'intérêt le plus pressant de
» tous, celui de dissoudre les forces de l'Autri-
» che en lui faisant essuyer des défaites réitérées
» et de porter ainsi les derniers coups à nos en-
» nemis du continent, toutes ces considérations
» nous déterminent à vous prescrire de ne pas
» vous écarter, dans les circonstances actuelles,
» du plan qui a pour but de lier votre gauche à
» la droite du général Moreau, et de combiner
» vos mouvemens de manière à écraser Wurm-
» ser et le prince Charles, pendant que le géné-

* Correspondance confidentielle datée de Milan le 26 août.

» ral Jourdan fera tous ses efforts pour rejeter
» Wartensleben dans la Bohême et le réduire à
» l'impuissance de couvrir ce royaume ou de
» protéger la rive gauche du Danube, s'il se
» replie de ce côté.... Il faut conserver à tout
» prix nos avantages en Italie; c'est l'objet au-
» quel la pensée du gouvernement est le plus
» fortement attachée, et qui doit le plus influer
» sur la paix continentale. Lorsque l'Empereur
» aura été forcé de recevoir les conditions de
» cette paix nécessaire à l'Europe, c'est alors que
» nous pourrons, avec une sécurité entière,
» menacer Rome et Naples pour les faire accé-
» der à nos vues. La conduite future de la cour
» de Naples à notre égard déterminera les dé-
» marches ultérieures que nous aurons à faire.
» Avant la tentative de Wurmser sur l'Adige et
» le Mincio, M. de Belmonte-Pignatelli qui est à
» Paris, a cherché à éviter, par tous les moyens
» que la diplomatie étrangère sait employer,
» l'occasion de traiter sérieusement de la paix
» avec la république française; depuis que l'ar-
» mée d'Italie et les talens de son chef ont vaincu
» l'audacieux autrichien, la conduite de l'en-
» voyé de Naples a changé totalement, et il
» est devenu aussi ardent pour négocier la paix
» qu'il paraissait d'abord très peu l'être. Nous

» approuvons la vigueur de vos menaces à l'é-
» gard de Naples.

» Puisque la détresse de la cour de Vienne et
» l'humiliation de ses défaites n'ont pu la tou-
» cher assez pour lui faire désirer sincèrement
» la fin de la guerre, soyons d'autant plus ter-
» ribles qu'elle est plus opiniâtre et orgueil-
» leuse. »

Mais cette armée autrichienne de Wurmser, qui avait déjà donné tant de souci à Bonaparte, se recrutait dans le Tyrol et se réorganisait. Si le général français avait reçu des renforts, Wurmser, de son côté, avait formé une nouvelle armée de cinquante mille hommes, et il songeait à revenir au secours de Mantoue par les gorges de la Brenta, Bassano et le bas Adige, ne laissant que vingt-cinq mille hommes à la garde du Tyrol. C'était au moment même où Bonaparte prenait la résolution d'en revenir à l'offensive, de battre Wurmser en détail, et d'achever la destruction de son armée. Il a prétendu depuis qu'il avait pénétré le plan de Wurmser, et que son expédition dans le Tyrol n'était qu'une diversion pour retenir son adversaire qui menaçait de déboucher par la Brenta dans les plaines de l'Adige. Il est beaucoup plus probable que Wurmser, de son côté, crut fermement que son

adversaire voulait forcer les défilés du Tyrol, afin de se porter en Bavière où il ferait sa jonction avec Moreau. Bonaparte affirme que c'était là une fausse donnée; pourtant les instructions du directoire étaient formelles; nous venons de les rapporter; et d'ailleurs le plan de se combiner avec l'armée du Rhin par le Tyrol avait été adopté et avoué par lui-même. Peut-être alors n'y portait-il plus la même ardeur dans l'exécution, et ce qui semblerait l'indiquer, c'est son plan nouveau de marcher sur Trieste, plan que le directoire venait de rejeter.

Quoi qu'il en soit, au même instant où il marchait sur le Tyrol, comme s'il avait eu réellement le projet de pénétrer en Allemagne, Wurmser, instruit de son dessein, formait celui de l'en empêcher par une diversion et une nouvelle tentative sur Mantoue.

Or, il arriva que les deux généraux commencèrent leurs opérations le même jour, et que la marche de Wurmser vers Bassano, tandis que Bonaparte marchait sur la Tyna, ayant lieu en même temps, facilita singulièrement à ce dernier le gain de la bataille de Roveredo.

L'entrée du Tyrol présentait de grandes difficultés aux assaillans, les Tyroliens qui sont affectionnés à la maison d'Autriche s'étant levés,

sinon en masse, du moins en grand nombre. Presque tous les seigneurs y étaient à la tête de leurs vassaux; partout on élevait des retranchemens, on creusait des fossés, on coupait les chemins. Une armée de vingt-cinq mille hommes commandée par Dawidowich était campée à Roveredo et défendait l'entrée du Tyrol. Ce fut sur ce point que Bonaparte dirigea la plus grande partie de ses forces, et qu'il obtint, le 4 septembre, un succès important. Le lendemain il fit son entrée dans la ville de Trente.

La perte de cette bataille par les Autrichiens n'arrêta point le mouvement de Wurmser sur Bassano, et ne fit au contraire que l'accélérer. Coupé de Trente et du Tyrol, il se hâta de sortir des gorges et de réunir son armée à Bassano pour y prendre sa ligne d'opérations par le Frioul. N'ayant d'ailleurs en vue que Mantoue, il y fit marcher tout de suite la division Mezaros. Ceci compliquait singulièrement la position de Bonaparte, qui ne pouvait pénétrer plus avant dans le Tyrol sans risquer de se voir enlever derrière lui l'Italie entière. Revenir sur ses pas était dur; mais il n'y avait pas un moment à perdre. Tout l'embarras du vainqueur de Roveredo se décèle dans la lettre confidentielle datée de Trente, le 6 septembre, qu'il écrivit au di-

rectoire. Il y revient d'abord au projet de marcher sur Trieste, et ajoute, afin de disposer son gouvernement à lui voir abandonner l'expédition du Tyrol: « Nous serons à Bautzen, il est » vrai, dès l'instant que l'armée du Rhin se sera » avancée sur Inspruck; mais ce plan, qui était » bon au mois de juin, ne vaut plus rien à la fin » de septembre : les neiges vont bientôt rétablir » les barrières de la nature. Le froid commence » d'être vif; l'ennemi, qui l'a senti, s'est jeté sur » la Brenta pour couvrir Trieste. Vous sentez » qu'il est impossible que je m'engage dans les » montagnes du Tyrol, lorsque toute l'armée » ennemie est à Bassano et menace mon flanc et » mes derrières. Arrivé à Bassano, je bats l'en- » nemi. Comment voulez-vous qu'alors je le » pousse par devant, et que je cherche à lui en- » lever Trieste? Le jour où j'aurai battu l'ennemi » à Bassano et où l'armée du Rhin sera à Ins- » pruck, alors la communication sera vraiment » établie avec l'armée du Rhin, et j'aurai acculé » l'ennemi au-delà de Trieste, point essentiel où » se nourrit l'armée autrichienne. Ensuite, selon » la nature des événemens, je dicterai aux Vé- » nitiens les lois que vous m'avez envoyées par » vos ultérieures instructions. Vous sentez mieux » que moi, sans doute, l'effet que fera la prise

» de Trieste sur Constantinople, sur la Hongrie » et sur toute l'Italie. Au reste, dans deux jours » je serai à Bassano. Si l'ennemi m'y attend, il y » aura une bataille qui décidera du sort de tout » ce pays-ci. »

Ce fut au moment où il écrivait cette lettre que Bonaparte eut une pleine connaissance du plan de Wurmser, plan qui lui fut révélé par un officier d'état-major autrichien. Au lieu de retrograder sur l'Adige, du côté de Vérone, comme le supposait Wurmser, il forme subitement le projet de porter sa droite dans la vallée de la Brenta et de se mettre à la poursuite de son adversaire sur la route de Trente à Bassano. Par là il le séparait entièrement du reste de ses troupes demeurées dans le Tyrol, et ne lui laissait que l'alternative de se retirer sur la Piave et dans les montagnes, ou de se frayer un chemin vers Mantoue par le Vicentin et le Véronèse : c'est ce dernier parti que suit déjà Wurmser, comme le plus digne de son courage.

La division Mezaros est en pleine marche sur Mantoue. A cette nouvelle, Bonaparte espère, non seulement renfermer Wurmser entre la Brenta et l'Adige, mais encore cerner et prendre la division autrichienne qui vient de se compromettre. Le 6 septembre, il se met en marche avec

les divisions de Masséna et Augereau par les gorges de la Brenta, pour se porter sur Bassano. Son opération manquait, s'il n'eût pas fait ces vingt lieues de chemin difficile en deux jours au plus, et à cet égard ses données étaient certaines, puisqu'il connaissait le plan de Wurmser. L'avant-garde de ce général est d'abord surprise à Primolano où elle pose les armes en presque totalité. A la nuit, l'armée française bivouaque au village de Cismone. Bonaparte y prend son quartier-général, sans suite, sans bagage, mourant de faim et de lassitude : un de ses soldats partage avec lui sa ration de pain.

Le même soir, la division Mezaros attaquait Vérone, défendu par le général Kilmaine, qui le repoussa par la mitraille de trente bouches à feu en batterie sur les remparts. Déjà Mezaros demandait des renforts à Wurmser qui, menacé de son côté, lui ordonne de se replier sur lui en toute hâte, espérant encore réunir ses forces pour arrêter l'armée française devant Bassano même. Il n'était plus temps. Le 8 septembre, à six heures, l'avant-garde républicaine attaque et culbute six bataillons de Wurmser, qui étaient en position dans les gorges; leurs débris se replient sur la ligne de bataille, qui elle-même est bientôt refoulée, puis chassée de cette ville

avec une perte considérable. Après avoir erré au hasard pendant plusieurs jours au milieu des colonnes françaises, le vieux maréchal ne trouve plus d'autre moyen de leur échapper, que de se jeter dans Mantoue.

Comme dans sa première expédition, il sacrifia son armée pour ravitailler la place; mais cette fois il eut, de plus, le triste honneur de s'y jeter lui-même avec tout son état-major, pour la défendre en personne. Ses pertes avaient été énormes : du 4 au 13 septembre, il avait eu seize mille hommes de tués, blessés ou pris. A la vérité son mouvement offensif avait été connu d'avance par son adversaire, qui à Roveredo et à Trente trouva des traîtres dans l'état-major autrichien; et il ne fallut rien moins que l'intrépidité du vieux maréchal pour échapper à un désastre complet. Si sa jonction avec la garnison de Mantoue augmenta les moyens de résistance de cette forteresse, d'un autre côté ceux qu'il pouvait opposer au blocus se trouvaient diminués dans la même proportion, car ce n'était plus une garnison, mais une armée qu'il fallait faire vivre derrière des remparts.

Le mouvement inattendu de Wurmser sur Mantoue, et les revers subits éprouvés par les armées françaises en Allemagne, contraigni-

rent Bonaparte à renoncer au projet de pénétrer dans le Tyrol ou d'opérer une diversion sur Trieste.

Voici ce qui s'était passé en Franconie et en Souabe dans l'intervalle du mois d'août à la fin de septembre. Jourdan, à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, avait poussé devant lui, dans les premiers jours d'août, Wartensleben jusqu'à Amberg, ambitionnant la gloire de le rejeter en Bohême, et de prendre pied avant Moreau sur le territoire autrichien. Moreau, de son côté, est d'abord tenu en échec sur le Danube par suite de la bataille meurtrière que lui a livrée l'archiduc, le 11 août, entre Nereisheim et Donawerth, bataille qui n'a point amené de résultat. Mais bientôt tout change de face en Franconie, par l'effet d'une nouvelle diversion de l'archiduc Charles, et Moreau n'ayant plus ce prince en tête se dispose à envahir la Bavière.

L'archiduc avait reçu de Wartensleben l'avis que ce général était dans la nécessité de se replier en Bohême; il prit aussitôt avec lui un corps d'armée considérable, et vola au secours de son lieutenant. Parti de Donawerth dans l'intention d'aller combattre Jourdan, il laisse le commandement des troupes autrichiennes en Bavière au général Latour, avec l'instruction

de s'opposer à l'entrée des Français dans cet électorat. A peine Moreau est-il instruit de la dislocation de l'archiduc, qu'il fait passer la totalité de son armée sur la rive droite du Danube, puis marche sur les Autrichiens derrière le Lech, leur enlève toutes leurs positions, et les chasse devant lui jusqu'à l'Iser. Le passage du Lech ouvrit la Bavière à Moreau, qui se trouva tout-à-coup dans une contrée fertile, et en possession de magasins considérables. Il se flattait aussi que le succès de sa marche en avant, qui ne pouvait manquer d'être couronnée par la prise de Munich, porterait l'archiduc à se désister de son entreprise contre Jourdan. L'alarme régnait dans toutes les cours d'Allemagne.

Déjà les ministres plénipotentiaires du duc de Wurtemberg et du margrave de Bade, envoyés à Paris pour traiter de la paix avec le directoire, en hâtaient la conclusion. Le duc de Wurtemberg faisait à la république française * la cession de la principauté de Montbelliard, des seigneuries d'Héricourt et de Passavant, du comté de Horbourg et des seigneuries de Riquewyn et d'Ostheim. Le margrave de Bade cédait à la république le comté de Sponheim, les

* Traité du 7 août.

seigneuries de Rodemachern, de Hesperingen et de Grevenstein, et les bailliages de Beinheim et de Roth. On voit que c'était toujours sur la base de la cession de la limite du Rhin que traitait le directoire, secondé par la Prusse. Ce fut aussi par l'impulsion du cabinet prussien que l'électeur de Saxe se détacha de la coalition. Sous prétexte de ne pas priver des bienfaits de la neutralité les peuples de l'électorat et du cercle de Haute-Saxe, l'électeur et le duc de Saxe se hâtèrent de retirer leurs troupes des armées autrichiennes, avec lesquelles, en vertu des décrets impériaux, elles avaient combattu contre la France. Le traité de neutralité fut conclu sous la médiation de la Prusse, et le contingent saxon, formant à peu près neuf mille hommes, se sépara de l'armée autrichienne. La défection fut à peu près générale. Outre Bade, Wurtemberg, le cercle de Haute-Saxe et l'électorat, la Bavière elle-même se vit bientôt dans l'obligation de séparer ses forces des armées autrichiennes, par une des conditions de la trêve que lui imposa le général Moreau. Entrons ici dans quelques détails.

La maison d'Autriche jugeant tout ce que la Bavière pourrait faire de mal dans les mains d'un prince énergique portait toujours ses re-

gards sur cet électorat dont les souverains l'avaient déjà fait plusieurs fois trembler avec moins de puissance qu'ils n'en avaient alors. D'ailleurs l'alliance des électeurs de Bavière avec une puissance ennemie attirait aussitôt la guerre dans le cœur des états autrichiens. Une foule d'autres motifs portaient la maison d'Autriche à exercer la plus grande influence à Munich : rien n'était épargné à cet effet, surtout la politique si favorable à cette maison, celle des mariages. Tous ceux qui avaient un grand crédit en Bavière étaient mariés à des Autrichiennes. L'électeur lui-même avait épousé une princesse de la maison de Lorraine. Cet électeur, âgé alors de soixante-seize ans, n'ayant pas d'enfant, jamais de caractère et peu d'intérêt au sort futur de ses états, ne pensait absolument qu'à amasser de l'argent pour le donner à ses enfans illégitimes ; il en avait plusieurs pour lesquels il ressentait la plus vive tendresse, aussi les comblait-il de bienfaits de tous genres, et l'on n'avait d'influence auprès de lui que par leur moyen. Voulant y parvenir ainsi, M. de Siedlern, ambassadeur de Vienne à sa cour, avait épousé la belle-sœur du prince Bretzenheim, son fils naturel, qu'il chérissait le plus tendrement. Cet ambassadeur, homme d'esprit, mé-

decin habile, dirigé par un secrétaire habitué aux affaires, avait donc à Munich des intérêts de famille : par ce moyen et ceux de la crainte rien ne s'y faisait sans la participation des Autrichiens. Leur joug n'en semblait que plus lourd aux Bavarois qui les détestaient. Les états surtout étaient très prononcés; mais ils luttaient sans succès contre la volonté de l'électeur. Ce furent ces états qui traitèrent avec l'armée française lorsqu'elle pénétra en Bavière. L'électeur quitta Munich avec sa cour pour se réfugier en Saxe peu de jours avant que les Français parussent devant sa capitale, autorisant néanmoins une commission nommée par lui à traiter avec les vainqueurs, et à négocier une suspension d'armes. Dès que Moreau fut entré dans l'électorat cette commission lui envoya des députés des états le supplier de ne point traiter la Bavière en pays ennemi, s'offrant à fournir par des contributions tout ce qui serait nécessaire pour l'entretien de l'armée française. Les états qui avaient avec eux des ministres à qui l'électeur avait laissé plein pouvoir en son absence étaient ravis d'avoir une occasion de stipuler une fois les intérêts de leur pays sans sa participation. Après plusieurs jours de négociation les députés obtinrent du

général Moreau et du commissaire Haussman, délégué du directoire, une suspension d'armes dont les conditions principales obligeaient l'électeur à rappeler toutes les troupes qu'il avait dans l'armée impériale et à payer à la république française en différens termes une contribution de dix millions de francs. En outre, l'électeur s'engageait à fournir à l'armée du général Moreau tout ce qui pouvait lui être nécessaire en équipement et en grains, et de plus à livrer vingt tableaux précieux que les Français prendraient à leur choix dans les galeries de Dusseldorf et de Munich. A ce prix le commissaire Haussman et le général Moreau voulurent bien accorder à l'électeur palatin la neutralité de ses états en Bavière, en Westphalie et en Franconie, exigeant néanmoins que ce prince envoyât des députés à Paris pour conclure une paix séparée.

Le directoire s'applaudissait d'avoir dirigé le fil de ses négociations de manière à priver la cour de Vienne de presque tous les subsides qui lui étaient fournis par les états de l'Empire pour alimenter la guerre, et surtout d'avoir par là fomenté la mésintelligence qui commençait à régner entre l'Empereur et Frédéric-Guillaume. L'Empereur avait en effet de justes sujets de mécontentement, puisés beaucoup moins dans

les sentimens personnels du roi que dans la politique que lui faisaient suivre ses conseillers intimes, lesquels, par leurs manœuvres, étaient parvenus à entraîner l'assentiment d'un assez grand nombre de princes de l'Empire aux principales conditions de la paix exigées par la république française.

Un autre sujet d'inquiétude, qui dans tout autre temps aurait fait une plus grande sensation, frappait aussi non-seulement la cour de Vienne, mais celle de Saint-Pétersbourg : c'était la démarche à laquelle venaient d'être portées plusieurs villes impériales, particulièrement celle de Nuremberg, de se mettre sous la souveraineté du roi de Prusse, en conséquence de ses déclarations et de la prise de possession préalable des faubourgs. Haugwitz s'était entendu secrètement avec Caillard; et sûr de la coopération tacite et indirecte de la France, il avait fait coïncider la prise de possession de Nuremberg avec les mouvemens d'invasion de l'armée de Sambre-et-Meuse, dont l'aile gauche vint inonder le territoire nurembergeois. Les troupes prussiennes s'étant retirées, Haugwitz dressa alors toutes ses batteries. Il eut l'adresse de mettre en avant le baron de Hardenberg en sa qualité d'administrateur général

des provinces prussiennes de Franconie. Le roi fit remettre à celui-ci des instructions en conséquence et lui abandonna la direction de cette affaire délicate. Dans le système de cession envers la France et d'agrandissement aux dépens de l'Empire qu'avait adopté la cour de Berlin en opposition à une franche neutralité, une résistance ouverte de la part d'Hardenberg eût été intempestive et inefficace. Il se borna donc à apporter dans sa nouvelle opération diplomatique toute la mesure qui pouvait en adoucir les formes et en atténuer les résultats.

Les circonstances étaient d'autant plus difficiles, qu'après l'occupation des faubourgs de Nuremberg, par les troupes prussiennes, les magistrats de cette ville s'étaient vus obligés de faire fermer les portes pour mettre un frein à la fureur des bourgeois qui menaçaient de faire une sortie contre les Prussiens. L'approche des Français fit changer en partie ces dispositions. Les réquisitions qu'ils exigèrent devinrent accablantes, et dès ce moment les magistrats s'adressèrent à Hardenberg, à l'effet d'obtenir la puissante intervention du roi de Prusse. En même temps ils entretinrent ce ministre du désir que témoignaient la plupart des citoyens de vivre désormais sous les lois bienfaisantes de S. M.

prussienne. Hardenberg n'hésitant pas une minute de s'intéresser en faveur de la ville de Nuremberg, obtint du général Jourdan que les réquisitions se borneraient désormais à une contribution fixe. Quant au point le plus décisif, celui de la réunion, Hardenberg répondit aux députés de Nuremberg « qu'il serait au-dessous » de la dignité de son souverain de profiter de » la détresse dans laquelle se trouvaient les ha- » bitans, et que S. M. attendrait, pour leur *faire* » *connaître ses dispositions*, qu'ils fussent à » même d'émettre leur vœu avec une entière » liberté et d'après les formes de leur constitu- » tion actuelle. »

L'armée impériale ayant repris l'offensive en Franconie et les Français s'étant retirés, Nuremberg resta libre, et les Prussiens, au nombre de deux mille hommes, en prirent possession le 2 septembre, en vertu d'un arrangement préalable entre le sénat et le ministre d'état prussien.

L'Allemagne conçut dès-lors tout ce que sa constitution pouvait avoir à redouter de ses amis comme de ses ennemis. Les plus violentes rumeurs éclatèrent parmi les adhérens de la maison d'Autriche et les soutiens de la coalition. « Ceux, dirent-ils, qui connaissent la constitution » germanique, les droits et les devoirs qui en

» résultent, savent combien une telle prise de » possession y est contraire, et quelles sont les » réclamations, fondées sur ces droits et ces de- » voirs, que l'Empereur et l'Empire peuvent y » opposer en tout temps. C'est ici un nouveau » phénomène qui, aux yeux d'un observateur, » fournit une indication frappante pour juger » de la tendance de l'Europe. » Les clameurs redoublèrent quand la convention secrète entre Haugwitz et l'envoyé français commença à transpirer. « Voilà donc la Prusse, disait-on, unique- » ment portée à soigner ses intérêts, et certaine » à la conclusion de la paix non seulement » d'être dédommagée, aux dépens de la patrie, « des pays cédés par elle à la France sur la rive » gauche du Rhin, mais en outre amplement » récompensée de sa défection à la cause de » l'Allemagne. Pouvait-on douter de ses inten- » tions d'après sa manière d'agir, et n'était-il pas » évident que l'assujétissement de l'Allemagne » si sagement repoussé par Frédéric II, entrait » dans les vues de son successeur? Aussi bien » entend-on déjà mettre en avant que le beau » pays de Saxe manque seul à la Prusse pour » l'arrondir et la rendre telle qu'elle doit être.» En effet, ces vœux indiscrets, ces expressions imprudentes, avaient échappé souvent à Haug-

witz, à Lombard, à certains généraux, à des hommes réputés prudens, parce qu'ils faisaient consister la prospérité de la Prusse dans l'extension de ses limites.

Le ministre impérial, comte de Schlick, avant de quitter Ratisbonne, remit à la diète une protestation énergique contre la prise de possession de Nuremberg, comme portant une atteinte directe à la constitution de l'Empire.

De son côté, la cour de Russie, jusqu'alors tranquille au milieu des événemens, parut tout à coup vouloir entrer en lice pour la défense de l'empire germanique. Ses notes à la cour de Berlin prirent un ton d'aigreur; on y disait qu'on avait long-temps soupçonné les vues secrètes que le cabinet de Prusse nourrissait, par la manière dont la guerre y avait été conduite, par sa paix particulière et par sa fameuse ligne de démarcation; que son plan commençait à se développer par l'incorporation, dans les états de Brandebourg, de Nuremberg et d'autres villes impériales, entreprise dont le corps germanique et son chef actuel ne pouvaient manquer d'être vivement affectés. En effet, la cour de Vienne énonçait dans ses notes tous ses griefs, tandis que le chambellan Kalitchef, ministre de l'impératrice, faisait des déclarations d'une

nature inquiétante, annonçant même que sa souveraine allait rassembler une armée sur les frontières de la Gallicie, dans la vue de protéger l'Allemagne.

Le roi, inquiet, soucieux, malade, et voyant les objets en discussion augmenter tous les jours, songea à se ménager une solution dilatoire, et chargea son ministre Hardenberg de répondre aux griefs allégués au sujet de la prise de possession de la ville de Nuremberg, et d'apporter dans sa rédaction tous les ménagemens capables de calmer les deux cours impériales.

Voici cette déclaration réduite à sa forme purement historique : « Les prises de possession » de S. M. prussienne en Franconie ont été » rapportées avec une si grande inexactitude, » qu'il est indispensable d'établir la fausseté des » faits publiés à cet égard, faits controuvés d'a- » bord à dessein et répétés ensuite trop légère- » ment. Il est faux que les armées prussiennes » aient pris possession de la préfecture nurem- » bergeoise, de Hipolsteim et même de l'évêché » d'Eichstadt, de Kombourg, de la commanderie » d'Ellingen, estimée d'une manière erronée à » trente millions. Il est faux également que des » cantons entiers de la noblesse immédiate en

» Franconie se soient soumis au sceptre de » S. M. prussienne, ainsi que plusieurs villes » impériales, y compris Dinhelsbuhl et Schwein- » furt. La vérité est que la maison de Brande- » bourg n'a fait valoir sérieusement les droits » légitimes de supériorité territoriale, sur *les* » *seigneuries enclavées dans les margraviats* » *d'Anspach et de Bareuth*, qu'après avoir essayé » en vain, depuis l'avènement du roi à la régence, » d'en venir à un arrangement avec les proprié- » taires de terres qui, en partie, avaient usurpé » illégalement des droits seigneuriaux en faveur » de leurs possessions situées dans ces princi- » pautés. Ces usurpations regardaient aussi » Eichstadt, l'ordre teutonique, la ville de Nu- » remberg, ainsi que la commanderie d'Ellingen. » Les biens de la noblesse immédiate dans les » margraviats ont aussi été réduits à leur état » primitif de dépendance; mais on n'a touché » nullement aux propriétés ni aux droits sei- » gneuriaux; on ne s'est arrogé en aucun lieu » aucune prise de possession *hors du territoire.* » Mais les villes de Nuremberg, de Weissen- » bourg et de Windhseim se sont librement of- » fertes à la réunion des états du roi. Elles se » sont adressées par des représentations pres- » santes à M. le ministre baron de Hardenberg,

» pour solliciter l'acceptation de la protection » du roi. La première proposition de la part de » la ville de Nuremberg fut faite par des députés » du magistrat et de la bourgeoisie, dans un » moment où la ville et son territoire se trou- » vaient entre les mains des Français, et sur- » chargés d'une contribution énorme et d'autres » fardeaux de guerre. Le ministre répondit qu'*il* » *était au dessous de la dignité du roi d'entrer* » *en négociation dans un pareil moment et aussi* » *long-temps qu'il y aurait encore la moindre* » *apparence de contrainte, d'autant que la ville* » *devrait être regardée comme* CONQUISE *et par* » *conséquent incapable d'agir librement.* En » attendant, tous les moyens furent employés » pour obtenir un traitement plus doux pour la » ville et son territoire. La même proposition » de réunion à la Prusse ayant été réitérée le 24 » et le 25 août, après la reprise de la ville par » les Autrichiens qui marchaient en avant, on » put alors regarder Nuremberg comme libre, » et ses vœux comme sérieux. On ne balança » plus à entamer des négociations d'une ma- » nière ouverte et franche. On entendit cha- » que citoyen sur la question : si la ville vou- » lait se soumettre à la domination prussienne? » et de trois mille six cent cinquante-quatre

» votans, trois mille deux cent quatre-vingt-un » décidèrent pour l'affirmative. Il en résulta un » traité de *soumission et d'exemption* conclu » le 2 septembre entre le ministre baron de » Hardenberg et une députation du magistrat et » de la bourgeoisie munis de pouvoirs suffisans, » traité conforme aux lois de l'Empire, sauf la » ratification du roi et sans préjudice des droits » de l'Empereur et de l'Empire; traité par lequel » S. M. se charge non seulement de toutes les » obligations de la ville de Nuremberg envers » l'Empire et les cercles, de ses dettes, et même » lui accorde encore des conditions si favorables, » qu'elle doit espérer, au lieu de sa ruine inévi- » table, de recouvrer son ancienne splendeur » sous le sceptre de S. M. Il faut voir si S. M. » *daignera* approuver ce traité. Sur les instances » pressantes de la ville, on y a mis des garni- » sons prussiennes ainsi que dans ses préfec- » tures, mais d'une manière qui ne peut être » préjudiciable. Il n'a pas été traité encore avec » les villes de Windsheim et de Weissenbourg. » Ces villes n'ayant pas été occupées par les » Français, on leur a accordé sans difficulté la » protection du roi qu'elles avaient demandée, » et en leur donnant des garnisons d'où il ré-

» sulte qu'elles ont été exemptes de tous les » fardeaux de la guerre. »

Rien de plus opportun que ces ménagemens : Haugwitz commençait à voir s'éloigner ses puissans appuis les Français. L'archiduc Charles triomphait complètement, et, en Franconie, les républicains étaient en pleine déroute. Exposons ici les principales circonstances de ce changement de scène.

On a vu que l'archiduc espérant tenir Moreau en échec sur les confins de la Bavière, en lui opposant le corps d'armée du général Baillet de Latour, s'était mis en marche pour se joindre à Wartensleben à Amberg. Mais Amberg était déjà occupé par Jourdan, et Wartensleben avait pris position derrière la Naab pour s'établir de nouveau sur la ligne de communication avec le Danube. Jourdan pressait Wartensleben; toutefois ce général tint ferme sachant l'archiduc en pleine marche. La jonction s'opéra effectivement le 22 août sur les bords de l'Altmuhl. L'archiduc et Wartensleben concertent aussitôt un plan général d'attaque contre Jourdan, qui menacé par la réunion des forces autrichiennes se repliait déjà sur Amberg. Le 24 août il y est attaqué et enfoncé sur différens

points de sa ligne, et, battant dès lors en retraite sur Salzbach, il laisse neuf cents hommes entre les mains des Autrichiens, qui taillent en pièces deux bataillons de son arrière-garde. Il est ensuite poursuivi et harcelé par les troupes légères de Wartensleben qui se met en pleine marche sur le Mein. Privé de l'espoir de joindre Moreau ou d'en recevoir des secours, Jourdan croit pouvoir rétablir à Wurtzbourg ses lignes rompues; mais l'archiduc en personne se hâte de l'y précéder. Là s'engage une nouvelle bataille le 3 septembre. Wartensleben commandait le centre. L'aile gauche sous Starray ayant été repoussée avec perte, l'archiduc dans ce moment critique envoie l'ordre à Wartensleben de passer le Mein à gué avec toute sa cavalerie et de charger sans perdre de temps la gauche de l'armée française. Ce brave vétéran traverse aussitôt le fleuve à la nage avec vingt-quatre escadrons de cuirassiers, et, débouchant vers Erfelsdorf soutenu par huit bataillons de grenadiers, il décide la victoire et accélère ainsi la retraite de Jourdan sur la Sieg et le Rhin.

Dans cette espèce de déroute les Français furent aux prises avec les paysans soulevés du *Spessart*, armés de toutes pièces, ayant leur cavalerie, leurs commandans et tout ce qui an-

nonce un rassemblement organisé de longue main. La confusion et le désordre de la retraite s'en accrut: après y avoir perdu une partie de leurs bagages les Français furent ramenés en vingt-cinq jours de la frontière de la Bohême sous les murs de Dusseldorf. Cette retraite formait un contraste frappant avec celle de Wartensleben qui, au début de la campagne avait mis près de deux mois à se retirer de la Sieg à la Naab, disputant le terrain pied à pied, avec des forces inférieures, sans se laisser couper et sans pertes sensibles.

L'archiduc emmenant Wartensleben avec lui s'avança rapidement par Offenbourg pour combattre à son tour le général Moreau. Déjà les brillantes opérations dirigées contre Jourdan avaient fait lever le blocus de Mayence.

Ce fut un grand événement que cette délivrance de l'Empire qui fit donner à l'archiduc Charles le surnom de libérateur de l'Allemagne. On jugera dans quel péril se trouvait la maison d'Autriche à la fin de juillet et dans les premiers jours d'août, si l'on compare ce qui se passait en Italie et en Allemagne à la même époque. En Allemagne, le général Jourdan marchait sur le Danube, menaçant à la fois la Bohême et la haute Autriche. De son côté le général Moreau se trouvait déjà sur la

frontière de la Bavière : son aile droite qui s'était emparée de la position importante de Brégentz s'avançait dans le Tyrol. Enfin les succès éclatans de l'armée d'Italie, que nous venons aussi de retracer, donnaient toute confiance à Bonaparte de pénétrer également dans le Tyrol et d'y opérer sa jonction avec Moreau; de sorte que le directoire avait songé un moment à réaliser le vaste plan qu'avait formé Bonaparte lui-même de réunir les trois armées au cœur de l'Allemagne pour de là fondre sur les états héréditaires, plan qui tendait à ériger par la force des choses et par l'ascendant d'un grand caractère le jeune conquérant en généralissime de toutes les forces de la république, et en arbitre au sein de l'Allemagne de la paix et de la guerre, comme il l'était déjà en Italie. La retraite de Moreau vint dissiper en fumée cette brillante illusion.

Moreau isolé en Bavière, par la prompte retraite de Jourdan, commença à effectuer la sienne le 11 septembre. Deux jours auparavant il écrivit la lettre suivante à Bonaparte. « J'étais » prêt à tenter l'attaque des gorges du Tyrol; » le Lech et l'Iser étaient forcés, ce qui nous don- » nait d'excellens débouchés sur Inspruck; mais » l'armée de Sambre-et-Meuse près d'arriver à

» Ratisbonne a été repoussée successivement » jusqu'à Bamberg, on dit même jusqu'à » Wurtzbourg; ce qui me force à changer de » direction*. »

Moreau parut d'abord vouloir s'emparer des deux rives du Danube, et, repassant tout à coup le Lech, il battit, l'un après l'autre, dans sa marche rétrograde, presque tous les corps autrichiens qui vinrent pour lui barrer le passage. A travers les plus grands obstacles, il parvint à déboucher en Brisgaw, et on crut même qu'il avait formé le dessein de s'y maintenir. Mais, comme on l'a vu, l'archiduc marchait pour le combattre de concert avec Wartensleben. Le 19 octobre, il l'atteignit à Emmindlingen et lui livra bataille. Wartensleben qui commandait le centre était chargé d'enlever les hauteurs derrière le village de Malmertingen : il y éprouva une forte résistance. A la tête de douze bataillons et de vingt-trois escadrons il réitéra son attaque contre le pont d'Elz. Là il y eut un combat encore plus opiniâtre; enfin Wartensleben repoussa les Français derrière l'Elz dont il rompit les ponts; mais au plus fort de la mêlée il eut le bras cassé d'un coup de biscaïen. Cette

* Correspondance confidentielle du 9 septembre.

blessure grave ne lui permit pas de prendre part, cinq jours après, à la bataille de Schliengen, à la suite de laquelle Moreau fut obligé de repasser le Rhin à Brisach, conservant sur le fleuve deux têtes de pont, l'une à Brisach, l'autre au fort de Kehl.

Ce fut cette retraite des frontières d'Autriche et de Bavière jusqu'aux bords du Rhin qui acquit à Moreau une réputation européenne. On doit surtout y remarquer le respect religieux qu'il montra pour la neutralité de la Suisse, lorsque pressé par des forces supérieures et poussé vers le Rhin il préféra se faire jour à travers les défilés de la forêt Noire, occupés déjà par les impériaux, et s'abstint de violer un territoire neutre et ami; exemple depuis si peu imité.

Ainsi l'Allemagne se trouva rendue à elle-même ou plutôt à l'influence de l'Autriche. Le premier effet politique de la retraite de Jourdan se fit sentir dans le cabinet de Prusse qui dès lors crut devoir ne pas ratifier la prise de possession de la ville de Nuremberg. Le 29 septembre le ministre d'état baron de Hardenberg remit au magistrat de cette ville la déclaration suivante à ce sujet :

« Le soussigné a l'honneur de déclarer, au » nom du roi son maître, au louable magistrat

» et à la bourgeoisie de la ville de Nuremberg » que Sa Majesté a accueilli avec un vrai plaisir » et une satisfaction reconnaissante, et apprécié » à sa juste valeur, la preuve de confiance et de » dévoûment qu'ils lui ont donnée d'une ma- » nière aussi solennelle que décisive, en offrant » spontanément de se mettre sous la domina- » tion prussienne; que cependant, dans les cir- » constances actuelles, Sa Majesté ne peut se ré- » soudre à accepter cette offre volontaire et à » ratifier le *traité de soumission et d'exemption* » qui a été arrêté; mais qu'elle n'en trouvera » pas moins, dans ce témoignage si peu équivo- » que de confiance entière et de dévoûment, » des motifs suffisans pour donner à la ville des » marques d'un intérêt et d'une bienveillance » particulière; et que dès ce moment même elle » fera volontiers tout ce qui peut dépendre » d'elle pour contribuer à sa prospérité et à sa » sûreté, de même que Sa Majesté *suivant les* » *circonstances et les événemens qui peuvent* » *survenir* ne sera jamais éloignée de répondre, » autant qu'il lui sera possible, aux vœux ulté- » rieurs de la ville. »

Le magistrat annonça par une proclamation la retraite de la garnison prussienne.

La Bavière changea également de face par

suite de la retraite de Moreau, et on la vit retomber, pour ainsi dire, sous le joug de l'Autriche. L'électeur, de retour à Munich, refusa entièrement de reconnaître le traité d'armistice signé avec ce général; il maltraita les principaux membres de la commission qu'il avait nommés lui-même, et insista tellement auprès du général français, qu'il en obtint la remise du traité signé par les membres des états, s'obstinant à ne pas le ratifier, bien qu'il eût été signé aussi par ses ministres.

Il est curieux de voir l'impression de désappointement que cette double retraite d'Allemagne fit sur le cabinet du Luxembourg, qui avait cru toucher au moment de subjuguer la puissance autrichienne. Nous en trouvons le témoignage dans sa correspondance officielle avec Bonaparte. Dès le 9 septembre le directoire lui annonçait la retraite de Jourdan devant l'archiduc Charles et les nouvelles dispositions ordonnées en conséquence au général Moreau, chargé d'établir à cette époque une défensive en Bavière. Le directoire ajoutait : « Pour rem-» plir ce but qui est essentiel, il est nécessaire » que vous occupiez vivement dans le Tyrol » les Autrichiens. »

De son côté Carnot lui écrivait individuelle-

ment : « Nos espérances ont été surpassées par » la victoire de Bassano. Quelle gloire pour » vous, immortel Bonaparte! Quel coup ter- » rible porté à l'orgueilleuse Autriche! Elle ne » s'en relèverait pas si toutes nos armées eus- » sent eu le même succès que celle d'Italie; mais » la misérable reculade de Jourdan déconcerte » tous nos projets. L'armée de Rhin-et-Moselle, » qui allait vous donner la main, s'est trouvée » compromise, presque cernée, obligée de ré- » trograder avec précipitation pour défendre » son flanc, et il faudra toute l'habileté de Mo- » reau pour sortir d'embarras. Il n'en résultera » pas moins que nous serons privés des res- » sources de la Bavière, que votre gauche n'est » plus appuyée, et que nous aurons beaucoup » de peine à vous faire parvenir un secours » équivalant à la colonne qui devait s'unir à » vous par Inspruck. C'est donc dans votre » énergie que nous trouverons de nouveaux » moyens. N'oubliez pas qu'aussitôt les quar- » tiers d'hiver pris sur le Rhin, l'Empereur va » avoir beaucoup de forces disponibles qu'il ne » manquera pas d'employer contre vous, et que » c'est une raison pour ne pas vous enfourner » sans être certain des gorges du Tyrol. »

Le 25 septembre le directoire revint en ces

termes sur le même sujet : « Sans analyser ici » les causes des échecs éprouvés en Allemagne, » nous nous bornons à vous annoncer que l'ar- » mée de Sambre-et-Meuse s'est repliée partie » sur Dusseldorf, partie derrière le Rhin. La » majeure partie des forces ennemies peuvent » se porter sur l'armée de Rhin-et-Moselle et la » forcer elle-même à la retraite ; c'est cette con- » sidération qui nous engage à vous prescrire » de considérer la prise de Mantoue comme un » objet auquel vous devez sacrifier en ce mo- » ment toute autre opération.

» L'exaspération des Allemands contre nos » troupes occasionnée par l'indiscipline, et les » suites qui en sont résultées, nous avertissent » de nouveau et d'une manière fâcheuse com- » bien la mollesse dans l'exercice de l'autorité » militaire de grade en grade est funeste à la » gloire d'une armée, et combien il importe de » gagner les habitans du théâtre de la guerre » par le maintien du bon ordre.

» Mais il ne suffit pas d'empêcher que les peu- » ples ne deviennent nos ennemis, il faut les » rendre tels à l'égard de leur ancien gouverne- » ment et jeter les germes de l'insurrection dans » les pays même où nos armes n'ont pas encore » pénétré. Cette observation s'applique parti-

» culièrement à la Hongrie où des intérêts po-
» litiques fortement prononcés parmi la haute
» et la petite noblesse et les différentes classes
» du peuple rendent plus pesant le joug de
» l'Autriche. Répandez-y dans les langues vul-
» gaires des proclamations dont l'énergie ré-
» veille la fierté des Hongrois et leur antique
» haine pour leurs oppresseurs. »

Le directoire en indiquant l'emploi des moyens révolutionnaires au général en qui il avait le plus de confiance avait principalement en vue de porter la maison d'Autriche à la paix dont il sentait le besoin. C'était dans Bonaparte qu'il plaçait toutes ses espérances, étant d'autant plus rassuré de ce côté qu'il regardait la défaite de Wurmser comme entière et la conquête de l'Italie comme irrévocable.

« Quant à la situation politique de l'Italie,
» mandait-il à son général en chef *, une ob-
» servation principale fixe notre attention et
» doit diriger votre conduite à l'égard des dif-
» férens états ou villes qui voudraient se donner
» un gouvernement : c'est que la paix, notre
» premier vœu, peut dépendre du sort du
» Milanais et qu'il nous importe de ménager des

* Correspondance confidentielle du 20 septembre.

» moyens d'échange pour consolider la réunion » de quelque partie de territoire à la républi- » que. Il est donc essentiel de ne pas favoriser » indiscrètement les innovations politiques nui- » sibles à la conclusion de la paix et à l'affer- » missement de notre liberté. »

De son côté Bonaparte jugeant tout l'avantage de sa position vis-à-vis du directoire et voulant rester le maître en Italie lui écrivait en ces termes* : « La république de Venise a peur ; » elle trame avec le roi de Naples et le pape; » elle se fortifie et se retranche dans Venise. De » tous les peuples de l'Italie, le Vénitien est » celui qui nous hait le plus : ils sont tous ar- » més. Le roi de Naples a soixante mille hom- » mes sur pied; il ne peut être attaqué et dé- » trôné que par dix-huit mille hommes d'infan- » terie et trois mille hommes de cavalerie. Le » grand-duc de Toscane est absolument nul » sous tous les rapports. Le duc de Parme se » conduit assez bien. Rome est forte par son » fanatisme. Le roi de Sardaigne fomente la ré- » bellion des Barbets. Si Naples et Rome agis- » sent contre nous, il faudra trois mille hommes » de plus dans les places du Piémont. Si vous

*Correspondance confidentielle du 2 octobre.

» persistez à faire la guerre à Rome et à Naples,
» il faut vingt-cinq mille hommes de renforts,
» qui joints aux vingt mille nécessaires pour
» tenir tête à l'Empereur font un renfort de
» quarante-cinq mille hommes. Je crois que
» vous ne pouvez pas faire à la fois dans la
» position actuelle de la république la guerre à
» Naples et à l'Empereur. Rome deviendrait très
» forte de sa réunion avec Naples. Si nous som-
» mes battus sur le Rhin, il nous convient de
» faire la paix avec Rome et avec Naples. Il est
» une autre négociation qui devient indispen-
» sable, c'est un traité d'alliance avec le Piémont
» et Gènes. Je n'avais jamais compté qu'après
» avoir détruit en une campagne deux armées
» de l'Empereur il en aurait une plus puissante,
» et que les deux armées de la république hi-
» verneraient bien loin du Danube..... »

Ses craintes sur la situation morale de l'Italie redoublèrent à la réception de la lettre que lui écrivit de Gènes le ministre de France Faypoult, sous la date du 7 octobre : « Nous venons
» d'essuyer des désastres en Allemagne, lui
» mandait ce ministre, et ces revers ont mal-
» heureusement eu en Italie un effet moral qui
» équivaut à une diminution réelle de nos for-
» ces. Bien mieux, on y sait que notre armée

» n'est pas en nombre, ce qu'il faudrait qu'elle » fût pour la garde de cent trente lieues de » pays, quand Mantoue résiste encore, quand » les Barbets nous organisent une Vendée ita- » lienne, quand Rome prêche la croisade et » vous retire le reste de sa contribution, quand » les succès de l'archiduc peuvent lui permet- » tre de faire descendre une troisième armée » dans le Tyrol.....» D'après ce tableau le ministre de France dissuadait Bonaparte de tenter aucun changement politique à Gènes : « Si » vous persistez, ajoutait-il, vous aurez Gènes » et Mantoue à assiéger à la fois. »

La lettre secrète de Bonaparte au directoire, sous la date du 8 octobre, atteste qu'il était sous l'empire des mêmes idées et des mêmes impressions. « Mantoue, disait-il, ne pourra pas » être pris avant le mois de février; je dois déjà » vous l'avoir annoncé; vous verrez par là que » notre position en Italie est incertaine et no- » tre système politique très mauvais... Je crois la » paix avec Naples très essentielle, et l'alliance » avec Gènes et la cour de Turin nécessaire. » Faites aussi la paix avec Parme, et donnez une » déclaration qui prendra sous la protection de » la France les peuples de la Lombardie, Modène, » Bologne et Ferrare; et par dessus tout envoyez

» des troupes. L'Empereur en a envoyé trois » fois dans sa campagne. On gâte tout en Italie, » le prestige de nos forces se dissipe : l'on nous » compte. Je crois imminent et très imminent » que vous preniez en considération la situation » de votre armée en Italie, que vous adoptiez » un système qui puisse vous donner des amis, » tant du côté des princes que du côté des » peuples. Diminuez vos ennemis : l'influence de » Rome est incalculable. On a très mal fait de » rompre avec cette puissance. Si j'eusse été » consulté sur tout cela j'eusse retardé la négo- » ciation de Rome comme celle de Gènes et de » Venise. Toutes les fois que votre général en » Italie ne sera pas le centre de tout, vous cour- » rez de grands risques. On n'attribuera pas ce » langage à l'ambition, je n'ai que trop d'hon- » neurs, et ma santé est tellement délabrée » que je crois être obligé de vous demander » un successeur. Je ne peux plus monter à » cheval ; il ne me reste que du courage, ce qui » est insuffisant dans un poste comme celui-ci.

C'était pour la seconde fois que Bonaparte mettait ainsi le marché à la main au directoire, sachant fort bien qu'il ne serait pas pris au mot : on lui accorda tout à l'égard de Naples ; mais il trouva plus de répugnance relativement au pape.

Des deux armistices conclus dans le mois de juin, entre la république française d'un côté, et le pape et le roi de Naples de l'autre, le premier était rompu et le second fut converti en un traité de paix signé à Paris le 10 octobre. Ce traité n'apporta aucun changement dans la position respective de la république et du roi de Naples, et il n'était en fait qu'une continuation de l'armistice. La cour des Deux-Siciles avait été portée à le conclure par les conseils de la cour d'Espagne et par la crainte de voir la flotte française insulter Naples si les Anglais abandonnaient la Méditerranée. Ce traité dissipa toutes ses craintes à cet égard : ce fut le seul avantage qu'elle en retira ; il fut d'ailleurs plus favorable aux Français, qui par là détachèrent de la coalition le plus puissant état de l'Italie. Ils n'eurent plus à craindre que le roi de Naples qui avait été pendant trois mois occupé à organiser une nombreuse armée, envoyât des troupes, par les états du pape, pour faire une diversion dans les duchés de Ferrare et de Modène.

Le pape, de son côté, s'était servi de l'armistice pour entamer des négociations de paix, et dans ce dessein il avait fait plusieurs propositions au directoire ; mais celui-ci n'était pas disposé à traiter avec un prince dont il avait peu à

redouter, et dont il voulait envahir les états. Il se refusait surtout de négocier avec le pape, comme chef de l'Église, ne le désignant dans sa correspondance confidentielle avec Bonaparte, que sous le titre de prince de Rome. Cependant, excité par le seul de ses généraux alors victorieux, et qui lui promettait la conquête de l'Italie, le directoire parut ne vouloir pas encourir l'odieux de s'être refusé à traiter des conditions de paix offertes par le pape ; il préféra les éluder en lui faisant, à son tour, proposer des conditions, à la fois si dures et si humiliantes, que malgré l'invasion de ses états, les dangers qu'il courait, et la faiblesse de ses moyens de défense, Pie VI ne put se résoudre à les accepter. Le saint-père ne se détermina néanmoins à un refus que par répugnance pour les articles qui concernaient sa juridiction ecclésiastique, et auxquels il ne pouvait adhérer sans détruire la doctrine de son infaillibilité et les bases de son autorité spirituelle.

Contrarié de cette résistance inattendue de la part du pontife, Bonaparte écrivit la lettre suivante au cardinal Mattei, le 21 octobre 1796.

« La cour de Rome a refusé d'adopter les » conditions de paix que lui a offertes le direc-

» toire; elle a rompu l'armistice, et en suspen-
» dant l'exécution des conditions elle arme, elle
» veut la guerre, elle l'aura; mais avant de
» pouvoir de sang-froid prévoir la ruine et la
» mort des insensés qui voudront faire obstacle
» aux phalanges républicaines, je dois à ma na-
» tion, à l'humanité, à moi-même, de tenter un
» dernier effort pour ramener le pape à des
» sentimens plus modérés, conformes à ses vrais
» intérêts, à son caractère et à la raison. Vous
» connaissez, monsieur le cardinal, les forces et
» la puissance de l'armée que je commande :
» pour détruire la puissance temporelle du
» pape il ne me faudrait que le vouloir. Allez
» à Rome, voyez le saint-père, éclairez-le sur
» ses vrais intérêts, arrachez-le aux intrigans
» qui l'environnent, qui veulent sa perte et celle
» de la cour de Rome. Le gouvernement fran-
» çais permet encore que j'écoute des négocia-
» tions de paix, tout pourrait s'arranger. La
» guerre si cruelle pour les peuples a des ré-
» sultats terribles pour les vaincus; évitez de
» grands malheurs au pape; vous savez com-
» bien je désire finir par la paix une lutte que
» la guerre terminerait pour moi sans gloire
» comme sans péril.... »

En même temps il écrivit à Cacault, ministre

de France à Rome : « Je vous prie de commen-
» cer des ouvertures avec le cardinal secrétaire-
» d'état ou de vous servir du cardinal Mattei
» qui pourra parler directement au pape... Vous
» pouvez signifier au pape que la réponse de
» Paris m'est arrivée, que par suite des senti-
» mens de modération qu'a adoptés le gouver-
» nement français il m'a chargé de terminer
» avec Rome toute espèce de différent, soit par
» les armes, soit par une nouvelle négociation...
» J'offre encore au pape une manière honora-
» ble de sauver son honneur et le chef de la re-
» ligion. Vous pouvez l'assurer de vive voix que
» j'ai toujours été contraire au traité qu'on lui
» a proposé et surtout à la manière de négocier;
» que c'est en conséquence de mes instances
» particulières et réitérées que le directoire m'a
» chargé d'ouvrir la route d'une nouvelle négo-
» ciation. J'ambitionne bien plus d'être le sau-
» veur du saint-siége que d'en être le destruc-
» teur.... »

Quatre jours auparavant il avait écrit à ce même Cacault : « Je n'attendrai que le moment
» pour m'élancer sur Rome et y venger l'hon-
» neur national; la grande affaire actuellement
» est de gagner du temps. »

La politique du directoire à l'égard de la

cour de Turin se ressentait également de son indécision. A Paris, l'ambassadeur comte de Balbe ne demandait que de la sécurité pour l'avenir; mais une partie des membres du directoire eût préféré dès-lors révolutionner le Piémont. « N'est-il pas dangereux, écrivait ce gou» vernement à Bonaparte *, de laisser les trou» pes piémontaises en supériorité de forces en » Italie, et ne conviendrait-il pas d'engager le » roi de Sardaigne par la cession de quelques » avantages à faire marcher quinze mille hom» mes de concert avec l'armée que vous com» mandez? Si cette négociation n'a pas de suite » il sera utile de s'assurer le désarmement du » Piémont. »

Dès le 2 octobre Bonaparte envoie à Turin Poussielgue, secrétaire de légation à Gènes, sonder les dispositions de ce cabinet pour un traité d'alliance.

Le directoire lui répond : « Nous approuvons » la démarche que vous avez indiquée au citoyen » Poussielgue auprès de la cour de Turin. Nous » vous autorisons à l'appuyer ou à la faire re» nouveler en faisant promettre un dédomma» gement au roi de Sardaigne. Ce dédommage-

* Correspondance confidentielle du 20 septembre.

» ment se trouverait soit dans une petite por-
» tion du Milanais qui pourrait lui être cédée,
» soit dans une portion des fiefs impériaux;
» mais il est utile de le rendre aussi peu consi-
» dérable qu'il se pourra, et nous ne devons
» sous aucun prétexte quelconque garantir la
» cession ou le dédommagement, ce qui pourrait
» par la suite entraîner dans des inconvéniens
» graves et éloigner l'époque de la paix. »

Au moment où Poussielgue arrivait à Turin, avec les instructions de Bonaparte, le roi Victor-Amédée III descendait au tombeau, le 16 octobre 1796, dans la soixante-dixième année de son âge et la vingt-troisième de son règne, mourant de chagrin de laisser un royaume opprimé et mutilé, qu'il avait reçu intact et indépendant; un trésor épuisé, qu'il avait reçu florissant, et enfin une armée vaincue, que Charles-Emmanuel, son père, lui avait léguée victorieuse. Si ce prince eut quelques vertus, il n'eut pas celles qui sont si nécessaires au souverain d'un état exposé à des revers et à des bouleversemens. Charles-Emmanuel IV, son fils aîné, lui succéda : prince doué de plus de vertus encore et de beaucoup d'instruction, mais en proie à une maladie nerveuse, et à des pratiques de piété trop minutieuses, incapable par

conséquent de relever un trône sur le penchant de sa ruine.

Il protesta, aussitôt après son avénement, et dans les termes les plus humbles, de son attachement à la république française.

Le directoire ne vit rien dans ce nouveau règne qui pût contrarier ses projets de paix avec l'Autriche. Ce n'était pas d'ailleurs la paix générale que désirait le cabinet du Luxembourg, malgré ses revers en Allemagne; mais une paix séparée avec l'Autriche, et dont l'Angleterre serait exclue. Déjà en vertu du traité de Saint-Ildefonse, l'Espagne, recevant l'impulsion de la France, venait de déclarer la guerre à la cour de Londres (7 octobre 1796).

De son côté, le cabinet de Saint-James avait donné ordre à son escadre de se retirer de la Méditerranée, d'emmener les troupes qui étaient en Corse, pour les laisser à Gibraltar, et de passer dans l'Océan pour la défense de la Grande-Bretagne et de ses colonies. Cette nouvelle, parvenue à Naples, avait décidé la cour des Deux-Siciles, plus que tout autre motif, à faire la paix. Avant même d'être informé de la conclusion de cette paix, Bonaparte avait écrit à son gouvernement en ces termes : « Si la circonstance de » l'évacuation de la Méditerranée par les Anglais

» vous portait à ne pas vouloir faire la paix avec » Naples, il faudrait chercher à l'amuser encore » quelque temps. »

Ce fut alors que le plan de recouvrer la Corse, dont s'était occupé ce général, reçut son exécution. Après l'expédition de Livourne il avait envoyé dans cette île des émissaires, des armes, des munitions de guerre, et un assez grand nombre de patriotes corses réfugiés dans son armée, et qu'il chargea de soulever l'île contre la domination anglaise : « Quelle gloire, écrit-il » à son agent secret Bonelli, s'ils peuvent seuls » chasser de la patrie ces orgueilleux Anglais !... » On conçoit que Bonaparte attachait à cette entreprise une grande importance.

Le commissaire Salicetti partit de Livourne pour se rendre en Corse avec le général Gentili, qui venait de recevoir de Bonaparte le commandement provisoire de l'île. Voici les traits les plus remarquables des instructions qu'il lui donna : « Vous accorderez un pardon général à tous ceux » qui n'ont été qu'égarés ; vous ferez arrêter et » juger par une commission militaire les quatre » députés qui ont porté la couronne au roi d'An- » gleterre, les membres du gouvernement, et les » meneurs de cette infame trahison; entre autres, » les citoyens Bertholami, Piraldi, Stefanopoli,

» Pozzo di Borgo *, Tartarolo, Filipi et l'un des » chefs de bataillon qui seront convaincus d'avoir » porté les armes contre les troupes de la répu- » blique. Ainsi la vengeance nationale n'aura à » peser que sur une trentaine d'individus qui se » seront peut-être sauvés avec les Anglais. Vous » ferez également arrêter tous les émigrés, s'il » y en avait qui eussent l'audace de continuer » leur séjour dans les terres occupées par les » troupes de la république.

» Mais je vous recommande surtout de faire » une prompte justice de quiconque, par un » ressentiment contraire à la loi, se serait porté » à assassiner son ennemi. Enfin, citoyen gé- » néral, faites ce qui dépendra de vous pour » rétablir la tranquillité dans l'île, étouffer » toutes les haines, et réunir à la république ce » pays si long-temps agité. » Dès le 21 octobre, les Français reprirent possession de la Corse.

Ce fut aussi dans ce même mois d'octobre que Bonaparte, malgré le directoire, commença à réaliser son projet connu de fonder des républiques en Italie. En vain, dès le 8, avait-il écrit aux directeurs : « Faites une déclaration qui

* Depuis ambassadeur de Russie à la cour de Louis XVIII, de Charles X et de Louis-Philippe.

» prenne sous la protection de la France les peu-
» ples de la Lombardie, Modène, Reggio, Bo-
» logne et Ferrare, et, par-dessus tout, envoyez
» des troupes. » Le directoire avait gardé le si-
lence; et même à l'égard du Milanais il s'était formellement expliqué : il fallait, selon lui, le tenir en réserve comme moyen d'échange. Bonaparte n'en alla pas moins en avant à l'égard de Modène, Reggio, Bologne et Ferrare. Il n'avait d'ailleurs retardé l'exécution de son plan, que pour avoir le temps de recueillir le fruit de ses victoires.

Bonaparte avait débuté par lever des contributions exorbitantes dans le pays conquis, et par compléter l'approvisionnement de tout ce qui était nécessaire pour faire subsister son armée. Lorsqu'il en eut tiré tout ce qu'il était possible, tant par des contributions que par la vente des armistices, il songea à mûrir les semences d'insurrection et de démocratie qu'il avait jetées dans la péninsule. Il s'agissait d'exciter les peuples à abjurer les lois de leur pays, et à adopter les formes d'un gouvernement révolutionnaire. Ne pouvant encore appeler à l'indépendance les habitans de la Lombardie, sur lesquels il conservait une autorité absolue, il suscita d'abord, et malgré l'armistice, une insurrection parmi les

sujets du duc de Modène, qu'il trouvait encore trop peu confians en eux-mêmes. Les habitans de la ville de Reggio furent les premiers à donner l'exemple de l'émancipation, et cette démarche fut promptement imitée par d'autres villes du duché. Les troupes du duc furent chassées ; ses agens privés de leurs emplois, et son gouvernement remplacé par une administration démocratique. Les chefs de cette administration s'empressèrent de solliciter l'appui du protecteur des libertés du peuple, et le nouveau Flaminius la leur accorda sur-le-champ. Sans égard pour la neutralité convenue avec le duc de Modène, il déclara que ce prince *avait perdu la confiance de la république française.*

L'exemple du duché de Modène, et la certitude d'être protégées par les Français, encouragèrent les villes de Bologne et Ferrare à se mettre aussi en état de révolution. Bonaparte ne perdit pas de temps pour tirer de ces mouvemens, qu'il avait provoqués, tous les avantages qu'il s'en était promis. Il avait surtout pour but de convaincre les insurgés de la nécessité où ils étaient de courir aux armes, s'ils voulaient conserver la liberté dont ils lui étaient redevables. C'est ainsi qu'il arma plusieurs milliers d'hommes et en forma un renfort auxiliaire à ses troupes.

Voici comment il rendit compte au directoire d'une opération qu'il fit prévaloir en dépit des dernières instructions qu'il avait reçues.

« L'affaire de Modène a parfaitement réussi : » ce pays est content et heureux de se voir dé- » livré du joug qui pesait sur lui. Les patriotes » sont nombreux et en place. Les couleurs natio- » nales qu'ils ont adoptées sont le vert, le blanc » et le rouge. Vous trouverez ci-joint le manu- » scrit de l'organisation que je compte donner à » la première légion lombarde : elle sera soldée, » habillée, équipée par les Milanais.

» J'ai écrit aux commissaires du gouverne- » ment pour que les gouvernans de Bologne, de » Modène, de Reggio et de Ferrare aient à se » réunir en congrès : cela se fera le 23. Je n'ou- » blie rien de ce qui peut donner de l'énergie à » cette immense population, et tourner les es- » prits en notre faveur. »

Ses instructions aux commissaires du gouvernement leur prescrivaient de composer le congrès cispadan d'une centaine de députés, parmi lesquels il entendait qu'il y eût des nobles, des prêtres, des cardinaux, des négocians et de tous les états. Ce congrès aurait pour principal objet d'arrêter : 1° l'organisation de la légion italienne 2° une espèce de fédération pour la défense

commune; 3° l'envoi à Paris de députés pour demander leur liberté et leur indépendance. « Il est indispensable, ajoutait Bonaparte, que » nous ne négligions aucun moyen pour répon- » dre au fanatisme de Rome, pour nous faire » des amis, et pour assurer nos derrières et nos » flancs..... »

La dépêche par laquelle il rendait compte de cette opération était du 11 octobre; le même jour, le directoire lui écrivait à ce sujet en ces termes : « Ce que vous nous avez dit sur l'indé- » pendance du Milanais s'applique à Bologne, » Ferrare, Reggio, Modène, et à tous les autres » petits états d'Italie. Nous devons redoubler de » circonspection et de prudence pour éviter de » compromettre par trop de facilité les intérêts » futurs de la république. Il convient de presser » le duc de Modène d'achever de payer les som- » mes qui nous restent dues en vertu de l'armis- » tice conclu avec ce prince; mais il faut se » garder d'armer contre lui les peuples qui lui » étaient soumis avant notre arrivée en Italie, » et notre désir est que vous les conteniez dans » une dépendance réelle, jusqu'à ce que notre » horizon politique s'éclaircisse, et nous per- » mette de régler définitivement le sort de l'Ita- » lie, au moyen de la paix générale. »

Mais Bonaparte avait son plan ; et, malgré le directoire, il entendait rester en Italie, le maître et le centre de tout ; il savait bien d'ailleurs que son gouvernement n'oserait pas le désavouer officiellement, et encore moins le révoquer. Frappé de ses revers en Allemagne, le directoire ne voulait rien entreprendre qui pût devenir un obstacle à la paix continentale qu'il désirait sincèrement. Ici nous allons entrer dans l'historique de deux grandes négociations plus importantes que toutes celles qui ont précédé. Tous ces mystères diplomatiques vont être enfin mis au grand jour.

N'oublions pas que Bonaparte, dans l'intervalle, avait ramené la majeure partie de son armée autour de Mantoue, après avoir laissé deux corps, l'un dans le Trentin, et l'autre dans le Frioul, pour y observer les Autrichiens. D'un autre côté, il avait fait fortifier Pizzighitone, Reggio et tous les bords de l'Adda, et même ceux de l'Adige.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE DES SOMMAIRES

DU TOME TROISIÈME.

Page 1.

1774.

Refus de la Prusse de concourir à la défense des Pays-Bas. — Retour de l'Empereur à Vienne. — Bataille de Fleurus, calculée pour l'abandon des Pays-Bas. — Pitt fortifie son ministère. — Inutilité de ses efforts pour affermir la coalition. — Dangers qu'elle court du côté de la France et de la Pologne. — Siége de Varsovie par le roi de Prusse. — Levée du siége. — Combats de la Roca. — Retraite de Clairfayt au delà du Rhin.

Page 76.

1794—1795.

Maximes politiques du comité de salut public après le régime de la terreur. — Négociations secrètes avec les cabinets d'Autriche et de Prusse. — Mésintelligence entre ces deux cabinets. — La Prusse laisse la Hollande à découvert. — Conquête de la Hollande par la révolution. — La Prusse convoite des indemnités en Pologne et délaisse la coalition contre la France. — Motifs secrets qui la font agir. — Soumission de la Pologne. — Paix de Bâle entre la Prusse et la république française. — Le nœud de la coalition est rompu.

Page 152.

1795.

Esprit des deux traités séparés de Bâle. — Leurs motifs secrets et leursconséquences. — Mécontentement de l'Autriche. — Le comité de salut public ne veut procéder qu'à des paix partielles. — La ville de Bâle rendez-vous

de la diplomatie européenne. — Traité du 16 mai, entre la république française et la république batave. — Impression que fait à Ratisbonne le traité de Bâle. — Note de l'Empereur à la diète, où il blâme la conduite de la Prusse. — Décret aulique sur les moyens d'obtenir une paix acceptable. — Opération diplomatique d'Hardenberg. — Sa conférence avec le ministre autrichien comte de Lehrbach. — Signal donné aux princes de l'Empire par la Prusse. — Insurrection à Berlin. — Concert entre les cabinets de Vienne, de St-Pétersbourg et de Londres. — Vues de l'Autriche sur l'Italie. — État intérieur de la France. — Position respective des deux armées sur le Rhin. — Comment le cabinet de Londres balance la défection de la Prusse. — Intrigues royalistes sur le Rhin et dans la Vendée. — Dénouement de l'expédition de Quibéron. — Conclusion brusque de la paix d'Espagne. — Note d'Hardenberg à la légation française de Bâle. — Réponse du plénipotentiaire Barthélemy. — Note confidentielle de Rewbell sur la paix d'Empire. — Reprise des opérations offensives sur le Rhin. — Journée du 13 vendémiaire (4 septembre). — Établissement du gouvernement directorial. — Traité de la triple alliance signé à St-Pétersbourg. — Succès des armes de l'Autriche sur le Rhin. — Mouvemens tumultueux en Angleterre. — Fermeté de Pitt. — Armistice sur le Rhin.

Page 267.

1796.

De l'armée autrichienne d'Italie et de son état-major. — Situation du Piémont. — Différens de Clairfayt avec le conseil aulique. — Sa retraite du commandement en chef de l'armée du Rhin. — Avénement de l'archiduc Charles à ce commandement. — Influence du comte de

Bellegarde. — Réception du plénipotentiaire Caillard à la cour de Berlin. — Sandoz-Rollin ministre de Prusse près la république française. — Nouveaux rapports que le traité de Bâle établit entre la Prusse et la France. — Politique de Hardenberg. — Ouvertures faites par l'Angleterre au cabinet du Luxembourg. — Déclaration du directoire. — Son plan de campagne pour l'invasion de l'Italie. Ses ouvertures à la cour de Sardaigne. — Alliances de cette cour avec le cabinet de Vienne. — Causes de la nomination du général Bonaparte au commandement en chef de l'armée d'Italie. — Ses instructions. — Forces respectives des deux armées. — Heureux résultats de la campagne. —Passage des Apennins. — Séparation des Autrichiens et des Piémontais. — Convention de Chérasco. — Défection de la cour de Sardaigne.

Page 343.

1796.

Entrée des Français à Milan. — Révolution en Lombardie. — Le directoire veut diviser le commandement de l'armée d'Italie. — Comment Bonaparte déjoue ce projet. — Soulèvement de Pavie. — Retraite de Beaulieu vers le Tyrol. — Premiers différens entre Bonaparte et la république de Venise. — Occupation de Brescia et de Vérone. — Investissement de Mantoue. — Effets que produisent ces revers sur le cabinet de Vienne.—Changement dans le conseil aulique. — Insinuations du ministre de France Caillard au cabinet de Berlin. — Ligne de démarcation. — Concert de l'Angleterre et de l'Autriche. — Ouverture de la campagne en Allemagne. — Succès des Français. — Convention secrète à Berlin. — Éveil des cours de Vienne et de Londres. — Mission du

conseiller Muller et de M. Hammond.—Ce dernier manque le but de sa mission à Berlin.—Influence de la cour de Londres sur le cabinet de Lisbonne. — Traité d'alliance entre la France et le cabinet de Madrid.

Page 408.

1796.

Situation de l'Italie. — Répression de l'insurrection des fiefs impériaux. — Armistice entre la cour de Naples et la France. — Vues de Bonaparte sur la cour de Rome. — Armistice avec le Pape. — Mouvemens révolutionnaires dans les légations. — Expédition contre Livourne. — Relations de Bonaparte avec le grand duc.— Ses vues sur Gènes. — Ses desseins sur Venise. — Ses rapports politiques avec cette république. — Opérations offensives de Wurmser. — Situation critique de l'armée française. — Comment Wurmser est défait par Bonaparte. — Politique du directoire à l'égard de l'Italie. — Nouvelle lutte entre Wurmser et Bonaparte. — Destruction de l'armée de Wurmser. — Ce général se réfugie dans Mantoue. — Campagne en Franconie et en Souabe. — Négociations entre plusieurs princes de l'Allemagne et le directoire. — Conduite de la Bavière. — Vues de la Prusse sur Nuremberg. — Sa déclaration et ses ménagemens pour la Russie. — Opérations offensives de l'archiduc Charles. — Retraite de Jourdan et de Moreau. — Effets que produisent les revers en Allemagne sur le cabinet du Luxembourg. — Lettre confidentielle de Carnot à Bonaparte. — Situation politique de l'Italie. — Politique du directoire à l'égard de la cour de Turin. — Bonaparte recouvre la Corse. — Établissement de nouvelles républiques en Italie.

FIN.

ŒUVRES COMPLÈTES DE MACHIAVEL,

TRADUCTION NOUVELLE, PAR M. J.-V. PÉRIÈS,

Douze volumes in-8., imprimés sur papier fin, par Rignoux, avec des caractères neufs, ornés d'un beau portrait de l'auteur. Prix : 84 fr. sur pap. fin des Vosges, et 144 fr. sur vélin d'Annonay.

C'est pour la première fois qu'il a paru en français un *Machiavel* complet. La plus grande partie des œuvres du secrétaire florentin ont été traduites, en 1797, par Guiraudet; mais tout le monde sait que ce traducteur ignorait presque entièrement la langue italienne, que sa traduction présente des contresens et des lacunes importantes. Il n'a donc pas été difficile de faire mieux pour l'auteur de cette nouvelle traduction, qui a fait de cette langue, et particulièrement des écrits de Machiavel, l'objet spécial de ses études. Pour que cette édition fut la plus complète et la plus exacte, il a suivi les dernières qui ont paru en Italie, et il a traduit toutes les pièces inédites qu'elles renferment.

LETTRES DU ROI DE POLOGNE JEAN SOBIESKI,

A la Reine MARIE CASIMIR (DE LA GRANGE D'ARQUIEN), *sa femme, pendant la campagne de Vienne*. Traduites par M. le Comte TALER, et publiées, avec une instruction historique, par N.-A. de SALVANDY. Vol. in-8., avec portrait. Prix : 5 fr., et 8 fr. sur papier vélin d'Annonay.

RÉPUBLIQUE (DE LA),

Ou Traité *de Re Publicâ*, ouvrage inédit de Cicéron, traduit en français par M. Villemain, de l'Académie française, avec le texte latin en regard, des Notes de M. Mai, qui a découvert le manuscrit, un Discours préliminaire, et des Notes du traducteur.

2 vol. in-8., sur papier carré fin, avec une belle gravure en frontispice et des *Fac-Simile* du manuscrit *Palimpseste* : Prix : 15 fr.

——— Vélin satiné, 30 fr.; 33 fr., franc de port.

——— Grand-raisin fin, 25 fr.; 28 fr., franc de port.

——— Grand-raisin vélin satiné, 50 fr.; 53 fr., franc de port.

3 vol. in-12, papier carré fin d'Auvergne. Prix : 10 fr.

(Ces volumes peuvent compléter les différentes éditions des œuvres de Cicéron, dans le format in-8 et dans les formats in-12 et grand in-18.)

GEORGES III, SA COUR ET SA FAMILLE,

Traduit de l'anglais. — Vol. in-8., avec portrait. Paris, 1823. Prix : 6 fr., et 8 fr., franc de port.

Le règne de Georges III a été aussi long que remarquable dans l'histoire d'Angleterre et celle de l'Europe. L'ouvrage que nous annonçons, sur cette grande époque, est le plus estimé de ceux qui ont paru en Angleterre; ainsi ce volume peut servir à compléter toutes les collections de l'histoire britannique qui existent dans notre langue.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA AT LOS ANGELES
THE UNIVERSITY LIBRARY
This book is **DUE** on the last date stamped below

Form L-9-20*m*-8,'37

DC
145 [Allonville.
A44m Mémoires
v.3 tirés des
papiers
d'un homme d'état.

DC
145
A44m
v.3

A 000 227 560 0